

Ecole polytechnique de l'Université de Tours
Département Aménagement

Magistère 3ème année
Aménagement - Urbanisme - Environnement

Université François Rabelais – Tours
Maison des Sciences de l'Homme

Master Recherche 2^{ème} année « Sciences de
l'Homme et de la Société »
Mention : « Sciences sociales : Villes et
Territoires », Spécialité Aménagement

MEMOIRE DE RECHERCHE

CONSEIL NATIONAL

Le Concours des villes et * * villages fleuris * *

DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

Un outil à l'appui du fleurissement des services espaces verts municipaux ?

A l'exemple des communes de plus de 10 000
habitants de l'Ouest de la Seine et Marne.

Johan THIENARD

74 rue du Cimetière
77350 Le Mée sur Seine
Mail : johan.thienard@msn.com
Tel : 06 78 13 14 68

Sous la direction de :

Marc-André Philippe
Maître de conférences



*Mignonne, allons voir si la rose
Qui ce matin avait déclose
Sa robe de pourpre au soleil...*
(Ronsard)

*Les fleurs du printemps sont les rêves de l'hiver racontés, le
matin, à la table des anges...*
(Khalil Gibran)

Mes remerciements vont en premier lieu à M. Marc-André Philippe, mon directeur de recherche sur ce mémoire, qui m'a proposé ce sujet 'florissant',

Que soient remerciées également Pascale Le Halper au DA et la bibliothécaire de l'école du paysage de Versailles,

Mes remerciements vont ensuite à toutes les personnes rencontrées à l'occasion de ce travail,

En particulier à M. Battais et à toute l'équipe du CNVVF pour m'avoir reçu lors des Assises Nationales du Fleurissement en Décembre 2006 et m'avoir fait partager leur enthousiasme,

Bien évidemment à chacun des agents et responsables des 21 services espaces verts communaux qui ont bien voulu me consacrer une partie de leur temps pourtant précieux et qui ont accepté de répondre à l'ensemble de mes questions, même les plus naïves (pourquoi planter des fleurs dans la ville ?),

A Mme Leroy du CDT de Seine et Marne,

Ils vont enfin à ma mère pour son soutien et plus encore pour les fleurs de son jardin qui m'ont permis de mettre un nom sur certaines essences...



Sommaire

Introduction	4
Dispositif de recherche.....	7

1ère partie : Le fleurissement : entre imaginaire, vertus supposées et nécessités urbanistiques

1. « Fleurissement » : une définition	13
1.1 Premier axe : Le fleurissement comme réserve de nature en ville	15
1.1.1 L'imaginaire croisé de la ville et de la nature	15
1.1.2 La redécouverte des espaces verts.....	17
1.2 Deuxième axe : Le fleurissement comme embellissement de la ville par le végétal	18
1.2.1 Le végétal dans l'espace public.....	18
1.2.2 La notion de 'paysage urbain'	19
1.2.3 L'urbanisme végétal.....	20
1.3 Troisième axe : Le fleurissement comme vitrine d'une ville changeante.....	21
1.4 Conclusion : le fleurissement à la croisée de l'urbanisme et du végétal.....	23
2. Ce qu'on attend du fleurissement	24
2.1 Des campagnes de fleurissement généralisées	24
2.2 Les vertus attribuées au fleurissement	25
2.2.1 Le point de vue des responsables espaces verts	25
2.2.2 Les ambitions affirmées du CNVVF.....	27
2.2.3 Les attentes des élus	28
3. Conclusion – le fleurissement : un consensus de principe	31

2^{ème} partie : Le concours des villes et villages fleuries - philosophie et fonctionnement.

1. Retour historique.....	32
2. Un label ?.....	33
3. Le Conseil national des villes et villages fleuris (CNVVF)	33
4. Déroulement du concours.....	34
4.1 Décentralisation : du département au CNVVF. La signification des quatre fleurs....	34
4.1.1 Le concours départemental.....	34
4.1.2 « Le concours régional des villes et villages fleuris et de l'amélioration du cadre de vie »	35
4.1.3 Le concours national	36
4.2 Grille de critères	36
4.3 Concours annexes.....	39

3ème partie : l'acceptation du concours par les responsables espaces verts41

1. Adhésion au principe même du concours	41
1.1 Le refus en bloc : une attitude rare	41
1.1.1 Le risque de la surenchère.....	41
1.1.2 « Une pression énorme »	42
1.1.3 L'évaluation des politiques de fleurissement	43
1.2 L'art de positiver le concours.....	44
2. Adhésion au référentiel du concours	45
2.1 Connaissance de la grille du concours	45
2.2 Une grille honorable.....	46
2.3 Une progression mal définie	47
3. Adhésion au fonctionnement du concours	48

3.1 Le rôle du jury	48
3.2 Le concours contribue-t-il à uniformiser le fleurissement ?	50
3.3 Qu'évalue le jury ?	51
3.4 Les 'contingences' des relations humaines	53
3.4.1 Problèmes avec les jurys	53
3.4.2 Un risque de politisation ?	54
3.4.3 La part de la motivation affichée	54
3.4.4 La part de l'expérience	55
4. Profils des responsables espaces verts	55
4.1 Pragmatique satisfait	56
4.2 Confiants dynamiques	56
4.3 Participants distanciés	56
4.4 Résignés positifs	56
4.5 Critiques	57
4^{ème} partie : Le concours dans la pratique des services espaces verts	58
1. Les indices d'un impact du concours sur le fleurissement	58
2. La part des moyens dans le concours	60
2.1 Calculs budgétaires	60
2.2 Les moyens humains	61
2.3 L'effet de quantité fleurie	62
2.4 « Le concours des riches ? »	63
3. Le cas des politiques environnementales	64
3.1 Arrosage et économie d'eau	64
3.2 Produits phytosanitaires et engrais	66
3.3 Paillage	67
3.4 Gestion différenciée	68
3.5 Des politiques environnementales globalisantes	69
3.6 Le concours et l'environnement	69
4. L'intégration du fleurissement dans un projet de ville	70
4.1 L'implication des habitants	71
4.1.1 Les concours communaux	71
4.1.2 Les actions pédagogiques	71
4.1.3 Vie associative	72
4.2 Le fleurissement et la politique d'urbanisme	73
4.2.1 Relations avec les services d'urbanisme	73
4.2.2 Les compétences en interne des services espaces verts	75
4.2.3 L'impulsion du concours pour fédérer les services	75
4.2.4 Le concours : un levier pour le responsable espaces verts ?	76
4.3 La valorisation du service espaces verts	76
Conclusion	79
Table des illustrations	844
Bibliographie	82
Annexe 1	85
Annexe 2	88
Annexe 3	91
Annexe 4	96
Annexe 5	101

Introduction

Le fleurissement est un terme un peu abscond dans lequel le lecteur non-averti reconnaît le mot « fleur » et lui associe instinctivement tout un imaginaire fleuri. En attendant d'en définir plus longuement la nature, la portée, les enjeux dans la première partie, il nous faudra s'en tenir à l'idée que le fleurissement renvoie à l' « *action de fleurir l'espace urbain* ».¹

Le fleurissement est propice à la production d'un discours fleurant bon la nostalgie de la terre et de la nature. Pour exemple, sur le site internet de Genève : « *Cette parure estivale d'une beauté extraordinaire est une source de joie renouvelée, de détente et de passion capable de contrebalancer le stress des villes* ».² Discours qui tient donc du cliché, voire du mythe, où les fleurs apaiseraient les tensions vécues par les urbains, où le fleurissement dissimulerait les vides de l'urbanisme contemporain.

La notion de fleurissement a donc de quoi faire sourire les urbanistes, qui auraient tort pourtant de négliger trop ouvertement la difficulté d'introduire des éléments végétaux dans leurs aménagements. Le fleurissement demande un traitement réfléchi des aménagements dans les espaces publics urbains, qui eux-mêmes intègrent à différents niveaux l'apport d'éléments 'naturels', le tout en coopération avec les paysagistes et les professionnels des espaces verts.

Le fleurissement a aussi ceci de particulier qu'il est étroitement associé à une très solide institution : le concours des villes et villages fleuris, organisé nationalement par une instance ad hoc : le Conseil National des Villes et Villages Fleuris (CNVVF). Le grand public en connaît les panneaux jaune noir et rouge fièrement affichés aux entrées de ville. Les municipalités quant à elles ne peuvent passer à côté : un petit tiers des communes françaises (soit près de 11 000 en 2006) y participent. C'est dire la force de frappe déterminante qu'a ce concours.

Or il n'est pas sûr que les labels dispensés par le concours des villes et villages fleuris soit un indicateur fiable de la réalité du fleurissement en France. Il est peut-être partiel et partial dans ses résultats. Partiel car les communes ne sont pas obligées de s'inscrire au concours. Il paraît par exemple étrange qu'une ville aussi touristique et baignée de verdure que Fontainebleau n'ait pas la moindre fleur. Partial, car on peut imaginer que le concours suggère à travers ses critères de sélection une certaine idée du fleurissement qui n'est peut-être pas la plus adaptée. L'aspect touristique, par exemple, de par l'histoire du fleurissement en France, marque profondément le concours.³ Or cela n'a vraisemblablement que peu de poids si l'on s'intéresse au fleurissement des villes franciliennes périurbaines.

On peut s'étonner également du fait que le fleurissement en France repose autant sur le principe d'un concours – concours qui n'occasionne, précisons le aucun transfert d'argent significatif.⁴ A quoi sert-il sinon à combler l'inclination naturelle des élus et des acteurs locaux à obtenir des distinctions symboliques et un peu ronflantes ?

¹ Yoann Beaumont, *Les espaces verts d'accompagnement, étude sur leur présence dans le cadre urbain et sur la pratique du fleurissement*, Mémoire de CESP (ESCP Versailles), 2000 p.10

² Source web : http://www.ville-ge.ch/dpt5/seve/fleurissement_f.php

³ Voir l'historique 2^{ème} partie §1.

⁴ Quelques bons d'achats au niveau départemental.

Le concours des villes et villages fleuris est présenté par le CNVVF comme un mécanisme incitatif visant à favoriser le fleurissement dans les communes françaises. En pratique, le CNVVF s'efforce de promouvoir le fleurissement à son idée en faisant du concours un évènement local incontournable et récompense les municipalités qui s'engagent dans la démarche avec une labellisation reconnue, sur laquelle il est facile de communiquer. Il compte en particulier sur le fait qu'il est difficile politiquement pour une commune de revenir en arrière une fois qu'elle a obtenu un certain niveau de labellisation (perdre une fleur au concours serait ressenti comme un échec).

On peut donc raisonnablement poser comme hypothèse principale que le concours a une influence sur le fleurissement des communes qui participent au concours. A quel niveau cette influence intervient-elle – c'est la question à laquelle il faudra répondre dans ce mémoire.

Mais pour que le mécanisme d'incitation du concours fonctionne, il faut d'une part que les règles du concours soit suffisamment contraignantes afin que la labellisation ne soit pas qu'une affaire de relations publiques, et d'autre part que les communes 'jouent le jeu'. Au sein de l'administration municipale, le service le plus concerné est encore celui des espaces verts. L'élu peut impulser une politique mais au final, c'est tout de même bien le travail du technicien des espaces verts qui sera évalué sur le terrain par les jurys du concours. C'est pourquoi cette recherche s'orientera principalement sur les réactions des services espaces verts face aux incidences du concours.

'Jouer le jeu', pour le technicien, c'est tout d'abord accepter le principe même du concours, c'est-à-dire laisser une intervention extérieure sanctionner (au sens positif ou négatif) la qualité de son fleurissement. Puis il s'agit d'adhérer au référentiel du concours (la grille de critères). Enfin il lui faut accepter de se plier aux règles concrètes de l'organisation du concours. Cette acceptation n'est pas évidente si l'on considère que le concours relève avant tout du politique. L'élu en tire les fruits publiquement. Le technicien répond à la commande politique s'il y en a une. Mais il est aussi possible que les techniciens participent de leur propre initiative au concours, et dans cette configuration, quel profit professionnel ou personnel en retirent-ils ?

Dans tous les cas, la sous-hypothèse simple que l'on pose ici est que le pouvoir d'influence du concours sur le fleurissement communal est d'autant plus marginal que ces trois niveaux d'acceptation (acceptation du concours, du référentiel, de l'organisation) sont refusés successivement. Cela signifie qu'il faudra chercher à savoir si le concours a suffisamment d'emprise sur le fleurissement des communes qui participent au concours, pour les amener à modifier leurs pratiques.

L'hypothèse suivante est que le concours est utile aux services espaces verts. A partir de ce moment seulement le concours devient autre chose qu'un rituel annuel au profit de la communication des municipalités. Cela suppose d'une part que le concours n'est pas que subi par les services espaces verts – que donc les services espaces verts au moins dans une certaine mesure, se l'approprient – et d'autre part que le concours fait progresser positivement les communes concernées sur des plans qui restent à déterminer (floriculture, écologie, urbanisme... ?).

Ainsi, parallèlement aux trois niveaux d'acceptation, le concours, peut éventuellement apparaître comme un outil :

Tout d'abord, les services espaces verts considèrent-ils que le concours est un moyen d'évaluer annuellement leurs actions ? L' élu ne se pose pas la question de cette façon : l'essentiel pour lui est de conserver ou de gagner les fleurs, gage d'une certaine tranquillité politique, avec une préoccupation budgétaire plus ou moins affirmée. Le technicien peut considérer, au-delà de la commande politique, que les jurys du concours sont les mieux placés pour dire ce qui est bien fait, et ce qui devrait être amélioré : en somme un mini-audit régulier. On part naturellement du principe que les responsables espaces verts s'efforcent d'améliorer la qualité (au-delà de la quantité) de leur fleurissement, ce qui suppose une ouverture aux pratiques des autres. Quelle valeur est donc accordée aux avis émis par les jurys lors de la visite ? Quelles en sont les conséquences pratiques ?

Ensuite, il se crée un jeu d'interactions entre la récompense comme reconnaissance d'un travail accompli à un moment donné et la récompense escomptée dans l'avenir qui fonctionne alors comme « carotte », c'est-à-dire comme incitation à faire toujours mieux. Il s'agirait donc quasiment d'un outil de management. Il ne faut pas oublier que les responsables des services espaces verts sont à la tête d'équipes parfois importantes qu'il leur faut motiver. L'aspect compétition/défi du concours peut être un puissant moteur. La compétition pourrait cependant n'être pas tellement positive si on estime que fleurir n'est pas un objectif en soi, que le but premier reste tout de même l'amélioration du cadre de vie, et enfin que les moyens communaux ne sont pas infinis. Le problème financier est de toute façon incontournable.

On pourrait enfin imaginer des formes d'instrumentalisation plus subtiles comme par exemple son utilisation comme moyen de pression sur l' élu pour conserver ou accroître les moyens du service espaces verts. Le concours, plutôt qu'une contrainte imposée par l' élu, deviendrait alors un moyen d'obtenir davantage d'autonomie.

En résumé, du point de vue des services espaces verts, la pleine adhésion au concours des villes et villages fleuris suppose d'abord la connaissance et la reconnaissance de la grille de critère, puis de la légitimité des jurys. Si cela est admis, le concours pourrait devenir au-delà d'une compétition, un outil.

- un cadre de référence utile pour la pratique des services espaces verts
- un outil d'évaluation et d'amélioration des pratiques de fleurissement
- l'initiateur d'une dynamique, quasiment un outil de management dans les services
- un instrument de pression / d'autonomie par rapport aux décideurs.

Pour présenter les résultats de cette recherche dont les modalités pratiques sont exposées dans la partie méthodologique, la première partie s'efforce de définir puis de replacer le fleurissement dans son contexte de traitement et d'embellissement du cadre urbain pour bien en cerner toute la portée.

La deuxième partie présente en détail le fonctionnement du concours et son référentiel pour pouvoir ensuite déterminer ce que les services espaces verts en retirent.

La troisième partie essaie d'analyser comment le concours est vécu, rejeté ou accepté par les services espaces verts

La quatrième et dernière partie tente une évaluation sommaire de l'impact du concours dans la réalité du fleurissement

Dispositif de recherche

1. Base bibliographique existante

La bibliographie qui traite directement du concours des villes et villages fleuris est assez pauvre. Elle se compose tout d'abord d'un mémoire de recherche d'une étudiante de l'école du Paysage à Versailles datant de 2000 dont les informations sont donc déjà en partie caduque – le concours ayant déjà considérablement évolué. Pour les Assises Nationales du fleurissement de Novembre 2006, deux études sous la houlette du CNVVF ont été particulièrement utiles.

Le CNVVF a commandé en 2006 auprès d'un cabinet de consultants (« marque & management ») une étude qualitative.⁵ La méthodologie employée à cet effet par M. Tarroux est la suivante : il a effectué une série de 15 entretiens par téléphone sur la base d'un questionnaire (non transmis). Le panel de personnes interrogées était constitué essentiellement de maires ou de maires-adjoints, ainsi que de trois responsables du tourisme dans un comité départemental ou régional de tourisme, plus un ancien directeur des espaces verts de Seine Saint-Denis. Les communes touchées avaient toutes au moins 4 fleurs. La population et la localisation géographiques étaient variables.

La deuxième étude a été réalisée par des étudiants de l'Institut National d'Horticulture, complétée par une réflexion théorique d'un de leur professeur.⁶ L'étude portait sur l'opportunité pour les communes de produire ou bien d'acheter les plants. 14 communes et une communauté de communes ont été interrogées à cet effet. Là encore les communes ont au moins leur 4^{ème} fleur et la localisation géographique est variable.

Un regret particulièrement prononcé a fait suite à la découverte dans les toutes dernières semaines de rédaction de l'existence en 2003-2004 d'un groupe de recherche universitaire multidisciplinaire sur le fleurissement répondant à un appel d'offre du ministère de l'écologie. Une part de cette recherche concernait évidemment le concours. Seule la synthèse a pu être partiellement exploitée.⁷

Différents types de documents ont ensuite pu être exploités sur des points précis annexes au sujet :

Evidemment tous les documents produits par le CNVVF (dont une bonne part se trouve sur le site internet)⁸. On peut citer également un mémoire de recherche sur l'utilisation du fleurissement dans espaces interstitiels⁹, une monographie technique du CERTU sur la gestion des espaces verts¹⁰, ou encore un livre sur les approches du paysage urbain¹¹.

⁵ Jean-Pierre Tarroux, *Impact du fleurissement et de l'embellissement végétal*. Dans : *Documents préparatoires aux 11^{èmes} assises nationales des villes et villages fleuris* (30 novembre au 1^{er} décembre 2006). p. 3-21

⁶ Etudiants de l'INH, *Produire ou acheter pour le fleurissement des communes*. Dans : *Documents préparatoires aux 11^{èmes} assises nationales des villes et villages fleuris* (30 novembre au 1^{er} décembre 2006). p. 22-50

⁷ Programme de recherche « Politiques publiques et paysages : analyse, évaluation, comparaisons » (sous la direction de Yves Abrioux), *Rapport final de synthèse « Paysage – Couleur – Ville »*. 2004

⁸ Source web : <http://www.villes-et-villages-fleuris.com>

⁹ Beaumont, *Espaces verts*.

¹⁰ CERTU, *Composer avec la nature en ville*, Lyon 2001

¹¹ Jean-Marie Loiseau, François Terrasson, Yves Trochel, *Le paysage urbain*, Paris 1993

2. Ciblage des responsables espaces verts

Puisque par le biais des recherches bibliographiques, on pouvait constater la relativement bonne connaissance des attentes des hommes politiques, le choix a été fait de cibler un autre public. Il paraît en effet plus facile de laisser parler l'élus, généralement intarissable dès lors qu'on le laisse vanter les résultats de son action. Il se trouve, de plus, que le sujet des fleurs est particulièrement adapté à des discours mêlant emphase et clichés. Or les premiers intéressés semblent être, avant même les élus, ceux qui mettent techniquement en œuvre le fleurissement. On constate alors que leur attitude se trouve être beaucoup moins connue face aux opportunités et aux contraintes générées par le concours des villes et villages fleuris. Tous s'accordent pourtant à reconnaître qu'une bonne politique de fleurissement réunit un élu motivé et un technicien compétent.

Plus spécifiquement, c'est le responsable du service espaces verts qui semble le plus à même de répondre au nom des agents qui sont davantage passifs face aux commandes de l'administration municipale. Le responsable espaces verts fait l'interface entre son service, les élus et les autres services communaux. Il a également un vrai rôle stratégique pour dessiner ce que sera la politique de fleurissement communale.

3. Sélection des communes

La question s'est posée de la constitution d'un panel de communes pouvant répondre à la problématique posée : évaluer l'emprise du concours sur le fonctionnement des services espaces verts en fonction des niveaux de labellisation.

Pour ce faire, deux conditions sont nécessaires :

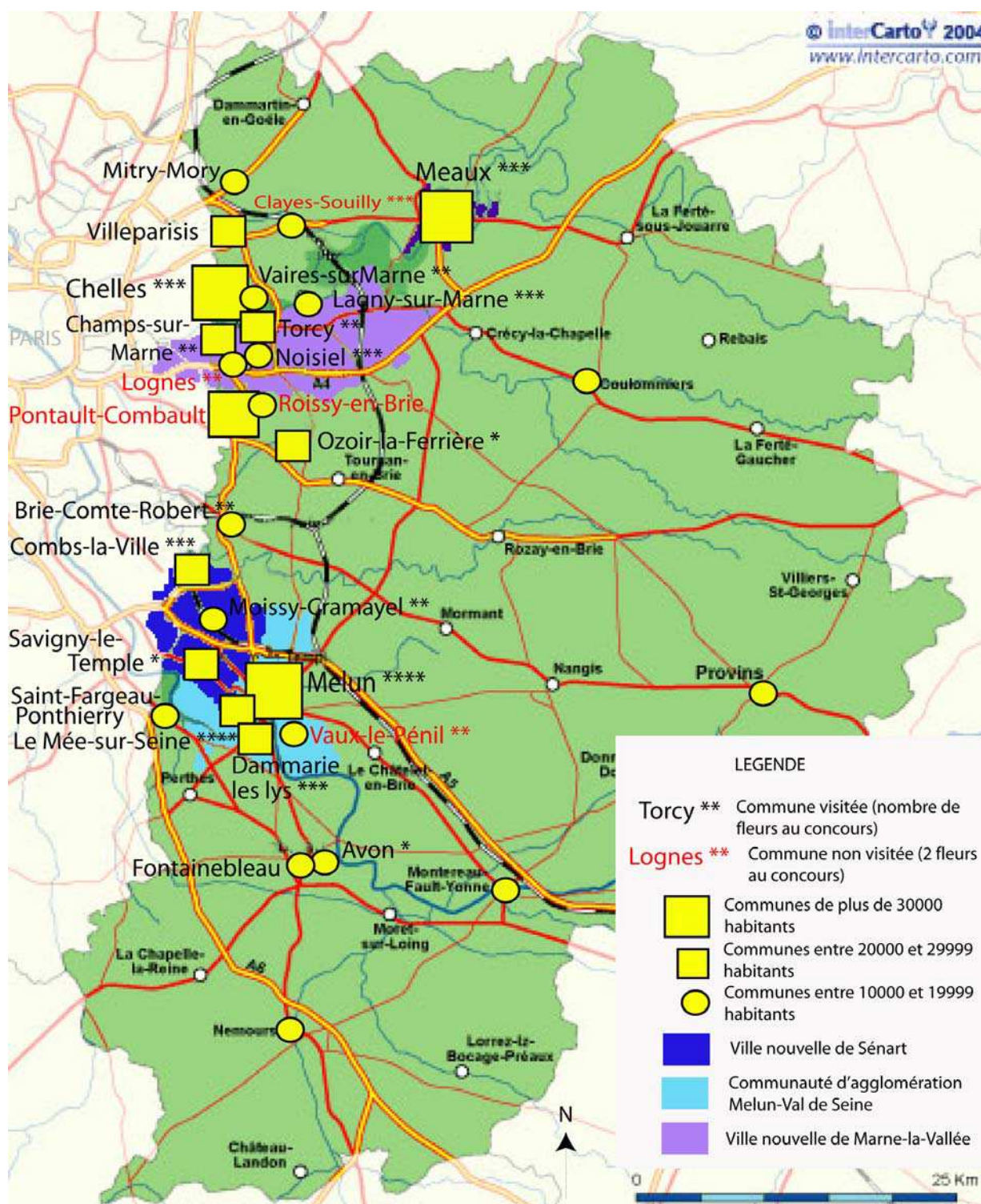
Tout d'abord sélectionner des communes de tous les niveaux du concours, si possible de façon équilibrée : sans fleur puis de la première à la 4^{ème} fleur (les grands prix de fleurissement sont laissés de côté).

Il fallait ensuite des communes relativement comparables dans leur typologie pour pouvoir isoler plus facilement le rôle du concours. La population est évidemment un facteur important : le service espaces verts d'une commune de 100 habitants ne peut fleurir comme celui d'une commune de 50 000 habitants. L'étude de services espaces verts dans des communes d'une taille déjà conséquente a paru plus intéressante car ces derniers ont davantage de marche de manœuvre et de compétences potentielles. En outre, il est apparu par la suite que proportionnellement très peu de communes en dessous d'un certain seuil (10 000 habitants en Seine et Marne) sont primées au concours, ce qui rend plus difficile la sélection de communes de tous les niveaux.

De la même façon, le service espaces verts d'une commune urbaine ne réagit peut-être pas comme celui d'une commune rurale.

L'idée d'une relative concentration géographique s'est donc imposée. L'unité départementale a l'avantage d'être celle du concours départemental correspondant au premier niveau de l'organisation du concours national.

Carte 1 : Répartition et niveau de labellisation des communes visitées



Réalisation personnelle sur un fond de carte Intercarto

Le département de Seine et Marne (77) a trois avantages pour cette recherche (Voir carte) :

Il offre une large palette de communes assez homogènes dans sa partie Ouest qui correspond aux franges de périurbanisation de la deuxième couronne parisienne. On peut isoler 25 communes urbaines ou périurbaines denses, avec des écarts de population allant de un à cinq (entre 10 000 et 50 000 habitants).. Ces communes sont réparties autour de 4 pôles principaux : Melun****¹² et son agglomération, Meaux****, et les deux villes nouvelles de Sénart et de Marne la Vallée. (Voir en annexe 1 le tableau récapitulatif présentant chaque commune)

Second avantage, cette localisation aux limites de l'agglomération parisienne est intéressante dans la mesure où elle permet d'une part de rendre marginal l'aspect touristique, et d'autre part de mettre l'accent sur un milieu urbain à périurbain assez commun, qui n'appelle donc pas a priori une mise en valeur particulière. Les communes qui se lancent dans un fleurissement intensif le font réellement par choix.

Dernier et en réalité principal avantage, cette zone ouest a une très forte densité en communes primées au concours et il s'avère que parmi les 25 communes de plus de 10 000 habitants, tous les niveaux du concours sont représentés : 6 n'ont pas de fleurs, 4 ont une fleur, 6 en ont deux, 6 en ont trois, et 3 en ont quatre. A noter cependant que toutes les communes, même celles qui ne sont pas primées, participent au concours. On compare donc bien des communes qui sont impliquées dans le concours, parfois peut-être malgré elles.

Le nombre de 25 communes est de fait trop élevé pour une recherche de 3 mois. Il tenait compte des éventuels refus d'être reçu par les responsables espaces verts concernés. Il s'est avéré cependant qu'à une exception près, tous ont pris le temps de me recevoir, sans doute intrigués par la démarche et à vrai dire plutôt heureux qu'on les fasse parler de leur travail. 20 communes ont donc été visitées ; un responsable a fait quelques commentaires très partiels au téléphone (Pontault-Combault o*) ; les autres ont du être laissées de côté au hasard en tenant compte cependant de l'équilibre du panel.

4. Les entretiens

Etant donné la nature du sujet, le fleurissement, une notion assez vague portant sur du qualitatif, de l'esthétique, il est apparu assez rapidement qu'il faudrait rencontrer au moins une partie des responsables en entretien direct.

L'envoi d'un questionnaire par mail ou par la poste aurait donné sans aucun doute des résultats très décevants et peu exploitables. Tout d'abord, très peu de responsables auraient pris le temps d'y répondre par écrit (ou alors il aurait fallu prendre un panel beaucoup plus large). Ensuite le questionnaire aurait été tellement simplifié pour rentrer dans un format court, qu'il aurait été difficile de percevoir ce qui fait la richesse du fleurissement dans chaque commune. C'est moins par exemple une affaire de chiffres, d'indicateurs, qu'une question de ressenti et même de passion pour certains.

Les entretiens étaient donc la formule la plus adaptée à cette recherche.

¹² Pour donner un repère, il sera précisé à chaque mention de commune combien elles ont de fleurs au concours.
Ex : Melun**** (4 fleurs), Chelles*** (3 fleurs), Torcy** (2 fleurs), Avon* (1 fleur), Fontainebleau (o*) (pas de fleurs)

5. Montage du questionnaire

Le questionnaire qui servait de canevas aux entretiens semi-directifs envisagés a été construit dans un double objectif : d'abord balayer rapidement les caractéristiques du fleurissement dans la commune, la place du service espaces verts et la philosophie de la politique menée. La seconde partie s'attache à faire parler le responsable sur le concours, comment il se positionne par rapport à lui, ce qu'il en fait, comment il l'intègre dans le fonctionnement de son service.

Ce questionnaire a évolué à la marge au cours des entretiens. Certaines questions se sont révélées relativement inutiles (ex : dégradation des massifs, la réponse est oui, il y en a), d'autres sont apparues pour préciser certains points, enfin certaines apparaissent manquantes avec le recul. Le modèle présenté en annexe tient compte de ces évolutions.

Le temps imparti était en moyenne d'une heure. Ce temps ne permet évidemment pas de saisir toute la réalité locale en matière de fleurissement. En particulier, il ne peut être question d'évaluer la composition esthétique et floricole des massifs. Le fleurissement est pris dans une dimension plutôt technique à partir de la question des enjeux du fleurissement pour le service espaces verts. Le point de vue est univoque. On ne recueille que l'opinion, certes bien informée, du seul responsable espaces verts. A ce propos, il faut signaler que l'on est tributaire du choix du standard téléphonique qui renvoie vers telle ou telle personne. A Meaux****, j'ai été renvoyé vers le responsable de la production parmi le vaste service espaces verts (95 personnes) et non vers le directeur général. A Savigny le Temple* où le service est dirigé par deux coresponsables, c'est l'un qui a répondu et non l'autre qui aurait peut-être fait des réponses différentes...

La méthode choisie permet de rapporter les commentaires de chaque responsable à un panel relativement représentatif de 20 responsables de communes similaires. Le responsable est pris comme le porte-parole de son service et non comme celui de toute la commune. Il s'agit donc bien d'observer comment les responsables des services espaces verts réagissent aux stimuli du concours. Leurs réactions peuvent en entraîner d'autres à l'échelle communales mais sont toujours appréciées du seul point de vue du responsable espaces verts.

6. Type de public

Suite aux prises de rendez-vous, j'ai été accueilli dans chaque service par le 'responsable du fleurissement' demandé, donc le plus souvent le responsable du service espaces verts, sauf dans les grandes villes (Meaux****, Melun****, Chelles***) par les responsables production ou responsable floriculture, à Torcy** où deux personnes m'ont répondu et à Saint-Fargeau Ponthierry (o*) qui a un responsable de l'embellissement de la ville.

Les responsables rencontrés viennent pour la plupart du terrain : ils ont suivi des études courtes (CAP, BEP, BTS) en horticulture, floriculture, gestion des espaces verts et ils ont commencé pour la majorité comme simples jardiniers. Ils sont montés ensuite dans la hiérarchie à force de compétence, d'opportunités et de formations complémentaires sanctionnées par des concours.

Cela donne des gens souvent très concrets, très techniques avec une certaine expérience dans la conduite des équipes. Leur position les contraint à des tâches administratives dans lesquelles ils sont peut-être moins à l'aise.

Il en résulte dans les entretiens un discours direct qui colle à la réalité du terrain – la vision développée n'est pas celle d'un administratif ou d'un pur gestionnaire – et qui ne s'embarrasse pas de quelconques conceptualisations, de références intellectuelles ou de considérations politiques trop poussées. Le seul qui justement se risque sur ce terrain a fait des études longues de paysagistes (Combs-la-Ville***). Les personnes rencontrées sont donc extrêmement compétentes mais manquent parfois un peu de recul sur leur travail.

Chaque entretien a fait l'objet d'un rapport de travail dont on trouvera un exemple en annexe 3 (rapport dont l'avantage est d'avoir été relu par l'intéressé).

7. Les plaquettes de présentation des communes pour le concours

Dès la 1^{ère} fleur, les communes sont tenues de présenter un dossier complémentaire d'information dont la forme est totalement libre. Elles ont été récupérées dans toutes communes où cela était possible, soit 14. Ces plaquettes mériteraient un mémoire à elles seules, elles n'ont peut-être pas été exploitées autant qu'il aurait fallu. Elles ont néanmoins permis parfois de préciser certaines informations lacunaires.

Dans certains cas, le site internet de la commune peut également apporter des compléments, notamment en ce qui concerne la communication de la ville en matière de fleurissement et d'environnement.

8. Le tableau général

Les informations recueillies lors des entretiens et ailleurs, notamment grâce à Internet, ont ensuite été travaillées dans un tableau dont la principale utilité est de mettre bout à bout les données de chaque commune en fonction de la problématique visée. Les communes sont donc réparties par niveau dans le concours puis à l'intérieur des niveaux par ordre décroissant de population.

A noter que ce n'est pas un outil de communication, c'est un outil de travail, une base de données où l'on trouve l'essentiel des caractéristiques de chaque commune en matière de fleurissement. C'est pourquoi il est inutile de l'imprimer. On en trouvera un court extrait en annexe 1.

A partir de ce tableau les similitudes – ou bien l'absence de similitudes – ont pu se dessiner entre communes d'un même niveau dans le concours.

Il est temps maintenant d'exposer dans toute leur dimension les résultats obtenus grâce à ce dispositif de recherche

1ère partie : Le fleurissement : entre imaginaire, vertus supposées et nécessités urbanistiques

Le phénomène du fleurissement a un côté « anecdotique », c'est le mot utilisé par un des salariés du conseil des villes et villages fleuris et pourtant la plupart des communes accueillent les visiteurs avec, qui un massif en entrée de ville, qui une mairie débordante de fleurs, qui une église ou un élément de patrimoine mis en valeur par une série de jardinières flamboyantes.

Tout dépend en réalité de ce qu'on attache au mot « fleurissement » : si ce ne sont que les fleurs, l'intérêt est en effet limité. Mais rare sont les acteurs du fleurissement à s'en tenir là, comme on va le voir.

Cette première partie a donc une double fonction.

- Elle permet tout d'abord une première analyse du discours des responsables espaces verts parallèlement à ceux des politiques et des professionnels du secteur sur les questions : « qu'est ce que le fleurissement ? » et « pourquoi le fleurissement ? » Cette approche permettra par la suite de vérifier l'adéquation de l'idée du fleurissement exprimée par les responsables espaces verts par rapport à la philosophie portée par le concours des villes et villages fleuris.

- Cette partie est également conçue comme une réponse partielle au scepticisme, voire à la condescendance que l'on rencontre parfois chez les urbanistes sur la question du végétal en ville en général et du fleurissement en particulier - attitude qui amène les services espaces verts à devoir batailler pour que leur avis soit pris en compte en amont de la conception des aménagements et à réparer des erreurs de conception plus ou moins graves dans les plans de plantation. Le vivant ne se manipule pas en effet comme on le ferait du bitume et nécessite une véritable expertise qui est parfois traitée à la légère. En somme, c'est un hommage au travail réalisé par les hommes et les femmes rencontrés lors de ce travail.

Il faudra donc tout d'abord arrêter une définition « opérationnelle » du fleurissement. Après un bref rappel de l'ampleur des campagnes de fleurissement dans les communes étudiées, on pourra alors analyser la façon dont le fleurissement est justifié et manipulé par les différents acteurs concernés.

1. « Fleurissement » : une définition

Le fleurissement est un néologisme récent qui trouve encore difficilement sa place dans les dictionnaires. Comme on a pu le dire en introduction, le fleurissement se comprend dans un premier temps comme l'« acte de fleurir l'espace urbain ».¹³

A l'origine, les particuliers fleurissaient la partie de leur logement donnant sur la rue. Mais le terme « fleurissement » apparaît lorsque les collectivités commencent à fleurir l'espace public urbain. De fait, le fleurissement est clairement une fonction communale (et beaucoup plus rarement intercommunale, Voir 4^{ème} partie § 4.2.1). Le fleurissement ne concerne donc pas directement les jardins privés, même si l'on verra que le concours principal des villes et villages fleuris s'accompagne de concours destinés aux particuliers (Voir 4^{ème} partie 4.1.1).

¹³ Beaumont, *Espaces verts*. p.10

Le fleurissement est associé au service espaces verts de communes. Dans la mesure où celui-ci s'occupe justement de l'ensemble des espaces verts, il est difficile de distinguer ce qui relève du fleurissement et de la gestion des espaces verts.

C'est pourquoi, toute discussion sur le fleurissement est sujette à une ambiguïté : selon les interlocuteurs, la notion attachée à ce terme peut varier d'un champ technique restreint (la floriculture : les fleurs et leur contenant immédiat) à l'intégration globale du végétal en ville avec toute la gamme intermédiaire possible. Plus déroutant encore, certaines personnes utilisent indifféremment dans le même discours, voire dans la même phrase, le mot fleurissement dans deux sens différents.¹⁴

Comme on le verra, l'ambiguïté est portée jusque dans la grille de critères du concours des villes et villages fleuris dans laquelle les fleurs comptent au mieux pour la moitié des coefficients (Voir 2^{ème} partie 4.2).

Les réponses à la question « qu'est ce que le fleurissement ? » des responsables espaces verts appellent deux remarques.

Tout d'abord, la définition plus ou moins restrictive attribuée au fleurissement par chaque responsable ainsi que la qualité et l'originalité des réponses peut dépendre d'une part de l'organisation du service espaces verts et d'autre part du profil du responsable espaces verts.

A Chelles*** (49 000 habitants) le service espaces verts est déjà une grosse structure (60 agents). La responsable du fleurissement ne s'occupe que du fleurissement alors qu'un collègue gère tout le patrimoine arboré. De fait, dans les villes importantes, les services espaces verts sont beaucoup plus hiérarchisés et les rôles bien mieux dessinés. Le fleurissement, c'est donc au sens de cette responsable, la « végétation au sol », ce dont elle s'occupe exclusivement.

A l'inverse, Fontainebleau (o*) dont l'organisation des services est simplifiée par l'externalisation aux entreprises de beaucoup de tâches, a un responsable « voirie-environnement » qui supervise non seulement les espaces verts mais aussi toute la voirie et l'entretien. De plus, le parcours professionnel du chef de service n'est pas exclusivement lié aux espaces verts (école d'ingénieur, spécialisation en gestion de l'eau, passage dans le cabinet d'un député). Ceci explique en partie que sa conception du fleurissement soit radicalement large, bien au-delà du végétal considérant que les fleurs ne sont qu'un des éléments contribuant à la qualité du cadre urbain.

Dans le même ordre d'idée, le responsable espaces verts de Combs-la-Ville*** est un personnage haut en couleurs avec une formation longue de technicien-paysagiste suivi d'un passage dans un bureau d'étude spécialisé dans le paysage. Il se revendique lui-même avant tout paysagiste. La définition du fleurissement tient donc selon lui en un mot : c'est du « micro-paysage ». Même s'il est le seul à avoir approché cette idée, elle méritera d'être développée. (Voir § 1.1.2)

Deuxième remarque : huit responsables fleurissement sur 20 font spontanément appel aux critères du concours des villes et villages fleuris pour définir le fleurissement et expliquer qu'il ne se réduit pas à la floriculture mais qu'il faut prendre en compte tous les « à-côtés ». L'importance accordée aux seules fleurs est d'ailleurs variable (1/4 de la note pour Fontainebleau, 60 à 70 % pour Torcy**). A côté de cela, les responsables,

¹⁴ Il ressortait de l'entretien du responsable de Brie-Comte-Robert** que d'une part, « le fleurissement, c'est le tout, c'est l'ensemble de la composition, c'est beaucoup les arbres, les arbustes... » et d'autre part le 'fleurissement' était utilisé au sens de la floriculture pour les massifs où se trouvent des fleurs plantées annuellement (par opposition aux vivaces et arbustes).

qui ne mentionnent pas explicitement le concours, répètent pourtant souvent mécaniquement la liste des éléments pris en compte dans le concours.

Cette référence plus ou moins spontanée montre à quel point le concours est présent dans les esprits dès lors qu'on parle de fleurissement. Ainsi, la responsable de Chelles*** ajoute immédiatement après sa définition restrictive du fleurissement que « *évidemment, pour le concours, on met tout le monde dans le même panier* ».

Dans le détail, 5 responsables sur 20 ont une définition plutôt restrictive comprenant les fleurs, leur support éventuel (jardinière suspensions) ou la composition paysagère (mais un seul utilise réellement le mot « paysage ») intégrant ces fleurs, c'est-à-dire le rideau d'arbustes au fond et le gazon autour.

Les autres parlent souvent du fleurissement comme d'un « *tout* » ou d'un « *ensemble* », quitte à se réfugier si nécessaire dans la grille d'évaluation du concours. Il faut en fait s'éclairer d'une partie des réponses données à la question « *pourquoi faire du fleurissement ?* » pour comprendre quelle est la nature du fleurissement selon ces responsables. Il se dégage alors quelques grands axes qu'il faut développer pour replacer le fleurissement dans son contexte urbanistique :

- Le fleurissement comme réserve de nature en ville
- Le fleurissement comme embellissement de la ville par le végétal
- Le fleurissement comme vitrine d'une ville changeante

1.1 Premier axe : Le fleurissement comme réserve de nature en ville

Pour ces responsables qui ont dans leur majorité commencé comme simple jardinier, le rapport à la nature semble être une donnée de base et la crainte que les urbains l'ignorent complètement, pousse certains à tenter des actions pédagogiques notamment auprès des enfants (exemple : jardinets dans les écoles). Dans leur vision, le fleurissement est un des vestiges de la nature en ville, ce qui peut paraître paradoxal : planter un massif en mosaïculture, voilà qui n'est rien moins que naturel. Qu'il soit donc permis de rappeler combien les rapports de la ville et de la nature sont complexes.

1.1.1 L'imaginaire croisé de la ville et de la nature

Les relations ambiguës et conflictuelles entre « ville » et « nature » sont aussi vieilles que les villes elles-mêmes. La ville est l'incarnation de la domestication de la nature par l'homme ; victoire qui se révèle souvent très provisoire. Dès que les efforts d'entretien se relâchent, les plantes pionnières posent les premiers jalons de la reconquête végétale.

Parallèlement, à cela, nature et ville sont alternativement chargées de valeur positives ou négatives, entre sauvagerie (au sens de ce que l'homme ne connaît pas, ne contrôle pas) et pureté originelle pour la première, entre lieu de perdition et lieu de culture pour la seconde. Cette relation évolue historiquement et dans l'ère contemporaine où la ville s'étend de façon de plus en plus diffuse, les valeurs attachées à la nature sont par contraste d'autant plus valorisées, même si cela doit se faire au travers de représentations mythifiées de la campagne.¹⁵

¹⁵ Travers que l'on trouve toujours dans la meilleure littérature contemporaine, de Giono à Coelho...

En réalité, les sociétés urbaines n'ont jamais pu repousser complètement la nature hors de la ville, ou bien n'ont pas pu se résoudre à le faire, mais dans ce cas, ce fut sous une forme complètement domestiquée et très symbolique, à savoir les jardins qui mettaient en scène la « bonne nature ». Des jardins de Babylone aux potagers du Moyen-âge, le végétal tient sa place dans la ville. Plus tard, la Renaissance invente les parterres de fleur et de gazon strictement décoratifs, les jardins s'ouvrent, deviennent parc. La découverte de la perspective change le regard de l'homme moderne suscitant l'émergence de la notion de paysage. Le jardin de Versailles fait cette synthèse entre jardin, parc et paysage, métaphore de la mise en ordre du monde.¹⁶

Au XIXe puis au XXème siècle, différents courants urbanistiques ont tenté de lever toutes les oppositions en introduisant urbanisme et nature sur un pied d'égalité, comme E. Howard et ses cités jardins ou les modernes de la Charte d'Athènes, d'une façon autrement plus radicale. Ces utopies ont montré leurs limites pratiques, d'un point de vue social, et encore une fois la nature est instrumentalisée au service des représentations que les sociétés ont de la nature. Aujourd'hui « *le jardin est un lieu où on installe la nature, les éléments naturels. Le vocabulaire utilisé est celui de la nature* », mais la réflexion est bien urbaine. « *Parler du jardin, c'est parler de la ville, de l'urbain au sens de la vie des habitants et des usagers* ». ¹⁷ Comment articuler les espaces végétalisés avec les contraintes de la vie urbaine ?

On redécouvre certes la nature sauvage dans les milieux les plus minéralisés de la planète, et il ne s'agit pas seulement des plantes mais aussi d'une faune insoupçonnée. Les naturalistes s'étonnent des recoins qu'elle trouve pour se nicher et l'idée d'écosystèmes urbains s'impose. Mais la conception des espaces verts en ville est tout ce qu'il y a de moins « naturelle ». Il s'agit bien de la nature la plus anthropisée. Un des responsables rencontrés (Mitry-Mory o*) met d'ailleurs le doigt sur cette ambivalence : « *le fleurissement, c'est du naturel non naturel, c'est de la composition artificielle...* ».

Avec le fleurissement, il s'agit du végétal que les services communaux plantent eux-mêmes, celui dont le développement est planifié, entretenu et contraint. Ainsi, le fleurissement, au sens premier, la plantation des fleurs de façon décorative, est le signe le plus évident des relations paradoxales de l'homme avec la nature, digne héritier en cela de la tradition des jardins classiques : nature régentée, planifiée... et rêvée. S'agit-il d'une dénaturation de la nature comme on pourrait le penser ? En fait, il faut admettre que l'espace végétalisé en ville est bien une réalisation humaine et que de nature, il n'est pas vraiment question.

Ceci étant posé, il n'en reste pas moins que les fleurs sont d'un autre ordre que les éléments minéraux qui composent l'espace urbain. De plus, les responsables parlant de « nature » pensaient avant tout aux espaces verts et secondairement aux fleurs. Les communes visitées sont à la lisière des espaces ruraux de la Brie. C'est particulièrement vrai à Sénart. La campagne est toute proche mais toutes les extensions de la ville nouvelle intègrent de nouveaux espaces verts dans leurs plans. Les parcs urbains apparaissent quelle que soit la localisation des villes comme un des socles de la politique d'urbanisme. Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi.

¹⁶ Cours de C. Callenge, *Du jardin au paysage urbain*. Master 2^{ème} année 2006

¹⁷ Union régionale des CAUE Rhône Alpes (Cahier des jardins Rhône-Alpes), *Parcs contemporains et jardins*, Lyon 2006. p. 6

1.1.2 La redécouverte des espaces verts

La notion d' « espace vert » a fait son apparition dans les années 20 avant de s'imposer définitivement dans les conceptions modernistes des années 60. Ils sont conçus « *comme de aires de repos, de jeux, de liberté des citoyens, à base naturelle ou végétale* ». ¹⁸

Si l'on prend l'exemple de l'agglomération parisienne, on constate que son développement était marqué par l'accompagnement d'espaces végétalisés jusque dans la première moitié du XX^{ème} siècle, que ce soient avec les forêts, les parcs privés et publics, les arbres d'alignement sur les promenades. Par la suite, l'urbanisation des 30 glorieuses a fait moins de cas des problèmes d'environnement et de cadre de vie. La rareté du foncier, les exigences de construction rapide et industrielle, la suprématie de la voiture et des grandes infrastructures ont produit un développement au dépend du paysage et des éléments naturels. ¹⁹ Et pourtant les grands ensembles de l'époque ont été pensés avec des espaces verts : la disposition et l'emprise des immeubles ménageaient de larges délaissés, censés atténuer les effets du minéral et considérés comme les espaces de respiration des habitants. L'échec a été souvent patent tant la conception fonctionnaliste de la ville s'est révélée d'une pauvreté rédhibitoire dans le domaine du social. Les pieds d'immeubles engazonnés n'ont donc jamais tenu leur fonction d'espace vert.

La première directive sur les espaces verts date du 8 février 1973. Elle reconnaît le rôle structurant des espaces verts et permet de les considérer comme des « équipements d'intérêt public, nécessaires à l'équilibre biologique des régions urbaines ». L'objectif était d'atteindre 10 m² par habitant en « espaces verts de proximité » (y compris les terrains de sport) et 25 m² en « espaces verts de fin de semaine ». ²⁰

La typologie des 'espaces verts' est vaste. Elle s'étale depuis les grands espaces verts périurbains en périphérie de plus de 100ha (dont une bonne partie couverts de forêts), qui sont parfois englobés dans des schémas plus larges de ceinture verte ou bien de coulée verte à l'échelle des agglomérations, jusqu'aux petits squares de quartier de moins d'un hectare. Ils englobent toutes les « réserves » protégées des atteintes les plus directes de la ville.

Significativement, aucun projet urbain d'envergure ne peut se faire aujourd'hui sans la création d'un espace vert. Parfois même, l'espace vert finit par être au centre de la ville. Une commune comme le Mée sur Seine**** a pour projet de faire du parc de Meckenheim en position centrale le point de rencontre de tous ses quartiers, plutôt que de tenter de créer un centre-ville classique qui, de fait, n'existe pas vraiment. ²¹

On peut fleurir une partie des espaces verts. Le fleurissement est alors la forme la plus intensive de la gestion des espaces verts. Comme il n'est pas question de le faire partout, il faut faire des choix au niveau du responsable du service compétent. Cette approche peut se traduire par différentes formes de plans - schémas verts, plans verts ou autres cadastres verts ²² - dont les plus aboutis parlent de « gestion différenciée ».

¹⁸ Article « *espace vert* ». Dans : Denise Pumain, Thierry Paquot, Richard Kleinschmager, *Dictionnaire de la ville et de l'urbain*, Paris 2006

¹⁹ Cahiers de l'IAURIF, *Espaces publics : espaces de vies, espaces de ville*, n°133-134 (2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2002). p. 83

²⁰ CERTU, *Composer*. p.145

²¹ Source web : <http://www.le-mee-sur-seine.fr/anru/presentation.htm> (13/01/2007)

²² Voir IAURIF, *Espaces publics*, p. 90-99. Ces instruments de planification et de gestion permettent de visualiser à la fois les espaces verts existants et ceux à faire, la trame végétale de la cité et les contraintes paysagères. Ils sont

Rennes, par exemple, a défini 7 classes allant de la jardinière (classe 0) à l'espace vert champêtre (classe 6) sans compter l'espace agricole. Cette classification pourrait être utile pour déterminer ce qui est fleurissement par opposition à la simple gestion des espaces verts. A Rennes²³, on pourrait considérer que le fleurissement correspond plus spécifiquement aux 3 premières classes (« Jardinières », « espace vert à vocation horticole affirmée », « à vocation horticole simple »).²³

Cela poserait cependant deux problèmes : le premier est que peu de communes en France se sont lancées dans une telle démarche. Dans les communes rencontrées, les plans de gestion se limitent en général à une cartographie plus ou moins précise des espaces verts et des points fleuris, parfois à un relevé systématique des massifs et de leur composition²⁴, mais aucune n'a été plus loin de façon formalisée, ce qui est pour le moins décevant.

Le second problème est qu'on perdrait l'idée que le fleurissement est un élément de l'ensemble – ensemble qui renvoie par exemple à la notion de « paysage urbain » et qui amène au deuxième axe relevé dans les dires des responsables interrogés.

1.2 Deuxième axe : Le fleurissement comme embellissement de la ville par le végétal

Comme cela a déjà été mentionné, un seul des responsables rencontrés a véritablement posé le fleurissement comme un élément du paysage urbain. Mais trois autres ont parlé d'embellir la ville. La question qui est soulevée est donc celle de l'utilisation appropriée du végétal dans l'espace public.

1.2.1 Le végétal dans l'espace public

*« Définir le jardin du XXI^{ème} siècle, c'est peut-être réfléchir sur l'ensemble des espaces publics de la ville contemporaine dont de nombreux fondamentaux sont réinterrogés par les comportements de nos contemporains qui fluctuent entre individualisme forcené et exigence sociale d'une part, et la prise en compte de la qualité environnementale d'autre part ».*²⁵

Au-delà des espaces spécifiquement réservés à la verdure, les éléments végétaux sont de plus en plus utilisés dans les espaces publics. Le moindre recoin, les espaces interstitiels délaissés sont sujet à être végétalisés. Ce sont finalement les endroits privilégiés pour le fleurissement.²⁶

Ces éléments verts ont plusieurs fonctions dont la première d'entre elles est esthétique, quitte parfois à réduire le végétal à un simple cache-misère de la laideur urbaine, comme si par exemple un bel arbre pouvait racheter à lui seul les carences esthétiques d'une place ou d'une rue. De plus, le « beau » est une notion difficile à cerner en matière d'urbanisme. Dans l'espace public urbain, un « bel » aménagement sera sans doute celui qui répond le mieux par les fonctions qui lui sont assignées, par

dans tous les cas une bonne base pour les révisions des POS, pour l'écriture des chartes paysagères, pour le verdissement des projets d'urbanisme et in fine pour les plans de gestion du fleurissement.

²³ Les deux dernières classes étant décrites comme « espace vert de prestige situé dans un lieu public très fréquenté » et « espace vert traditionnel à l'aspect soigné ». CERTU, *Composer*. p. 209

²⁴ Ainsi Torcy** a fait intervenir un cabinet de consultant qui a proposé un système de fiches complètes et réactualisables par massifs.

²⁵ CAUE Rhône-Alpes, *Parcs*. p.6

²⁶ Beaumont, *Espaces verts*. p.4

sa conception et sa réalisation, à la question d'urbanisme posée.²⁷ Il en est ainsi du végétal dans l'espace public, avec l'avantage d'un a priori favorable, le vert étant généralement chargé de valeur positive dans notre société. Il est vrai que par son « incongruité » dans l'espace minéralisé des villes, le végétal apporte facilement « *des couleurs et fournit des éléments dynamiques et paisibles, une harmonie des contrastes* ». ²⁸ La richesse des possibilités offertes par la palette végétale est à cet égard quasi-infinie.

Plus encore, le végétal est un outil d'aménagement précieux : il « *crée des espaces, sert de réducteur d'échelle entre des espaces plats et des volumes imposants, découpe l'espace en sous-espaces, sert de barrière ou d'éléments de repérage* ». ²⁹ Entre l'hétérogénéité de certains tissus urbains, ou au contraire la triste uniformité géométrique de certains grand ensemble, le végétal est souvent la seule échelle de référence familière à taille humaine.

L'aspect sensible domine donc. « *Le végétal agit sur nos sens par les sensations colorés, olfactives, tactiles qu'il apporte dans la ville* ». ³⁰ A côté de cet aspect, les autres fonctions souvent avancées au sujet du végétal en ville paraissent moins évidentes, quoique sans doute importante comme on le verra (Voir § 2.1) :

- fonction biologique : par la régulation et la rétention de l'eau, la fixation des poussières et la production d'oxygène dans la journée, les effets micro-climatiques (humidité fraîcheur), les bruits (autant en faisant écran qu'en produisant des bruissements généralement considérés comme agréables).

- fonction sociale : en étant le cadre privilégié des relations humaines et d'un certain nombre d'activités qui nécessitent des espaces verts libres (jeux, détente, repos, échanges, découverte, etc...)

- fonction économique liée aux activités qui s'y pratiquent (en ville, il s'agit rarement de production alimentaire, mais plus de loisir), à l'économie horticole et à la valorisation du foncier adjacent aux espaces verts.

- fonction patrimoniale : en constituant le cadre d'un monument historique, en mettant en valeur des espèces végétales locales.

Autant de fonctions que le responsable des services espaces verts devra prendre compte dans sa pratique.

1.2.2 La notion de 'paysage urbain'

A l'aspect sensible de la végétalisation de la ville correspond assez bien la notion de 'paysage urbain' qui renvoie à la fois à la forme visuelle et au point de vue subjectif de celui qui regarde. L'expression 'paysage urbain' est assez paradoxale en elle-même. Le mot 'paysage' suggère a priori une étendue de campagne rurale ouverte, lisible dans sa structure depuis un point en particulier. On sait cependant que la lecture du paysage est très culturelle : on reconstruit ce que l'on peut voir à partir de son bagage culturel. Il en est ainsi de la perspective. « *La notion de paysage exprime donc un processus relationnel universel de savoir et d'action sur l'espace. C'est un enjeu et un outil des*

²⁷ Beaumont, *Espaces verts*. p.5

²⁸ De Sablet, *Espaces urbains*. p. 127

²⁹ De Sablet, *Espaces urbains*. p.127

³⁰ Beaumont, *Espaces verts*. p.6

*pouvoirs sur l'espace (territoire entre passé et avenir), qui produit le marquage social des territoires et permet de les identifier ».*³¹

Rapprocher le paysage et l'urbain est sans doute la conséquence de ce que Yves Chalas désigne comme un « *mouvement d'urbanisation de la campagne* » et de « *ruralisation de la ville* ». ³² On est ici complètement dans la problématique des villes nouvelles autour de Paris, aux confins de l'aire urbanisée, hésitant entre le mode clairement urbain et les espaces de campagnes alentours.

Ainsi, « *un double mouvement de conscience nous amène d'une part à regarder le paysage (l'espace ouvert, naturel ou cultivé) comme l'espace public et, d'autre part à projeter l'espace public (urbain ou suburbain) comme paysage* ». ³³

Dans le paysage urbain, le fleurissement trouve toute sa place..Le fleurissement est un élément clairement identifiable et valorisé par le regard, contrastant harmonieusement (si l'on peut dire) avec l'environnement majoritairement minéral.

Ce n'est possible évidemment qu'à condition que le fleurissement soit correctement pensé, c'est-à-dire davantage que comme un simple bouche-trou aux endroits dont l'urbanisme ne sait que faire. Il faut réussir à passer d'un modèle horticole qui consiste à répartir sur la commune des compositions florales sans trop d'articulation à un modèle paysager à même de promouvoir une vraie réflexion paysagère et urbanistique. ³⁴ Cela permet d'aboutir à la notion d' 'urbanisme végétal'.

1.2.3 L'urbanisme végétal

« *Et si c'était le végétal qui ordonnait l'urbanisation ? Et si c'était le jardin qui générerait la ville, qui lui permettrait de fonctionner ?* ». ³⁵ C'est la question originale et paradoxale qui débute le livre de C. Stefulesco intitulé l' « Urbanisme végétal ». A noter que le responsable-paysagiste de Combs-la-Ville a fait explicitement référence à cet ouvrage.

L'idée est reprise des grands théoriciens de la ville du XIXème siècle comme C. Sitte. A l'appui, le cas des grands mails plantés du XVIIème siècle qui ouvraient sur la campagne et qui sont devenus progressivement des grands boulevards structurant le développement de l'urbanisation du XIXème et du XXème siècle. Comment ne pas penser aux Champs-Élysées... On pourrait aussi parler des jardins privés du Vésinet qui préfigurent nos lotissements actuels. A l'inverse les trames paysagères inexistantes dans beaucoup de ZUP et de ZAC ont conduit souvent à des échecs urbanistiques. On en revient alors aux villes nouvelles qui tentent d'éviter ces écueils. « *La reprise des traditions d'urbanisme végétal (plantation d'espaces publics, boulevard urbains, paysagement des voies fluviales) témoigne d'un nouveau regard porté sur l'espace public urbain, ce dernier davantage considéré comme un site que comme un équipement.* » ³⁶

³¹ Pierre Donadieu, Marie Périgord, *Clés pour le paysage*, Paris 2005. p. 56

³² Yves Chalas, *L'invention de la ville*, Paris 2000. p. 2

³³ S. Marot, *Paysage urbain*. Dans : Geneviève Dubois-Taine (dir.), *La ville émergente, résultats de recherche*, Saint-Etienne 1997. p. 119

³⁴ Abrioux, *Synthèse*. p. 4

³⁵ Caroline Stefulesco, *L'urbanisme végétal*, Paris 1993. p. 11

³⁶ Marot, *Paysage urbain*. p. 121

Si l'on admet l'idée de l' « urbanisme végétal », la perspective est inversée puisque que les ensembles végétaux sont prépondérants non seulement dans la façon dont les hommes habitent la ville, mais aussi dans la façon dont ils la génèrent. Aujourd'hui, dans la conception d'un quartier comme les deux-lions à Tours, le plan de verdissement a précédé celui d'urbanisme.³⁷ S'appuyer sur un urbanisme végétal, c'est se donner la possibilité d'anticiper les rapports évolutifs entre végétal et minéral, entre naturel et artificiel (la frontière entre les deux étant d'ailleurs ténue puisque rien n'est moins naturel qu'un jardin...).

Ce que l'on recherche, c'est la capacité du végétal à établir le lien entre les différents éléments qui composent l'espace. C'est d'autant plus vrai que bien souvent les relations entre éléments minéraux de la ville n'ont pas été préalablement étudiées, ou bien sur la base d'une pensée trop pauvre d'un point de vue social, comme dans les théories fonctionnalistes.

Régénérer

Végétaliser les espaces publics urbains pour embellir la ville et offrir aux habitants un cadre de vie agréable, voilà qui justifie une partie du fleurissement. Mais les fleurs apportent un élément supplémentaire : la couleur.

1.3 Troisième axe : Le fleurissement comme vitrine d'une ville changeante

Sur le fond de gris associé à la ville, les responsables espaces verts n'hésitent pas à invoquer le fleurissement pour donner à la ville de la « couleur » (Meaux****), de la « gaité » (Dammarie les Lys***) ou une « nouveauté plaisante » (Brie-Comte-Robert**). Le responsable de Melun**** est plus audacieux : « *La couleur fait partie de l'œil. Je compare les fleurs à l'enseigne de McDonald. Il l'a faite en jaune et rouge. De même dans un jardin, les fleurs captent le regard. Le vert, lui est dans la nature, c'est la vie !* ».

En réalité le fleurissement a une fonction essentielle de mise en scène de l'espace urbain et d'expérimentation audacieuse de par la légèreté de sa mise en œuvre et la relative modicité de son coût. Cela est notamment du à sa temporalité particulière. Le cycle de vie du végétal n'a en effet rien à voir avec celui des aménagements minéraux. Chaque saison apporte son lot de nouveautés végétales, introduisant des variations plus ou moins rapides et subtiles dans l'environnement urbain. Chaque semaine éclot une nouvelle variété de fleurs. Chaque année voit l'arbre grandir de quelques centimètres et prendre de l'ampleur. Le fleurissement de la période hivernale n'est pas la moindre des questions à résoudre. Dans l'agglomération parisienne, les communes se vident de leurs habitants en été, au plus fort du fleurissement potentiel, et les habitants demeurent tout l'hiver quand la plupart des végétaux sont en sommeil. Que faire des espaces fleuris à la mauvaise saison pour conserver la bonne tenue des espaces publics ?

Le fleurissement est ainsi à mi-chemin entre l'exposition temporaire et l'aménagement urbain, entre l'événementiel et l'habituel. Les services espaces verts n'hésitent pas à jouer sur toute cette gamme. Ils participent autant à des événements ponctuels (exemple : décoration à base de légumes pendant la fête médiévale de Brie-

³⁷ Jean-Jacques Talpin, *Tours, les Deux-Lions s'éveillent*. Traits urbains n°11 (Novembre / Décembre 2006), p. 26-29

Comte-Robert**, installation florale en intérieur pour les vœux aux personnalités de Noisiel) qu'aux plans de plantations, voire à la conception de l'ensemble des aménagements urbains, qui engagent la collectivité pour les 50 prochaines années.

Par ailleurs, chaque nouvelle année impose de remettre en cause ce qui a été fait l'année précédente et de repenser le fleurissement de l'année suivante. Les professionnels parlent même d'effets de mode, avec des couleurs, des textures, des variétés nouvelles. Certains types de mobiliers accueillant le fleurissement ont soudain un grand succès (ainsi des différentes formes de suspensions). Certains services intègrent des structures plus ou moins élaborées et plus ou moins figuratives dans leurs massifs. Beaucoup ont utilisé par exemple des souches ou des morceaux de bois arrachés par la tempête de 1999. Toute une filière existe pour louer ou acheter des structures représentant selon les cas des personnages, des animaux ou d'autres choses.³⁸ Le responsable espaces verts de Vaires-sur-Marne** met de son côté un point d'honneur à n'utiliser que des matériaux de récupération pour mettre en scène la pelouse de la mairie, avec un certain succès. Son village de lutins à Noël a fait l'unanimité. Mais le risque est de tomber dans une certaine forme de « kitsch ». Le responsable de Combs-la-Ville*** dénonce ainsi les charrettes, pressoirs et autres outils agricoles anciens qui trônent sur les ronds-points de communes qui n'ont plus grand-chose à voir avec l'agriculture briançonne. Quelques commentaires sceptiques ont également été exprimés sur les carcasses de voitures fleuries qui ornaient il y a quelques années un rond-point du Mée sur Seine****...

Cependant, la palette infinie des possibilités et la rapidité de renouvellement des cycles fait à la fois la richesse et la difficulté du fleurissement. La richesse car à partir d'un même aménagement minéral statique, les variations peuvent être rapides et multiples. La difficulté car il faut gérer plusieurs temporalités différentes : celle de l'aménagement d'ensemble formant le cadre du fleurissement, celle de la fleur (annuelle, bisannuelle, vivace) et celles des arbres et arbustes.

Utiliser le fleurissement comme outil de communication ou comme produit d'appel touristique peut alors se révéler délicat, car on ne peut réellement pérenniser ou patrimonialiser un fleurissement, alors qu'une politique de cadre de vie ou d'accueil se construit sur la durée. Cela rentre aussi en porte-à-faux avec une certaine tendance en France à muséifier les paysages et à se représenter le végétal comme immuable. D'où un certain désarroi lors des abatages massifs dus à la tempête de 1999.

Ainsi, les communes peuvent au mieux s'efforcer de faire un fleurissement encore plus spectaculaire – sans doute vaut-il mieux viser un fleurissement adapté que spectaculaire - que l'année précédente, sans perdre de vue que beaucoup de communes suivent la même voie.

Cette temporalité capricieuse rend également le travail d'évaluation délicat pour les jurys dont la visite se doit d'être annuelle ou bisannuelle – chaque année un fleurissement différent et plus ou moins réussi. D'un autre côté, la période de l'année choisie pour les visites est également lourde de sens pour le fleurissement dans les communes. Nous verrons comment les jurys tentent de contourner cette difficulté.³⁹

³⁸ Le service espaces verts de Noisiel a dépensé 14 000 € en 2006 pour acheter des structures en osier réutilisables et louer des structures plus lourdes.

³⁹ § 4.3 de la 3^{ème} partie

1.4 Conclusion : le fleurissement à la croisée de l'urbanisme et du végétal

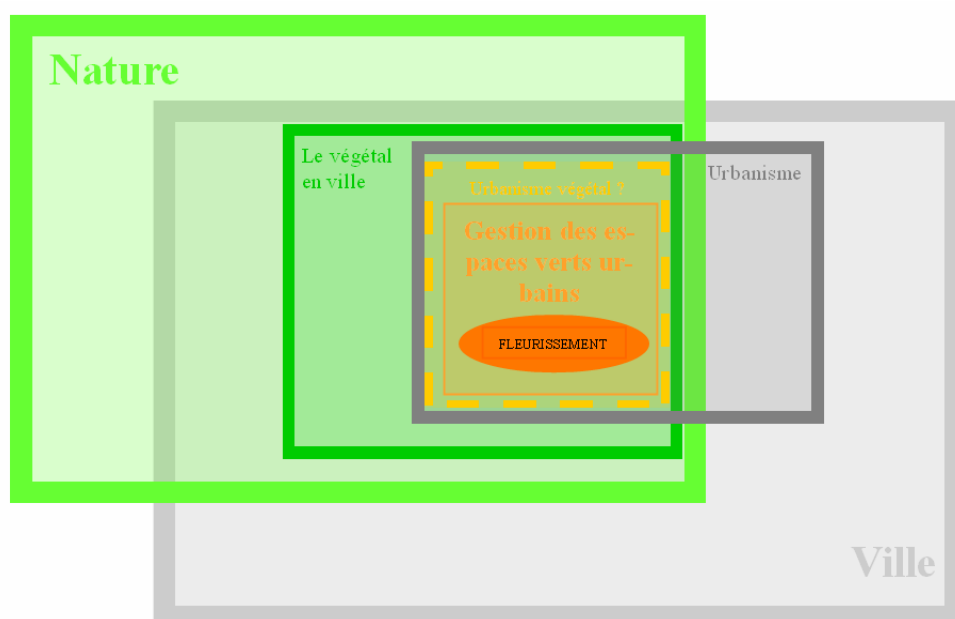
Il apparaît au terme de cette réflexion que chacune des pointes du « *triangle d'or végétal* » de Michel de Sablet - les espaces verts, les plantations d'alignement et les décorations florales - a acquise plus ou moins récemment ses lettres de noblesse dans la ville contemporaine.⁴⁰

La définition du fleurissement apparaît finalement mouvante. Le fleurissement renvoie à tous les aménagements publics usant, au moins en partie, de végétaux et contribuant au paysagement de l'espace urbain. En réalité, la notion la plus proche est la partie végétale des plans d'embellissement des villes utilisés par les grands urbanistes du XIX^{ème} siècle. Elle permet d'englober notamment les arbres isolés ou en alignement de même que les compositions végétales, construites comme un tout, et s'intégrant dans la ville, comme par exemple les parcs urbains dans leur ensemble. L'aspect « paysagement urbain » insiste sur l'idée que le fleurissement est au départ un effet visuel, esthétique et que le côté purement fonctionnel, s'il y en a un, vient dans un second temps ; ce qui n'empêche pas que ces espaces « fleuris » aient bien autres utilités directes ou indirectes (exemple : espaces de loisirs, production de lien social) et que le fleurissement rentre dans une démarche plus large visant l'amélioration du cadre de vie.

Cette définition permet aussi de souligner que tous les espaces verts de la surface communale ne relève pas du fleurissement, en particulier ceux dont la fonction paysagère est complètement secondaire (ex : plaines de jeux enherbées). Mais il faut admettre qu'elle ne permet pourtant pas de trancher clairement, systématiquement, quelles sont les zones sujettes au fleurissement.

Il est en revanche certain que le fleurissement doit être pris en compte dans une vision large pour qu'il ait un intérêt aux yeux de l'aménageur qui aborde l'espace urbain dans son ensemble et non du point de vue de l'horticulteur ou du jardinier. Il doit être considéré à sa juste place à l'intersection des grandes problématiques liées à la rencontre de la ville et du végétal comme on peut le représenter ci-dessous.

Schéma 1 (réalisation personnelle)



⁴⁰ Michel De Sablet, *Des espaces urbains agréables, places, rues, squares et jardins*, Paris 1988. p. 128

2. Ce qu'on attend du fleurissement

2.1 Des campagnes de fleurissement généralisées

Qu'en est-il du fleurissement dans la zone d'étude choisie en Seine-et-Marne ?

Prenons l'exemple le Mée sur Seine**** : cette ville située dans l'agglomération Melun-Val de Seine (105 500 habitants), fait partie de ces banlieues de la deuxième couronne parisienne qui ont poussé assez tardivement jusqu'au début des années 90. Le Mée sur Seine est ainsi passé de 4400 habitants en 1968 à 21 000 environ aujourd'hui. La commune a un potentiel fiscal limité⁴¹ dans la mesure où la population a des revenus plutôt modestes pour la région parisienne. Elle a, de plus, accueilli très peu d'activités économiques lors de sa croissance (implantées plutôt à l'échelle de l'agglomération melunaise sur les grands axes longeant le périmètre communal). Parallèlement, plusieurs quartiers résidentiels semblent se détériorer rapidement, justifiant la mise en place de dispositifs de la politique de la ville et de financements importants de l'ANRU.⁴² Malgré tout cela, le fleurissement de l'ensemble de la commune a été depuis trois décennies une constante de la politique municipale. L'urbanisme a laissé une large place aux espaces verts (240 ha avec les bois), aux rues aérées plantées d'arbres et aux massifs fleuris (3500m²). La 1^{ère} fleur au concours des villes et villages fleuris est acquise en 1988. Depuis 1998, le Mée sur Seine fait partie des deux centaines de communes françaises à avoir obtenu (et conservé ensuite) les 4 fleurs, la prime maximum du concours. La commune possède un service espaces verts à la hauteur de ses ambitions, à savoir 2000 m² de serres de production, une trentaine d'agents, une compétence reconnue dans les communes alentours pour le fleurissement traditionnel et la mosaïciculture. Et surtout, le fleurissement est partout visible quels que soient les déplacements que l'on fasse dans la commune.

Curieusement, Melun**** (35 000 habitants), la grande ville limitrophe, dont les caractéristiques sont assez semblables à celles du Mée sur Seine, vient d'obtenir elle aussi sa quatrième fleur. La ville dispose également d'un service espaces verts performant et réussit à intégrer des décorations florales de qualité malgré un cadre urbanistique difficile (étroitesse du centre-ville, traversé par des infrastructures routières liées à l'absence d'une rocade complète de contournement). Toujours dans l'agglomération melunaise, la ville de Dammarie-les-Lys (21 000 habitants) qui apparaissait il y a quelques années dans les médias nationaux pour des incidents dans certains ensembles HLM, vient d'obtenir sa 3^{ème} fleur. A croire que les décideurs se sont donnés le mot.

Les entretiens réalisés dans ces trois communes ont permis de constater que plus encore que les décideurs, ce sont les responsables espaces verts de ces trois communes qui se connaissent et dialoguent. Il faut préciser que ces trois personnes sont à l'occasion juré du concours départemental des villes et villages fleuris. Ils font donc partie de la « grande famille » selon les termes de M. Misiewicz (Dammarie-les-Lys***). Tous trois affirment cependant qu'il n'y a pas de rivalité entre eux et que si les communes font la course aux fleurs du concours, c'est la faute des politiques et non la leur.

⁴¹ Potentiel fiscal : 406 €/hab contre 687€/hab dans les communes de la même strate. (Chiffres Minefi 2005)

⁴² On notera d'ailleurs que ces projets liés à l'ANRU sont mis en valeur jusque dans le dossier de présentation de la commune au concours des villes et villages fleuris.

Il reste la question : pourquoi des villes comme le Mée sur Seine, Dammarie les Lys ou Melun, que l'on dit souvent « sans âme », qui ont sans nul doute d'autres urgences budgétaires, font-elles autant d'efforts tendant même vers l'excellence dans ce domaine particulier qu'est le fleurissement ?

Si l'on élargit le champ d'observation à l'ensemble du département, on s'aperçoit que parmi les 29 villes de Seine et Marne dont la population dépasse 10 000 habitants, 21 ont au moins une fleur (soit 72 %). Trois d'entre elles viennent d'obtenir une fleur supplémentaire en 2005 (dont 2 reçoivent leur première fleur) et 4 en 2006. Parmi les 25 villes sélectionnées pour cette recherche, 19 ont au moins une fleur (76%). Or la Seine-et-Marne, à l'aune des statistiques fournies par le conseil des villes et villages fleuris, n'est pas particulièrement fleurie. En 2006, 40 communes toutes tailles confondues, avaient au moins une fleur parmi les 514 communes du département, soit 7,7%. Parallèlement, pour la France entière, on comptait au dernier palmarès 3038 communes fleuries sur 36 500, soit 8,2%.

Il faut donc admettre que peu de communes d'une certaine importance dans le département, et en particulier celles appartenant à la banlieue parisienne, font l'économie d'une campagne de fleurissement reconnue à un niveau régional et national. Ceci ne tient pas compte, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, de la vocation touristique – existante ou non – de la commune. Autrement dit, dans la plupart des cas, le fleurissement est destiné avant tout aux habitants et secondairement aux personnes qui passent dans la commune.

Cela laisse donc supposer que les habitants sont demandeurs de telles démonstrations florales et que les élus s'en font l'écho au travers des moyens attribués au service espaces verts communal. Comment les responsables espaces verts perçoivent-ils cette exigence ? Quelles sont les attentes émises par les différents acteurs : les responsables espaces verts, le CNVVF et les politiques ?

2.2 Les vertus attribuées au fleurissement

Il a déjà été question des fonctions attribuées aux éléments végétaux dans l'aménagement de l'espace urbain. Il est maintenant intéressant de considérer les attentes spécifiques émises envers le fleurissement, ce qu'il est censé pouvoir apporter à chacun des acteurs concernés en fonction de la façon dont il est produit. Le point de vue des responsables espaces verts permettra de mesurer ensuite la distance existante avec le discours très rôdé du CNVVF et avec celui des politiques.

2.2.1 Le point de vue des responsables espaces verts

Ce point de vue est naturellement parcellaire étant donné le temps imparti dans les entretiens. Deux questions se complétaient : « *Pourquoi faites-vous du fleurissement ?* » et « *Le fleurissement n'est-il pas un luxe ?* » (cette seconde question permettait d'évaluer l'éventuelle impression de futilité, de superflu parfois liée au fleurissement). Plusieurs points se dégagent, outre la nécessité, qui a déjà été développée, d'apporter du végétal et de la couleur dans la ville :

Il y a tout d'abord la « commande » politique et la demande des habitants.

- 4 responsables affirment que c'est une question avant tout politique en rappelant que les élus sont bel et bien les patrons. La réponse du responsable de la production

rencontré à Meaux était du type : « *on me demande de produire, je produis* ». De l'avis des responsables, les politiques fleurissent d'abord pour les riverains et ensuite pour une question de « *standing* » et d'effet vitrine : c'est particulièrement vrai à Melun****, la préfecture, à Meaux**** et à Chelles***, les deux communes les plus peuplées du département et à Torcy** fière d'être devenue récemment sous-préfecture. Il est question également de donner une « *étiquette* » à la ville, c'est-à-dire une identité visuelle à un cadre urbain souvent anonyme. C'est une façon de se distinguer d'une commune à l'autre (même si en pratique, beaucoup de massifs se ressemblent entre eux). L'effet vitrine est notamment recherché dans les communes qui ont une prétention touristique : Meaux****, Fontainebleau (o*), Brie-Comte-Robert** et certaines villes de Marne-la-Vallée partiellement irriguées par le flot de touristes de Disneyland, mais le responsable du Mée sur Seine**** cite fièrement le passage de 2 cars de Japonais ayant fait un détour pour voir son fleurissement...

Tous ces points se retrouveront dans le discours des politiques. (Voir § 2.2.3)

- Les habitants sont demandeurs de fleurissement. A cette exigence, ni les politiques, ni le service espaces verts, ne peuvent s'y dérober ? C'est d'autant plus vrai quand une commune proche fait un fleurissement spectaculaire : elle sert alors de point de comparaison. Or en Ile de France, il existe un grand nombre de villes très fleuries dans un périmètre restreint. Qui-plus-est, il y a un effet rapide d'accoutumance dans le sens où les habitants s'habituent très vite à profiter d'un beau fleurissement et qu'il n'est plus question ensuite de réduire les surfaces fleuries. Cela étant, il n'a pas été possible d'exhumer une quelconque étude permettant d'évaluer l'impact réel du fleurissement aux yeux des habitants.⁴³ Ceci mériterait sans aucun doute un mémoire de recherche ! Les responsables espaces verts ont donc des retours somme toute limités soit directement sur le terrain par les jardiniers qui sont souvent abordés par les passants, soit par lettres et téléphone (avis pas toujours positifs), soit lors de manifestations telles que les portes ouvertes annuelles.⁴⁴ D'autre part, il semble que les habitants sont demandeurs d'abord d'espaces verts avant de l'être des fleurs. De l'aveu de deux responsables, le fleurissement ne touche pas tout le monde : les personnes plutôt âgées, propriétaires ou ayant habité une partie de leur vie à la campagne y sont probablement plus sensibles que les jeunes urbains. L'impression qui domine est donc que l'on fleurit d'abord par habitude sans indicateurs réels des besoins de fleurs, à supposer que le fleurissement en soit effectivement un. En revanche, trois seulement admettent l'idée d'un « *luxe* », dont l'un d'eux déclare que « *c'est un luxe que les gens réclament* » (Combs la Ville***). D'autres (4/14) conviennent que cela peut le devenir si on dépasse les bornes (mais eux-mêmes n'en sont pas là) et quatre écartent d'un revers de main l'idée que cela puisse coûter trop cher. Le reste fait des réponses prudentes.

- Trois responsables laissent échapper qu'ils fleurissent aussi pour le service et pour eux-mêmes en considérant que le fleurissement est la partie la plus motivante et la plus valorisante du travail au milieu des missions habituelles de taille, de tonte et d'entretien. Les fleurs constituent la seule partie créative avec un vrai défi pour les agents des espaces verts.

On pourrait même aller plus loin en suggérant que certains responsables font du fleurissement un enjeu personnel dans le sens où ils ont une véritable passion pour leur métier et que de l'aspect de leur ville dépend leur satisfaction. Aucun ne le dit

⁴³ L'étude menée par le groupe de travail d'Yves Abrioux se penche probablement sur cette question. Cette référence a été découverte trop tard pour en tirer parti. Voir Abrioux, Synthèse.

⁴⁴ Exemple à Melun**** et au Mée sur Seine**** le premier week-end de Mai.

naturellement de cette façon. Les fleurs sont pour certains un passe temps et un émerveillement. De cette passion découlent les plus beaux fleurissements avec des moyens parfois limités.⁴⁵ L'aspect humain dans les réalisations des services espaces verts ne devrait jamais être oublié.

- Mettre la nature à disposition des habitants
- égayer et embellir la ville
- répondre aux exigences des habitants et des politiques,
- mettre en valeur le savoir-faire du service espaces verts.

Voilà les principaux éléments qui justifient aux yeux des responsables espaces verts la mise en place d'une campagne de fleurissement. Le point de vue est pragmatique. Face à ce discours ancré dans la réalité, voyons quels sont les arguments du CNVVF et des politiques pour encourager le fleurissement

2.2.2 Les ambitions affirmées du CNVVF

Dans le dossier de présentation du concours, le CNVVF résume le propos dominant au travers de sept entrées distinctes, bien différentes de celles des responsables espaces verts⁴⁶ :

La première est naturellement celle de l'amélioration du cadre de vie sur laquelle il n'est pas besoin de revenir.

La seconde est celle d'une « *politique globale de l'environnement* » sans plus de précisions. Il faudra confronter cette affirmation avec la grille de critère. Quelle est la place de l'environnement en matière de fleurissement ? La question mérite d'être posée. La pratique intensive du fleurissement peut-elle être écologique ? Est-elle durable ? Il n'est pas sûr que le fleurissement en lui-même soit porteur d'une telle réflexion. Il n'est qu'à voir les efforts dans de nombreux départements pour former les services techniques à des pratiques plus respectueuses de l'environnement. En revanche, il est concevable que les jurys de concours promeuvent des pratiques qui répondent à ces exigences. Dans ce cas, le concours a un rôle à jouer pour diffuser les innovations en matière environnementale.

Les deux suivantes vont d'une certaine façon de pair : il s'agit d'une part de l'image de la commune avec le fleurissement comme outil de communication, et d'autre part du fleurissement comme outil de promotion touristique. L'histoire du concours est liée à

⁴⁵ Voir par exemple les communes de Vaires-sur Marne**, Brie-Comte-Robert** ou Dammarie-les-Lys***.

⁴⁶ Chapitre : impact du fleurissement :

- « - Il contribue à l'**amélioration du cadre de vie** par le développement des espaces paysagers privés et publics.
- Il s'inscrit dans une **politique globale d'environnement**.
- Il participe à l'**image de la commune**, dont il est un élément important, et peut être un outil de communication efficace.
- Il représente un réel **outil de promotion touristique**, soit comme produit touristique à part entière et toujours comme élément de qualité de l'accueil.
- **Rôle économique** par ses retombées et les emplois générés dans les secteurs de l'horticulture et du paysage, ainsi que dans le domaine du tourisme
- **Rôle social** du fleurissement par son aspect fédérateur, véritable facteur de cohésion sociale.
- **Rôle enfin éducatif** par la sensibilisation des plus jeunes au respect de l'environnement et à l'effort d'amélioration du cadre de vie. »

Source web : <http://www.villes-et-villages-fleuris.com/presse/presentationFR.pdf> (14/01/2006)

cette volonté d'accueillir les touristes avec des fleurs depuis la fin du XIX^{ème} siècle (voir 2^{ème} partie §1). La France est d'ailleurs connue en Europe pour être particulièrement fleurie. Il faut noter que certaines communes en font leur produit touristique principal. La commune Saint-Fraimbault (Normandie) s'est ainsi fait un nom uniquement à travers son fleurissement, si bien que la commune a accueilli jusqu'à 100 000 visiteurs par an dans les années 90 avant que la fréquentation ne baisse. La commune d'Oger en Champagne a de son côté combiné un fleurissement exceptionnel avec la vente producteur de son produit phare, à savoir le Champagne. Dans tous les cas, le fleurissement représente un élément d'accueil non négligeable, quoiqu'à double tranchant. (Voir § 1.3)

Enfin, trois « rôles » assez vastes sont attribués au fleurissement : économique, social et éducatif. Le rôle économique renvoie aux emplois créés dans le tourisme et dans la filière horticole. Dans le domaine social, le fleurissement serait un « facteur de cohésion sociale ». Il reste à montrer par quel biais. Enfin le rôle éducatif est lié aux possibilités d'animation et de sensibilisation à la nature autour du fleurissement. Ces trois aspects sont plus développés dans l'étude de M. Jean-Pierre Tarroux.

2.2.3 Les attentes des élus

L'étude de M. Tarroux permet de cerner précisément quelles sont les attentes des élus :

Schéma 2 : Impact du fleurissement relevé par M. Tarroux



D'emblée, les entrées utilisées par J-P. Tarroux à partir du discours des politiques interrogés diffèrent quelque peu de celles données par le CNVVF sans parler de celles des responsables espaces verts. L'entrée purement environnementale disparaît. En revanche, l'aspect politique du fleurissement n'est plus éludé quoique très rapidement brossé dans le rapport : « *le fleurissement induit une qualité de relation avec les administrés et une attitude positive envers l'élu. Il a aussi une valeur électorale* ». ⁴⁷ L'idée générale du rapport est que le fleurissement « *peut ex-nihilo, rapidement et pour un coût raisonnable (inférieur à un budget de la culture par exemple), donner un cadre de vie aux habitants d'une commune ainsi qu'une attractivité générale* ». ⁴⁸ L'affirmation est péremptoire mais l'intérêt politique est évident. La visibilité du fleurissement (dont

⁴⁷ Tarroux, *Impact*. p. 7

⁴⁸ Tarroux, *Impact*. p. 8

les panneaux en entrée de ville se font l'écho) et l'aspect relativement consensuel des fleurs en font une action facilement « vendable » électoralement. Par ailleurs, les maires de ces communes quatre fleurs en font un élément indissociable de l'ensemble de leur politique municipale, voire parfois un « socle » de celle-ci. Le maire de Coulaines (Sarthe) évoque ainsi un « choc positif » pour faire de sa commune autre chose qu'une banlieue dortoir du Mans. Oger en Champagne en a fait le point de départ d'une restructuration du bourg avec enfouissement des réseaux et création de jardins. De façon générale, il est admis que le fleurissement n'est qu'un élément d'un tout. J. Perrin (Plessis-Robinson) fait ainsi remarquer que le public voit n'importe quelle ordure avant le plus beau des fleurissements...

L'amélioration du cadre de vie reste ainsi, au-delà de la simple dimension esthétique, la motivation principale. A travers le fleurissement peut se façonner une véritable identité de la commune : J-P. Tarroux parle d' « *un élément constitutif et définitif de la personnalité des communes 4 fleurs* ». L'adjectif « définitif » est discutable (Voir § 1.3) Cependant, les maires interrogés se félicitent globalement de leurs efforts jusqu'à ne plus envisager leurs communes sans fleurissement soutenu. De plus, il paraîtrait politiquement hasardeux aux maires interrogés de revenir sur leur politique de fleurissement après avoir été si loin dans l'excellence. Il n'est jamais question de communes qui auraient soudainement renoncé à participer au concours après avoir misé dessus. Cette attitude ne semble pourtant pas absurde par exemple à la faveur d'un changement de majorité municipale.

L'aspect économique se retrouve à travers trois items : le tourisme, l'économie locale et l'emploi. Le tourisme touche les communes qui en font effectivement un axe de développement local. Mais à côté de cela, l'exemple d'une commune comme le Plessis-Robinson (Haut de Seine) montre un impact économique différent. La commune, 25 000 habitants, a misé dans les années 90 sur le fleurissement, valorisant un « écrin de verdure » déjà existant. Les agents immobiliers de la région en parlent maintenant comme de la « Chlorophylle vallée ». Deux dynamiques s'ensuivent : d'une part, l'afflux de nouveaux habitants attirés par la qualité d'accueil de la ville, qui font ainsi monter les prix de l'immobilier et ont permis de ramener la proportion de logements sociaux de 75% à 50 % en une quinzaine d'années. Cet aspect est à double tranchant puisque cela peut signifier le rejet de certaines catégories de populations moins solvables (phénomène de gentrification par ailleurs fréquent dans l'agglomération parisienne). D'autre part, et tout aussi important du point de vue des élus du Plessis-Robinson, cette réputation a attiré l'attention d'entreprises qui sont venues s'installer sur le parc d'activité partagé avec Clamart pour plusieurs milliers d'emplois. Citant un de ces chefs d'entreprise : « *nous sommes venus parce que le cadre nous plaisait et que vous nous vouliez* »⁴⁹

L'impact sur l'emploi est donc dans ce cas indirect. L'impact le plus direct concerne la filière horticole dont les effectifs sont estimés à quelques 150 000 emplois (en comptant les emplois de production, ceux liés à la commercialisation de gros ou de détail, ceux offerts par les entreprises du paysage et ceux relevant des services des jardins et espaces verts des villes).⁵⁰ Les besoins communaux soutiennent le secteur horticole. Mais il y a aussi une corrélation importante entre les efforts de fleurissement

⁴⁹ Tarroux, *Impact*. p. 11

⁵⁰ Chiffres datant de 2004. Source web : <http://www.cultivez.com/news/> (21/01/2007)

dans une commune et les achats de plantes ornementales par les particuliers (marché représentant 2,580 milliards d'euros en 2004) qui était particulièrement mise en avant lors des assises du fleurissement. Les habitants sont en effet sensibilisés à la mise en valeur végétale communale pour leur propre logement, phénomène qui peut être soutenu par la mise en place de dispositif de conseil, de prêt ou de ventes de matériel à prix réduit ou encore de concours communaux (type maison ou balcon fleuris – 4^{ème} partie § 4.1.1).

Il faut encore mentionner le cas assez fréquent de chantiers d'insertion par le travail. Le travail de jardinage semble se prêter assez bien à ce genre d'opération d'intégration dès lors que les personnes encadrées n'ont pas d'handicaps physiques insurmontables.⁵¹ Cependant, en Seine-et-Marne, il n'en a pas été question. Tout au plus peut-on évoquer certains services qui s'astreignent à prendre des gens en difficulté ou sans qualification ainsi que des condamnés à des travaux d'intérêt généraux (ex : Melun****).

Ceci se rapproche de l'impact « vie sociale et civique ». Les élus estiment que le fleurissement peut créer du lien social, en redonnant du sens aux espaces publics, en aménageant des lieux de convivialité, en rassemblant les habitants autour de projets communs. Les élus citent des exemples où les habitants se disent fiers du fleurissement et de leur cadre de vie. Une affirmation étonnante de l'étude résidait dans le fait que le fleurissement des communes n'est pas dégradée par des actes d'incivilité, y compris dans des ensembles dits sensibles comme à Grigny ou à Aulnay-sous-Bois au plus fort des émeutes de Novembre 2005.⁵² Cette affirmation s'est révélée fautive à l'unanimité moins un⁵³ en Seine et Marne.

Les communes 4 fleurs déclarent avec une belle unanimité que tous les quartiers sont fleuris de la même façon et qu'ainsi les différents quartiers ne peuvent se sentir symboliquement mis à l'écart. C'est peut-être oublier que le fleurissement n'est jamais uniforme sur le territoire municipal et que certaines formes urbaines se prêtent plus ou moins bien au fleurissement. Néanmoins les élus sont convaincus de promouvoir « *une politique d'harmonie sociale, obtenue en faisant en sorte que personne ne soit traité de façon différente* ». ⁵⁴

La suite logique est l'implication plus ou moins spontanée des habitants par des associations de quartier, la mise en place de jardins familiaux ou à travers les concours des maisons et balcons fleuris.

On aboutit alors assez naturellement à la dimension pédagogique que peut endosser le fleurissement. Que ce soit dans les écoles avec une sensibilisation à la nature, avec les visites des serres municipales ou dans les contacts quotidiens établis entre les agents municipaux et les habitants, cet aspect pédagogique paraît riche de possibilités mais pose également question quant aux rôles des services espaces verts : faut-il leur intégrer une fonction « relation publique » en dehors du travail purement technique. Comment les responsables des services techniques conçoivent-ils la fonction pédagogique que semblent leur conférer les élus ? Le concours des villes et villages fleuris tient-il compte de ces pratiques ?

⁵¹ Nombreux exemples pris dans une seule région (Basse Normandie) sur la liste de ce site : http://www.errefom.info/adresses/themes.php?tab=adr&id_theme=31 (21/07/2007)

⁵² Tarrow, *Impact*. p. 10

⁵³ Le responsable espaces verts de Dammarie-les-Lys*** est le seul à ne pas déplorer de dégradations significatives sur ses massifs.

⁵⁴ Marius Mallet, maire de Dinard. Cité dans : Tarrow, *Impact*. p. 9

3. Conclusion – le fleurissement : un consensus de principe

La conclusion que l'on pourrait tirer des propos du CNVVF et des élus est que le fleurissement rencontre l'intérêt de beaucoup de catégories de population, ce qui favorise l'expression d'un discours lisse et consensuel : l'action des élus est visible, les services municipaux sont motivés dans leur travail, le fleurissement génère une activité économique qui fait vivre de nombreux métiers (depuis l'horticulteur jusqu'au paysagiste), les habitants se sentent valorisés par l'aspect de leur quartier...

Les intéressés prennent cependant le risque de verser dans « l'autojustification » selon le mot de J-P. Tarroux, au moins dans le cas des communes les plus engagées sur le fleurissement. Il ne faut donc pas se départir d'une certaine distance envers les commentaires rapportés ci-dessus.

Il reste que le fleurissement est peu remis en cause en tant que tel, et en tous cas pas par les acteurs concernés. Il paraîtrait également dommage de se passer d'un moyen si souple d'agréments l'espace public.

Quel est donc le rôle du concours des villes et villages fleuris dans ce tableau un peu idyllique des vertus du fleurissement. Comment s'efforce-t-il de coller à cette image souhaitée ? Comment le concours interagit-il avec le travail des services espaces verts ?

2^{ème} partie : Le concours des villes et villages fleuris - philosophie et fonctionnement.

Il est nécessaire de revenir en détail sur l'organisation du concours des villes et villages fleuris pour comprendre par la suite la réception qui en est faite par les services espaces verts communaux.

Il nous faudra entre autres analyser plus en détail la grille de lecture proposée aux jurys par le Conseil national des villes et villages fleuris (CNVVF) pour évaluer les communes lors des visites annuelles et vérifier qu'elle peut constituer un référentiel opérationnel.

1. Retour historique

Dans le détail, l'évolution historique qui a poussé à créer le concours des villes et villages fleuris, est déjà développée sur le site Internet du CNVVF et dans tous les documents et mémoires traitant du fleurissement.⁵⁵ L'essentiel est de retenir que le fleurissement trouve son origine dans le développement du tourisme et secondairement de l'hygiénisme à la fin du XIX^{ème} siècle. Pour séduire les classes aisées qui partaient alors à la découverte de la France pittoresque, les villes étaient sollicitées pour rendre les espaces publics plus accueillants et plus salubres. Le « Touring club » de France (créé en 1890) s'intéresse d'abord aux gares avant de créer le concours des « Villages coquets » en 1919 qui prend en compte l'apparence générale des villes et villages, et en particulier leur propreté.⁵⁶

Les 30 glorieuses, avec le développement des pratiques de loisirs et de tourisme de masse, donnent un nouvel élan. Le ministre du tourisme fait créer en 1959 un service dont la fonction est d'inciter les Français à fleurir leurs villages avec un slogan « *accueillir c'est sourire, mais sourire c'est fleurir* ». Une dizaine de concours différents est ainsi organisée. 1972 marque la date de création du « Comité national de fleurissement de la France » (devenu en 2001 'comité national des villes et villages fleuris') sous la forme d'une association loi 1901. L'un des concours créés en 1959, celui qui juge du fleurissement de l'ensemble de la commune, devient le concours principal et prend progressivement la forme qu'on lui connaît aujourd'hui (1988 : organisation décentralisée avec l'aide des départements et des régions, 1996 : élargissement des critères d'évaluation au-delà du fleurissement, 2001 : changement des statuts de l'association...).

La préoccupation hygiéniste est donc rapidement devenue négligeable tandis que celle touristique est restée prépondérante.

⁵⁵ Diane Streichenberger, *Le phénomène du concours de ville fleurie et ses déclinaisons sur le territoire français*. Mémoire de DEA (EHESS) 2000. p. 8. ou encore : Guillaume Roy, *Contribution à la réflexion sur la politique de fleurissement du département des Deux-Sèvres. Du fleurissement à l'embellissement du cadre de vie*. Rapport de stage de 3^{ème} année d'IUP (CESA), 2006. p. 7

⁵⁶ Michel Conan, Juliette Favaron, *Comment les villages devinrent des paysages*, Les Annales de la recherche urbaine n° 74. p. 54

2. Un label ?

Avant d'en venir au concours lui-même, il nous faut lever une difficulté de terminologie : peut-on parler de label concernant les fleurs décernées par le CNVVF ?

En effet, les labels se réfèrent en général à des produits de consommation ou à des services dont les caractéristiques ou la provenance sont garantis par des organismes indépendants qui se financent par une contribution des demandeurs de labellisation.⁵⁷

Le CNVVF ne rentre pas dans ce schéma. A aucun moment, il n'est question d'argent et le principe du concours, donc de la compétition, ne cadre pas avec l'idée du label. Il serait peut-être alors plus judicieux de parler de « distinction ».

Cependant, et cela est souligné par J-P. Tarroux, les récompenses du CNVVF fonctionnent aussi comme une marque identifiée par les habitants à l'entrée des bourgs et qui garantie aux visiteurs et aux habitants un certain « niveau » de fleurissement pour une durée déterminée (un ou deux ans), les critères d'évaluation étant théoriquement les mêmes sur l'ensemble d'un territoire. L'attribution des fleurs engage donc les deux parties : l'instance qui délivre les fleurs (le département, la région ou le CNVVF) et les communes 'labellisées' ou encore 'primées'.

Dans ce sens, le CNVVF n'hésite pas à parler de label et nous en ferons autant.

3. Le Conseil national des villes et villages fleuris (CNVVF)

Le Conseil national des villes et villages fleuris est une structure associative avec des statuts « association Loi 1901 » ayant environ 500 adhérents. Il est présidé par le ministre délégué au tourisme. Le CNVVF est donc à l'origine l'émanation d'une administration publique. Mais la composition du conseil d'administration permet de se faire une idée de toutes les parties prenantes au fleurissement en France. Il y a cinq collèges. Le premier est constitué de 10 membres de droit qui représentent quatre ministères : celui du tourisme, de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Ecologie et du Développement Durable et du Ministère de la Culture et de la Communication. Le second collège est composé des représentants des collectivités territoriales qui peuvent adhérer à l'association depuis la réforme des statuts de 2001.⁵⁸ Les régions, les départements ont ainsi chacune un représentant ainsi que les communes par tranche de population : communes de moins de 1 000 habitants, de 1 001 à 5 000 habitants, de 5 001 à 30 000 habitants, de 30 001 à 80 000 habitants et de 80 000 habitants. Les deux collèges suivants sont composés chacun de 3 représentants venant respectivement du tourisme et de la filière horticulture et paysage. Enfin le dernier collège, intitulé « personnalité qualifiée », est constitué du président du conseil d'administration de l'association (J-R. Garnier) et d'une autre personne.

Les moyens de l'association paraissent assez limités par rapport à l'ampleur de la mobilisation qu'elle suscite, mais il est vrai qu'elle s'appuie dans l'organisation des concours sur les comités régionaux et départementaux. L'association disposait en 2004

⁵⁷ « Étiquette ou marque spéciale créée par un syndicat professionnel ou un organisme parapublic et apposée sur un produit destiné à la vente, pour en certifier l'origine, la qualité et les conditions de fabrication en conformité avec des normes préétablies. (On dit aussi label de qualité) ». Source web :

<http://fr.answers.com/topic/label-8> (25/01/2007)

⁵⁸ Le coût de l'adhésion varie selon l'instance et la taille des communes. 1000-5000 hab. : 75 € ; 1001-5000 hab. : 150 € ; 5001-30000 hab. : 300 € ; 30001 – 80000 hab. : 600 € ; plus de 80001 hab. : 800 €. Conseil régional : 100 € ; Conseil général : 750 € ; Fédération de tourisme : 300 € ; Filière horticulture et paysage : 300 € ; Personnalités qualifiées : 30 €.

d'environ 550 000 €, dont 200 000 € fournis par le ministère du tourisme, 130 000 € par VINIFLHOR (Office national interprofessionnel des fruits, des légumes, des vins et de l'horticulture), 90 000 € en cotisation des adhérents ainsi que de ressources propres et de l'apport de divers partenaires tels que la SNCF ou les voies navigables de France.⁵⁹

La vie de l'association est assurée par Anne Schirm directrice depuis 1996 et trois autres salariés : en tout l'équivalent de 3,5 temps pleins.

Un aspect ambigu du travail du CNVVF est le refus de se constituer en instance de conseil aux collectivités, tout en admettant que les commentaires des jurys ont un poids d'orientation non négligeable sur les politiques municipales de fleurissement. De fait le CNVVF n'a pas les moyens humains de le faire officiellement. Ses possibilités d'actions sont la mise en réseau des acteurs (dont les assises nationales tous les deux ans constituent le temps fort) et la mise en valeur des politiques de fleurissement les plus vertueuses (du moins d'un certain point de vue), par exemple avec la publication de *Balades, 196 villes et villages fleuris*, détaillant les atouts de toutes les communes 4 fleurs.⁶⁰ Le site du CNVVF renvoie également à des publications spécialisées des éditions Horticulture et Paysage.⁶¹

4. Déroulement du concours

4.1 Décentralisation : du département au CNVVF. La signification des quatre fleurs

Depuis 1988, le CNVVF a pris le parti d'impliquer les départements et la région dans l'organisation du concours. Le CNVVF ne s'occupe en réalité directement que de l'attribution de la 4^{ème} fleur et de certains concours annexes. Il faut noter que les fleurs, de une à quatre, sont décernées les unes après les autres (on ne peut passer de rien à trois fleurs par exemple), ce qui implique une certaine continuité sur plusieurs années dans la politique de fleurissement des communes. Inversement, les fleurs ne peuvent être retirées qu'une à une si le fleurissement ne satisfait pas les jurys des années suivantes, ce qui est rarement le cas. En 2006, le CNVVF a retiré quatre labels 4 fleurs sur les 198 qui en jouissaient (soit 2% remis en cause).

4.1.1 Le concours départemental

Chaque département organise son propre concours avec le comité départemental du tourisme (CDT) comme coordonnateur. Les instances départementales ont une totale autonomie. Elles peuvent mettre l'accent sur un aspect particulier du fleurissement même si l'esprit doit se baser sur la grille de critères nationale. Le CDT 77 est sur le point de faire cette année une place significative aux pratiques de développement durable dans son barème de notation (par ailleurs très peu détaillé) qui se présentait jusqu'à présent ainsi : Fleurissement (quantité, répartition, harmonie, etc...) = 60% ; Espaces verts = 15% ; Propreté = 15%. Incitation au fleurissement et développement durable = 10%. C'est donc le dernier coefficient qui va être développé.

⁵⁹ Source web : (27/01/2007)

http://www.tourisme.gouv.fr/fr/navd/mediatheque/publication/administration/att00006386/Enquete_2005.pdf

⁶⁰ CNVVF, *Balades, 196 villes et villages fleuris*, Edition 2006, Paris 2006

⁶¹ Source web : http://www.horticulture-paysage.com/special.php?id_m=2 (28/01/2007)

Les départements sont libres de la forme des prix. Dans les Hauts-de-Seine, le département remet des « cèdres ». En Seine et Marne les prix s'échelonnent sur pas moins de 9 niveaux allant des « *diplômes d'encouragement* » aux « *premiers prix* ». Ces récompenses formelles s'accompagnent de bons d'achat (qui n'existent pas au niveau régional et national). Le département remet également des prix aux particuliers en lien avec les concours communaux des jardins et balcons fleuris. Depuis 2 ans, les communes doivent noter elles-mêmes avec un barème départemental les réalisations des particuliers. Les meilleurs sont visités ensuite par un jury départemental spécial. Cette partie du concours implique 1500 personnes en Seine et Marne.

Toutes les communes qui ne concourent pas déjà à un niveau supérieur peuvent s'inscrire aux concours départementaux : elles étaient environ 8000 dans ce cas en 2006. En Seine et Marne, 200 communes s'y sont inscrites (sans compter les 40 déjà primées) sur un total de 514. Cela représente une vingtaine de tournée de jury composé de cinq personnes. On y trouve des élus (conseillers municipaux, généraux), des professionnels (dont des responsables espaces verts), des employés d'Eurodisney (!), des bénévoles et le personnel du CDT.

La visibilité du concours départemental est en réalité assez réduite puisque, ne remettant directement pas les fleurs du concours, le label départemental ne s'affiche pas sur les panneaux d'entrée de ville. Seuls les élus et les habitants les plus concernés par le jardinage en entendent parler. Sa principale fonction est en fait de faire un tri pour proposer au niveau régional les communes susceptibles d'obtenir une 1^{ère} fleur. Pour le CDT, le principal intérêt d'organiser ce concours est de maintenir des relations avec un grand nombre de communes.

4.1.2 « Le concours régional des villes et villages fleuris et de l'amélioration du cadre de vie »

L'adjonction de « *l'amélioration du cadre de vie* » au titre du concours est une initiative du Comité régional de tourisme (CRT) Ile de France. Le concours régional est chargé d'attribuer la 1^{ère} puis la 2^{ème} et la 3^{ème} fleur. La majorité des 25 communes étudiés en Seine et Marne le sont donc au niveau régional (17 sur 25). Au niveau national, 3038 communes ont de une à trois fleurs en 2006. Ce chiffre augmente de façon très régulière depuis 2000 au rythme de 150 à 200 communes supplémentaires primées par an (en comptant également les communes 4 fleurs), soit 7% environ par an.

Tableau 1 : Nombre de communes primées au concours

Année	Nombre de communes ayant au moins une fleur
2000	1784
2001	1984
2002	2160
2003	2375
2004	2599
2005	2804
2006	3038

(Source : Base de données du CNVVF)

Difficile en revanche de savoir combien de communes montent et descendent chaque année. En Seine-et-Marne, 6 communes ont gagné une fleur supplémentaire en 2006.

Les communes au niveau régional sont visitées une fois tous les deux ans pour des raisons logistiques, sauf pour les nouvelles accédantes afin de confirmer la distinction ou si une ville ou un village a reçu un avertissement l'année précédente : l'avertissement précède le déclassement s'il n'y a pas de réaction et il permet dans un premier temps de ne pas heurter publiquement les collectivités. Le label représente en effet souvent un enjeu politique local insoupçonné. Néanmoins, le label ne serait pas crédible si les fleurs étaient attribuées de façon immuable. D'abord parce que comme on l'a vu, le fleurissement est un défi renouvelé chaque année, et ensuite parce que le fleurissement évolue – on ne fleurit pas comme il y a dix ans – si bien qu'à niveau qualitatif constant, les communes finissent par perdre leur rang.

Les communes 3 fleurs doivent être proposées par les jurys régionaux pour passer au national et éventuellement gagner la 4^{ème} fleur. Melun**** a dû patienter jusqu'à la quatrième tentative avant de l'obtenir (1997, 1998, 2001, 2003).

En plus des 4 niveaux de labellisation, il y a donc des niveaux intermédiaires entre le département et la région, et entre la région et le concours national.

4.1.3 Le concours national

Les jurys nationaux du CNVVF décernent la 4^{ème} fleur et les Grands prix de fleurissement. Ces derniers fonctionnent quasiment comme une cinquième fleur (ils sont attribués pour trois ans et renouvelés le plus souvent. Il est question de réformer ce système afin qu'ils deviennent une récompense ponctuelle et exceptionnelle).

Les jurys départementaux et régionaux sont désignés par le président des conseils généraux et départementaux. Au niveau national, les jurys sont composés généralement de 4 personnes : un salarié du CNVVF, un acteur du tourisme, un professionnel de la filière horticole et une personnalité qualifiée qui peut apporter un regard plus extérieur. En tout, plus de 800 jurys départementaux, régionaux et nationaux parcourent le territoire chaque année.

Trois types de jury, ayant une certaine autonomie, interviennent donc si bien qu'on peut légitimement se demander si la progression de une à quatre fleurs est linéaire, sachant que leur seul point commun semble être la grille de critères nationale élaborée par le CNVVF.

4.2 Grille de critères

Au début des années 90, le concours était très critiqué. Il était entre autres accusé de produire un fleurissement uniforme et déconnecté des réalités d'aménagement communal. Un changement de l' 'esprit' du concours a donc eu lieu. Il s'est traduit par une sérieuse refonte des critères replaçant les fleurs à une plus juste place dans les politiques d'aménagement urbaines. L'approche est devenue nettement plus globalisante rappelant celle des « Villages coquets » du Touring club de France au début du XX^{ème} siècle.

Comment le fleurissement des communes est-il noté selon cette grille de critères ? Il faut avant tout souligner que l'appréciation doit tenir compte de la taille de la commune⁶², de sa localisation géographique, des spécificités de la commune ou

⁶² 5 classes : moins de 1000, de 1000 à 5000, de 5001 à 30 000, de 30 001 à 80 000, plus de 80 000

encore de la date de passage des jurys : autant d'éléments qui paraissent évidents mais qui influent radicalement sur le fleurissement.

Trois grandes parties composent cette grille de critère avec des coefficients donnés à titre indicatif : « *le patrimoine paysager et végétal* » pour 50% des coefficients, « *cadre de vie et développement durable* » (30%) et « *animation et valorisation touristique* » (20%).⁶³ Les notations des sous-parties ne sont volontairement pas détaillées si bien que les jurys ont la plus grande latitude pour apprécier le poids des différents critères. Certaines régions ont pu détailler davantage chaque point mais ce n'est pas le cas en Ile de France.

Les fleurs, nous précise-t-on cependant, comptent pour un quart à un tiers de la note finale. C'est finalement peu quand on prend le fleurissement dans son sens restrictif. Les arbres et arbustes, les pelouses ont toute leur place dans les notations, ainsi que les suspensions et autres aménagements spécifiques pour intégrer le fleurissement dans un environnement urbain (même si la priorité reste les plantations en pleine terre).

Le texte s'efforce de mettre l'accent sur la qualité plutôt que sur la quantité. Plutôt qu'un fleurissement massif et tapageur, le CNVVF cherche à orienter l'attention des jurys sur « *la répartition des aménagements paysagers sur le territoire communal, l'adaptation et l'intégration des aménagements aux contraintes du site et à l'environnement de la commune, la diversité dans les choix des végétaux, la recherche dans les compositions et les harmonies de couleurs, de volumes, le respect et la valorisation des spécificités régionales...* »⁶⁴. On note également l'insistance faite jusque dans les titres sur le thème du « paysage », lequel n'est pourtant selon Y. Abrioux pas assez pris en compte.⁶⁵

Deux points sont également essentiels : la qualité et l'entretien des végétaux et les efforts d'aménagement tout au long de l'année. Ceci paraît difficile à juger sur un seul passage annuel. D'où l'intérêt des plaquettes de présentation mettant en valeur le fleurissement sur les quatre saisons et leurs pratiques de gestion des végétaux.

Les aspects techniques interviennent davantage dans la partie « *cadre de vie et développement durable* » et permettent d'aller derrière l'effet de façade du fleurissement. Les critères épousent ainsi les évolutions actuelles qui vont notamment dans le sens d'un meilleur respect de l'environnement. Cela passe par une attention particulière à « *l'assainissement, à la collecte sélective des déchets, à la lutte biologique intégrée, à l'utilisation raisonnée des engrais et désherbants* » et plus généralement par tous les dispositifs de gestion différenciée. La question de l'eau a pris toute sa place dans ces critères surtout avec les sécheresses à répétition depuis 2003 qui mettent les collectivités face à leurs responsabilités. Ce problème peut d'ailleurs remettre en cause à terme le principe même du fleurissement qui reste, sans dispositif adapté, très consommateur en eau. Cependant de nouvelles techniques permettent

⁶³ Voir le règlement du concours. Source web : <http://www.villes-et-villages-fleuris.com/leconcours/reglement.pdf> (27/01/2007)

⁶⁴ Règlement du concours

⁶⁵ « Outre la carence de modalités d'appréciation permettant aux jurys de son concours de juger les dimensions autres qu'essentiellement visuelles des politiques municipales, nous avons relevé que les concepts d'ordre paysager dont fait usage le CNVVF dans son action de conseil réitèrent les structures idéologiques ou imaginaires qui, dans le domaine paysager, négligent de situer véritablement l'observateur par rapport à des effets autres que génériques articulés autour de l'opposition nature/culture. » Abrioux, Synthèse. p. 5

d'éviter les gaspillages (arrosage personnalisé, paillage hydorrétenteur, utilisation de variétés rustiques, etc... Voir 4^{ème} partie §3)

Le chapitre de la **politique globale** d'aménagement de la commune est particulièrement développé. Il fait intervenir la protection et l'aménagement des sites naturels, mais aussi et c'est plus surprenant, la qualité de l'entretien du bâti et de l'environnement urbain : est donc pris en compte l'ensemble constitué des éléments végétaux et non végétaux. Le texte mentionne en particulier la valorisation du patrimoine bâti, la propreté du cadre urbain, le mobilier urbain, la discrétion de l'affichage publicitaire, l'enfouissement des réseaux, le paysagement des entrées de ville... Il est même question de « *la coordination entre les différents services intervenants sur l'aménagement (service des espaces verts, de la voirie, de l'urbanisme et de la communication* ». Cela place donc notre responsable des espaces verts au centre d'une mission inter-service de traitement de l'espace urbain. Naturellement, des ambitions affichées à la réalité, il est probable que l'ensemble de ces informations ne soit pas mis sur le même plan pendant les visites des jurys. Il sera donc intéressant de voir quels points sont privilégiés par les responsables espaces verts et par les jurys.

La troisième partie fait là encore endosser au responsable des espaces verts un rôle qui n'est pas a priori le sien mais qui fait la richesse du fleurissement : les critères concernent « *l'appropriation par le public de son environnement et de son cadre de vie* ». Il est question de toutes les animations pouvant être créées autour du fleurissement, en particulier dans les domaines touristique (mise en valeur du patrimoine), pédagogique et social (animation scolaires, relations avec les associations, les jardins familiaux), dans les loisirs... Si cet arrière plan social n'existe pas, si le fleurissement n'est pas l'occasion de fédérer les habitants autour de thématiques liées au cadre de vie, le fleurissement perd singulièrement de sa portée, au risque de n'être que la chose du maire ou de son responsable espaces verts (Voir 5^{ème} partie § 4.1).

L'ampleur des éléments pris en considération par cette grille de critères amène le concours très loin dans l'appréciation des politiques urbaines des municipalités, au-delà même du fleurissement. J-P. Tarroux en vient d'ailleurs à se demander si le concours des villes et villages fleuris porte bien son nom, et s'il ne faudrait pas dépasser plus clairement le cadre du fleurissement pour quelque chose évaluant la qualité générale du cadre de vie, un peu comme le faisait le concours des villages coquets dans l'entre-deux-guerres.⁶⁶

La formulation utilisée dans cette grille de critères est davantage suggestive que technique ou directrice. Par exemple concernant les Arbustes et rosiers : « *le fleurissement arbustif, la fructification et la coloration automnale – pour peu que la gamme soit utilisée à bon escient – peuvent participer à un moindre coût à une décoration des quatre saisons.* » Des orientations sont proposées sans que rien ne soit réellement imposé. La grille donne l'esprit du concours qui est résumé par cette phrase : « *la notation privilégiera la qualité par rapport à la notion de quantité encore trop omniprésente* ». Elle permet donc d'attirer l'attention sur des points importants, voire essentiels, tout en conservant une certaine souplesse et sans qu'elle puisse être taxée d'autoritaire. Cette grille reste donc un outil non-technique mais néanmoins apporte un cadre de référence intéressant.

⁶⁶ Tarroux, *Impact*, p. 15

4.3 Concours annexes

Le concours principal entraîne avec lui un certain nombre de concours annexes dont l'impact est plus ou moins important. Ces concours traduisent la volonté d'entraîner tous les acteurs, de la SNCF aux particuliers, pour créer une dynamique autour du fleurissement. Cependant, du point de vue du paysage, l'impact peut se révéler assez limité. Par exemple, dans une commune de plus de 10000 habitants, un concours des maisons fleuries, même en mobilisant 100 ou 200 participants, aura un effet très ponctuel, dilué dans la commune. C'est aussi ce qui fait la spécificité du fleurissement en ville : les zones de fleurissement intensif les plus visibles seront très localisées et l'effet ne pourra pas être aussi spectaculaire que dans un village de 100 habitants où tout le monde se mobilise.

On peut donc citer les concours de maisons fleuries organisés par les communes, et ceux des départements qui ont délégation du CNVVF pour le faire, le Prix du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et de VINIFLHOR⁶⁷, le Prix de mise en valeur du patrimoine⁶⁸, le Prix National de l'Arbre⁶⁹, le Prix Spécial des Gares⁷⁰, les Prix du Groupement National Interprofessionnel des Semences (décor potager, et fleurissement des jardins familiaux), le Prix des Voies Navigables de France,⁷¹ le Prix des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative⁷², le prix Spécial des Stations Vertes de Vacances⁷³, le Prix Spécial des Logis de France,⁷⁴ le Prix National du Jardinier(ère)⁷⁵.

Le CNVVF désigne également un certain nombre de département qui reçoivent le trophée du département fleuri pour 5 ans.

Enfin, un concours européen, créé en 1975 à l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne, fédère les structures européennes similaires dans 12 pays sous le

⁶⁷ Ce prix récompense toute action remarquable et exemplaire dans une commune rurale s'appuyant sur l'aménagement ou la création d'espaces verts ou fleuries, contribuant à l'amélioration du cadre de vie et au développement ou la revitalisation de la commune.

⁶⁸ Ce prix récompense une commune pour toute action menée pour la mise en valeur d'un élément du patrimoine par un environnement floral et paysagé de qualité. Attribué par les jurys du CNVVF.

⁶⁹ Ce prix récompense la collectivité qui a assuré, dans le cadre d'une politique globale et cohérente de l'environnement et des paysages, une gestion exceptionnelle et innovante de son patrimoine arboré. Attribué par les jurys du CNVVF

⁷⁰ Ce prix, créé en partenariat avec la SNCF, récompense toute action d'envergure portant sur l'embellissement, le fleurissement et la propreté des gares et de leurs abords.

⁷¹ Ce concours récompense les réalisations particulièrement remarquables de fleurissement et d'aménagement paysager des canaux et des écluses, dans un but de valorisation touristique des sites.

⁷² Ce prix récompense les efforts en matière de fleurissement et d'accueil d'un Office du Tourisme ou d'un Syndicat d'Initiative. Il est organisé par le CNVVF avec la FNOTSI. La sélection est faite sur dossier

⁷³ Il récompense une commune labellisée « Station Verte » et particulièrement remarquable par ses aménagements paysagers et floraux. La sélection est faite sur dossier.

⁷⁴ Il récompense un lauréat par catégorie de classement Logis de France : 1 cheminée, 2 cheminées et 3 cheminées. Il est attribué à des établissements proposant un décor floral de qualité, installés dans des communes inscrites au concours des Villes et Villages Fleuris.

⁷⁵ Ce prix consacre un travail d'excellente qualité mené sur plusieurs années et distingue plus particulièrement les bénévoles et agents communaux qui se sont investis de façon exceptionnelle dans le fleurissement de leur commune.

nom d' « Entente florale ». Chaque année, une ville et un village sont présentés à ce concours (Beaune et Eguisheim en 2006). Ils reçoivent des « médailles » qui vont du bronze à l'or.

Tous ces concours annexes n'empêchent pas de continuer à considérer que le concours des villes et villages fleuris est bien celui qui permet d'attribuer le label allant de une à quatre fleurs, comme le fait lui-même le CNVVF dans ses présentations.

Le cadre institutionnel du concours étant désormais posé, on peut maintenant aborder la façon dont le vivent les responsables espaces verts interrogés. Le concours est-il accepté dans son principe ? Dans sa forme ? Que perçoivent les responsables espaces verts du fonctionnement du concours ? Autrement dit, quel écart distinguent-ils entre la théorie et la pratique ?

3ème partie : l'acceptation du concours par les responsables espaces verts

Dans cette partie vont être examinées les différentes attitudes adoptées par les responsables espaces verts envers le concours des villes et villages fleuris.

Trois niveaux d'adhésion successifs ont été distingués dans l'introduction. Il s'agit :

- d'admettre l'intrusion d'un concours dans le quotidien du service
- d'adhérer au référentiel du concours
- d'accepter les règles concrètes du concours

Il faudra vérifier l'hypothèse que ces trois niveaux d'adhésion sont nécessaires pour que le pouvoir incitatif du concours joue à plein

Pour répondre à cet objectif, l'ensemble des questions posées directement sur le concours peut apporter quelques réponses.

1. Adhésion au principe même du concours

1.1 Le refus en bloc : une attitude rare

En réalité, aucun des responsables rencontrés n'a déclaré brutalement que le principe d'un concours était totalement aberrant. Rappelons que même les plus critiques (principalement 4 responsables sur 21 : Avon*, Noisiel***, Mitry-Mory et Pontault-Combault (o*)) n'ont pu se dérober à participer au concours. Seul celui de Pontault-Combault envisage sérieusement d'en sortir.

Ils n'en sont pas moins très incisifs et leurs griefs portent notamment sur deux plans : le risque de la surenchère et le stress inutile.

1.1.1 Le risque de la surenchère

L'idée que la compétition pousse à « *en faire trop* » est présente chez d'autres responsables moins sceptiques que les quatre très critiques sous la forme d'une question : « *comment savoir où s'arrêter ?* » (Ozoir-la Ferrière*, Champs sur Marne*) ou plus généralement sous la forme triviale, « *pour monter dans le concours, il faut les moyens* ». C'est d'ailleurs le principal argument du responsable de Pontault-Combault pour ne plus participer : « *je ne vois pas l'intérêt sachant que notre budget et le ratio d'agents par rapport aux surfaces que nous traitons ne nous permettent pas de rivaliser dans le concours* ». Sur cette question des moyens, nous reviendrons dans la 4^{ème} partie § 2.

Cela étant, les responsables pointent le risque d'exagérer l'importance du fleurissement dans les missions du service, fut-ce au risque de négliger des tâches plus importantes. Certains critiquent les politiques qui exigent davantage de leur service espaces verts pour gagner dans le concours et d'autres se posent la question pour eux-mêmes : professionnellement, urbanistiquement, quelle quantité de fleurissement devons-nous raisonnablement mettre en œuvre ? A première vue, le concours, de par la compétition engagée entre les communes, aurait effectivement tendance à suggérer « toujours plus ». Cependant, à écouter les instances organisatrices du concours, il s'agirait plutôt d'un « toujours mieux ».

Ce à quoi le responsable d'Avon* répond qu'en matière de fleurissement, le qualitatif correspond en partie à des créations sophistiquées, gourmandes en terme de coût, de moyens techniques et humains, et parfois contradictoires avec d'autres objectifs valables, notamment environnementaux. Il prenait à ce sujet l'exemple de murs végétaux. « *Il faut arrêter les choses anormales et retrouver une cohérence dans la politique communale* ».

De fait, au-delà de la 2^{ème} fleur, on est en droit d'attendre des éléments de fleurissement un peu exceptionnels, par exemple tous types de suspensions dont l'entretien, si elles n'intègrent pas d'arrosage au goutte à goutte, sont très consommatrices en main-d'œuvre et en eau. Reste à savoir si on les fait pour plaire aux jurys du concours ; ou pour profiter aux riverains qui sont aussi les contribuables ; ou pour éventuellement faire valoir l'image de la ville - ce qui est plus défendable ; ou encore pour valoriser le service espaces verts. Pour leur part, les responsables des villes les plus primées (3 et 4 fleurs) estiment dans l'ensemble que leurs moyens sont loin d'être excessifs. Ils rappellent qu'ils sont avant tout au service des habitants. De plus ils sont très prudents quant à la relation entre le niveau acquis dans le concours et la quantité/qualité de leur fleurissement. A l'opposé, les responsables des communes 1 fleur ou sans fleur se représentent l'obtention de la 3^{ème} fleur comme un seuil difficilement franchissable et en reviennent à la question des moyens...

1.1.2 « Une pression énorme »

Le deuxième argument de refus du concours est lié à un effet indirect : le concours fait peser une « *pression énorme* » (Noisiel^{***}) sur le service espaces verts et sur le responsable en particulier. Cette pression vient de deux côtés : d'abord du jury et ensuite des élus. Il faudrait cependant ajouter que même sans le concours, les responsables sont tout à fait capables de se mettre la pression eux-mêmes. Le responsable de Dammarie-les-Lys^{***}, qui est un habitué du concours en tant que jury, est omniprésent dans la vie du service et ne compte pas ses heures, concours ou non.

Certains élus font clairement comprendre que si une fleur était perdue, « *il y aurait des têtes qui tomberaient* » (Noisiel). L'enjeu politique intervient donc fortement quitte à surévaluer quelque peu l'importance réelle du concours. Dans aucune commune primée sans exception, il n'est envisageable de perdre une fleur. Le responsable du Mée sur Seine parle de son « *objectif pluriannuel* ». A côté, la perspective d'en gagner une supplémentaire est paradoxalement une priorité beaucoup plus secondaire. Dans tous les cas, l'attente des résultats plusieurs mois après le passage du jury donne des sueurs froides à certains. Les avertissements (qui sont assez rares) provoquent des mobilisations générales comme à Moissy-Cramayel^{**} il y a deux ans. Le service a nettement concentré ses investissements sur le fleurissement avec le soutien du maire pour le passage de contrôle du jury l'année suivante.

Le passage du jury est incontestablement un moment fort de l'année et parfois mal vécu. Certains racontent la chose de façon flegmatique. Cependant aucun ne prend cette visite à la légère. Il est évident que le parcours choisi est minutieusement inspecté la veille et encore le matin-même. Le responsable de Vaires-sur-Marne^{**} avoue mal dormir la nuit précédente. Il explique joliment l'organisation de cette journée : « *C'est comme un concert, il faut que tout soit nickel et moi je suis le chef d'orchestre* ».

De façon moins positive, le concours apparaît dans les propos parfois presque comme une menace latente (impression qui est ressortie de l'entretien avec la responsable de Chelles^{***} qui est pourtant plutôt positive). Le responsable de Noisiel^{***}

parle carrément d'une sorte de « *tribunal* » et risque une allusion aux suicides du travail pour stress. Arrivé depuis peu dans une ville 3 fleurs, il se sent piégé dans ce niveau d'exigence qu'il estime trop élevé - « *c'est trop de travail pour un résultat aléatoire* » - mais que ses élus ne sont pas disposés à abdiquer.

Ce discours est assurément excessif mais il souligne un malaise lié à l'intrusion d'une puissante force extérieure dans la vie du service, sur lequel il n'y a pas de prise, capable au choix – de façon quelque peu arbitraire pour certains – de manier la récompense ou le couperet. Cet aspect sombre du concours renvoie en fait à la difficulté de se faire évaluer par un regard extérieur.

1.1.3 L'évaluation des politiques de fleurissement

La première mouture du questionnaire comportait une question sur les indicateurs d'évaluation du fleurissement utilisé par le service.⁷⁶ Or il semble que cela ne fasse pas partie des méthodes de gestion des services espaces verts. De fait, il est très délicat d'évaluer un fleurissement (comme on le verra avec les jurys. Voir § 3), que ce soit avec des chiffres ou qualitativement.

On s'aperçoit en effet que les responsables espaces verts sont très libres dans la mesure où peu de personnes extérieures au service sont en mesure de donner un avis pertinent. Les élus ont des exigences, mais sauf exception, ils n'ont pas de compétences techniques suffisantes pour peser sur le fleurissement communal. Les retours des habitants paraissent peu nombreux, parfois passés par le filtre de la mairie, et surtout non techniques ou bien ramenés à des détails.

Il reste encore deux possibilités pour avoir une vision d'ensemble :

Tout d'abord les discussions avec les collègues d'autres communes. Ces rencontres sont facilitées quand les responsables participent aux jurys départementaux (comme ceux de Melun****, du Mée sur Seine**** et de Dammarie les Lys***). Meaux**** est à la tête du réseau de petites communes qui l'entourent. Ces professionnels sont à même de porter un regard professionnel sur le travail de leur voisin et d'échanger des conseils, des commentaires. Le responsable de Melun déclare ne pas être avare d'informations utiles et partager son savoir avec tous ceux qui le souhaitent. Cependant cela reste complètement informel.

L'intervention d'un cabinet-conseil est une dernière possibilité qui implique une démarche active de recherche d'évaluation. Torcy** et dans une moindre mesure Champs-sur-Marne* y font appel. A Torcy, les consultants Simier leur ont proposé un nouveau mode de gestion des massifs à base de fiches détaillées tout en suscitant la réflexion auprès des élus et des techniciens sur le fleurissement de la commune.⁷⁷ Simier fournit également un CD-catalogue permettant de sortir rapidement les variétés par type, couleurs ou saisons... Deux personnes sont intervenues lors de mon entretien à Torcy : le responsable fleurissement et le responsable du service environnement. Ce dernier était un gestionnaire, l'autre l'homme de terrain. C'est bien le gestionnaire qui a fait appel au cabinet. C'est le même qui voulait par exemple que l'on quantifie le nombre de fleurs vandalisées à l'année. Deux approches différentes se rencontrent

⁷⁶ Cette question a également été abordée pendant les assises du fleurissements par un groupe d'étudiants de l'INA d'Angers. Voir : Etudiants de l'INH, *Produire ou acheter pour le fleurissement des communes*. Dans : Documents préparatoires aux 11^{èmes} assises nationales des villes et villages fleuris (30 novembre au 1^{er} décembre 2006). p. 22-50

⁷⁷ Voir site web : <http://www.simier.fr/accueil.html>

donc pour vraisemblablement le bénéfice de tout le service. Mais cette relation complémentaire ne paraît pas très répandue dans les communes rencontrées : le responsable espaces verts-fleurissement est rarement un administratif et souvent seul maître à bord.

Il s'avère donc que la démarche d'évaluation du fleurissement n'est pas très naturelle, si bien que le passage des jurys tourne immédiatement à l' « *examen* » (Vaires sur Marne^{**}). Le concours des villes et villages fleuris est en fait le seul moyen institutionnalisé, régulier, comparatif dont disposent les services espaces verts pour s'évaluer et « *se situer* » par rapport aux autres communes (Torcy^{**}). Il n'est certes pas obligatoire mais finalement on voit bien qu'il s'impose aux services espaces verts des grosses communes étudiées. La clarté du label et sa visibilité rendent les habitants conscients du niveau de la commune. L' élu tient donc à maintenir son rang si bien que, comme le déplorait le responsable de Noisiel, une fois rentré dans le palmarès du concours, il faut se plier à ses attentes pour y rester. Le concours a encore un autre avantage : il est gratuit.

Incontestablement le concours a un rôle majeur dans l'évaluation, c'est-à-dire dans la remise en question nécessaire et régulière des politiques de fleurissement communales. Mais comme il est le seul à mener ce type d'étalonnage de la qualité des fleurissements communaux, les responsables espaces verts sont peu habitués à se voir « *jugés* » - le mot devrait être « *évalué* » - d'une façon aussi directe, d'où découle un certain malaise. Mais ce n'est que la face négative d'une fonction positive.

1.2 L'art de positiver le concours

Positiver le concours, ou seulement en relativiser l'importance, c'est le jeu auquel se prêtent avec succès les 17 responsables qui ne peuvent être classés comme définitivement critiques. De fait, beaucoup rappellent qu'il ne faut pas exagérer le rôle du concours. Sur la question du « *moment le plus important du concours* », question volontairement posée de façon floue, tous ceux interrogés sauf deux répondent spontanément que c'est le moment de la conception (qui peut remonter jusqu'à Septembre avec les premiers appels d'offre) ou celui des plantations, c'est-à-dire tout le travail effectué bien en amont du passage du jury. Cela souligne bien qu'aucun responsable ne veut placer le concours au centre de ses préoccupations. De leur côté, les élus répondraient probablement la remise des prix à cette même question ; ce n'est le cas que d'un seul parmi les responsables espaces verts.

Par rapport au concours, la dernière question de l'entretien porte sur l'appréciation globale du concours (« *Est-ce une bonne institution ?* »).⁷⁸ Trois types d'attitudes se dessinent alors :

- Une possibilité de se situer par rapport aux autres communes, de faire intervenir un regard extérieur. C'est le problème de l'évaluation telle qu'elle a été traitée dans le paragraphe précédent. Le concours est véritablement vu comme un outil de progression et d'encadrement. Les équipes en attendent conseils et orientations.

⁷⁸ Cette question aurait été intéressante à poser au début de la partie du questionnaire concernant le concours et de la reposer à la fin (« *Après ce que vous venez de me dire, pensez vous toujours que le concours est une bonne institution ?* »). On aurait vu des glissements entre la réaction spontanée et la réponse après la réflexion que suscitaient les questions intermédiaires.

- Un concours qui fait avancer les choses, qui oblige les services à aller de l'avant, autant d'un point de vue 'qualité du fleurissement' que d'un point de vue technique. Le concours est vu comme un facteur de motivation suscitant la fierté, la reconnaissance professionnelle que l'on peut en retirer (voir 4^{ème} partie § 4.3). Cette motivation peut être convertie par les instances dirigeantes du concours en dynamique de progression. L'aspect écologique et le développement durable sont cités plusieurs fois comme une des principales avancées promues par le concours (Meaux). Cet aspect fera l'objet d'un développement dans la 4^{ème} partie § 3.
- Le concours comme un évènement pas totalement inintéressant mais relativement négligeable de la vie du service. Cette position est la plus détachée, la plus relativiste par rapport au concours. Il relèverait plutôt d'un « *folklore* » (Lagny-sur-Marne^{***}) à l'attention des élus et éventuellement des agents du service (mais pas du responsable) que d'un véritable outil de travail pour le fleurissement. L'argument le plus souvent utilisé pour étayer cela est que la fiabilité des verdicts rendus n'est pas suffisante pour qu'on en tienne réellement compte. Cela nous amène au deuxième niveau d'acceptation : celui de la grille de critères du concours.⁷⁹

2. Adhésion au référentiel du concours

Les responsables espaces verts considèrent-ils que la grille de critères de référence analysée dans la 2^{ème} partie § 4.2 est bien construite et leur sert-elle éventuellement de base de travail pour concevoir leur fleurissement ?

Pour qu'ils envisagent de l'utiliser, il faut déjà vérifier qu'ils la connaissent...⁸⁰ Ensuite éventuellement, ils peuvent avoir un avis dessus, voire la considérer comme une référence.

2.1 Connaissance de la grille du concours

La question « *connaissiez vous bien la grille du concours ?* » était posée directement. Si l'on excepte les communes sans fleurs⁸¹, 3 responsables sur 16 reconnaissent ne pas bien la connaître ou ne pas la connaître du tout. Dans un premier cas, la personne rencontrée était avant tout responsable de la production (Meaux^{****}). A l'écouter, il s'avère pourtant qu'il connaît tous les points essentiels de la grille. Le deuxième n'a jamais participé au concours (Savigny-le-Temple*) et de fait, il serait nécessaire qu'il la lise). Le troisième assume sa méconnaissance malgré les 3 fleurs de sa commune mais c'est l'un des quatre critiques (Noisiel).

Parmi les autres, on peut distinguer différents niveaux d'appréhension de cette grille. Il y a tout d'abord les 4 responsables qui ont déjà été jurés et qu'on ne peut soupçonner d'ignorer les critères du concours (Melun^{****}, le Mée sur Seine^{****}, Dammarie les Lys^{***} et Vaires sur Marne^{**}). On trouve ensuite la majorité, c'est-à-dire ceux qui sont capables de citer sans erreurs un certain nombre de grands points, dont ceux en dehors du végétal (trois reviennent notamment : actions en faveur de l'environnement,

⁷⁹ Ces trois types d'attitude seront précisés et développés au travers de cinq profils en conclusion de 3^{ème} partie §.4

⁸⁰ Rappelons que cette grille est facilement accessible sur internet et que le CNVVF envoie volontiers ce type de document.

⁸¹ Au niveau départemental, la grille nationale n'est pas la référence du concours. Les jurys départementaux se basent sur une grille extrêmement simplifiée.

la propreté urbaine, la qualité des voiries et du mobilier urbain). Peu nombreux sont ceux dont on relève de grosses erreurs. On peut tout juste mentionner Torcy** qui évalue la part du végétal à 70-80% (50% en théorie) ou Chelles*** qui parle d'une grille régionale différente de la grille nationale.

Dans les communes non primées, mis à part le responsable de Fontainebleau qui est un habitué du concours, les points soulevés sont comme on pouvait s'y attendre, moins riches quoique que la conscience de l'environnement (Mitry-Mory, Villeparisis) ou de la propreté urbaine (Saint-Fargeau-Ponthierry) soit présente.

Personne ne mentionne les éléments de la 3^{ème} partie de la grille (animation et valorisation touristique). Il est vrai que ces points sont plus accessoires et concernent moins directement les responsables espaces verts.

Dans l'ensemble, les principaux points importants de la grille du concours sont connus. Rappelons également que 8 responsables sur 20 s'étaient appuyés sur la référence du concours pour définir le fleurissement (voir 1^{ère} partie § 1). On peut donc considérer que la grille de référence sur laquelle le concours s'appuie est relativement bien intégrée.

2.2 Une grille honorable

Suite à la question posée sur la qualité de la grille, les responsables n'ont pas relevé de défauts majeurs. C'est-à-dire que d'un côté, il n'y a pas d'éléments en trop. Et d'un autre côté, il n'y a pas de manques importants. Les responsables notent que la grille évolue régulièrement et qu'elle a atteint un certain équilibre qui permet de ne pas surévaluer les fleurs par rapport aux « à-côtés » qui semblent essentiels à la majorité. Là encore, la tendance vers le développement durable est soulignée et plébiscitée par au moins quatre responsables. Mais cette évolution est considérée comme normale. Elle ne fait qu'accompagner les nouvelles pratiques qui s'imposent ou devraient s'imposer à tout le monde.

Dans ce sens, cette grille n'est pas considérée en elle-même comme contraignante. Le responsable du Mée sur Seine**** explique que la grille de critères reflète ce qu'est effectivement le fleurissement actuel mais ne précède pas les tendances. Donc, concours ou pas concours, il faudrait évoluer.

Autrement dit, le cadre de référence du concours est tout à fait admis. En revanche, il ne semble pas que les responsables en fassent le cadre de référence de leur travail en général. La grille sert dans le cadre du concours mais pas au-delà. Les responsables de Fontainebleau (o*) et Brie-Comte-Robert** ne disent pas autre chose : *« Je connais la grille pour trouver où gagner des points »* et *« la grille ne me sert pas au quotidien, non, mais par contre je sais ce qu'il faut que je raconte au jury. »*

Cette relative distance avec l'intérêt de la grille est due au fait qu'elle ne comporte que des orientations, ce qui fait d'elle un cadre très général, et sans doute un peu passe-partout. Les responsables espaces verts interviennent dans la phase technique de la mise en œuvre, moins dans celle de la définition des exigences (encore que nombreux sont ceux qui élaborent les aménagements paysagers). On s'aperçoit ainsi que, au moins pour les meilleurs d'entre les responsables, ils ont leur conception personnelle d'un fleurissement réussi et intégré dans une démarche globale. Il y a peu de chose à voir entre les idées paysagistes très arrêtées du responsable de Combs-la-Ville*** et l'approche tout aussi passionnée mais différente du responsable de Vaires-

sur-Marne**. Ceux-là n'ont pas besoin qu'on leur indique quoi faire. Ils se débrouillent fort bien tout seuls. D'autres responsables moins avancés paraissent cependant davantage demandeurs de conseils et d'orientations.

Il n'en reste pas moins que la grille du concours est le résumé le plus complet, le plus clair et le plus diffusé de ce que devrait être une politique de fleurissement intelligente. A ce titre, les responsables en sous-estiment peut-être la portée.

2.3 Une progression mal définie

S'il y a des reproches qui sont émis par rapport à la grille, c'est sur l'utilisation qui en est faite par les jurys. Le responsable de Noisiel*** est lapidaire à ce sujet : « *La connaissent-ils eux-mêmes ?* ». Nous reverrons le problème de l'appréciation des jurys (voir § 3.3). Cependant, étant donné le peu de temps imparti à chaque visite de jurys, la richesse des critères évoqués et les exigences de fleurissement forcément moindre dans les communes peu primées, il paraît probable que seules les communes concourant pour la 4^{ème} fleur, voire pour la 3^{ème} fleur, soient en mesure de répondre points par points à la grille de critères. Cela pose la question de la progression dans le concours. Quelles sont les exigences correspondant à chaque niveau dans le concours ?

Sur ce sujet, beaucoup de responsables restent perplexes, signalant les uns une commune qui ne paraît pas mériter sa labellisation (ici se dévoile parfois une rivalité entre collègues), les autres qu'ils n'ont pas compris avoir soudain gagné une fleur puisqu'ils n'ont rien changé à leur politique de fleurissement cette année-là (Torcy**). Le responsable d'Ozoir-la-Ferrière* se perd en conjecture sur ce qu'il *faudra* faire à son avis pour passer le cap de la 3^{ème} fleur, lui qui vient d'avoir la 1^{ère}.

Ce flou laisse parfois la place à des remarques plus 'aigres' comme « *on a parfois l'impression que les jeux sont déjà faits avant que le jury passe* » ou bien « *tout se fait à la tête du client* ». Autrement dit, l'insatisfaction se révèle là où les critères de progression ne paraissent pas suffisamment clairs laissant le champ libre à l'arbitraire des jurys.

A ce propos, les précisions de l'annexe 1 du règlement du concours sont d'un secours limité. Pour passer à la 2^{ème} fleur, il faut « *avoir réalisé un effort de fleurissement et d'amélioration du cadre de vie qui situe la commune à un niveau supérieur à celui des communes classées une fleur* ». Même règle pour atteindre la 3^{ème} fleur. Pour la 4^{ème}, il faut un « *effort de fleurissement exceptionnel* » constaté au terme d'« *une visite approfondie* ».

Cette question a été posée particulièrement aux responsables ayant une expérience en tant que juré. Les réponses sont variables. Selon le responsable de Melun****, le jury départemental note surtout l'« *engouement* » du maire pour le fleurissement. Par la suite le jury régional poursuit la tendance jusqu'à l'attribution de la 3^{ème} fleur où cela devient sérieux (ou du moins ce devrait l'être). A la 3^{ème} fleur, les massifs fleuris ne sont plus suffisants et il faut investir. Plus on progresse dans le concours, moins les seules fleurs sont importantes et plus tout le contexte est noté (engouement pour les arbres, économie d'eau, tri sélectif, travail pédagogique)... Le jury national « *devrait tout voir* » et surtout la cohérence et le fleurissement de toute l'année.

Le responsable de Fontainebleau (qui n'a pas été juré) a une définition plus nette. Pour la 1^{ère} fleur, ce sont avant tout les massifs qui sont jugés. Pour la 2^{ème}, les jurys prennent en compte l'environnement. Pour la 3^{ème} il faut rajouter une trame verte entre les massifs et des campagnes de fleurissement plus complexes avec des thèmes.

Enfin, le responsable de Vaires sur Marne** (qui a pourtant été juré national) avoue en partie son incompréhension. « *Le plus dur, c'est la 2^{ème} fleur ; la 3^{ème}, c'est l'amélioration de ce qui a été mis en place pour la 2^{ème}. La 4^{ème}, je ne comprends pas. Apparemment, il faut épater la galerie* ».

En somme, les réponses sont suffisamment variées pour qu'on en conclut que la progression dépend moins de critères objectifs attachés à chaque niveau de labellisation que d'un système de comparaison entre les communes que les jurys sont à même de construire après en avoir visité intensivement un certain nombre (ce qui n'exclue pas évidemment des différences de sensibilité entre chaque jury. Voir §3). On en revient ainsi au principe d'un concours : il n'y a pas un niveau de fleurissement supérieur dans l'absolu mais un niveau relatif à celui atteint par d'autres communes qui font également des efforts pour progresser. Selon ce niveau observé *en fonction de* celui des autres, le fleurissement des communes est réparti dans les 5 classes existantes (sans compter les fleurissements tellement exceptionnels qu'ils sont « hors catégories » et distingués par les grands prix. Mais il n'y en a pas en Seine-et-Marne et il est peu probable qu'il y en ait un prochainement).

D'où l'impossibilité de la grille ou du règlement du concours de préciser davantage les exigences liées à chaque catégorie. D'où également des niveaux d'exigences semble-t-il différents selon les régions concernées. L'Ile-de-France serait particulièrement compétitive par rapport à d'autres ayant un niveau de concours plus lâche (Noisiel***).

Le poids de la décision revient dans tous les cas aux jurys, et si remise en cause du concours il y a, elle se fera avant tout à travers la pertinence des décisions des jurys.

3. Adhésion au fonctionnement du concours

Le concours est une organisation bien huilée qui hérite de 40 ans d'expérience. Ce fonctionnement est-il pour autant satisfaisant ? Quelle sont les difficultés du travail des jurys sur qui repose en fait l'essentiel de la charge du concours : à la fois juges, amateurs de fleurissement et interface entre les acteurs communaux et les instances organisatrices du concours.

3.1 Le rôle du jury

D'un jury, on attend essentiellement qu'il évalue et qu'il prenne une décision, en l'occurrence enlever une fleur, en rajouter une ou maintenir le même niveau. Mais son rôle est moins clair en ce qui concerne les commentaires qu'il doit faire pendant et après les visites. Certains estiment qu'« *ils ne sont pas là pour donner des conseils* » (Lagny sur Marne***, Mitry-Mory o*). Cependant, la tendance générale est que les responsables espaces verts se moquent un peu de ne pas gagner une fleur supplémentaire à condition qu'on leur explique pourquoi et ce qu'ils vont devoir faire pour inverser la tendance. Ces retours peuvent se faire en deux temps : dans la

discussion qui peut s'engager lors du passage des jurys et par un rapport rédigé et envoyé après la délibération finale.

Or la politique du concours n'est pas claire en ce qui concerne l'expertise et les orientations que doivent procurer les jurés dans les communes visitées. Le CNVVF ne se donne pas pour mission de dispenser des conseils (Voir 2^{ème} partie §3). Cependant les visites au niveau national sont suffisamment longues (deux heures au moins dans les communes importantes) pour qu'une vraie discussion intervienne. Le responsable du Mée-sur-Seine**** parle d' « *une discussion ouverte de professionnel à professionnel avec une technicité derrière* » (tous les membres du jury ne sont pourtant pas des professionnels...) « *Le jury va émettre un avis [...] des opinions dont on tient évidemment compte* ». De plus, le CNVVF a pour habitude d'envoyer une lettre au maire dans laquelle sont mentionnés en quelques lignes les points forts de la commune et les points à travailler pour la fois suivante. Ces commentaires sont cependant assez peu développés et formulés de façon très diplomatique, ce qui limite nettement leur intérêt technique. Ainsi, après la dernière visite du jury à Melun**** (2006), il était question d'un « *manque de lisibilité dans la définition des objectifs du conseil municipal en matière d'embellissement des espaces publics par les responsables des services rencontrés* ». En réalité cette phrase absconde a fait l'objet d'une discussion serrée de deux heures avec les élus et les responsables juste après le parcours dans la ville. Il est reproché un vrai manque de cohérence relevé dans la politique communale des espaces publics et du fleurissement. Cette sévère remise en cause n'a toutefois pas amené à poser un avertissement à la commune.

La sobriété des lettres envoyées pour expliquer la décision des jurys est due tout d'abord au fait que la forme que prendront les rapports de visite est laissée à la convenance de chacun des présidents de jury. Il n'y a donc pas de protocole de visite formalisé. Les jurys s'en acquittent apparemment d'une façon plus ou moins consciencieuse. Ensuite, ces rapports ne servent qu'à rédiger la fameuse lettre d'explication qui tient plus d'un document de relations publiques que d'un document technique.

On reconnaît là un trait perceptible du CNVVF : la nature associative de l'organisme sert parfois d'excuse à un certain manque de formalisation, quitte à ce que certains détails de l'organisation paraissent parfois peu professionnels : ainsi ces rapports de synthèse qui pourraient être une vraie base de travail pour les services espaces verts. En revanche un soin particulier est apporté sur tout ce qui concerne la communication et les relations publiques car c'est sur ce plan que le concours trouve sa force de frappe : il devient incontournable politiquement s'il réussit à s'imposer dans l'actualité locale.

Le problème des retours de visite se pose davantage au niveau régional et plus encore départemental car les passages de jury se font « *en coup de vent* » (Moissy-Cramayel**). Les visites dans ces communes de plus de 10 000 habitants durent selon les responsables interrogés entre une demi-heure et une heure, tout compris (accueil, visite de 20-25 mn et éventuellement 'verre de l'amitié'). C'est effectivement peu.

Dès le niveau régional, des doléances apparaissent donc. Le responsable de Moissy-Cramayel** se plaint d'un manque de retour. La responsable de Chelles*** est demandeuse d'explications des décisions. Tous les responsables se disent ouverts à des conseils avec cependant une nuance importante : que les conseils soient cohérents

avec leurs propres objectifs, ce qui semble suggérer que ce n'est pas toujours le cas comme à Avon* où le responsable souhaiterait mettre un terme à la surenchère de fleurissement.

En pratique, il ressort des entretiens que les jurys régionaux et départementaux ne donnent pas spontanément de conseils mais se permettent quelques commentaires assez clairs pour que leurs interlocuteurs sachent où ils veulent en venir. Certains responsables s'emploient toutefois à faire parler le jury comme à Vaires sur Marne** ou Brie-Comte-Robert** avec un certain succès, par exemple autour d'un apéritif. D'autres enfin, les plus intégrés dans la grande famille du concours, n'hésitent pas à appeler directement les chargés de mission du CRT (Vaires sur Marne**) ou du CDT (Fontainebleau o*) pour avoir des précisions sur la délibération. Tous les responsables ne semblent pas au courant de cette possibilité-là. Les chargés de mission des comités de tourisme disposent donc apparemment d'un compte-rendu de la délibération.

Il faut préciser que, au moins au niveau départemental, le comité de tourisme se donne pour mission de mener un vrai travail pédagogique en matière d'environnement et de fleurissement. Dans ce sens, il se doit d'être ouvert aux demandes des communes qui n'ont pu être satisfaites lors du passage du jury.

Il reste que ni au niveau départemental, ni au niveau régional n'est prévue une démarche systématique d'explicitation des décisions. Le concours perd incontestablement de son intérêt technique à travers cette lacune. Puisque le concours mobilise inévitablement des professionnels avisés pour constituer les jurys, il est tout de même dommage que rien ne soit prévu pour encourager les jurés à faire profiter les services espaces verts de cette capacité d'expertise. Cela représenterait il est vrai un surcroît de travail pour les jurés qui interviennent parfois bénévolement sur leur temps libre.

3.2 Le concours contribue-t-il à uniformiser le fleurissement ?

Ce débat a déjà provoqué la polémique.⁸² On aurait pu le croire spontanément plus présent chez les responsables rencontrés mais il n'a pas fait l'objet d'une question spécifique dans l'entretien, ce qui est regrettable. En attendant, deux seulement ont d'eux-mêmes estimé que les jurys pouvaient pousser à abandonner les spécificités locales au profit d'un fleurissement uniforme sur le territoire.

Il s'agit tout d'abord de celui de Melun**** qui explique avoir profondément modifié la composition des massifs sous l'influence du concours. Il aurait abandonné un fleurissement dit « *traditionnel* » selon sa définition (« *taillé au cordeau, bas, régulier, dense, parfois avec de la mosaïciculture, tout en couleur* ») et qui était la spécialité de la ville, pour un fleurissement plus moderne (« *plus foisonnant, moins dense, en jouant davantage sur les verts, les contrastes, la hauteur, et les mélanges* »). Toutefois, il reconnaît un peu plus tard qu'il « *aura[it] peut-être évolué naturellement* » sans le concours et que ce type de fleurissement a des avantages indéniables notamment en termes de main-d'œuvre.

⁸² Voir par exemple dans le Lien Horticole : *Le concours un Palmarès contesté*, (Année : 2003 - Numéro LH : 08)

Le second est le responsable de Villeparisis qui n'a pas de fleurs au concours et dont le fleurissement semble pour le moins banal. On ne voit pas trop quelles spécificités il aurait à défendre.

D'une façon générale, le fleurissement de l'Ile de France n'a rien de très spécifique. Il y aurait davantage à dire dans une région du pourtour méditerranéen ou dans une région de montagnes. Il est naturellement toujours possible de trouver quelques variétés de plantes autochtones qu'il est toujours utile de préserver. Le CDT l'a d'ailleurs intégré dans sa nouvelle version du concours et dans ses documents techniques.

Mais d'une part les jurys ne posent jamais d'ultimatum pour imposer une variété de fleurs ou un style – il s'agit avant tout de faire réfléchir les acteurs locaux du fleurissement. Autrement dit, ne suivent les jurys dans leur analyse que ceux qui le veulent bien. D'autant plus que les responsables espaces verts sont conscients que les commentaires des jurés n'engagent que les jurés individuellement avec leur sensibilité et leurs compétences techniques. Ils savent de toute façon que les jurés ne seront pas les mêmes au passage suivant (Voir §3.4).

D'autre part, les jurys sont évidemment plus sensibles aux fleurissements originaux. La palette des possibilités végétales et autres est suffisamment large pour que chacun puisse s'exprimer dans son fleurissement (à condition de le souhaiter effectivement).

Du fait de la diversité des personnalités présentes et de l'esprit finalement très ouvert du concours, il n'y a pas de dogmes partagés par les uns et les autres qui puissent forcer les services espaces verts à faire la même chose que leurs voisins. Le concours en revanche peut être porteur des tendances lourdes en matière de fleurissement – par exemple certaines pratiques plus écologiques (voir 4^{ème} partie § 3). Mais il s'agit alors d'un mouvement touchant l'ensemble du secteur horticole-paysagiste qui se manifestera de toute façon au niveau national comme local, concours ou pas concours. Autrement dit, le concours n'a pas vraiment de conception autonome du fleurissement. Ce sont les jurés dans leur diversité et leur indépendance, intégrés dans une prise de décision collégiale, qui constatent au quotidien des visites les réussites locales – réussites qui ne sont pas forcément appelées à être transposées partout ailleurs mais qui méritent tout de même que l'on y réfléchisse et qu'on en parle. Le concours peut aider à diffuser une (bonne) idée, une (bonne) pratique, amplifier une tendance mais ni la créer de toute pièce ni à l'imposer d'un bloc à tous les services. Il y a suffisamment de garanties sur ce point.

3.3 Qu'évalue le jury ?

L'interrogation majeure des responsables espaces verts tient en fait dans cette question : que peuvent voir les jurys dans un délai aussi court que celui des visites ? A ce propos, les avis sont partagés.

Six responsables au moins émettent des doutes sur la capacité des jurys à pouvoir rendre un avis global dans un temps aussi restreint. Indépendamment de la qualité de chacun des membres du jury, les conditions de visite – 25 mn d'un parcours contraint – ne leur paraissent pas remplir les conditions d'une évaluation pertinente. Il en découlerait une appréciation superficielle concentrée sur l'aspect esthétique.

‘Superficiel’ car les jurys ne voient d’une part que ce qu’on veut bien leur montrer et d’autre part que ce qu’eux veulent bien voir. Les responsables sceptiques, tout en affirmant qu’eux-mêmes font des parcours représentatifs de la commune, suggèrent qu’il est facile de ne montrer que la face la plus reluisante de la commune. A l’inverse, un seul responsable a reconnu privilégier les travaux sur le parcours prévu mais modifie ce parcours chaque année (Fontainebleau).

Toujours selon les responsables sceptiques, la conséquence est de ne juger qu’un « *effet rendu* » (Meaux) où les décorations florales finissent par primer sur tout le reste. En somme, le reproche qui fait jour est de ne pas utiliser toute la richesse de la grille. Le responsable de Moissy-Cramayel l’exprime ainsi : « *les jurys évoluent moins vite que le fleurissement et que le concours* ». Les jurés seraient encore trop prisonniers de l’apparence et ne se concentreraient pas assez sur les dessous du fleurissement, ce que le responsable de Noisiel appelle « *ne pas juger un travail mais seulement des résultats* ». Il faudrait pour gommer ce défaut rapporter le fleurissement aux moyens dont dispose le service espaces verts et mettre l’argument financier dans la balance. (Voir 4^{ème} partie § 2)

Il y donc un doute très net sur le fait que les jurys aient la possibilité d’apprécier l’ensemble de la commune tel que la grille de critères le souhaiterait, ou même que les jurys aient vraiment envie d’embrasser tous ces critères.

Plusieurs nuances peuvent cependant être apportées à ces arguments.

En ce qui concerne le parcours dirigé, trois précisions s’imposent. Premièrement, personne ne sait par où le jury arrive avant l’accueil en mairie. L’ensemble de la commune doit donc être propre. Deuxièmement, le jury peut demander de faire un détour au hasard dans la commune – ce n’est pas fréquent mais le responsable-juré de Dammarie les Lys*** aime le faire de temps en temps. Troisièmement, les points de fleurissement sont en général situés sur des axes structurants de la commune, ceux-là même qui sont a priori traités en priorité par les opérations d’urbanisme communales. Le jury parcourt donc naturellement les espaces les plus soignés, les espaces vitrines de la commune, alors même qu’on ne peut pas reprocher aux communes de ne pas fleurir le moindre recoin de lotissement. Cela relativise l’idée de la représentativité du parcours.

A cela s’ajoute la crainte des visites « officieuses » qui n’ont en réalité lieu ni au niveau départemental, ni à celui national. La région en revanche réfléchit cette année à le faire.

Ensuite, face aux 6 responsables sceptiques, on en trouve d’autres qui racontent être submergés de questions variées, techniques et souvent pertinentes tout au long de la visite au point qu’elle en est « *usante* ». Chaque juré a ses ‘marottes’ et donc la qualité d’un jury dépend de la diversité des jurés et des intérêts qui le compose. Rien n’empêche alors les responsables lors de la visite de faire spontanément l’article de leur travail au-delà des simples décorations florales. Les responsables ont aussi un rôle à jouer pour montrer l’étendue de leurs réalisations. (Voir §.3.4.3)

Le document de présentation exigé dès le niveau régional, s’il est correctement réalisé, est aussi là pour que les jurés aient une base de travail, où sont développés notamment les aspects politiques et techniques du fleurissement communal. L’analyse

détaillée de ces plaquettes mériterait à elle-seule un mémoire de recherche tant elles sont révélatrices de la place que tient le fleurissement dans les politiques communales.

De même, le dossier d'inscription, au moins au niveau national et régional, comporte des informations techniques tout à fait précises qui vont des budgets aux actions de promotion touristique (Voir Annexe 2). Les jurés ont donc ces informations techniques à disposition si tant est cependant que cela les intéresse. Cet intérêt dépend aussi en partie du niveau dans le concours (les «à-côtés» sont plus importants au-delà de la 2^{ème} fleur. Voir §2.3).

Par ailleurs on observe qu'une bonne part de la bonne marche du concours se fait au moment de la composition des jurys. Au niveau national, le CNVVF y met un soin particulier d'autant qu'il ne manque pas de demandes pour y participer. Il peut donc se permettre de ne prendre que des représentants de communes 4 fleurs, ce qui est en soi un gage de compétence. Le CNVVF n'organise pas encore de formation à proprement parler mais cela pourrait bientôt être mis en place sous forme de petits séminaires. En revanche, le CNVVF connaît bien la compétence et les attentes des gens qu'il 'enrôle'. Le président de jury (parfois un membre du CNVVF) est aussi là pour mettre ses collègues en phase.

Au niveau départemental, le CDT peut compter sur un certain nombre de personnes très motivées et bien connues dont le renouvellement est limité. Le CDT convie tous les jurés à une réunion préparatoire qui fait office de formation où sont rappelés les points importants du concours.

Les jurés rencontrés n'ont évidemment pas l'impression d'être superficiel dans leur évaluation. S'ils reconnaissent que le temps imparti est court, ils expliquent avoir suffisamment de métier et parfois d'expérience en tant que juré (Dammarie les Lys^{***}) pour déterminer très rapidement les qualités et les faiblesses d'une politique communale de fleurissement. Selon eux, les détails trompent rarement et quelques questions bien senties permettent de préciser les problèmes. Les responsables espaces verts auraient donc tort de sous-estimer le coup d'œil inquisiteur de chacun des jurés.

Plus donc que l'organisation du concours, c'est la qualité des jurés qui fait la valeur des décisions rendues.⁸³ Si ces décisions sont parfois contestées à la marge, il reste que peu de responsables se risquent à mettre en doute leur compétence générale. Cela étant, la réussite du passage des jurys n'est jamais à l'abri d'un imprévu et on ne peut négliger ce qui relève des 'contingences humaines'.

3.4 Les 'contingences' des relations humaines

3.4.1 Problèmes avec les jurys

On peut passer rapidement sur les mésaventures qui mettent en cause un membre ou un autre des jurys. Cela relève de l'anecdote et de l'exception mais peut briser pour un certain temps la confiance dans la validité des décisions. L'un raconte le passage

⁸³ Dans l'ensemble, cette présentation des ressorts du concours du point de vue des responsables espaces verts serait très utilement complétée par un travail d'observation directe de la vie des jurys en s'embarquant par exemple avec l'un d'eux pour déterminer comment ils appréhendent au cas par cas la réalité du fleurissement communal. Quelle est leur attitude générale ? Quels sont les paramètres les plus pris en compte ? L'approche des jurys est-elle différentes au niveau national, régional et départemental ?

d'un jury indifférent après un repas un peu arrosé. Un autre a fait un rapport au maire pour expliquer que la discussion se soit envenimée avec un juré particulièrement tatillon.

Les responsables qui sont eux-mêmes jurés rappellent combien leur travail est difficile, que les enjeux locaux sont importants (Melun****) et qu'ils s'efforcent d'être impartiaux et concentrés malgré le rythme des visites (6 par jour au niveau régional). Une majorité des responsables espaces verts leur reconnaît malgré tout cette compétence tout en ayant conscience des limites et des difficultés de l'exercice.

3.4.2 Un risque de politisation ?

Suite à deux remarques (à vrai dire non étayées) de deux responsables (Mitry-Mory et Champs sur Marne*), la question d'une éventuelle politisation des jurys s'est posée. Il est possible selon un employé du CNVVF que les conflits locaux puissent influencer sur le concours au niveau du département voire de la région. Cela expliquerait peut-être le refus des départements de prendre la responsabilité de décerner la 1^{ère} fleur pour ne pas se trouver en position de trancher des décisions réellement douloureuses. Cependant, l'instance organisatrice du concours, le CDT ou le CRT n'a pas à proprement parler de couleur politique (même si une partie de leurs financements vient de la collectivité correspondante). La chargée de mission du CDT rencontrée dément évidemment être confrontée à des conflits d'intérêts locaux.

Un éventuel argument dans le sens de la politisation du concours pourrait venir du fait que, dans le panel de communes étudiées, celles dirigées par une majorité de droite sont nettement plus primées que celles ayant une majorité de gauche.⁸⁴ On ne peut cependant guère en tirer de conclusions : les communes de droite ont-elles globalement davantage de moyens ? Ce n'est pas évident au vu des revenus moyens par ménage ou du potentiel fiscal par habitant. Mettent-elles davantage l'accent sur le cadre de vie ? Sur le fleurissement en particulier ? Il faudrait faire une étude statistique plus large.

3.4.3 La part de la motivation affichée

Suite à l'expérience personnelle acquise dans la vingtaine d'entretiens que j'ai réalisés, il apparaît que la personnalité des responsables ne peut pas être complètement sans effets sur l'appréciation générale de la commune. Certains sont capables de défendre passionnément leur travail (Brie-Comte-Robert**, Vaires sur Marne**, Melun****...), d'autres paraissent plus détachés, voire effacés. Il est plus que probable que les jurys soient sensibles à l'aspect humain du fleurissement que le responsable espaces verts n'incarne d'ailleurs pas tout seul. Il est vivement recommandé de se faire accompagner d'un élu, si possible du maire. L'idée est de montrer que le cadre de vie est un élément important de la politique communale. La responsable de Chelles*** parle de « *montrer qu'on aime sa ville* », « *de mettre en avant les projets réalisés* ». La capacité à répondre aux questions du jury est également essentielle. L'avertissement reçu l'année dernière par Noisiel*** est en partie explicable par l'absence du responsable espaces verts, remplacé par un collègue d'un autre service moins au fait du sujet et peut-être moins impliqué.

Deux responsables au moins (Torcy**, Vaires sur Marne**) ont parlé de l'importance non négligeable du verre de l'amitié qui permet d'établir un rapport de convivialité et d'engager éventuellement la conversation sur le fleurissement de la ville. M. Battais,

⁸⁴ 3 et 4 fleurs : 2 à gauche, 6 à droite ; 2 fleurs et moins : 11 à gauche, 3 à droite

employé du CNVVF et juré, souligne de la même façon qu'il y a une « *rencontre* » entre des spécialistes qui se produit ou non, une discussion qui s'engage avant tout en fonction de l'ouverture des interlocuteurs communaux.

L'appréciation finale du jury dépend donc en partie au moins du courant qui passe plus ou moins bien entre les jurys et les représentants des communes.

3.4.4 La part de l'expérience

Le responsable espaces verts de Brie-Comte-Robert** n'avait pas eu l'occasion de participer au concours avant son arrivée dans la commune en 2002. « *La première année je ne savais pas trop quoi leur dire. Maintenant je sais par exemple que j'ai intérêt à parler du plan de restriction de l'affichage. Ce n'est pas de mon fait mais on peut rapporter pas mal de points comme cela.* »

On retrouve en partie cette propension à s'adapter à une situation où il s'agit tout de même de plaire dans la qualité de présentation des plaquettes : elles sont globalement mieux faites dans les communes les plus primées et celles qui attendent le plus du concours. Les plaquettes des communes 4 fleurs sont irréprochables. Quelques bons documents se retrouvent ensuite dans chaque catégorie mais on perçoit parfaitement les communes qui se mobilisent pour le concours.

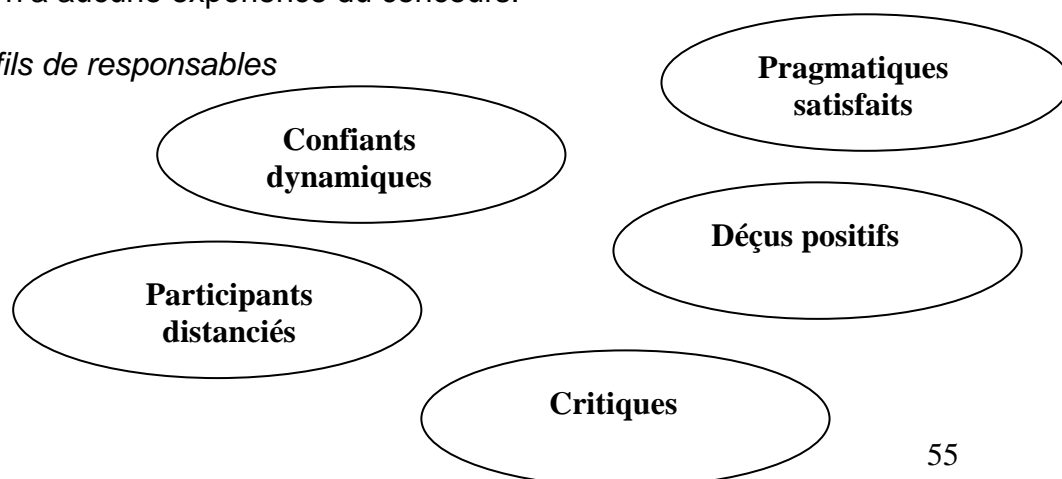
Ces éléments soulignent que, indépendamment de la qualité du fleurissement de la commune, il y a toujours une façon de présenter sa commune pour la faire 'coller' aux attentes du concours, à condition de bien en connaître les ressorts. Cela permet de distinguer un groupe de responsables 'abonnés' au concours qui s'en tirent mieux que les autres. Ceux qui ont été jurés sont évidemment les mieux placés dans cette logique.

D'autre part, on remarque que les responsables des communes les moins primées (sans fleur et une fleur) ont fait toute leur carrière dans une commune peu primée (à l'exception de Fontainebleau), alors que les responsables des communes ayant plus de 2 fleurs viennent fréquemment d'autres communes très primées. Il y a ainsi une sorte d' 'élite' distinguée par le concours parmi les responsables espaces verts. Cela suggère sans doute que le niveau de labellisation de la commune d'origine est un paramètre important lors des entretiens d'embauche. (Voir 4^{ème} partie, § 4.3)

4. Profils des responsables espaces verts

En forme de conclusion de cette 4^{ème} partie, on peut voir se dessiner différentes attitudes envers le concours parmi les responsables espaces verts en fonction de leurs motivations et de leur plus ou moins grande implication dans le concours. Cela permet d'isoler cinq grands « profils ». Le responsable de Savigny le Temple est mis à part dans le sens où il n'a aucune expérience du concours.

Schéma 3 : 5 profils de responsables



4.1 Pragmatiques satisfaits

Ce profil comprend des responsables de communes très primées qui ont atteint ou vont éventuellement atteindre le niveau maximum auquel ils peuvent prétendre. Leur compétence est reconnue. Ils savent ce qu'ils doivent au concours et en connaissent bien les dessous, éventuellement les travers. La satisfaction domine. Ainsi le concours est un paramètre totalement intégré dans leur vie professionnelle et dans le fonctionnement du service. Ils abordent le concours avec un sérieux amusé et un pragmatisme teinté tout de même parfois d'appréhension s'ils devaient descendre d'un niveau.

Responsables concernés : Brie-Comte-Robert**, Combs-la-Ville***, Dammarie les Lys***, Le Mée sur Seine****, Melun****

4.2 Confiants dynamiques

Les responsables correspondant à ce profil viennent des communes les plus dynamiques dans le concours. Ils sont moins primés que les 'pragmatiques satisfaits' mais n'envisagent pas de rester durablement au même niveau dans le concours et savent qu'ils ont les moyens de monter. Ils sont prêts à jouer avec le plus grand sérieux le jeu du concours dont ils ont une expérience pas toujours assez solide, ce qui les amènent à se s'interroger sans réponses précises sur ce qu'ils vont devoir mettre en place pour atteindre leurs objectifs. Ce sont eux qui attendent le plus professionnellement du concours et qui sont capables de l'utiliser comme outil pour améliorer les pratiques du service.

Responsables concernés : Champs-sur-Marne*, Fontainebleau, Ozoir-la-Ferrière*, Torcy**, Vaires sur Marne**

4.3 Participants distancés

Les responsables de ce profil se prêtent au jeu du concours sans enthousiasme mais sans animosité non plus. Ils n'ont pas forcément choisi d'y participer mais puisqu'il est incontournable, il faut tenir le cap sans toutefois chercher à beaucoup progresser. Le passage du jury est un enjeu important et stressant par rapport à leurs élus. Ces responsables sont capables d'y trouver des bons côtés (motivation, contraintes positives) mais ils sont aussi distancés, ne manquant pas de remarquer qu'il y a une bonne part de gesticulations pour plaire aux jurys. Cela limite leur engagement dans le concours au strict nécessaire, sans surtout survaloriser son importance mais sans la négliger non plus.

Responsables concernés : Chelles***, Lagny sur Marne***, Meaux****, Moissy-Cramayel**

4.4 Déçus positifs

Ce profil n'est pas le plus valorisant. Il s'agit des responsables de communes non primées qui continuent pourtant de participer au concours sans se décourager avec une

certaine persévérance et sans se montrer particulièrement critiques, ni envers le concours, ni envers leur fleurissement...

Responsables concernés : Saint-Fargeau-Ponthierry, Villeparisis

4.5 Critiques

Ce dernier profil englobent ceux qui, pour une raison ou une autre, aimeraient autant rompre avec la logique du concours, n'y trouvant ni satisfaction, ni reconnaissance professionnelle mais plutôt des tracasseries. Ils sont parfois très sévères envers l'organisation du concours et le fleurissement qui en découle.

Responsables concernés : Avon*, Mitry-Mory, Noisiel***, Pontault-Combault

Cette classification permet de montrer que le concours des villes et villages fleuris, sans faire l'unanimité, est connoté d'une façon plutôt positive. Douze appartiennent aux 'pragmatiques satisfaits', aux 'confiants dynamiques' ou aux 'résignés positifs', trois profils qui ne remettent pas en cause le concours. Les 5 'participants distanciés' ne sont pas entièrement négatifs. Seuls les 4 derniers le sont. De fait, le concours fait partie de la vie des services espaces verts communaux des grandes communes de plus de 10 000 habitants et il n'y a pas globalement de mouvement de rejet.

Cela ne signifie pas encore que l'intervention du concours se concrétise techniquement dans le fleurissement des communes mais que le concours fait partie du paysage de la vie des services espaces verts. On a vu jusqu'à présent comment les responsables espaces verts s'adaptaient aux contraintes du concours et si le concours lui-même était adapté pour évaluer le travail des espaces verts. On va tenter maintenant de déterminer dans quelle mesure il influe réellement sur le travail des services espaces verts.

4^{ème} partie : Le concours dans la pratique des services espaces verts

Derrière la volonté de mettre en valeur les réussites locales en matière de fleurissement, le postulat du concours des villes et villages fleuris est qu'il peut se constituer en force de motivation suffisamment puissante pour entraîner les services espaces verts à améliorer leurs pratiques. L' 'emballage' du concours, les rituels de remise des prix, les panneaux des entrées de ville ont peu d'intérêt à côté de cet objectif. La partie précédente a permis de déterminer dans une certaine mesure que le concours ne rebutait pas les responsables espaces verts au point qu'il lui refuse toute utilité. On a vu aussi que le concours se donnait les moyens d'une relative impartialité dans ses évaluations et, à défaut d'être complètement approprié comme un outil de travail des services espaces verts, il bénéficie pour le moins d'une certaine légitimité dans la hiérarchisation de la qualité des fleurissements.

L'hypothèse que l'on pose dans cette partie est que, une fois que la commune est engagée dans le concours (particulièrement à partir du moment où elle obtient la 1^{ère} fleur), elle ne peut plus se permettre d'en sortir et que le service espaces verts est obligé d'agir en conséquence. Cela suppose que les orientations liées à la grille de critères du concours (qui ne sont pas remis en cause – voir 3^{ème} partie § 2) sont suffisamment contraignantes.

Comment mesurer l'impact du concours ? La difficulté est évidente. Comment évaluer par exemple la qualité des massifs ? Le dispositif de recherche utilisé ne le permet pas. On aurait à la limite pu demander comme indicateurs le nombre et la rareté des variétés utilisées mais la diversité ne suffit naturellement pas à faire un beau fleurissement du point de vue des principaux bénéficiaires : la population (qu'elle soit sédentaire ou passante). De plus l'aspect esthétique n'est peut-être pas le plus important. On laisse donc cette évaluation à des paysagistes-horticulteurs pour se concentrer sur quelques points qui correspondent en priorité aux préoccupations exprimées par les responsables espaces verts rencontrés. Après avoir laissé les intéressés estimer eux-mêmes si le concours avait un impact sur leur fleurissement, 3 points récurrents des entretiens seront abordés :

- Le concours : une affaire de moyens
- L'encouragement des pratiques écologiques
- L'intégration des services espaces verts dans les politiques communales

1. Les indices d'un impact du concours sur le fleurissement

Quels que soient les responsables, il revient toujours à un moment ou un autre de la discussion que le service espaces verts « *fait son boulot* », concours ou pas concours, et que les principaux destinataires du fleurissement ne sont pas les jurys mais les riverains, c'est-à-dire les contribuables. Tout au plus reconnaissent-ils qu'ils font un effort particulier pour que la ville soit « *propre* » lors du passage des jurys, ce que la

responsable de Chelles*** appelle joliment « *présenter la ville dans son écrin* » - tout en précisant que la propreté est un objectif sur toute l'année.

Dans un deuxième temps seulement, interrogés directement sur l'impact perceptible du concours, quelques uns avancent des éléments.

On a déjà parlé du cas de Melun**** dont le responsable déplorait dans une certaine mesure avoir du, pour plaire aux jurys du concours, abandonner un fleurissement « *traditionnel* » présenté comme la spécialité du service, pour un fleurissement « *plus moderne* ». Il reconnaît un peu plus tard qu'il y serait peut-être venu de lui-même. Dans le rapport de passage de jury de 2006, il est précisé : « *très bon niveau technique dans le domaine horticole avec une qualité de fleurissement remarquable [...] A travers la qualité des réalisations florales, la compétence du responsable des espaces verts mérite d'être soulignée* ». Comme quoi le service n'a pas tout perdu en changeant de spécialité ! Dans le même ordre d'idée, le responsable de Villeparisis (o*) déclare s'ouvrir volontiers au nouveau style de fleurissement sous l'impulsion du concours.

De son côté, la responsable de Champs sur Marne* dit avoir avancé d'une quinzaine de jours la période de plantation suite aux remarques du jury régional concernant le volume des massifs floraux. Elle dit expérimenter de toute façon le plus possible – les horticulteurs proposant sans cesse des nouveautés stimulantes – mais « *on aurait peut-être pas évolué aussi vite sans le concours* ».

Le responsable de Fontainebleau (qui officiait auparavant à Dammarie-les-Lys***) est le plus net quant à l'impact du concours sur le fleurissement de la commune et s'étonne que ses homologues ne le reconnaissent pas franchement. Selon l'idée qu'il faut une véritable « *machine de guerre* » pour répondre aux attentes du concours, il commence par définir le parcours et concentre ses moyens dessus : amélioration des massifs et cheminement fleuri, réfection des voiries si nécessaire, renouvellement du mobilier urbain... Au passage suivant, il change complètement le parcours. Cela lui permet de traiter les espaces publics de la ville par tranche. Si la méthode est discutable prise sur une seule année – en 'mettre plein la vue' sur un linéaire restreint (quoique le parcours fasse tout de même une dizaine de kilomètre) – elle peut s'avérer tout à fait intéressante sur le long terme, à condition évidemment de modifier effectivement le parcours.

En dehors des 4 responsables cités ici, les autres ne reconnaissent pas spontanément d'influence du concours sur leur fleurissement. Cependant, des indices sont parfois flagrants.

On peut mentionner par exemple l'utilisation de thèmes de fleurissement qui ont l'avantage d'apporter de la nouveauté, une donnée importante pour les jurys car elle montre le dynamisme du service espaces verts. Or ces renouvellements réguliers sont généralisés dans les communes 3 et 4 fleurs. Ils sont plus rares dans les communes moins primées et parfois plus 'kitsch'. Les services espaces verts opéreraient peut-être d'eux-mêmes ces changements sans le concours. Cependant, on peut subodorer que le concours est un facteur d'encouragement à ces pratiques, qui permettent quelques belles réussites de mise en scène de l'espace public. (Voir 1^{ère} Partie § 1.3)

Plus flagrant encore : la politique de renouvellement des massifs du Mée sur Seine**** et de Dammarie les Lys***. Elle est bisannuelle. La première année permet d'expérimenter de nouvelles techniques et de nouvelles variétés. Tout doit être au point pour la seconde année où passe comme par hasard le jury du concours. Interrogé sur cette coïncidence, le responsable du Mée sur Seine se dit que sur deux ou trois ans, il

faudrait de toute façon renouveler les massifs sans quoi les gens se lasseraient, tandis que celui de Dammarie les Lys reconnaît volontiers qu'il a besoin des leçons de la première année pour accueillir le jury dans les meilleures conditions la seconde.

En analysant d'autres données, on tombe sur quelques faits troublants : par exemple le service espaces verts d'Ozoir la Ferrière* en pleine ascension dans le concours est passé de 13 à 18 agents en 2 ans, ou encore que le responsable espaces verts d'Avon*, pourtant parmi les plus sceptiques envers le concours, a multiplié par deux le nombre de plantations entre 2002 et 2006 sous l'impulsion du maire.

Des choix sont donc faits au niveau politique dans ces deux communes et amènent directement à la question des moyens.

2. La part des moyens dans le concours

Un des objectifs principaux de la recherche était de saisir quel impact le concours avait sur l'évolution des budgets et des moyens des services espaces verts municipaux. Cette mise à plat se heurte cependant à certaines difficultés.

2.1 Calculs budgétaires

Il faut pour cela se prêter à l'exercice périlleux du calcul de la part du fleurissement dans les budgets communaux.

On trouve parfois des chiffres de façon sporadique. Par exemple, Coulaines, 7650 habitants dans la Sarthe, annonce dépenser 700 000 euros par an soit 12% de son budget – un chiffre très élevé - dans le traitement des espaces verts sans que l'on sache si le coût du personnel est intégré dans ce chiffre.⁸⁵

Une démarche plus rigoureuse a été initiée par un groupe d'étudiants de l'INH à Angers en 2006. Leur objectif était de savoir s'il valait mieux produire ses fleurs en régie les acheter à un producteur.⁸⁶ Ils ont donc demandé de façon systématique les lignes budgétaires se rapportant au fleurissement. Les résultats sur 15 communes de taille variable mais ayant toutes au minimum les 4 fleurs soulignent les difficultés méthodologiques d'isoler le fleurissement dans une approche quantitative. Ces difficultés se sont répétées lors de la collecte d'information en Seine-et-Marne.

Tout d'abord, l'étude INH ne permet pas de répondre à la problématique de ce mémoire dans la mesure où les communes choisies sont de taille très différentes (8 sur les 15 correspondent à peu près à la strate de communes choisie en Seine-et-Marne) et uniquement labellisée 4 fleurs, ce qui ne permet pas d'isoler les effets du concours. Le choix de communes plus homogènes en Seine-et-Marne découle de cette expérience.

Ensuite, on se heurte aux problèmes de définition qui ont été soulevés dans la 1^{ère} partie § 1.4. On a admis que le fleurissement pouvait englober dans sa plus large définition une partie du traitement des espaces verts, mais non que 'fleurissement' et 'traitement des espaces verts' se confondaient. Or quatre communes de l'étude de l'INH

⁸⁵ Chiffres transmis lors des Assises nationales du fleurissement 2006.

⁸⁶ Etudiants de l'INH, *Produire ou acheter pour le fleurissement des communes*. Dans : Documents préparatoires aux 11^{èmes} assises nationales des villes et villages fleuris (30 novembre au 1^{er} décembre 2006). p. 22-50. Sur cette question précise, le résultat de l'étude est mitigé tant les configurations communales sont peu comparables. La conclusion est que le poids de l'histoire est déterminant (existence ou non d'équipements), que les contraintes sont très différentes mais que le coût de revient est sensiblement le même si la production en régie est gérée de façon réellement compétitive.

seulement ont été capables d'isoler un 'budget fleurissement', sans que l'on sache d'ailleurs comment. Dans mes entretiens seine-et-marnais, les responsables y ont fait correspondre celui de l'achat des végétaux. 8 responsables sur 20 seulement ont pu le fournir. Ce budget représente peu de chose (entre 10 000 et 50 000 €) à côté du budget de fonctionnement des services espaces verts.

Le seul budget donné par toutes les communes de l'étude INH est celui du fonctionnement hors personnel du service espace vert qui n'est pas toujours représentatif quand on pose à côté les budgets investissements ou les budgets de fonctionnement avec personnel. En Seine-et-Marne la récolte des chiffres s'est révélée plus difficile encore d'autant que le temps imparti aux entretiens était court. En dehors de ceux réticents à les fournir, tous n'avaient pas leur budget sous la main. Ceux qui les avaient ne les comprenaient pas toujours. Les budgets n'avaient pas tous le même périmètre (entre les stricts services espaces verts et les services environnement, ou environnement-voirie par exemple). Le résultat est un relatif constat d'échec avec des chiffres à la fiabilité douteuse. Tout juste peut-on remarquer, que, quand les chiffres existent, les communes entre 20 000 et 25 000 habitants de 3 et 4 fleurs semblent avoir des budgets fonctionnement hors personnel + investissement supérieur à celles de la même strate moins primées : plus de 400 000 € pour les premières, moins de 400 000 pour les secondes.

Pour mener une réflexion rigoureuse sur la question budgétaire du fleurissement, il faudrait prendre chaque budget communal quasiment ligne à ligne pour comparer ce qui est comparable et isoler les différents postes. Cela n'étant matériellement pas possible au niveau de ce mémoire, d'autres approches peuvent être tentées.

2.2 Les moyens humains

Le nombre des agents est plus facilement appréhendable que celui des budgets. Cependant, plusieurs limites s'imposent. Tout d'abord, il importe d'être prudent car les agents espaces verts sont parfois intégrés dans des services plus grands et ont plusieurs fonctions (ex : Torcy^{**}). De plus, les chefs des grands services ne se sont apparemment pas tous compris dans le chiffre fourni.

Ensuite, il faut tenir compte de deux facteurs. Premièrement, les communes qui produisent tout ou partie de leurs besoins floraux (6 sont dans ce cas), qui sont aussi les plus grosses et les plus primées (elles ont toutes plus de 19500 habitants et plus de 3 fleurs), ont donc un certain nombre d'agents à la production (2 à 5, sans compter Meaux). Deuxièmement, il n'a pas été suffisamment rigoureusement demandé pendant les entretiens la part des tâches externalisées aux entreprises (part qui est d'ailleurs difficile à évaluer autrement qu'en budgets...). Or, selon le degré de travail en régie, le nombre d'agents nécessaires est différent. Il semble que les communes les plus primées soient aussi celles qui travaillent le plus en régie (Voir § 4.2.2)

Ces précautions prises, il semble assez net que les communes les plus primées ont les services espaces verts les plus imposants. Les communes sans fleurs et de une fleur ont en moyenne moins de 1 agent espaces verts pour mille habitants. Les communes de 2 fleurs et plus en ont plus de 1,10 pour mille. La série est parfaitement croissante en fonction du niveau de labellisation.⁸⁷ Ces moyennes cachent cependant des disparités importantes et dans un même niveau de labellisation : les communes 3

⁸⁷ Pas de fleur : 0,85 ; 1 fleur : 0,90 ; 2 fleurs : 1,10 ; 3 fleurs : 1,36 ; 4 fleurs : 1,43

fleurs ont des ratios allant de 0,7 à 2,3. De même, dans les communes 2 fleurs, 2 communes sont à 0,7 et 2 autres à 1,5 sans que l'explication soit évidente, sauf peut-être par la délégation aux entreprises.

2.3 L'effet de quantité fleurie

Contrairement aux budgets et aux nombres d'agents, le nombre de plants utilisés à l'année donne des ordres de grandeur relativement fiables sans prévention particulière. La surface des massifs fleuris, quand elle est connue, donne de même une bonne idée de l'étendue et de la fréquence des fleurs dans la ville. Les services espaces verts des villes 3 et 4 fleurs entretiennent, dans 4 cas sur 5, 3000 m² ou plus de fleurs. Le responsable de Combs-la-Ville – 2000 m² de parterres fleuris - est justement en train d'essayer d'étendre la surface des massifs dans la ville. A une exception près, les communes de 2 fleurs et moins ne dépassent pas 2000 m². Rapportées au nombre d'habitants, les deux catégories (plus de 3 fleurs / moins de 2 fleurs) s'imposent nettement : 0,13 ou 0,14 m² fleuris par habitant dans le premier cas, 0,08 ou 0,07 m² dans le deuxième.

Le rapport entre le nombre de plants et le nombre d'habitants est encore plus spectaculaire. Il faut cependant prendre garde au fait que, dans une certaine mesure, les communes les plus petites semblent utiliser tendanciellement moins de plantes à niveau égal dans le concours. Il reste que la série est parfaitement décroissante : Les communes 4 fleurs fleurissent à hauteur de 7,3 plants par habitant, les 3 fleurs à 5,5, les 2 fleurs à 3,5, les 1 fleur à 3 et les sans fleurs à 2,5. Cette série statistique mériterait évidemment d'être vérifiée ailleurs. Les chiffres de l'étude INH des communes 4 fleurs entre 10 000 et 50 000 habitants donnent des résultats beaucoup plus contrastés et moins importants qu'en Seine et Marne.

En Seine et Marne on pourrait cependant jouer risquer une analyse discutable mais révélatrice : à la lueur de ce seul ratio et d'un minimum de connaissance de la situation locale, on peut tenter d'interpréter la situation de chaque commune dans le concours. Dammarie-les-Lys (7,2 plants /hab)) peut prétendre très rapidement à la 4^{ème} fleur une fois qu'elle aura terminée les travaux de l'ANRU. Combs-la-Ville (5,5) devra pousser l'effort plus loin mais peut compter sur des projets originaux comme le square d'Idalion.⁸⁸ Brie-Comte-Robert (4,9) accédera vraisemblablement sans difficulté à la 3^{ème} fleur grâce à un fleurissement de qualité mettant en valeur un cadre bâti plus intéressant que la moyenne. Vaires sur Marne** (3,0) en revanche devra faire preuve de beaucoup d'imagination comme ce fut le cas pour « le village de lutins » devant la mairie à Noël pour espérer monter. Champs sur marne* (1,3) bénéficie d'un cadre boisé particulièrement flatteur et de quelques réalisations intéressantes (par exemple la reproduction à l'échelle des 3 pyramides de Gizeh en d'Egypte) mais il est peu probable que la commune monte davantage étant donné le très faible ratio fleurs/habitants. Parmi les communes sans fleur, seules Mitry-Mory (3,0 mais pénalisée par la configuration éclatée de la commune) et Fontainebleau (2,2 en tenant compte de son importance touristique et de sa forêt) pourrait espérer monter dans l'état actuel, à condition de réussir à intéresser le jury, par exemple avec un projet original.

⁸⁸ Ce square a permis entre autre l'accession de la commune à la 3^{ème} fleur. Square réalisé à l'intérieur d'une résidence semi-fermée sur le thème de Chypre et de l'antiquité avec une végétation plus ou moins rare purement méditerranéenne installée sur un sol drainant complexe. Voir la plaquette de la ville pour le concours.

L'analyse des résultats de ce ratio a donc des implications assez radicales et soulignent à quel point l'effet de quantité reste primordial.

2.4 « Le concours des riches ? »

La conclusion qu'on peut tirer des différents indices évoqués ci-dessus est qu'il faut effectivement à un moment donné 'mettre les moyens' pour réussir dans le concours. On pourrait également rajouter à l'appui le fait déjà évoqué qu'à l'échelle du département, les plus grosses communes sont proportionnellement nettement plus primées que les petites, et donc qu'il est plus facile d'obtenir un fleurissement plaisant avec un service espaces verts d'une certaine ampleur.

Il y a plusieurs façons de concevoir ce résultat.

Tel que l'exprime le responsable d'Avon*, c'est le signe que le concours est « *le concours des riches* », qu'il favorise une surenchère de fleurs plutôt contradictoire avec l'esprit revendiqué par le CNVVF et enfin que les 'petits' services espaces verts ne peuvent pas rivaliser. Il rejoint également le responsable de Noisiel*** qui estime que les jurys ne « *se demandent pas si avec plus de budget on ferait plus et mieux. Mais on ne fait pas le travail pour eux, mais pour la population* ». Le concours ne prend donc peut-être pas assez en compte le rapport entre le résultat par rapport au budget.

A l'inverse, on peut considérer que le concours est finalement un indicateur assez fiable de l'effort fourni par la commune en termes de moyens. Le concours est là pour déterminer une hiérarchie et puisque l'objectif premier est tout de même de mettre en valeur l'espace public avec une trame fleurie sur l'ensemble de la commune, il faut un effet de masse pour que ce fleurissement soit effectivement perceptible pour les riverains. Un fleurissement trop sporadique ne remplit pas cet objectif. Les communes sont dans l'ensemble conscientes que pour tel niveau dans le concours, il faut investir un minimum et à chaque niveau on perçoit l'effort fourni dans le nombre de plants et dans la taille du service espaces verts.

Dans ce sens, le concours peut produire un rapport de force plus avantageux en faveur des responsables espaces verts contre les politiques à condition que ces derniers soient convaincus du bien fondé de la démarche. Le fait que la part du budget espaces verts augmente dans le budget communal n'est pas en soi négatif. Le responsable de Torcy** reconnaît qu'« *on a les moyens quand même sur Torcy. On ne peut pas avoir des résultats sans les moyens mais maintenant que les moyens sont là, le maire veut les résultats* ». Par 'résultat', ce responsable précise qu'il entend principalement l'amélioration des espaces verts et du fleurissement au profit des habitants et très secondairement une éventuelle fleur supplémentaire

Cela peut devenir négatif si les arbitrages budgétaires deviennent trop déséquilibrés par rapport aux autres services (cependant il est difficile de définir quel devrait-être ce ratio dans le budget communal) et si les fleurs l'emportent sur les autres tâches du service espaces verts. C'est ce que reproche le responsable espaces verts d'Avon* qui paradoxalement ne veut pas fleurir plus comme le voudrait son Maire car, en l'absence de moyens supplémentaires, cela se ferait au dépend de l'entretien général de la commune. Le déséquilibre intervient donc quand les décorations florales sont dissociées d'une politique globale en matière d'amélioration du cadre de vie. Le concours peut laisser suggérer que les fleurs restent le principal argument à faire valoir au jury.

Mais cela élude d'une part la question de la qualité du fleurissement et d'autre part l'importance des à-côtés.

Ainsi, une nuance de taille : il ne suffit pas d'avoir des moyens pour monter dans le concours comme le dit clairement M. Battais du CNVVF. Encore faut-il que le service espaces verts, et en particulier le responsable espaces verts qui définit la stratégie de fleurissement, soit compétent. En Seine et Marne, l'exemple de Moissy-Cramayel** laisse songeur. La ville a un ratio de fleurs par habitant très important pour une labellisation 2 fleurs (6,9 contre 3,5 en moyenne). Pourtant, il y a 2 ans, la commune a reçu un avertissement qui ne s'est pas concrétisé ensuite. Entre temps, un nouveau responsable espaces verts est arrivé. Par ailleurs, un responsable d'une autre commune, résidant à Moissy-Cramayel, s'est permis un commentaire acide sur le fleurissement de la ville. A l'inverse, des communes comme Vaires sur Marne** ou Briec-Comte-Robert** s'en tirent très bien avec des petits services espaces verts et un nombre de plants très raisonnable.

La quantité n'est donc pas le seul facteur, loin s'en faut, et on en revient au qualitatif. Le plus révélateur en la matière concerne les efforts environnementaux des communes en général et des services espaces verts en particulier.

3. Le cas des politiques environnementales

Il faut rappeler ici que le problème environnemental est sans aucun doute l'hypothèque la plus sérieuse sur la poursuite du fleurissement en France. Il sera de plus en plus difficile de justifier le fleurissement si rien n'est fait pour l'adapter aux exigences incontournables du développement durable. Les municipalités ne peuvent plus faire l'économie d'une réflexion à ce sujet : comment mener de front sans contradictions une politique de fleurissement, dont on sait la gourmandise en eau, en traitements chimiques, en moyens techniques et humains et une politique environnementale tendant à économiser toutes ces ressources ? Le concours doit lui aussi répondre à cette question pour être crédible et continuer à inciter au fleurissement.

Les responsables espaces verts ont donc été interrogés sur quatre domaines qui avaient paru lors des recherches préliminaires assez emblématiques des progrès réalisables rapidement. Il s'agit des économies d'eaux, de la restriction des produits phytosanitaires et des engrais chimiques, de l'utilisation de paillages (utilisation en fait liée à l'eau et aux produits chimiques...) et de la mise en place de la gestion différenciée. L'objectif est moins d'avoir le détail des nouvelles techniques employées, que de sonder si les services espaces verts ont réfléchi à ces problématiques – et donc si le concours a aidé à cette prise de conscience.

3.1 Arrosage et économie d'eau

Sur la question de la gestion de l'eau, les services espaces verts qui produisent eux-mêmes leurs plants sont confrontés en plus de l'arrosage des massifs à celui de l'arrosage des serres. Cette composante a amené les services concernés à se préoccuper encore d'avantage des économies possibles. Comme les services

producteurs sont exclusivement dans les villes 3 et 4 fleurs, la question de l'eau paraît très présente dans les entretiens des communes très primées.

Les serres offrent la solution de récupérer directement les eaux de pluie à condition d'avoir une citerne pour la stocker. C'est le cas à Meaux**** où la citerne a été creusée en dessous des serres. L'interrogation est de savoir si l'idée de la citerne va être maintenue lors du déménagement déjà décidé du service sur un autre terrain de la commune. Le responsable de Melun**** réfléchit à mettre en place un tel système.

Une autre possibilité consiste à creuser un puits pour pomper directement dans la nappe phréatique et disposer de l'eau pour les serres, voire pour le nettoyage des voiries comme à Melun. Cette opération est extrêmement règlementée mais elle a plusieurs avantages : un coût réduit et l'économie du circuit de l'eau habituel (absence de chlore et de traitement, moins de stockage et de système de pompes) qui n'est pas sans effets sur l'environnement. Dammarie les Lys*** songe aussi à cette solution.

Concernant l'arrosage des massifs, des gazons, des suspensions et jardinières, etc... plusieurs solutions existent qui vont des plus consommatrices aux plus économiques.

Cependant, avant cela, on note que certains responsables disent clairement ne pas insister en cas de sécheresse (Mitry-Mory o*), que ce soit sur les massifs ou plus fréquemment sur les gazons (Lagny sur Marne***), tandis que les autres se taisent sur le sujet.

L'arrosage manuel semble être dans tous les cas la plus mauvaise solution quoique ce soit au premier abord la plus simple. Cependant à l'usage, elle mobilise les équipes, notamment en été lorsqu'elles sont réduites et surtout, pour ne pas prendre de risque, les massifs sont largement arrosés. Le cas des jardinières et des suspensions est controversé. Elles nécessitent généralement deux arrosages par semaine et se dessèchent rapidement par rapport aux massifs en pleine terre. Des solutions existent cependant (bac à réserve d'eau, terreau ou gel hydrorétenteur).

L'arrosage manuel ne peut non plus se faire aux heures les plus adaptées (notamment la nuit). Au final la consommation est de très loin supérieure aux meilleures solutions existantes. Le responsable de Vaires sur Marne** espère diviser par deux sa consommation d'eau avec un système d'arrosage centralisé.

De fait, parmi les systèmes d'arrosage automatiques, il y en a de plus ou moins performants. Il aurait fallu être plus attentif à ces détails dans les entretiens. Ils sont par exemple plus ou moins centralisés en ce qui concerne la programmation (centralisation communale, centralisation par secteurs, ou seulement par massifs), ce qui signifie qu'il est aussi plus ou moins facile de modifier les quantités d'eau dispensées, par exemple en fonction de la météo. Arrosage de surface ou arrosage en pleine terre. Certains ont des capteurs pour s'adapter automatiquement en fonction des besoins des plantes. Ces éléments mis bout-à-bout font des systèmes plus ou moins coûteux en main d'œuvre, et surtout en consommation d'eau mais aussi onéreux en infrastructures à mettre en place.

Car les systèmes automatisés représentent dans tous les cas un investissement lourd. Il est donc rare qu'ils soient mis en place d'un bloc comme à Vaires sur Marne** où le responsable espère vraiment réussir à faire passer un budget de 70 000 € pour les 70 % des massifs non-automatisés. Le plus souvent, les services rusent pour installer progressivement des systèmes d'arrosages au gré des opportunités. La

réfection des voiries est un classique pour faire passer un fourreau à condition de se mettre d'accord avec le service urbanisme (voir § 4.2). A côté des arguments d'économie sur le long terme, d'autres peuvent se révéler percutants selon la situation locale comme par exemple la sécurité : à Noisiel, un agent renversé mortellement dans la rue pendant l'arrosage a poussé à l'automatisation sur les grands axes.

Dans le détail, les communes 3 et 4 fleurs tendent vers l'automatisation complète ou partielle. La situation est plus contrastée sur les autres communes. On remarque que les communes des responsables qui avaient été classés dans les profils 'pragmatique satisfait' et 'confiant dynamique' font des efforts particuliers (Brie-Comte-Robert**, Vaires sur Marne**, Fontainebleau o*). C'est parmi les communes les moins primées que l'on trouve la plus faible automatisation (Avon*, Villeparisis, Mitry-Mory...). Le concours mettrait donc bien en avant les communes les plus soucieuses de la gestion de l'eau.

3.2 Produits phytosanitaires et engrais

Là encore, les communes gérant des serres sont davantage confrontées au problème de l'utilisation des produits chimiques. La lutte biologique (introduction des prédateurs naturels des ravageurs) dans les serres a fait quelques adeptes. Le responsable de Melun****, passionné d'entomologie, s'y est mis le plus tôt il y a 10 ans. Meaux a suivi tout comme Combs-la-Ville*** et Lagny sur Marne***. Cette solution a ceci d'intéressant qu'elle pousse à un changement de mentalité. L'équilibre doit être maintenu entre les prédateurs et les ravageurs. De ce fait, l'essentiel (90% à Melun) des traitements chimiques n'est plus possibles dans les serres. Les possibilités de régulation naturelle sont redécouvertes par les agents.

Rappelons ici que les traitements chimiques en milieu urbain peuvent être particulièrement néfastes du fait de l'imperméabilité des sols et des effets de ruissellement. Les collectivités ont une responsabilité particulièrement importante dans les pollutions des eaux comme l'a montré la politique de restriction spectaculaire des traitements menée à Rennes depuis 1999.⁸⁹

Les services espaces verts sont souvent chargés de l'entretien des voiries si bien que la question du désherbage se pose souvent à une grande échelle. Les alternatives ne sont pas si nombreuses : le désherbage au gaz, discutable pour ses rejets de CO² (Combs la Ville***, Avon*), un entretien manuel plus intensif doublé d'une tolérance un peu plus importante envers les mauvaises herbes et enfin les paillages dans les massifs.

Les produits phytosanitaires posent le même type de problème. La question pour les services est de savoir s'ils sont prêts à prendre le risque de perdre une partie de leurs plants. A Champs sur Marne*, le service a fait le choix de ne pas faire de traitement préventif, seulement du curatif, quitte à refaire une partie d'un massif comme l'année dernière. On rencontre ainsi de plus en plus de services qui économisent au maximum ces traitements, autant dans un souci environnemental que pour éviter aux agents la manipulation de produits dangereux ou encore pour une question de coût.

⁸⁹ Voir sources web : <http://www.brest-ouvert.net/article424.html> ou http://fr.wikipedia.org/wiki/Pollution_de_l'eau_par_les_produits_phytosanitaires (8/5/2007)

Au niveau des fertilisants, certaines communes limitent ou suppriment l'apport en engrais chimiques. Le responsable d'Ozoir la Ferrière* dit ainsi avoir fait un vrai choix en faveur d'apports strictement organiques.

Le choix des produits est également significatif : désherbant total ou non, produits phytosanitaires tout justes dans la norme ou plus respectueux de l'environnement, problèmes de rémanence,... Les agents sont également formés spécifiquement à l'épandage des produits (Torcy**), aidés souvent en cela par des outils de dosage précis (Avon*).

Il ne faut pas négliger enfin le choix des plantes qui sont plus ou moins rustiques. Les pépiniéristes et les cabinets conseils ont un rôle à jouer pour favoriser les plantes les moins fragiles.

Si l'on met en parallèle la hiérarchie des communes dans le concours et le souci plus ou moins exprimé de la restriction des traitements chimiques, on constate que les communes les plus primées sont engagées à un niveau assez avancé (à l'exception peut-être de Chelles*** ou Noisiel***). Par comparaison, beaucoup de communes peu primées (jusqu'à 2 fleurs) paraissent moins pointues dans ce domaine, ce qui n'empêche pas des exceptions notables (en particulier Savigny le Temple*, Ozoir la Ferrière* ou Brie-Comte-Robert**)

3.3 Paillage

L'utilisation de paillis ou mulch sur les massifs fleuris (et pas seulement pour les arbustes) est une réponse plutôt convaincante à plusieurs problématiques évoquées plus haut à condition d'être utilisé en couche épaisse (10 à 15 cm). Les paillis permettent de réguler la température du sol et donc de ralentir l'évaporation de l'eau en maintenant l'humidité dans le sol. Ils peuvent aider à maîtriser le développement des adventices et donc de supprimer le désherbage. Ils peuvent enrichir le sol en matière organique et en nutriments grâce à la dégradation du matériau de paillage évitant l'apport d'engrais. Accessoirement ils peuvent aider à garder un sol meuble, ce qui diminue les travaux de sarclage et binage.⁹⁰ Cependant, la mise en œuvre de paillage nécessite parfois davantage de travail manuel et surtout un changement de mode travail des agents, et donc une formation. Les matériaux sont variables : ont été évoqués en Seine et Marne les écorces, le lin, le chanvre ou la fibre de coco.

Les responsables sont plus ou moins enthousiastes à ce sujet. Ceux de Brie-Comte-Robert** ou de Combs la Ville*** ont du mal à imaginer travailler sans. 10 autres envisagent en aucun cas de paillage sur les annuelles. 8 sur ces 10 ont moins de deux fleurs. Aucun de ceux sans fleurs au concours n'utilise du paillage sur les massifs fleuris.

La corrélation entre la hiérarchie du concours et l'implication des services espaces verts dans de nouvelles pratiques plus environnementales devient de plus en plus significative.

⁹⁰ Source web : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Paillage> (8/5/2007)

3.4 Gestion différenciée

Dans les nouvelles approches environnementales des espaces verts urbains, il est beaucoup question de 'gestion différenciée', c'est-à-dire de la détermination d'un niveau d'entretien plus ou moins intensif selon les espaces. Cette approche correctement appliquée doit permettre de réduire le coût moyen de traitement du mètre carré végétal, sans diminuer pas la visibilité et la qualité globale du fleurissement. Elle laisse davantage la nature à elle-même en certains endroits moins fréquentés.⁹¹ Les services espaces verts en font en réalité parfois naturellement comme l'affirme le responsable de Moissy-Cramayel** ou de Champs sur marne*. De fait, tous les espaces ne sont pas traités uniformément. Mais l'intérêt de la formalisation d'une telle gestion est de mettre les acteurs municipaux autour d'une table et d'impulser une réflexion très approfondie sur l'action environnementale de la commune. Cette réflexion permet de créer un lien privilégié entre le fleurissement et la politique environnementale.

Or cette idée ne semble pas s'être imposée en Seine et Marne (pas plus d'ailleurs que les 'plans verts' ou les 'plans de gestion du patrimoine arboré'). On peut l'expliquer en partie par le fait que dans un milieu très urbain, toutes les surfaces végétales sont utilisées intensivement. Rennes cependant, qui est une des grandes agglomérations pionnières en la matière, est tout aussi urbaine...

L'intérêt d'une telle démarche apparaît finalement à un nombre réduit de responsables. Il faut reconnaître qu'elle implique un très gros effort de pédagogie envers les riverains. Sinon ces derniers analysent le développement de taillis, l'absence de tonte dans les prairies, etc... comme une carence du service espaces verts. C'est apparemment la mésaventure qu'a vécue la municipalité de Savigny le Temple* il y a deux ans et qui a fait avorter la tentative de gestion différenciée.

Quatre autres communes se penchent donc très prudemment sur la question. Meaux**** a lancé une étude à ce sujet. Le responsable estime à un horizon de 5 ans la concrétisation de cette démarche. Il faut à son avis d'abord construire un plan très solide, entamer une communication progressive auprès de la population et ne rien bousculer. En revanche, il faut selon lui profiter des espaces verts nouvellement créés ou intégralement réhabilités (notamment par la rénovation des quartiers impliqués dans la politique de la ville) pour introduire de nouvelles pratiques que les habitants peuvent intégrer en même temps qu'ils s'approprient le terrain.

A Chelles, la gestion différenciée rentre dans le plan d'objectifs 2007-2008 mais rien n'a encore été fait, ce qui rend l'échéance assez optimiste. Le maire de Moissy-Cramayel** aimerait se servir d'une telle démarche pour optimiser la gestion des espaces verts. Enfin, le responsable de Dammarie les Lys*** y réfléchit mais doute réussir à amener son équipe sur une telle démarche tant les habitudes sont difficiles à changer.

On note là encore que les communes intéressées ont au moins 2 fleurs au concours.

⁹¹ CERTU, *Composer*, p. 208

3.5 Des politiques environnementales globalisantes

Les responsables interrogés ne mentionnent pas toujours ou ne défendent pas toutes les initiatives des communes en faveur de l'environnement qui pourrait toucher de près ou de loin le fleurissement. On mesure la différence en analysant les plaquettes de présentation ou les sites internet. Le format des entretiens ne leur en a peut-être pas laissé le temps ou l'occasion d'en parler mais cela est tout de même révélateur dans une certaine mesure de ce qui est intégré par les services espaces verts et ce qui l'est moins. On peut évaluer ainsi si les responsables se font le relais de ces préoccupations et de ces actions communales.

Le responsable de Combs-la-Ville*** par exemple n'a pas omis de parler du 'Plan Environnement Collectivité' (PEC) qui correspond à système de management environnemental (SME), c'est-à-dire à une vraie politique de développement durable. (Charte HQE sur les parcs d'activité, Agenda 21 dans un quartier et diverses autres actions).

Plus généralement la ville nouvelle de Sénart axe beaucoup sa communication sur le cadre de vie et l'environnement. Sénart a en effet été « vendue » dès l'origine à la population qui sortait des murs de Paris pour sa qualité de vie avec un item revenant constamment : celui de la ville verte.⁹² « *Respirez, vous êtes à Sénart* »⁹³, l'allusion est très claire et le site internet aussi. Cependant, le responsable de Savigny le Temple* était peu disert sur la politique de la ville qui comprend pourtant par exemple une charte de la biodiversité et des milieux naturels. De même, Moissy-Cramayel** met l'accent sur le cadre de vie mais pas sur l'écologie dans sa plaquette.

En somme, certains responsables font de l'environnement une priorité personnelle (Meaux****, Melun****, Dammarie les Lys***, Combs la Ville***, Brie Comte Robert**, Ozoir la Ferrière*, Champs sur Marne*, etc...), les autres en parlent seulement comme d'un paramètre devenu incontournable, et cela indépendamment des efforts de leur ville en la matière : Meaux par exemple n'est pas apparue comme la plus vertueuse dans le domaine environnemental. Mais les plus motivés par l'environnement sont aussi sans doute les plus à mêmes d'orienter leurs services vers des progrès dans ce domaine.

Force est de constater que les exemples positifs qui viennent à l'esprit sont plutôt dans les communes les plus primées ou les plus dynamiques.

3.6 Le concours et l'environnement

Il ne sera pas facile de conclure à propos de l'impact du concours sur les pratiques environnementales des services espaces verts communaux. Il semble que les communes 3 et 4 fleurs aient effectivement une certaine avance sur les communes moins primées, mais cela n'exclut pas une réflexion poussée dans certaines communes 1 ou 2 fleurs. Les communes sans fleurs sont incontestablement un ton en dessous.

Les communes qui montent (profil 'confiants dynamiques') se penchent généralement davantage sur la question que les communes du même niveau, ce qui pourrait accréditer la thèse que les communes les plus engagées dans le concours sont assez naturellement orientées vers l'amélioration de leurs pratiques

⁹² Pour le cas de Sénart : Frédéric Lapoix, *Sauver la ville, écologie du milieu urbain*, Paris 1991. p. 150 et suivantes.

⁹³ Source web : <http://www.senart.com/web> (30/01/2007)

environnementales. Mais les communes font-elles ce type d'effort à cause du concours, ou bien l'ascension dans le concours n'est-elle qu'un effet secondaire (bénéfique) des efforts faits ?

De même, les responsables capables de faire le fleurissement le plus convaincant ne sont-ils pas les mêmes que ceux qui sont les plus sensibles à l'environnement, parce que les plus passionnés, les plus proches de la nature... ?

On peut accorder le bénéfice du doute au concours dans le sens où il peut pousser les responsables espaces verts à se remettre en question sur ce sujet, qu'il les met au courant de progrès réalisables qu'il aide les acteurs communaux à prendre conscience du lien fleurissement / environnement. Notamment la rédaction de la plaquette peut amener la commune à faire le point sur son action.

On peut également supposer que la nécessité de faire un fleurissement massif en vue du concours, avec des moyens qui restent limités, amène à optimiser au maximum la gestion du service. Or on a vu que certaines pratiques plus environnementales sont source d'économies substantielles en coûts (une fois les investissements amortis) et en main-d'œuvre. La quantité amènerait-elle à la qualité ?

Cependant l'impact du concours ne semble pas être vraiment significatif avant la 3^{ème} fleur. Plus exactement, le critère 'environnement' ne semble pas être complètement déterminant avant ce niveau même s'il en question dans les propos de tous les acteurs concernés, primés ou non.

En considérant qu'il y a en Seine et Marne 14 communes ayant 3 et 4 fleurs, soit un tiers des 40 communes primées du département (2,7% des 514 communes seine-et-marnaises⁹⁴), cela rend très relatif l'impact global du concours. On peut tempérer cet argument en considérant que ces communes 3 et 4 fleurs sont présentées comme modèle aux autres et que le réseau départemental du concours est à même de diffuser les idées des plus primées.

On a essayé de déterminer comment le fleurissement pouvait être intégré à une politique environnementale communale. Nous allons encore élargir le champ pour voir comment le fleurissement peut se positionner dans un projet de ville général.

4. L'intégration du fleurissement dans un projet de ville

L'idée est que la politique de fleurissement ne doit pas être isolée du reste de la politique municipale et n'émerger au pire que tous les deux ans pour le passage du jury. Elle peut être un élément fort de la politique municipale. Sans prétendre qu'elle en soit l'axe prépondérant, elle peut éventuellement permettre de donner une cohérence à différents objectifs qui ont été détaillés dans la 1^{ère} partie : sociaux, urbanistiques, pédagogiques, etc. Dans ce projet, le service espaces verts peut tenir une place qui ne lui revient pas naturellement.

⁹⁴ En France, 884 communes 3 et 4 fleurs, soit 29% des communes primées au concours et 2,4 % des communes françaises

4.1 L'implication des habitants.

Pour ne pas perdre de vue que le fleurissement vise avant tout le bien-être des habitants, il paraît essentiel que ceux-ci soient impliqués à un niveau ou un autre de la politique municipale.

4.1.1 Les concours communaux

Pour participer au concours dès le niveau départemental, les communes doivent mettre en place un concours communal des maisons et balcons fleuris. Elles en fixent les règles librement. Les concours communaux constituent parfois localement un événement très important comme le signale le responsable de Vaires sur Marne^{**}. D'autres paraissent nettement moins mobilisateurs. Il aurait fallu demander systématiquement le nombre de participants. Parmi les chiffres obtenus, les plus gros sont ceux des communes 4 fleurs (200 à 300 participants, mais pour des populations de 20 à 50000 habitants) qui assez logiquement investissent beaucoup en communication sur le fleurissement. La moyenne se situe plutôt autour d'une cinquantaine de participants. La douzaine de participants de Villeparisis laisse dubitatif.

Les concours communaux permettent, dans les communes qui le font sérieusement, de faire le lien entre le service espaces verts et la population la plus sensible au fleurissement, car la plupart du temps les responsables ou certains des agents font partie des jurys. Dans les villages, fleurir sa propriété est sans doute plus naturel et la population est plus facilement mobilisable. Dans les communes urbaines, l'effort est plus difficile à susciter. Certains responsables envisagent de faire un tour pour repérer eux-mêmes les jardins susceptibles d'obtenir un prix (Moissy-Cramayel^{**}).

Le responsable de Noisiel^{***} a pris une initiative originale pour aller à la rencontre des jardiniers en herbe : il répond sur une adresse internet intitulé SOS jardinage aux demandes de conseils des habitants de la communes. Mais les gens viennent aussi chercher des conseils lorsque le service espaces verts organisent des journées portes ouvertes (opération facilitée par l'existence de serres à visiter). Celles du Melun^{****} et du Mée sur Seine^{****} attirent entre 3000 et 4000 visiteurs.

Les concours communaux paraissent être pris très sérieusement dans les communes 4 fleurs et de façon très variable dans les autres catégories de communes.

4.1.2 Les actions pédagogiques

Les services espaces verts se tournent assez souvent vers les écoles pour toucher au plus tôt les plus jeunes. Cela prend souvent la forme d'un jardinet préparé par un agent et entretenu (plus ou moins bien) par les enseignants et leurs élèves. Des actions de ce type ont été mentionnées dans neuf communes. Certains responsables sont encore enthousiastes (Vaires sur Marne^{**}), d'autres préfèrent souligner les difficultés de l'exercice. A Chelles^{***} ou Villeparisis (o*), ceux qui existent sont maintenus mais les nouvelles demandes sont refusées : les jardins deviennent trop souvent des friches par manque de suivi. Cela devient contreproductif. De plus, un certains nombre de fleurs ou de légumes viennent en été, pendant les vacances scolaires. Seuls donc les plus convaincus du bien-fondé éducatif de ce type d'action persévèrent (parfois aussi sous la pression de la mairie). Le Mée sur Seine^{****} a un concours des écoles fleuries. A Torcy^{**}, le service a proposé aux scolaires de dessiner le massif de fleur à l'entrée de leur école en leur proposant différentes espèces. Ils ont ensuite planté et arrosé leur réalisation. Encore une fois, cela nécessite un suivi, donc du temps pris sur le travail des agents. La volonté vient soit du responsable, soit des élus.

Dans la même veine pédagogique, un certain nombre de communes mettent en place par ordre d'importance : des jardins pédagogiques, des fermes pédagogiques et des écomusées. Les jardins pédagogiques, parfois liés à une visite des serres (ex : Melun****) permettent de faire une animation sur quelques heures en faisant venir des scolaires. A Ozoir la Ferrière*, le service a créé un 'parc pédagogique', c'est-à-dire en fait un parc dont l'objectif est de présenter de façon didactique une palette la plus large possible d'essences végétales. Cela implique une technicité particulière par exemple pour installer des espèces exotiques ou encore de la végétation sèche sur rocaille...

Les fermes pédagogiques sont plus ambitieuses puisqu'elles s'inscrivent dans une démarche complète de découverte de la nature pour les enfants. Le fleurissement est plus secondaire, l'accent est mis sur les animaux. On trouve de tels dispositifs à Meaux**** (la ferme ne trouvera sa véritable dimension qu'après son déménagement dans un parc adapté) ou à Dammarie les Lys*** (au parc de Soubiran).

L'écomusée est la forme la plus élaborée de ces structures qui veulent mettre la nature et les pratiques agricoles à la portée des urbains. On peut citer la ferme de Coulevrain (Savigny-le-Temple*) qui est au centre de diverses animations, expositions, conservation d'espèces végétales, etc...

4.1.3 Vie associative

On trouve ensuite toute la gamme des associations locales dont la thématique est liée de près ou de loin à celle du fleurissement. Il aurait fallu une question spécifique à ce propos dans l'entretien car elles sont le reflet de la richesse du réseau local en matière de cadre de vie et d'environnement : le signe que le fleurissement n'est pas une lubie isolée du responsable espaces verts ou du maire, mais au contraire qu'il peut s'appuyer sur une envie collective et cohérente. La politique environnementale élaborée de Combs-la-Ville*** (voir §3.5) trouve ainsi son pendant dans une foule d'association en faveur de la protection de l'environnement.

Les associations de type horticole ne sont pas si nombreuses (ex : association des jardins moisseens à Moissy-Cramayel** ou l'association de jardiniers de France à Saint-Fargeau-Ponthierry). Au Mée sur Seine****, c'est une association qui organise le concours communal des maisons fleuries. A Villeparisis (o*), une association propose deux fois l'an « les citadines » où l'on peut troquer plants et oignons de fleurs. Il y a également toutes les associations liées aux jardins familiaux.

Encore une fois, pour l'essentiel, ce ne sont pas les habitants qui font le fleurissement. Mais si le fleurissement ne rentre pas dans un réseau d'actions locales orientées vers une qualité de vie, il redevient « anecdotique » comme l'avait exprimé M. Battais (Voir introduction de la 1^{ère} partie). Or sur ce sujet, les communes et les responsables espaces verts réagissent de façon dispersée au gré de leur engagement et de leur dynamisme sur toutes ces thématiques. Il est ainsi plutôt positif de constater que ce type d'actions annexes au fleurissement soit présentes dans toutes les communes quelque soit leur niveau dans le concours. Chacun a sa petite spécificité et il est difficile de hiérarchiser la qualité des actions menées localement. Dans la discussion avec les responsables espaces verts, on peut juste relever un enthousiasme plus ou moins manifeste envers des actions qui ne rentrent pas automatiquement dans leurs missions mais que certains ne peuvent envisager de dissocier de leur pratique professionnelle. Car la nature, les fleurs sont pour eux une passion, une forme de sacerdoce !

Par rapport à toutes ces actions, il ne paraît évident que le concours soit en mesure d'embrasser la richesse et la complexité de l'arrière-plan humain du fleurissement. Certes, les dossiers d'inscription régionaux et nationaux interrogent sur la présence d'animations, d'évènements, d'associations, de jardins familiaux, mais ces critères ne semblent pas déterminants dans le concours – critères qui ne représentent de toutes façon qu'une fraction des 20 % de la partie 'animation et valorisation touristique' de la grille du concours. On retombe ici sur les conclusions assez sévère de l'équipe d'Yves Abrioux, à savoir que le concours « *peinait à se doter de critères d'évaluation ou d'outils pédagogiques correspondant véritablement à [la] nouvelle intelligence du fleurissement.* » Cela est du en particulier à « *la carence de modalités d'appréciation permettant aux jurys [du] concours de juger les dimensions autres qu'essentiellement visuelles des politiques municipales* »⁹⁵

4.2 Le fleurissement et la politique d'urbanisme

Il s'agit maintenant de replacer le fleurissement dans toute sa dimension urbanistique telle qu'elle a été développée dans la 1^{ère} partie §1. On pense en particulier ici aux possibilités de l' 'urbanisme végétal'. Pour cela, le fleurissement doit trouver sa place dans la politique d'urbanisme des communes et intervenir dans les relations entre les services.

Tous les responsables ont été interrogés sur la qualité des relations qu'ils entretenaient avec les services d'urbanisme de la commune. L'analyse qui suit ne permet donc que de rendre compte du ressenti des responsables interrogés par rapport à la place du service espaces verts dans l'administration municipale – ressenti illustré néanmoins par des exemples révélateurs. Une confrontation du point de vue de chaque acteur serait nécessaire pour avoir un tableau complet de la réalité. Une grande prudence s'impose donc pour analyser les propos des responsables interrogés. Il reste cependant que si le responsable espaces verts n'a pas l'impression de trouver sa place dans le dispositif municipal, il est probable que la qualité de la politique de fleurissement en soit la première victime.

4.2.1 Relations avec les services d'urbanisme

Au niveau national, les communes 4 fleurs doivent pouvoir présenter autour du fleurissement une cohérence entre les différentes interventions sur l'espace public C'est pourtant cette carence qui a été reprochée à Melun**** en des termes elliptiques lors du dernier passage.⁹⁶

Il apparaît au cours des entretiens que les responsables espaces verts des communes 4 fleurs ne sont pas forcément plus consultés qu'ailleurs. Le responsable de Meaux raconte comment le service espaces verts doit être à l'affût des travaux de voirie, dont ils ne sont pas en général prévenus, pour pouvoir installer les fourreaux d'arrosage. Le responsable du Mée sur Seine aurait aimé être impliqué dans la réfection de l'allée de la Gare dont les plans ont été réalisés par un architecte. Il a du intervenir bruyamment pour changer le programme de plantation et estime que la consultation aurait pu aider à faire un projet plus adapté s'il avait été consulté plus tôt.

⁹⁵ Abrioux, *Synthèse*, p.5

⁹⁶ Dans le rapport de passage des jurys, il est question d' « *manque de lisibilité dans la définition des objectifs du conseil municipal en matière d'embellissement des espaces publics par les responsables des services rencontrés* ». Voir également 4^{ème} partie §3.1

Au-delà donc de l'importance que devrait tenir le fleurissement dans l'urbanisme en fonction du niveau dans le concours, d'autres paramètres viennent en fait faciliter ou brouiller les relations des services espaces verts avec la politique d'urbanisme.

Cela peut dépendre d'un bon relais dans le service urbanisme. A Torcy**, le responsable espaces verts bénéficie de la présence à la tête du service infrastructure d'un ancien du service espaces verts. A Savigny-le-Temple*, la différence est sensible selon le responsable espaces verts, depuis qu'un nouveau directeur des services techniques a fait passer le mot pour que le service espaces verts soit consulté plus systématiquement. Le regroupement du service espaces verts dans un grand centre technique municipal peut également favoriser une certaine proximité des services profitable à chacun (Lagny-sur-Marne***, Ozoir-la-Ferrière*). Mais dans tous les cas, la personnalité du responsable espaces verts est déterminante. Selon qu'il est capable ou non d'aller défendre les intérêts de son service dans les réunions interservices, le fleurissement tient toute sa place ou non. C'est justement le problème à Meaux**** selon le responsable production rencontré : le service espaces verts n'est pas suffisamment défendu par le directeur des services techniques. A l'inverse, le responsable de Dammarie les Lys*** s'amuse d'être « *connu comme le loup blanc* » dans les autres services : il n'est apparemment pas question de l'oublier dans la conception des projets...

La situation se complique quand plusieurs acteurs interviennent sur l'urbanisme de la commune. La SEM intervenant à Brie-Comte-Robert n'a par exemple pas jugé utile de consulter le responsable du service espaces verts sur l'extension de la zone industrielle.

Les véritables instances qui interfèrent ici sont les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) de Sénart et du Val Maubuée à Marne la Vallée. A Sénart, le SAN aménage encore de larges espaces rétrocédés plus tard aux communes (végétaux compris...) et gèrent certaines zones d'activités empiétant sur les compétences des services espaces verts communaux. Le responsable de Moissy-Cramayel** fait ainsi état de relations en progrès mais tout de même bien plus difficiles avec le SAN qu'avec les services municipaux. Le SAN travaille en effet avec un architecte-paysagiste dont les avis sont difficilement contestables.

A Marne la Vallée, l'action du SAN du Val Maubuée paraît interagir très peu avec celui des services espaces verts. En dehors de Champs-sur-Marne*, il n'y a plus guère d'espaces à aménager si bien que le SAN fonctionne davantage comme une intercommunalité classique. Dans ses fonctions, le SAN gère pourtant de vastes surfaces d'espaces verts dispersées sur les 6 communes concernées, mais indépendamment des communes. Il est amené parfois à créer des massifs (avec arrosage intégré) comme à Torcy** qu'il confie ensuite à la commune. En conséquence, le service espaces verts se retrouve à gérer de plus en plus de points fleuris et engazonnés...

Ce sont en fait les seuls cas où l'intercommunalité rentre formellement en jeu. Le fleurissement n'est pas (pas encore ?) une question intercommunale. Les responsables en sont tout juste à bien se connaître dans une même agglomération comme à Melun-Val de Seine.

4.2.2 Les compétences en interne des services espaces verts

La part du travail déléguée aux entreprises et aux architectes influe sur l'autonomie des services espaces verts. Il semble que plus les communes sont importantes et plus les communes fleurissent en régie (avec la production dans les plus grandes). Fontainebleau (o*) et Savigny le Temple* sont les seules communes à avoir confié leurs décorations florales à une entreprise. Il paraît peu probable qu'elles puissent monter davantage dans le concours dans cette situation (le concours a-t-il vocation à évaluer le travail des entreprises ?). Savigny le Temple s'est donc donné comme objectif de reprendre le fleurissement en régie.

La différence se fait également sur la capacité des services espaces verts à proposer des aménagements plus ou moins complexes. Le responsable d'Avon* a tenu à insister à ce sujet sur la nécessité de se constituer en force de proposition et à défendre avec pugnacité les aménagements proposés, quitte à les remodeler plusieurs fois en fonction des rapports de force. Certains responsables (parfois ce sont les chefs d'équipe) se contentent de composer les massifs. D'autres sont capables de proposer des aménagements beaucoup plus élaborés : paysagement complet de ronds-points particulièrement soignés, revégétalisation des rues (Brie-Comte-Robert**) ou même réalisation de parcs comme à Combs-la-Ville***.

Dans une certaine mesure, les responsables les plus convaincants sur cette compétence – mais la question ne faisait pas partie systématiquement du questionnaire – travaillaient dans des communes 2 fleurs ou plus.

4.2.3 L'impulsion du concours pour fédérer les services

La réaction des responsables espaces verts face à la question des arrêtés de restriction d'affichage est intéressante. Cet arrêté ne dépend pas d'eux mais peut appartenir à la stratégie globale en matière de paysage urbain, au même titre par exemple qu'une politique d'enfouissement des réseaux. Accessoirement, c'est aussi un des critères du concours. Certains l'ont ainsi pris à leur compte (Brie-Comte-Robert**) alors que d'autres n'en ont pas entendu parler (Torcy**). La solution la plus radicale revient à Fontainebleau avec une interdiction généralisée liée aux périmètres de monuments historiques et à une ZPPAUP.

Au final, c'est le responsable de Fontainebleau (pourtant commune sans fleur mais il a forgé une partie de son expérience à Dammarie les Lys***) qui paraît avoir le mieux compris le parti fédérateur qu'il pouvait tirer du concours. Cela lui est permis par sa position particulière à la tête d'un service 'environnement-voirie' très généraliste qui délègue l'essentiel aux entreprises. Pour lui, le concours est l'occasion inestimable de faire travailler ensemble des équipes qui œuvrent normalement séparément. Il cite pour exemple la mise en valeur nocturne des massifs fleuris. Cela permet de donner des objectifs communs aux services et même aux entreprises qui se trouvent confrontées à une date butoir (en sachant que le marché « Fontainebleau » est important en termes d'image pour les entreprises).

Mais cette fédération des énergies autour du concours ne paraît pas être la norme. On note des coopérations interservices nécessaires, par exemple pour le nettoyage quand l'entretien des voiries est séparé du service espaces verts ou bien pour réaliser les plaquettes de présentation pour les jurys, mais pas vraiment l'idée que le concours puisse être à l'origine d'une synergie accrue des services.

4.2.4 Le concours : un levier pour le responsable espaces verts ?

Finalement, le concours permet-il de venir en renfort des services espaces verts face aux autres services ou encore face aux élus ?

Les responsables interrogés sont en fait assez réservés sur cette éventualité.

Face aux autres services, la mobilisation est éventuellement ponctuelle pour préparer le passage du jury, mais pour le reste, le fleurissement ne paraît pas être un domaine partagé entre plusieurs services (à l'exception peut-être de Fontainebleau). Le plus déterminant à ce sujet est de savoir si le service espaces verts est fondu avec d'autres services (type voirie – environnement). Plus les communes sont grandes, plus la hiérarchie des services est complexe et plus les actions transversales se révèlent compliquées à mettre en œuvre.

Le rapport est différent avec les élus. Le responsable de Brie-Comte-Robert** estime que le label obtenu dans le concours permet d'écarter bien des critiques infondées ou dues à des rivalités politiques (l'opposition municipale est en général la première à critiquer le coût du fleurissement). Mais il note que si, comme c'est le cas dans sa commune, les élus sont globalement indifférents au concours, ils ne feront aucun effort non plus pour soutenir le service espaces verts.

En revanche si les élus perçoivent l'intérêt du fleurissement (motivation personnelle ou politique), qu'ils s'engagent dans le concours, cela peut permettre des avancées intéressantes (Torcy**, voir § 2.4), l'injection de moyens, parfois d'un supplément d'âme (à Meaux***, c'est une élue qui donne la thématique de fleurissement de l'année). Cette envie des élus peut d'ailleurs dépasser celle du responsable espaces verts, d'où l'impression de « *dérive* » du responsable d'Avon*.

La place que prend le concours dans le rapport de force entre le service espaces verts et les politiques est donc assez ambivalente. Il ne devient déterminant qu'à partir du moment où le politique en prend la mesure. D'un autre côté, une commune peut difficilement accéder à la 3^{ème} ou la 4^{ème} fleur si les élus ne sont pas un minimum engagé dans la démarche. Le concours est donc dans les communes les plus primées un levier moins négligeable que ne le suggère les responsables eux-mêmes.

D'autre part les élus ne peuvent que se féliciter d'obtenir une fleur supplémentaire et dans ce cas, il leur faut se tourner vers les artisans de cet heureux évènement : les agents espaces verts.

4.3 La valorisation du service espaces verts

C'est peut-être ce que le concours fait de mieux : il donne la vedette au service espaces verts, fut-ce une fois tous les 2 ans – un service qui est par ailleurs souvent négligé, « *la cinquième roue du carrosse* » pour citer les mots exacts de plusieurs responsables.

A la question « *pourquoi faire du fleurissement ?* », 3 responsables ont spontanément expliqué que c'était une façon de mettre en valeur le service (Chelles***, Champs sur Marne*, Mitry-Mory) . « *C'est le plaisir d'avoir à travailler des fleurs. On est service public et à ce titre le fleurissement est un savoir faire et un faire valoir. C'est une façon de s'exprimer* » (Mitry-Mory o*). Le service se crée ainsi une sorte de légitimité à travers le fleurissement tout en proposant aux agents une tâche plus valorisante que

l'entretien classique des surfaces végétales. Le responsable de Vaires sur Marne**, la principale fonction du concours, c'est le fait de valoriser le service espaces verts.

Il ne faut pas idéaliser la motivation des agents. A Champs sur Marne*, la démarche d'impliquer tous les agents dans la conception des massifs a été arrêtée parce que beaucoup d'entre eux ont trouvé l'expérience trop difficile. A l'inverse, le responsable de Vaires sur Marne** se félicite de trouver chez les agents une certaine curiosité - parfois teintée d'appréhension - envers les nouvelles formes de fleurissement et de mosaïciculture qu'il introduit depuis son arrivée il y a 1 an. *« Le but du concours est d'abord de valoriser les agents, qu'ils s'investissent dans leur secteur. Ce sont des jardiniers qualifiés. Ils ont un savoir faire à développer »*

Les responsables font ainsi du fleurissement un espace de créativité pour des agents habitués à des tâches plus répétitives. *« C'est ce que je dis à mes équipes : nous les jardiniers, on est des artistes. A vous de vous débrouiller pour réaliser mes idées »* (Vaires sur Marne**)

Si le concours ne mobilise pas forcément beaucoup en dehors du service espaces verts, en revanche, à l'intérieur, il peut constituer un puissant facteur de motivation. *« Les agents sont concernés, c'est quand même leur travail qui est jugé »* (Lagny sur Marne***). Or les responsables sont confrontés aux problèmes de management des équipes. C'est même selon le responsable de Melun**** 50 % de son énergie qui passe à encadrer et pousser le personnel. Tout soutien dans cette direction est donc le bienvenu.

Les responsables de Torcy** et Dammarie les Lys*** nuancent cette affirmation : ce sont avant tout les responsables qui se sentent concernés par le concours (et prennent donc la plus grande partie du stress). Celui de Torcy** estime que trois quart des agents sont mobilisés par l'objectif du concours. Un peu plus tard dans l'entretien, il reformule autrement l'apport du concours : *« le concours n'est pas la motivation première, mais c'est une solide motivation tout de même »*.

La motivation dépend aussi de la reconnaissance et des gratifications matérielles que les agents peuvent en retirer. Les responsables sont bien conscients que tous bons résultats dans le concours doivent se traduire instantanément par des remerciements et des félicitations appuyées aux équipes. Certains élus sont de même attentifs à marquer l'événement, souvent avec un pot ou un repas. Certaines communes vont plus loin en accordant une prime à tous les agents du service (Combs-la-Ville***, Ozoir la Ferrière*).

Le concours est donc intégré par les responsables comme un outil de management ponctuel – plus que permanent – des équipes dont ils ont la charge.

La reconnaissance du travail du service espaces verts se fait aussi en direction des habitants. Les habitants remarquent d'abord le nombre de fleurs sur les panneaux. L'obtention d'une fleur est aussi l'occasion de mettre en valeur les agents du service espaces verts. Le responsable de Vaires sur Marne** remarque malicieusement que depuis l'obtention de la 2^{ème} fleur, le service espaces verts est apparu plusieurs fois en une du journal municipal alors qu'il n'en avait pas été question auparavant sur plusieurs années de publication (au risque d'ailleurs de susciter des jalousies dans d'autres services).

Il semble également que venir d'une commune très primée au concours soit un élément important des C.V. des agents qui souhaitent changer de communes. En ce

sens, le concours offre une vraie reconnaissance professionnelle valorisable partout. Le fait a déjà été mentionné que les responsables espaces verts des communes très primées avaient le plus souvent fait carrière dans d'autres communes très primées également comme s'il y avait un statut informel lié au niveau atteint dans le concours. Les responsables très primés qui vont dans des communes qui le sont moins ont souvent l'objectif de monter rapidement dans le concours (Vaires sur Marne**, Combs la Ville***, Fontainebleau o*).

En somme, les services espaces verts peuvent faire la démonstration d'une légitime fierté grâce au concours. Les agents comme les responsables peuvent en retirer une véritable satisfaction personnelle et professionnelle, voire parfois des gratifications symboliques ou financières.

En ce sens, le concours des villes et villages fleuris est avant tout la fête des services espaces verts et la reconnaissance de leurs compétences.

Cet aspect est ressenti dans toutes les communes quelque soit le niveau dans le concours (et même parfois chez les plus critiques des responsables comme Noisiel***). Mais il est encore plus prégnant, d'une part dans les communes très primées qui se satisfont d'un statut envié – et qui ne peuvent se permettre de redescendre – et d'autre part chez ceux qui viennent de monter (qui ont donc encore en souvenir la récompense du travail accompli) ou qui ont de bonnes chance de monter rapidement. On aboutit ainsi à l'idée que le concours est un moteur d'autant plus puissant que la commune en a fait un objectif important. A l'inverse, le concours est un outil d'autant plus intéressant que les responsables en saisissent l'intérêt au-delà des relatifs désagréments qu'il peut causer et s'en approprient les différentes potentialités. Cela suppose donc un a priori positif que l'on trouve en moyenne davantage dans les communes les plus primées...

Conclusion

Pour reprendre une comparaison qui a été faite spontanément par un des responsable (Torcy**), le concours des villes et villages fleuris est assez semblable dans ses mécanismes à ceux du guide Michelin (ou de tout autre guide culinaire). (Voir en Annexe 5 un texte illustrant cette analogie).

Il pose au préalable des exigences, s'impose aux municipalités intéressées, et propose en contrepartie une forme de dédommagement symbolique qui apparemment suffit à compenser les efforts consentis – efforts qui auraient cependant parfois (souvent ?) été accomplis : le label des villes et villages fleuris.

Le concours est source d'une exigence de progression interne et externe ('progression' pris ici dans le sens du fleurissement porté par le concours).

Externe car il met sur le même plan les communes participantes, faisant apparaître cruellement les carences de certaines et favorisant une (saine ?) émulation perpétuelle entre les services. En considérant que globalement l'ensemble des communes progresse – que donc les exigences augmentent pour un même niveau dans le concours – et qu'il est difficile pour une commune d'abdiquer une labellisation obtenue de haute lutte, il s'avère que les communes mettent le doigt d'une façon plus ou moins consentante dans l'engrenage d'une dynamique de progression.

En interne, le concours met au défi le couple élu/technicien de produire un fleurissement qui puisse être reconnu par un regard complètement extérieur (celui du jury). Le fait que le concours agisse à la fois à l'étage politique et à celui du service espaces verts multiplie d'une certaine façon les chances que le concours touche son but (favoriser une politique de fleurissement intelligente). L'ascension dans le concours peut faire l'objet d'une commande politique, ce qui engage le responsable espaces verts à y répondre. Du côté du service espaces verts, et plus encore du responsable espaces verts, une fleur en plus ou en moins et c'est la reconnaissance de leur compétence qui est affectée.

Cette réussite au concours ne se joue donc pas que sur la seule compétence du responsable : elle en est le point de départ, mais il lui faut aussi s'appuyer sur la solidité du couple élu / technicien. La dynamique ascendante est aussi limitée par la marge de progression potentielle dans le concours (il est plus facile de gagner une fleur supplémentaire quand on part de zéro que quand on en a déjà 3). Dans les catégories très primées, il s'agit surtout de se maintenir au niveau, ce qui est un peu moins palpitant mais tout aussi stressant.

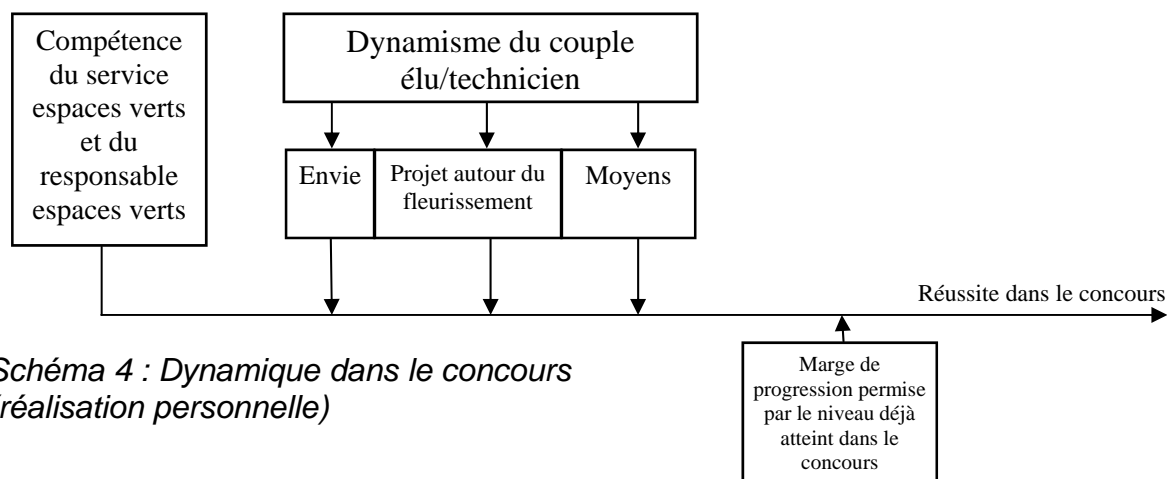


Schéma 4 : Dynamique dans le concours (réalisation personnelle)

On peut toujours critiquer les modalités du concours. Sa grille de lecture, et plus encore les contraintes de l'organisation matérielle du concours, ne peuvent lui permettre d'embrasser le fleurissement de façon totalement exhaustive. Il serait pourtant dommage de nier que le concours a su évoluer récemment pour intégrer de multiples paramètres de plus en plus éloignés de la seule matière végétale qui forme le socle naturel de l'évaluation. Au point que l'on peut se demander si ce concours ne pourrait pas être la base d'un concours plus ambitieux sur le cadre de vie global offert par les communes.

Le concours des villes et villages fleuris a en particulier l'intelligence de ne pas se cantonner à la France des cartes postales, c'est-à-dire de primer indifféremment les communes les plus favorisées comme les plus enlaidies par leur cadre urbanistique, en fonction des efforts perceptibles de fleurissement portés par les municipalités.

Le chapitre des arbitrages budgétaires dus au concours n'est pas clos : le fleurissement nécessite des moyens qui pourraient toujours être affectés ailleurs. Un minimum d'embellissement végétal de l'espace urbain est néanmoins nécessaire si bien qu'aucune commune ne se dérobe complètement à cette thématique. La question est de savoir jusqu'où le fleurissement prend des proportions raisonnables : c'est le problème surtout des communes les plus primées qui utilisent un nombre important de plantes à l'année.

Les moyens investis dans le fleurissement peuvent se justifier en partie si cette politique est l'occasion de mener une politique municipale cohérente et qualitative autour du cadre de vie, c'est-à-dire que la raison d'être du fleurissement se joue pour beaucoup dans les « à-côtés ».

En pratique, l'impact du concours sur les politiques de fleurissement n'est pas toujours spectaculaire. Il apparaît véritablement dans les communes les plus primées quand on observe les quantités de fleurs. Il apparaît moins nettement quoique perceptiblement tout de même sur des critères plus qualitatifs mais ce mémoire n'avait pas tous les moyens nécessaires pour en juger pleinement.

On remarque en tous les cas qu'un certain nombre de responsables est fortement engagé dans le concours et en 'joue le jeu' (ceux classés dans les profils 'pragmatiques satisfaits' et 'confiants dynamiques' Voir 3^{ème} partie § 4). C'est chez eux que l'on constate les efforts qualitatifs les plus significatifs – efforts qui ne sont d'ailleurs sans doute pas dus au concours mais bien à l'exigence d'excellence des responsables et des agents.

Alors : Le concours des villes et villages fleuris, un outil pour les services espaces verts qui veulent bien s'en saisir ?

S'il peut le devenir, il faut cependant préciser que ce n'est pas sa vocation première (« récompenser les actions menées par les collectivités locales en faveur de l'embellissement et du fleurissement... »⁹⁷). On le voit avec le manque de formalisation des retours d'évaluation. (Voir 3^{ème} partie 1.1.3).

Pourtant, le concours entraîne avec lui un grand nombre d'effets secondaires dont certains peuvent être utilement détournés par les responsables espaces verts.

⁹⁷ Règlement du concours p.2

A condition tout d'abord de ne pas trop s'attarder sur les défauts du concours, sur l'aspect communication qui prend souvent le pas sur les considérations techniques, sur les appréciations toujours critiquables des jurys...

Et de le prendre comme un moyen offert (au sens propre) aux services espaces verts de recueillir les fruits d'un avis professionnel extérieur.

Rien n'interdit par ailleurs d'apprécier le côté 'ludique' de la récompense. Les services espaces verts auraient tort de se priver de la reconnaissance que le concours leur apporte.

Le concours réussit en fait à allier le côté festif, démonstratif, folklorique que l'on peut rattacher au fleurissement, avec l'arrière-plan technique assuré au quotidien par des agents municipaux méticuleux et passionnés...

Bibliographie

Yoann Beaumont, *Les espaces verts d'accompagnement, étude sur leur présence dans le cadre urbain et sur la pratique du fleurissement*, Mémoire de CESP (ESCP Versailles), 2000

Cahiers de l'IAURIF, *Espaces publics : espaces de vies, espaces de ville*, n°133-134 (2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2002)

Centre de recherche et de rencontre d'urbanisme, *Espaces verts et qualité de vie*, Paris 1979

CERTU, *Composer avec la nature en ville*, Lyon 2001

CNVVF, *Balades, 196 villes et villages fleuris*, édition 2006, Paris 2006

CNVVF, Horticulture et paysage magazine, *Embellir villes et villages... c'est aménager et fleurir. Des références communes pour réussir l'embellissement et le fleurissement de sa commune* (le classeur du fleurissement 2^{ème} partie).

CNVVF, Horticulture et paysage magazine, *Couleurs du temps, couleurs du fleurissement.... Des références pratiques pour réussir l'embellissement et le fleurissement de sa commune* (le carnet de tendance). 2006

Yves Chalas, *L'invention de la ville*, Paris 2000

Michel Conan, Juliette Favaron, *Comment les villages devinrent des paysages*, les annales de la recherche urbaine n° 74

Michel De Sablet, *Des espaces urbains agréables, place rues, squares et jardins*, Paris 1988

Pierre Donadieu, Marie Périgord, *Clés pour le paysage*. Paris 2005

Geneviève Dubois-Taine (dir.), *La ville émergente, résultats de recherche*, Saint-Etienne 1997

Jean-Luc Larcher, Thierry Gelgon, *Aménagement des espaces verts urbains et du paysage rural ; Histoire, composition, éléments construits*. Paris 2000 (3)

Frédéric Lapoix, *Sauver la ville, écologie du milieu urbain*, Paris 1991

Jean-Marie Loiseau, François Terrasson, Yves Trochel, *Le paysage urbain*, Paris 1993

Pierre Merlin, Françoise Choay (dir.), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris 1998

Philippe Poullaouec-Gonidec (dir.) , *Le paysage, territoire d'intention*, Montréal 1999

Frédéric Pousin, *Projet de ville, projet de paysage*, LIGEIA n° 19-20, p.112-120

Programme de recherche « Politiques publiques et paysages : analyse, évaluation, comparaisons » (sous la direction de Yves Abrioux), *Rapport final de synthèse « Paysage – Couleur – Ville »*. 2004
(http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/Recap_Abrioux.pdf, 27/4/2007)

Denise Pumain, Thierry Paquot, Richard Kleinschmager, *Dictionnaire de la ville et de l'urbain*, Paris 2006

Guillaume Roy, *Contribution à la réflexion sur la politique de fleurissement du département des Deux-Sèvres. Du fleurissement à l'embellissement du cadre de vie*. Rapport de stage de 3^{ème} année d'IUP (CESA), 2006

Caroline Stefulesco, *L'urbanisme végétal*, Paris 1993

Diane Streichenberg, *Le phénomène du concours de ville fleurie et ses déclinaisons sur le territoire français*. Mémoire de DEA (EHESS) 2000

Jean-Jacques Talpin, *Tours, les Deux-Lions s'éveillent*. Traits urbains n°11 (Novembre / Décembre 2006), p. 26-29

Union régionale des CAUE Rhône Alpes (Cahier des jardins Rhône-Alpes), *Parc contemporains et jardins*, Lyon 2006

Colloques

Documents préparatoires aux 11^{èmes} assises nationales des villes et villages fleuris (30 novembre au 1^{er} décembre 2006)

Actes des 10^{èmes} assises du fleurissement, reims 25, 26 novembre 2004,
<http://www.villes-et-villages-fleuris.com/leconcours/Assises/Actesassises2004.pdf>

Actes des 9^{èmes} Assises du Fleurissement, Colmar, 28, 29 novembre 2002,
<http://www.villes-et-villages-fleuris.com/leconcours/Assises/Actesassises2004.pdf>

Actes du colloque du 7-8juin 2001 à la Saline royale d'Arc et Senans, *le jardin et la nature dans la cité*

Site internet

www.villes-et-villages-fleuris.com

www.wikipedia.org/fr

http://www.tourisme.gouv.fr/fr/actualites/att00003222/dp_villes_fleuris.pdf

www.maisons-fleuries.com

http://www.colloc.minefi.gouv.fr/colo_struct_fina_loca/comp_coll/comm.html

Plaquettes de présentation des communes

Avon, *Fleurissement avonnais*, 2006

Brie-Comte-Robert, *Fleurissement*, 2006

Champs sur Marne, *Cadre de vie et environnement*, 2005

Chelles, *Concours des villes et villages fleuris*, 2006

Combs la Ville, *Concours régional des villes et villages fleuris*, 2006

Fontainebleau, *Concours départemental des villes et villages fleuris, cadre de vie*, 2006

Lagny sur Marne, *Concours régional des villes et villages fleuris*, 2005

Meaux, *Dossier techniques d'instructions*, 2005

Melun, *Fenêtre ouverte sur le cadre de vie*, 2006

Moissy-Cramayel, *Concours régional des villes et villages fleuris*, 2006

Ozoir la ferrière, (sans titre), 2005

Savigny le Temple, *Concours des villes et villages fleuris*, 2006

Torcy, *Revue de presse : le fleurissement à Torcy*, 2006

Vaires sur Marne, *Concours villes et villages fleuris, Notice complémentaire pour le jury régional de villes et villages fleuris*, 2005

Table des illustrations

Photos en couverture en page de remerciement : réalisation personnelle

Carte 1 : Répartition et niveau de labellisation des communes visitées..... 9

Schéma 1 (réalisation personnelle) 23

Schéma 2 : Impact du fleurissement relevé par M. Tarroux..... 28

Tableau 1 : Nombre de communes primées au concours..... 35

Schéma 3 : 5 profils de responsables 55

Schéma 4 : Dynamique dans le concours 79

ANNEXES informatiques :

Tableau général des communes

Règlement complet du concours

Annexe 1

Tableau récapitulatif des communes étudiées

	Date de l'obtention de la dernière fleur	Dynamique dans le concours	Localisation	Population	Surface de la commune	Nombre d'agents du service espaces verts	Achat - Production	Surface EV gère le service EV	Surface Massifs fleuris	Nombre de plants total	Nombres de plants par habitant	Attitude générale du responsable par rapport au concours
Unité		De = à +++		1999	ha			ha	m²	2006 ou 2007		De 1 à 5
4*												
Meaux	1996	=	AG	49409	1480	95	Mixte	295	150 points de fl*	392800	7,9	3
Melun	2003	=	MVS	35695	804	35 (dont 5 en production)	Production	99	3600	250000	7,0	4
Le Mée sur Seine	1998	=	MVS	21215	534	30 (dont 5 production)	Production	110	3500	148000	7,0	4
indicateur 4*		=		35439,67	939,33	53,33	3/3 prod	168,00	3550,00	263600	7,3	3,67
3*												
Chelles	2004	=	AG	45399	1590	60	Abandon de production	95	Non connu	250000	5,5	3
Dammarié les Lys	2006	+	MVS	20816	1024	48	Mixte	250	3000	150000	7,2	5
Combs la ville	2006	+	Sénart	21427	1448	16 (dont 3 production)	Production	69,3	2000	122000	5,7	5
Lagny sur Marne	2000	=	Ma	19579	572	26 (dont 2 production)	Production de jeunes plants	50	Non connu	90000	4,6	3
Noisiel	2001	=	Ma	15502	435	19	Achat	19	3000	68500	4,4	1
Claye Souilly	2002		AG	10391	1507							
indicateur 3*		=		22185,67	1096,00	33,80	2/5 prod.	58,33	2666,67	136100	5,5	3,40
2 *												
Torcy	2006	++	AG	21595	600	15	Achat	une trentaine	1300	70000	3,2	4
Lognes	2001		AG	14215	337							
Brie Comte Robert	2006	+++	AG	13828	1993	9	Achat et un peu de production	48	1300	68000	4,9	4
Moissy Cramayel	2001	+	Sénart	12263	1428	19	Achat	54	1500	80000	6,5	3
Vaires sur Marne	2005	+++	AG	11772	602	18	Achat	27	1100	35000	3,0	4
Vaux le Pénil	2001		MVS	10688	1164							
indicateur 2*		++		14060,17	1020,67	15,66	0/4 prod.	39,75	1340,00	63250	3,5	3,75

	Date de l'obtention de la dernière fleur	Dynamique dans le concours	Localisation	Population	Surface de la commune	Nombre d'agents du service espaces verts	Achat - Production	Surface EV gère le service EV	Surface Massifs fleuris	Nombre de plants total	Nombre de plants par habitant	Attitude générale par rapport au concours
1*												
Champs sur marne	2005	+	Ma	25252	735	16	Achat	Non connue	3000	34000	1,3	4
Savigny le Temple	1998	++	Sénart	22339	1197	20	Fl* fait par entreprise	214	1200	Géré par l'entreprise	?	3
Ozoir la ferrière	2005	++	AG	20817	1558	18	Achat	35	2000	100000	4,8	4
Avon	2002	=	AG	14030	383	14	Achat	25	800	41400	3,0	2
indicateur 1*		+		20609,5	968,25	17	0/4 prod.	91,3	1750	58466	3,0	3,25
Sans fleurs												
Pontault Combault		=	AG	32886	1364							1
Villeparisis		=	AG	21296	829	21	Achat	40	Non connue	45500	2,1	5
Roissy en Brie			AG	19693	1365							
Mitry-Mory		=	AG	16869	2995	18	Achats	20	1000	50000	3,0	1
Fontainebleau		++	AG	15942	17205	3	Achat	11	900	35000	2,2	5
Saint Fargeau - Ponthierry		+	AG	11224	1657	17	Achat	55	1000	30000	2,7	3
Indicateur 0*		=/+		19651,67	4235,83	14,75	0/4 prod.	31,50	966,67	40125	2,5	3,00
Légende		Appréciation personnelle sur les chances de la commune d'obtenir rapidement des fleurs supplémentaires sur une échelle allant de = à +++	AG = agglomération parisienne, Ma = Marne la Vallée, MVS = Melun Val de Seine									Appréciation personnelle et donc subjective portée sur l'ensemble du propos du responsable vis-à-vis du concours

Annexe 2

Questionnaire des entretiens

Précisions : ce questionnaire est celui qu'il aurait fallu utiliser systématiquement. Il tient compte des évolutions au cours de la période d'entretien et des réflexions qu'ont amené la rédaction du mémoire. Il s'agit plus souvent de thématiques que de questions directes – le questionnaire étant adapté à la forme orale des entretiens.

Nom de la personne rencontrée :

Fonction exacte :

Etudes / carrière :

Définition personnelle du fleurissement?

(massifs, espaces verts, plus large encore ?)

Le fleurissement sur la commune

Production de végétal :

Stratégie d'achats, de production ou mixte ?	
Surface de production (serres...)	
Nombre de plants à l'année <ul style="list-style-type: none"> - en annuelle - en bisannuelle - Bulbes / Chrysanthèmes - Vivaces - Suspensions et jardinières 	

Le fleurissement

Surface des massifs fleuris de la commune	
Surface des espaces verts de la commune	
Nom du service	
Nombre d'agents du service	

Budget

Pouvez-vous isoler un budget « fleurissement » ?	
Budget fonctionnement hors personnel du service espaces verts	
Budget investissement du service espace vert	
Budget total avec personnel du service espace vert	

- Technique :

Arrosage (degré de centralisation des systèmes automatisés)

Paillage

Produits Phytosanitaires / engrais

Gestion différenciée

Plans verts / Cadastre vert / autres formes de plans de gestion

Conception des massifs / aménagements

Part des tâches déléguées aux entreprises

Restriction de publicité

Votre fleurissement évolue t-il beaucoup d'une année sur l'autre (Thèmes, structures) ?

Pourquoi le fleurissement ? Une demande sociale ? Politique ?

Le fleurissement n'est-il pas un luxe ?

Le fleurissement est-il une priorité de la commune ? Notamment soutien des politiques ?

Des projets emblématiques à venir ?

Intégration dans les projets d'urbanisme ? (Relations avec le service urbanisme).

Evénements annexes au fleurissement (part de la contribution du service espaces verts pour les organiser)

- Nombre de participants au concours communal
- Evénements / animation liée au fleurissement
- Associations

Part de l'intercommunalité dans le travail du service espaces verts (en particulier les SAN)

A) le concours des villes et villages fleuris

Le concours : une bonne chose ?

Le concours contribue-t-il à uniformiser le fleurissement des communes ?

Qui veut participer au concours (les élus, le service ?)

Quel l'objectif dans le concours dans les 2 ou 3 ans ? Quelle envie ? Quels moyens ?

La grille de critères : connue ? bien faite ?

Points retenus de la grille d'évaluation ?

Que représente la participation au concours dans votre pratique et dans la vie du service ?

- Pression ? Stress
- stimulation/concurrence
- Evaluation ? (autres moyens éventuels d'évaluation ?)
- Reconnaissance professionnelle
- Motivation / valorisation du service
- Rapports avec le jury. Expertise ?
- Conseils

Le moment le plus important du concours : la conception du fleurissement sur l'année, la plantation des végétaux, la visite du jury ou la remise des prix ?

Le passage annuel du jury nécessite-t-il une préparation particulière ?

L'impact du concours sur le fleurissement de la commune ?

Le fleurissement de la commune serait-il différent si le concours n'existait pas ?

Conclusion :

18 D'une façon générale, le concours des villes et villages fleuris est-il une bonne institution ?

Doit-il évoluer et si oui, pourquoi ?

Annexe 3
**Exemple d'un compte-rendu
d'entretien (Brie-Comte-Robert)**

Précisions : Ce compte-rendu a été réalisé sur la base du questionnaire de départ dont l'expérience a montré les quelques lacunes. Il n'est pas rédigé puisqu'il s'agit d'une prise de note. M. Champault a souhaité relire ce compte-rendu.

BRIE COMTE ROBERT (2 fleurs)

Distinction	1 ^{ère} fleur	2 ^{ème} fleur	3 ^{ème} fleur	4 ^{ème} fleur	Grand prix
Date	2004	2006			

Doc associés :

Dossier présentation concours

Impression générale de la commune et de l'entretien

Un homme passionné, très investi personnellement et très proche de ses fleurs. Un fleurissement de très bonne qualité en plein essor et encore sous-évalué avec 2 fleurs. Bénéficie d'un cadre urbain très attrayant en centre-ville.

M. Champault

BTS espaces verts

Arrivée à BCR en 2001 comme responsable du service environnement (pas seulement espaces verts voirie, un adjoint qui s'en occupe plus spécifiquement) dans les services techniques de la commune.

Auparavant à Vincennes (pas de fleurs car les élus ne voulaient pas participer. Maintenant qu'ils le font, ils ont aussi leurs 2 fleurs)

Fleurissement déplorable à l'époque. Les effets ne se sont pas fait attendre : 2004, 1^{ère} fleur, 2006 la 2^{ème} et surtout prix national de la mise en valeur du patrimoine. A titre personnel, M. Champault a reçu le prix national du jardinier !

1 Définition ?

Une utilisation problématique du mot avec 2 sens possibles.

D'une part, le fleurissement, c'est le tout, c'est l'ensemble de la composition, c'est beaucoup les arbres, les arbustes....

D'autre part, utilisation du mot pour désigner les massifs où il y a des fleurs plantées annuellement. Par opposition aux vivaces et arbustes

Les 2 sens peuvent se retrouver dans une même phrase ce qui peut être un peu perturbant. Ex caricatural : L'ensemble du jardin de l'Eglise est un bel exemple de fleurissement, avec en fait très peu de fleurissement puisque 2 blocs parmi la dizaine de bloc sont effectivement fleuris. Là vous avez des légumes, des vivaces retombantes, des arbustes et y a que ces 2 parties en fleurissement...

De plus, les communes ont différents types de fleurissement :

A Brie CR, on fait du fleurissement avec peu de fleurs, bcp de vivaces, en tenant compte au maximum du cadre. C'est plutôt la tendance actuelle.

Au Mée sur Seine, ils font du fleurissement classique, plus spectaculaire, moins intégré dans le site, plus hétérogène, mais ils ont des compétences indéniables pour cela et ils méritent complètement leurs 4 fleurs.

A) le fleurissement sur la commune :

Produisez vous tout ou partie des plants utilisés pour le fleurissement de la commune (stratégie d'achats ou de production ou mixte) ?	Achat de la plus grande partie
Surface de production (serres...)	300 m² de production et stockage

Nombre de plants à l'année	Printemps – été : 18 000 + 26 000 Bulbes : 23 000 Chrysanthèmes : 1000 Suspensions : 210 (coûte très cher en argent, temps, eau...) En moyenne 120 arbres par an depuis 2001, en partie du à la tempête (plutôt 80 maintenant). Une grosse moyenne pour une commune de ce type
----------------------------	---

Le fleurissement

Surface de la commune	1993 ha
Surface des massifs fleuris de la commune	1300 m ² et 200m ² de massifs d'arbustes
Surface des espaces verts de la commune	48 ha
Nom du service	Service environnement (espaces verts, propreté urbaine, voirie)
Nombre d'agents du service	30 personnes dont 8 jardiniers, pour 4 secteurs (2 villes, 1 stade et 1 plan d'eau)

Budget

Pouvez-vous isoler un budget « fleurissement » ?	40 000 euros selon le doc du concours
Budget fonctionnement hors personnel du service espaces verts	
Budget investissement du service espace vert	
Budget total avec personnel du service espace vert	
Budget total de la commune	Environ 2% du budget de la commune

Technique :

Moins de fleurs, et plus de vivaces et arbustes.

Des ensembles qui jouent sur les volumes, les rideaux végétaux. Ex Bvd J. Jaurrès, qqes arbustes avec des volumes assez hauts, puis des vivaces puis un peu de fleurissement d'été avec quelques annuelles dans les endroits résiduels. Avantage : un fleurissement de toute l'année, plus facile à entretenir à l'année, économie de temps et d'argent.

Paillage généralisé (mis deux semaines après la plantation et arrosage intensif). Ecorce de pin qui se dégrade facilement, et chanvre pour les massifs fleuris (pbm quand c'est trop clair et qu'on sait pas trop quand arroser). Avantage économie d'eau et désherbage.

Arrosage automatique favorisé quand c'est possible

Grande bandes fleuries du parc F. Mitterrand. Voir les photos.

Utilisation des retombantes et des grimpantes dans les bacs et les endroits où on peut cacher des choses moches.

Un ou deux tons de couleurs déclinés pour l'année et qui change l'année suivante.

Aucun produit sur espaces verts, (un peu de chimique seulement sur la voirie)

« Enlever déjà ce qui est moche, avant de mettre des belles choses, »

2- Pourquoi faire du fleurissement ? Une vraie demande sociale ?

Comme il n'y avait rien avant ou presque, le contraste est d'autant plus spectaculaire maintenant. Les gens sont contents

3- Le fleurissement est-il une priorité de la commune ?

Relative indifférence des élus, mis à part Mme Touboul qui encourage et participe pour le concours. Ils sont contents mais sans plus. (ex : pas de pot ou de prime pour l'obtention des fleurs).

Autrement dit, « les choses viennent de soi ». Tout dépend des hommes qui s'en occupent.

4 Comment le fleurissement est-il intégré à la politique de la commune. I

Il est consulté par exemple dans les plans de plantations des lotissements qui seront rétrocédés à la commune (et de fait, svt des choses à changer). Cependant le directeur des services techniques est assez peu enclin à s'adresser à lui. Relation passe assez mal. De même dans la nouvelle partie de la ZI, la SEM locale n'a pas jugé utile de demander l'avis de M. Champault.

Les services espaces verts sont souvent la dernière roue du carrosse.

Certaines communes ont résolu le problème en regroupant voirie et espaces verts dans un même service.

Peu importe la taille des villes, le service espace vert peut avoir des compétences très différentes. Il peut y avoir des compétences professionnelles très importantes dans une tte petite commune.

5 Un « plan vert », un cadastre vert ? Plan de gestion, plan programmatique ?

Rien. Y avait un plan d'égallage à Vincennes, mais pas le temps ou les moyens pour le faire ici. Pour avoir le prix de l'arbre, il en faut un. Suppose un gros diagnostic, avec définitions de « stations » répondant à des besoins de gestion différents.

On peut faire sans, la preuve. Mais responsabilité repose sur M. Champault. Remplacement ponctuel, variation des essences...

7 Votre fleurissement évolue t-il bcp d'une année sur l'autre ?

Changement des couleurs dominantes. Mais comme bcp de vivaces, changement est pas forcément spectaculaire. Plutôt une amélioration progressive et aménagement de nouveaux jardins et massifs susceptibles d'être fleuris.

8 La politique de fleurissement est-elle l'occasion d'organiser des événements annexes ?

Pas d'associations horticoles locales. Contact limité globalement avec le public sauf pour recevoir des félicitations de la population quand ils travaillent.

Aucun rôle par exemple dans le concours communal. Pas d'animation pédagogique, sauf un projet dans une des écoles (terrains préparés, ms rien de fait).

Nous faisons des décorations pour les 24heures des cerfs-volants et pour la fête médiévale (légumes)

9 Collaborez-vous avec d'autres communes dans le domaine du fleurissement ?

Néant

10 Avez-vous à déplorer des dégradations sur le fleurissement de la commune ?

Quelques vols, (Chrysanthèmes) qqes saccages sur le chemin de l'école, mais ca reste raisonnable. Contre les vols, une stratégie est de mettre des essences que les gens ne connaissent pas. Ils ne les prennent pas. Si un arbuste est volé, il n'est pas remplacé.

Mais dans l'ensemble, c'est très raisonnable.

B) le concours des villes et villages fleuris

11 La participation a-t-elle été voulue par votre service ou par un élu politique ?

Ce sont les élus qui veulent même si par ailleurs ils sont assez peu intéressés.

12 Avez-vous l'objectif de gagner rapidement (dans les 2 ou 3 ans) une fleur supplémentaire ? En avez-vous l'envie ? Les moyens ?

Selon les termes du jury régional, BCR mérite presque déjà une 3^{ème} fleur. Donc ça devrait venir d'ici 2 ans.

13 Connaissez-vous précisément la grille d'évaluation du concours des villes et villages fleuris ? Est-elle utile ?

Grille connue précisément puisqu'on y participe, faut savoir ce qu'ils veulent.

Points cités : environnement, surtout l'eau, produits chimiques, les arbres et pas que les fleurs, restriction de l'affichage (plan pub de BCR mené indépendamment par les élus et qui sert pour le concours)

« Cette grille n'influence pas mon boulot » mais la façon dont je le présente au jury oui puisqu'on sait ce qu'ils attendent. A ce propos, un peu d'expérience est nécessaire pour leur montrer en priorité ce qui les intéressent (ex du plan pub).

14 Que représente la participation au concours dans votre pratique et dans la vie de votre service ?

- Une façon de bénéficier de l'expertise (gratuite) des membres du jury

Le passage du jury ce sont de bons moments, de bons contacts qui permettent de parler avec des professionnels, échange d'expérience. Ils apportent un regard neuf et une expertise indépendante. Mais des moments assez courts puisqu'ils ont en gros une ½ heure à consacrer (même si plus en pratique).

- Un moyen d'évaluer les performances du service

En fait, peut-être le seule. Car pas d'indicateurs

- Un moyen de motiver vos agents et de valoriser le travail de votre service

Face à l'indifférence des élus, permet d'écarter bien des critiques sur la qualité du travail.

15 Quel est selon vous le moment le plus important du concours :

La conception du fleurissement puisque c'est de là que tout part.

16 Le passage annuel du jury nécessite-t-il une préparation particulière ?

Théoriquement non. Mais le circuit qui évolue un peu chaque année est quand même inspecté avant. Les jardiniers en mettent un coup quand ils savent que le jury va passer. Mais le but est que ce soit propre tout le temps.

17 Le fleurissement de la commune serait-il différent si le concours n'existait pas ?

A priori non

Conclusion :

Evoluer vers l'aspect environnemental mais ils sont déjà en train de le faire. Faut continuer. La France y a tout intérêt d'un point de vue touristique, et pas que dans les points visités, mais aussi dans les villes traversées.

Une bonne chose. Les critères évoluent de telle façon qu'ils sont de moins en moins artificiels, qu'ils sont plus durables et pas seulement esthétiques.

Annexe 4
Dossier d'inscription au concours
(niveau national)



Conseil National des Villes et Villages Fleuris

Concours national des Villes et Villages Fleuris 200'

DOSSIER TECHNIQUE DE CANDIDATURE 4^{ème} FLEUR

à retourner au :

Conseil National des Villes et Villages Fleuris
23, place de Catalogne
75685 PARIS Cedex 14
tél. : 01 70 39 93 53
cnvvh@wanadoo.fr

Identité de la commune :

Mairie

Nom de la commune : _____

Région : _____ Département : _____

Adresse : _____ Code Postal : _____

Tél : _____ Télécopie : _____

E.mail : _____

Nom du Maire : _____

Nom du maire-adjoint chargé des espaces verts : _____



Service des espaces verts :

Nom du responsable des espaces verts : _____

Adresse du Service : _____

Tél. : _____ Portable : _____ Télécopie : _____

E.mail : _____

Informations générales :

Population (dernier recensement) : _____

Surface du territoire communal : _____

Particularités de la commune : _____

(ex : conditions climatiques spécifiques, traversées routières, population saisonnière, etc...)

Date du classement 4^{ème} Fleur ou Grand Prix (s'il y a lieu) : _____

Surface des espaces boisés classés : _____

Surface moyenne d'espaces verts par habitant (en m²) : _____

Informations relatives aux éléments de la grille d'appréciation

Joindre, en complément de la présente fiche, un dossier présentant les différentes actions menées dans les domaines pris en compte par les jurys.

1- Patrimoine paysager et végétal

1-1 Votre commune dispose d'un service espaces verts

Nombre total d'agents : _____

Budget de fonctionnement du SEV : _____ € - Pourcentage du budget global _____ %

Budget d'investissement du SEV : _____ € - Pourcentage du budget global _____ %

MISSIONS DU SERVICE

Superficie totale entretenue par le SEV : _____ ha

Le SEV entretient-il ? - les cimetières : _____ - les espaces sportifs : _____

- Les terrains appartenants à d'autres organismes propriétaires du foncier (HLM, SNCF, DDE, VNF...) : _____

Si oui, lesquels et dans quel cadre ? (conventions ou autres) : _____

La commune a-t-elle mis en place une gestion différenciée de ses espaces verts ? _____



Dossier de candidature - 4^{ème} Fleur - 2

PRODUCTION ET PLANTATIONS

- Surface des Serres : _____

Production florale municipale dans le cycle annuel :

- Plantes de décoration printanière : _____
- Plantes de décoration estivale : _____
- Plantes de décoration automnale : _____
- Total de la production : _____

Production florale achetée dans le cycle annuel :

- Plantes de décoration printanière : _____
- Plantes de décoration estivale : _____
- Plantes de décoration automnale : _____
- Total de la production achetée : _____

- Nombre global d'arbres d'alignement : _____

- Nombre d'arbres d'alignement plantés lors des 5 dernières années : _____

- Arbustes d'ornement : _____

1-2 Votre commune ne dispose pas d'un service espaces verts

Nombre d'agents (indicatif) : _____ Nombre de bénévoles : _____

Budget consacré au fleurissement : _____

Quantité de plantes florales produites par la commune ou les habitants : _____

Quantité de plantes florales achetées par la commune : _____

Nombre d'arbres entretenus par la commune : _____

2- Cadre de vie et développement durable

2-1 Gestion de l'environnement

1- Gestion de l'eau

Provenance de l'eau utilisée pour l'arrosage des espaces verts ? _____

Quelles sont les techniques d'irrigation mises en place ? _____

Quelle technique culturale mettez vous en place (paillage, choix des végétaux...) ? _____

2- Inventaire et protection des espaces naturels

Surfaces : _____ Qualité : _____

Mode de gestion : _____

3- Gestion raisonnée des produits chimiques, méthode alternative et lutte biologique intégrée

Pratiques et résultats : _____

4- Propreté

Déchets verts : -Mode de traitement (récupération, traitement) : _____

-Valorisation par quelle filière (compostage, mulch) : _____

Propreté au quotidien : -Action contre les tags : _____

-Pollution canine : _____

2-2 Cadre de vie

1- Patrimoine bâti

Aide et incitation à la rénovation des bâtiments privés.

Entretien du patrimoine bâti public. Qualité de la voirie.

2- Mobilier urbain

Qualité, entretien, implantation

3- Maîtrise de l'affichage publicitaire

Mise en place d'une réglementation limitant l'affichage publicitaire, qualité de la signalétique

4- Réseaux

Effacement des réseaux aériens

3- Animation et valorisation touristique

1- Promotion du label

Evénements et fêtes des plantes (précisez la date), visites organisées (jardins, serres...)

Publications, signalétique, site Internet...

2- Jardins familiaux

Quantité, superficie, animations...

3- Animations scolaires

Actions pédagogiques et de sensibilisation

4- Participation des habitants

Concours communaux, concertation, relations avec les associations

5- Actions de coordination avec les organismes propriétaires du foncier (HLM, SNCF, DDE, VNF...)

Informations particulières que vous souhaitez porter à la connaissance du jury

Ce dossier doit être adressé au CNVVF avant le 15 mai

Joindre un plan de la commune signalant les espaces végétalisés et les points de fleurissement, ainsi que, le cas échéant, un dossier complémentaire concernant les critères d'attribution du label.

A _____ le _____

*Les renseignements contenus
dans ce dossier sont à l'usage exclusif
du jury national*

Le Maire
Signature



Annexe 5

Analogies avec le Guide Michelin

Les similitudes de la démarche des guides et du concours sont assez frappantes. On peut le voir dans le texte ci-dessous trouvé au hasard sur Internet avec les expressions surlignées en gras.

(Source : <http://www.prochedevous-enligne.com/index.cgi?numero=113&type=article&pageid=912&archives=1>)

« Quel que soit le guide et sa portée, **être référencé dans un guide représente un plus pour son établissement.**

L'influence d'un guide, vous le savez, peut être internationale, nationale, régionale ou locale. L'impact sur votre établissement est avant tout une augmentation de la fréquentation. [...] L'enseigne, les panneaux signalétiques sont les premiers éléments qui guident les clients. [...] Enfin, la présence de l'établissement dans un guide vous permet d'attirer une nouvelle clientèle, souvent en dehors de votre département ou de votre région. [...] le premier confort qu'apporte un guide est de faire gagner du temps, en simplifiant le choix, **en apportant une garantie.** [...] Outre l'aspect descriptif et les prix pratiqués par les établissements référencés, c'est aussi **un art de vivre qui est partagé.**

[...] Dans tous les cas, **c'est le professionnalisme qui reste le critère le plus important, et la passion portée au métier.** Selon les guides et les établissements, l'augmentation de la fréquentation peut varier de 20% de clientèle en plus et aller au-delà de 60%... L'apposition d'une plaque liée à un guide, avec la mention "recommandé par..." joue incontestablement sur la fréquentation, bien que **cet impact soit difficilement mesurable.** Un autre aspect lié au référencement est **la notoriété qu'il apporte au Chef et à son équipe.** Ainsi, le fait d'obtenir une étoile ou plus dans le Michelin, ou de paraître dans le Gault et Millau constitue évidemment **une reconnaissance pour les professionnels concernés.** Le métier étant difficile, et la passion constituant le moteur qui permet d'avancer, le fait d'être reconnu apporte une satisfaction bien précieuse ! [...]

Pour un restaurant référencé ou étoilé dans un guide, **l'obligation de toujours s'améliorer** est grande. Lorsqu'un établissement est recommandé par des guides, on ne peut pas tromper le client. **La cuisine n'est pas le seul critère** retenu par les inspecteurs : l'accueil, la mise de table, le service et la décoration sont tout aussi importants. Autant dire que **l'ensemble du personnel est concerné.** Avoir une étoile, recevoir des clients par recommandation, constitue **une remise en question perpétuelle** pour un chef d'établissement. Seule **une grande régularité dans le travail et une adhésion de l'ensemble du personnel** permettent d'atteindre ce résultat. **Avoir son identité** en tant que bonne table contribue aussi au rayonnement de l'hôtel. Un cuisinier doit être **en recherche perpétuelle de produits d'exception** et notamment de produits régionaux. [...] Etre mentionné dans un guide, c'est savoir que **les clients peuvent être en réalité des inspecteurs.** Bien que ces derniers soient très discrets, **ils ne doivent pas être une source de stress supplémentaire** au quotidien. [...]

Rien n'est acquis, **un restaurant peut perdre son étoile d'une année sur l'autre** ou disparaître des guides. On parle beaucoup des restaurants très haut de gamme qui sont rétrogradés. La presse raffole de ce genre d'information, qui fait bien entendu boule de neige. Le défi pour vous, restaurateurs petits ou grands, est de toujours maintenir son niveau de qualité voire de l'améliorer tout en ne succombant pas à la pression médiatique. N'oublions pas que ce qui donne le plus de satisfaction dans ce métier, c'est en **premier lieu la reconnaissance des clients avant la reconnaissance des professionnels.** Cependant, aussi surprenant que cela puisse paraître, **certains restaurants renoncent d'eux-**

mêmes à leurs étoiles. On peut citer Alain Senderens du restaurant Lucas Carton avec ses trois macarons dans le guide Michelin. Sa démarche est de mieux coller à l'évolution de la société, ses nouveaux modes de vie et les attentes des clients. [...] Cependant, certains ne se priveront pas de souligner, avec cet exemple, **les lourdeurs et les contraintes du carcan imposé par le standing des 3 macarons au Michelin.**

Le nombre d'établissement étant important, le travail de recherche pour le référencement l'est tout autant. Une première étape est de se faire connaître auprès de **l'office de tourisme local ou départemental.** En effet, pour trouver l'établissement qui sera visité, les guides se renseignent dans la presse locale ou régionale et auprès des offices de tourisme. [...]

Il faut **savoir mettre son établissement en valeur,** et rester objectif : inutile de vanter un environnement charmant si ce n'est pas le cas. En fait, il s'agit d'informer de son existence. Il faut alors **fournir un maximum d'informations,** comme les périodes de fermeture, un descriptif des services, le prix moyen d'une halte dans l'établissement. Un **dossier complet, qui donne envie de venir voir,** a plus de chance de retenir l'attention. Il est recommandé d'**envoyer aussi quelques photos,** de l'intérieur de l'établissement et de l'aspect extérieur. Un **plan d'accès** représente toujours un plus. [...]

Vous savez que **la subjectivité des jugements est parfois reprochée aux guides.** Sur le plan des méthodes employées, on va dénoncer le nombre d'inspecteurs, le nombre de restaurants inspectés, l'anonymat relatif, la fréquentation des clubs de capitaines d'industrie, voire de journalistes amis. **L'objectif de tout guide est de donner la meilleure information, la plus fiable et objective possible,** toujours dans l'intérêt des lecteurs. C'est par un travail proche du journalisme, réalisé **en toute indépendance, par des acteurs soucieux de l'éthique,** que les guides continueront à avoir leur reconnaissance, tant par les professionnels concernés que par les utilisateurs. L'intérêt de figurer dans un guide, pour les chefs d'établissement, n'est qu'à cette condition.

par Julia Green »



Résumé :

L'objet principal du concours des villes et village fleuri est de promouvoir le fleurissement dans les communes françaises. Le fleurissement est une pratique moins anecdotique qu'il n'y paraît si l'on prend le temps de l'intégrer complètement dans les aménagements urbains. On s'aperçoit également rapidement que les ambitions du concours débordent largement le cadre étroit du fleurissement par la richesse des critères pris en compte lors des passages rituels des jurys départementaux, régionaux et nationaux. Par ses implications politiques, techniques et urbanistiques, le concours des villes et villages fleuris est potentiellement porteur d'une nette progression des politiques municipales en matière de cadre de vie.

Les services espaces verts des communes sont les maîtres d'œuvre de toute politique impliquant le végétal. C'est pourquoi ils sont concernés en tout premier lieu par le concours. A partir du point de vue des responsables de ces services espaces verts, ce mémoire s'efforce d'évaluer les incidences du concours des villes et villages fleuris sur le fonctionnement des services espaces verts et sur l'amélioration des pratiques de fleurissement.

Mots clés : Fleurissement, fleur, floriculture, espaces verts, urbanisme, urbanisme végétal, parc, jardin, concours, environnement, cadre de vie, aménagement urbain, CNVVF...



COMMENT LES VILLAGES DEVINRENT DES PAYSAGES¹

Michel Conan, Juliette Favaron

Le paysage tel qu'il est apprécié aujourd'hui est une invention récente dont nous savons qu'elle doit beaucoup aux relations entre le goût pour la peinture et le tourisme à la fin du XVIII^e siècle. Mais les villages n'étaient pas jugés dignes de l'attention des touristes pittoresques au début du XIX^e siècle du fait de leur saleté et de l'arriération de leurs habitants.

Le rôle du tourisme dans l'invention des paysages

L'auteur anonyme d'un court article intitulé « Le sentiment de la nature autrefois et à présent » écrivait dans le *Magazine Pittoresque* de 1878 :

« Les objets avec lesquels l'homme se trouve en rapport changent d'aspect à ses yeux à mesure que lui-même change d'idées et de sentiments. La campagne, par exemple, n'était nullement pour nos pères, il y a deux siècles, ce qu'elle est pour nous aujourd'hui. Il suffisait qu'elle fût déserte, qu'elle ne fût pas animée par la présence de l'homme, transformée par son travail, pour qu'elle parût affreuse et inspirât l'effroi. Une forêt, un rocher était une espèce d'épouvantail. Le vallon où était située l'abbaye de Port-Royal passait pour un endroit affreux ; il a sans doute peu changé depuis ; son ruisseau, les bois, les coteaux qui l'entourent sont restés les mêmes, et il nous paraît simplement un lieu paisible, une retraite agréable. »²

Il en concluait que le sentiment de la Nature ne cesserait de changer, mais il ne proposait aucune explication à cette fugacité de nos croyances. On sait à présent que le développement du tourisme a été le moteur de la transformation des campagnes françaises en paysages. La construction des routes et des chemins de fer y fut pour beaucoup.³ Des études historiques consacrées aux guides touristiques ont éclairé les changements d'attitudes et de goût des touristes.⁴ J.-C. Chamboredon a montré comment l'attention des touristes pour les sociétés locales a été remplacée pendant la première moitié du XIX^e siècle par une approche esthétique de la campagne.⁵ De nombreuses études du goût pour la peinture et la gravure ont montré le rôle de modèle des arts graphiques pour l'appréciation du paysage. Mais cela ne s'applique pas aux villages. Il ne leur était pas accordé d'attention à moins qu'ils ne soient vus de loin et comme blottis dans leur environnement.⁶ (Vue d'Oberstein, p. 97,

1858). Tout au plus les voyageurs étaient-ils invités à méditer sur la vie des habitants des villages qu'ils traversaient, loin de chercher à trouver un plaisir esthétique dans la contemplation des spectacles que ces lieux offraient à leur regard. En témoignent ces extraits d'un guide de 1834, où est évoqué un village voisin de Beauvais :

« Les habitants de Lormaison jouissent d'une espèce d'aisance, qu'ils doivent à leur patience, à leur économie, à leur sobriété, à leur assiduité au travail. N'est-il pas

1. Communication présentée au colloque du 3-5 mars 1996, organisé à l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie : *City into country-making french landscapes* ; symposium placé sous les auspices du Penn's French Institute for Culture and Technology.

2. « Le sentiment de la nature, autrefois et aujourd'hui », in *Le Magasin Pittoresque*, Paris, 1878. p. 372

3. Grad, Bonnie and Riggs, Timothy A., *Visions of City and Country, Prints and Photographs of Nineteenth Century France*, Worcester Art Museum, The American Federation of Arts. Voir le chap. « The marriage of City and Country », p. 231. « Les politiques d'économie libérale de Napoléon III promurent une expansion commerciale et industrielle considérable, en particulier celle des chemins de fer. D'à peine plus de 3500 kilomètres en 1851, le kilométrage avait été multiplié par cinq en 1870, et la troisième République poursuivit cette expansion, doublant encore le kilométrage à la fin du siècle. De pareils travaux changèrent le visage du pays lui-même, en liant progressivement des zones reculées à la structure économique et politique de la nation. De façon plus immédiate, le développement du voyage en chemin de fer modifia radicalement l'expérience du paysage qu'avaient les citadins. Les chemins de fer, en encourageant et en accordant leur patronage au développement des stations de villégiature, et des stations thermales, déclenchèrent l'essor du tourisme des classes moyennes. Le héros de Stendhal, dans les mémoires d'un touriste de 1837, qui affrontait des conditions de voyage inconfortables, et des conditions de logement incertaines, fut remplacé par un touriste plus moderne qui bénéficiait d'une plus grande sécurité, et l'assurance de trouver un logement, et qui était protégé des caprices des hommes et de la nature. »

4. Les guides « Joanne » publiés pour la première fois en 1872 témoignent de l'importance croissante du chemin de fer pour le tourisme : Ils sont organisés selon les principales lignes de chemin de fer sortant de Paris, et non par provinces comme leurs prédécesseurs.

5. Chamboredon, J.-C., Méjean A., *Récits de voyage et perception du territoire : La Provence (XVIII^e siècle-XX^e siècle)*, Laboratoire de sciences sociales, École Normale Supérieure, Paris, in *Territoire*, n° 2 -1985.

6. Rosenblum, Naomi, *Une histoire mondiale de la photographie*, Édition Abbeville Press, Paris 1992, pp. 95-115. Pour un compte-rendu plus ancien, on pourra consulter : Champfleuri J., « Du rôle important des paysagistes à notre époque », in *Le Courrier Artistique*, n° 17, 15 février 1862, p. 2. Champfleuri s'attache à expliquer le succès des peintres de paysage (Courbet en particulier). Pour cela, il suggère que des bourgeois disposant d'une retraite à la campagne prenaient plaisir à admirer des paysages calmes et reposants qui constituaient la parfaite antidote aux tourments de la vie urbaine.



Village de Gerberoy.

admirable de voir un genre d'industrie qui consiste à recueillir de vieux souliers, à les raccommorder, à les vendre de 10 à 24 sous, à procurer une vie douce, abondante et tranquille à des êtres jetés loin des villes, sur un terrain ingrat et solitaire ? Pendant que les hommes s'occupent à recoudre, à placer, à rhabiller de vieux morceaux de cuir, les femmes sont chargées d'aller vendre le résultat de ce travail. »⁷

Cette méditation philosophique un tantinet moralisante est soulignée par la seule mention qui soit faite de l'apparence du village :

« Chaque habitant de Lormaison a son petit jardin qu'il cultive lui même ; il est garni de haies, semé de quelques fleurs ; c'est le luxe des ouvriers industriels. »⁸

La traversée d'un village auquel on n'accorde guère plus qu'un regard superficiel permet simplement de réaffirmer hautement l'éthique bourgeoise de l'attachement au travail, de la sobriété, de l'économie et de la modération en toutes choses. Il n'est fait aucune allusion à la propriété. Ni les peintres ni les photographes ne s'y intéressent. En 1834, ni Barbizon, ni Grez-sur-Loing ne sont cités, Bougival fait simplement l'objet d'une mention, de même que Marly-le-Roi ou Orgeval. Les jolis villages ne

méritent pas de mention en 1834. En 1872 le guide Joanne⁹ attache plus d'importance aux promenades agréables, aux fraîches vallées et aux riants coteaux qu'aux villages.

« Vous tous donc qui désirez vraiment fortifier votre corps et votre esprit à l'air libre des champs ou des forêts vous n'avez que l'embarras du choix... Et tous ces paysages, toutes ces vallées, ces rivières, ces collines, tous ces monuments, toutes ces œuvres d'art, vous pouvez les voir tour à tour en une journée, grâce aux chemins de fer, sans être obligés de passer une seule nuit hors de ce Paris tour à tour si aimé et si maudit, dans lequel vous avez le bonheur et le malheur de vivre. »¹⁰

De telle sorte que les sources décrivant des formes d'appréciation esthétique des villages sont tout à fait rares au XIXe siècle. Dans la plupart des guides de voyage, les villages ne sont que de simples points sur la carte qui servent à faciliter la localisation de vues intéressantes qui s'offrent aux yeux des voyageurs sans même qu'ils aient à quitter la route.

« La route que nous suivons nous mène à Saint Brice, village presque entièrement composé de maisons de campagne, d'où l'on jouit d'une belle vue sur la forêt de Montmorency. De Saint-Brice à Noiselles, et de ce village à Beaumont, on traverse un pays riche et varié, en grande partie planté de vignes et d'arbres fruitiers. Après Beaumont, une belle rampe conduit au pont sur lequel on passe l'Oise ; puis on arrive en ligne droite et en plaine à Chambly ; joli bourg du département. Au-delà de ce bourg, le sol est peu fertile, mais la route est agréable par ses sites pittoresques. On passe ensuite à Puiseux, village situé dans un site frais et gracieux ; à Noailles, joli bourg proprement bâti en briques... »¹¹

Ni les peintres ni les photographes ne montrent beaucoup d'intérêt pour les villages.¹² Qui plus est les romanciers qui offrent des descriptions de la vie villageoise se montrent fort critiques de ce monde arriéré.¹³ Et pourtant à la fin du siècle il y eut un renouveau littéraire de l'attention pour la vie du monde rural dont on peut suivre la trace dans les publications de romans régionalistes dans la

7. Saint-Fargeau (sous la direction de Girault de), *Guide Pittoresque de la France*, 6 volumes contenant chacun la description complète d'un département par une société de gens de lettres, de géographes et d'artistes, Firmin-Didot, 1834.

8. *Ibid.*

9. Joanne, Adolphe, *Les environs de Paris illustrés*, 1872.

10. Joanne, Adolphe, *op. cit.* Introduction.

11. Saint-Fargeau, *op. cit.* Département de l'Oise, 1834. La description de Gerberoy dans le guide pittoresque de la France par Saint-Fargeau met l'accent sur le destin tragique du village au cours de l'histoire. Il prend note d'une agréable promenade autour des remparts. Il signale qu'il y avait 282 habitants.

12. Voir Gustave Le Gray & Carleton E. Watkins, photographies in *Pioneers of Landscape Photography*, photographs of the Getty collection, Malibu, Calif. 1993.

13. Voir par exemple Balzac, Honoré de, *Les Paysans*, 1844 ; Zola, Émile, *La Terre*, 1887 ; About, Edmond, *Le Progrès*, Paris 1864. Edmond About était entre autres choses le fondateur du Journal *Le XIXe siècle*.

Revue des Deux Mondes,¹⁴ à une époque de crise agricole qui imposait une migration des campagnes vers les villes. Cela affecta très fortement Gerberoy, un petit village à l'orée de la Normandie et du Bassin parisien.¹⁵

Les touristes avaient manifesté un intérêt pour la découverte de la nature, y voyant des lieux de ressourcement pour des citadins épuisés par les soucis de la vie urbaine. La découverte d'une nouvelle Arcadie dans les hautes vallées de Suisse¹⁶ avait suscité un goût du

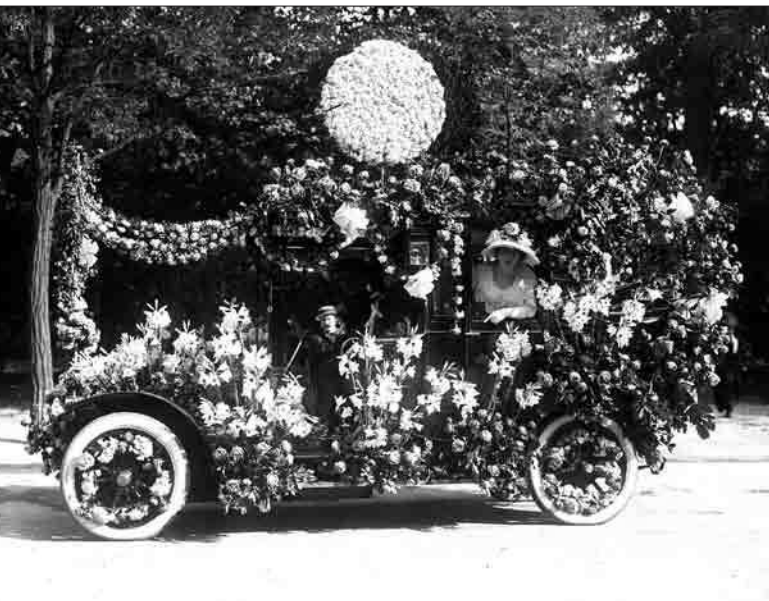
sont maigres et pâles ; leurs os sont saillants, et leurs grands traits tourmentés comme ceux de leurs montagnes. Une lutte éternelle contre le sol a rabougri les femmes comme les plantes ; elle leur a laissé dans le regard une vague expression de mélancolie et de réflexion. Ainsi les impressions incessantes du corps et de l'âme finissent par modeler le corps et l'âme ; la race façonne l'individu, le pays façonne la race. Un degré de chaleur dans l'air et d'inclinaison dans le sol est la cause première de nos facultés et de nos passions. »²⁰

On retrouve le même intérêt pour le primitivisme des campagnes dans les peintures de l'école du Pouldu, ou dans les photographies de Philippe Tassier, entre 1908 et 1912.²¹ Mais cette attention pour la vie et le monde rural ne conduisait à aucun intérêt particulier pour les villages eux-mêmes. Leur misère sordide les excluait de toute appréciation esthétique par le nombre croissant des touristes urbains.

La création du Touring-Club de France

En vérité les citadins étaient effarés par les conditions qu'ils devaient supporter en voyage. En 1890, un groupe de parisiens amateurs de bicyclette et de tourisme fondèrent le Touring-Club de France²² à l'initiative d'une association anglaise couronnée de succès, le *Cyclist's Touring Club*. Ils cherchaient à promouvoir le sport et le tourisme et à améliorer les bicyclettes et les routes de France. Ils commencèrent aussitôt à publier un bulletin mensuel qui décrivait des itinéraires pittoresques tout en accordant une attention critique à la qualité des surfaces des voiries.

Entre 1891 et 1895, ce sont les plaisirs de l'aventure et de l'exploit sportif qui étaient mis en avant plutôt que le plaisir esthétique. Après 1895, ayant introduit la pho-



Fête des fleurs en 1912.

Sublime qui pouvait être satisfait en escaladant des montagnes et des glaciers¹⁷, en se promenant le long des côtes pour admirer la mer¹⁸, en découvrant des grottes, des rochers, et des arbres centenaires dans les forêts, ou en recherchant des curiosités naturelles ou historiques.¹⁹ Les populations locales pouvaient contribuer à cet intérêt pour les temps primitifs dans la mesure où elles étaient censées avoir conservé sans altération les mœurs d'un autre âge, et quand leurs manières de vivre, leurs apparences, et leurs vêtements paraissaient exotiques.

Henri Taine a laissé un ouvrage où il raconte un voyage dans les Pyrénées en 1880 qui peut être pris comme un exemple des attitudes des citadins vis-à-vis des habitants des campagnes :

« Les Orsallais pourtant ont d'ordinaire une physionomie douce, intelligente et un peu triste. Le sol est trop pauvre pour donner à leur visage cette expression de vivacité impatiente et de verve spirituelle que le vin du Midi et la vie facile donnent à leurs voisins du Languedoc. Soixante lieues en voiture prouvent que le sol forme le type. Un peu plus haut, dans le Cantal, pays de châtaignes, où les gens s'emplissent d'une nourriture grossière, vous verrez des visages rougis d'un sang lourd et plantés d'une barbe épaisse, des corps charnus, fortement membrés, machines massives de travail. Ici les hommes

14. Voir Henry, Anne, *Proust et la Normandie*, in *Le Paysage Normand dans la littérature et l'art*, Centre d'art, d'esthétique et de littérature. PUF, 1980 ; p. 138.

15. Le Sidaner, Rémy, *Gerberoy, boulevard du Beauvaisis*, Rouen, 1985. Rémy Le Sidaner est le fils d'un peintre qui vint habiter à Gerberoy au début du siècle, dont on pense qu'il a pu contribuer à l'invention du personnage d'Elstir dans la Recherche du Temps perdu. Le mot boulevard est utilisé ici dans un sens archaïque, signifiant que Gerberoy est demeuré une défense du Beauvaisis.

16. Haller, Albrecht Von, *Les Alpes*, 1729, traduction dans le cours de langue allemande de Boudard, Paris. Corbin, Alain, *Le Territoire du vide : L'occident et le désir du rivage, 1750-1840*, Flammarion, Paris, 1988.

17. Joutard, Philippe, *L'invention de la Montagne*, Gallimard, 1986.

18. Corbin, Alain, *Le Territoire du vide : L'occident et le désir du rivage, 1750-1840*, op. cit.

19. Parisis, Jean-Louis, Péraldi, Michel, « La ligne bleue des Alpilles... Le mouvement excursionniste à Marseille (1870-1914) », in *Revue Recherches*, n° 45, *Tant qu'il y aura des arbres, pratiques et politiques de la nature 1870-1960*, Paris, 1981.

20. Taine, Henri, *Voyage aux Pyrénées*, Paris, Hachette, 1880. p. 205.

21. Veillard, Jean-Yves, *Moi Philippe Tassier, photographies de la Bretagne rêvée*, Rennes, éditions Apogée 1994.

22. La Revue du Touring-Club, *Un centenaire*, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, Mars 1938.

tographie dans leur publication, ils commencèrent à s'intéresser davantage à l'esthétique, à l'histoire et à l'archéologie. L'intérêt pour les idéaux sportifs marqua le pas. Au tout début ils faisaient de la publicité pour la bicyclette, puis ensuite ils en firent aussi pour l'automobile. Au début du XXe siècle ils avaient basculé entièrement dans le camp de l'automobile et ils avaient pris l'initiative de flécher quelques itinéraires avec l'aide des industriels de l'automobile et du pneu... Très vite cette association prit le relais de la Commission des monuments historiques qui avait été créée en 1838²³, et elle s'engagea dans un inventaire des monuments qui formaient le patrimoine du pays, car ils représentaient des trésors pour le tourisme. Elle acquit de la notoriété et parvint à faire voter une nouvelle loi de protection des monuments historiques le 31 décembre 1913. Il faut noter qu'à cette date cette organisation en dépit de son grand intérêt pour l'architecture ne considérait pas que des villages dans leur entier puissent faire partie du patrimoine artistique de la nation. Et pourtant, pour Gerberoy, en 1935, aux yeux du président du Touring-Club de France, cela semblait relever du bon sens général, après que ce village eut été décoré de fleurs par ses derniers conquérants.

Une discipline publique : les concours de fleurs

Le XVIIIe siècle avait créé les sociétés d'agriculture. Le XIXe siècle y a ajouté les sociétés d'horticulture. Dans le premier bulletin de la Société d'horticulture de Meaux en 1838, ses pères fondateurs membres de la bonne société locale, riches propriétaires, riches fermiers, officiers de justice et médecins exprimaient leur désir, non seulement de contribuer à la diffusion de connaissances utiles mais aussi de l'influence civilisatrice du jardinage dans les classes populaires qui avaient perdu leurs attaches avec la campagne et étaient promptes à l'émeute. Ils avaient pris pour devise « *Travail, Moralité, Patrie* » et attendaient de l'horticulture qu'elle « *modérât les passions violentes et développât les penchants doux et paisibles* ». ²⁴ Cette idée se retrouve partout et elle fut encouragée par Napoléon III. L'horticulture se développa et les publications se multiplièrent à partir du milieu du siècle, après la fameuse Exposition universelle de Paris en 1855. La Troisième République poursuivit dans la même voie. A partir de 1870, un souci d'hygiène croissant conduisit à recommander que les femmes créent des jardins autour de leur maison :

« Indice de la propreté de la maison, qui viennent remplacer avantageusement les tas de fumier et les ruisseaux de purin qui déshonorent les cours de fermes... » ²⁵

Les premiers enseignements d'horticulture à l'intention d'élèves d'écoles d'agriculture furent introduits en

1884.²⁶ Un journal, *Le Jardin, un journal d'horticulture en général*²⁷, fut créé en 1887. Les bienfaits de l'horticulture s'étendaient dès lors à toutes les couches de la société. On pouvait y lire que :

« Jamais à aucune époque le goût des fleurs, des plantes n'a été aussi général : elles président à toutes les cérémonies, elles sont de toutes nos fêtes, leur consommation a centuplé depuis vingt ans et leur culture industrielle est devenue une source de profits pour bien des régions autrefois déshéritées. » ²⁸

Le journal poursuivait par une description de l'influence bénéfique de l'horticulture sur les fermiers, qu'ils fussent riches ou pauvres :

« Et vous ne trouverez pas ces jolis jardinets, ces vergers, ces arbres en espalier seulement chez les cultivateurs aisés, vous les trouverez jusque chez les plus pauvres [...] Ceux qui les cultivent, ces jardinets, n'y puisent pas seulement un surcroît d'alimentation [...], ils n'y trouvent pas seulement une voie ouverte vers l'étude, vers le goût du beau, ils y trouvent la moralité... » ²⁹

La consommation ostentatoire de fleurs

Les concours de chars fleuris commencèrent à Nice en 1874 à l'initiative du directeur du journal *Le Monde élégant*.³⁰ La mode venait d'Italie. Dès les années soixante, il y avait des batailles de fleurs pendant le carnaval à Nice. Mais à partir de 1874 a lieu un défilé de magnifiques voitures fleuries sur un parcours de quatre kilomètres sur la Promenade des Anglais. Il y eut jusqu'à sept cents voitures engagées dans un seul concours. En 1904, on relève six concours dans l'année dont un pour les enfants, un pour les automobiles et un pour les bicyclettes entièrement décorées de fleurs bien entendu. Les spectateurs et les participants payaient un droit d'entrée et se fournissaient abondamment de petites fleurs qu'ils se lançaient

23. Cela fut préparé par une circulaire administrative en 1837, à la suite du décret gouvernemental qui avait créé le poste d'Inspecteur de Monuments Historiques en 1830. La première loi concernant les Monuments Historiques ne remonte qu'à 1887.

24. Maciet (Président de la société d'Horticulture de Meaux), in Premier Bulletin de la Société en 1844. Cité in Collette, Florence (Éd), *Le Temps des Jardins*, catalogue de l'exposition sur les jardins de Seine et Marne, Fontainebleau, Conseil Général de Seine et Marne, Comité départemental du Patrimoine, 1993. p. 405.

25. « Femmes au Jardin », in *Le Temps des Jardins*, op. cit.

26. 1874 : Création de l'école d'Horticulture de Versailles. 1884 : Création des premières écoles d'Agriculture qui comportaient un enseignement d'économie domestique traitant du jardinage.

27. *Le Jardin, journal d'horticulture générale*, Maison Godefroy-Lebeuf, Argenteuil, 1887. Citation extraite de l'introduction au premier numéro, du 5 mars 1887.

28. *Ibidem*.

29. Article par Eugène Noël, *ibidem*.

30. *La Revue du Touring-Club de France, Les Fêtes de Fleurs*, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1904.

les uns sur les autres.³¹ Les voitures les plus décorées pouvaient utiliser jusqu'à deux mille bouquets de violettes, de roses et de narcisses pour participer à ces « corso fleuri de gala »³² comme on les appelait. Cette mode se répandit dans les stations thermales de Luchon, Cauterets, Aix-les-Bains, Biarritz. Elle fit son apparition à Paris en 1903.³³ Bien qu'un défilé fleuri ait eu lieu dans l'aristocratie allée des Acacias³⁴ du Bois de Boulogne, il n'atteignit pas au faste des défilés de Nice. Trop de gens pouvaient y participer sans faire l'effort de décorer eux-mêmes leur voiture, se contentant de faire appel à un fleuriste qui pour une modique somme l'ornait de fleurs. En 1904, le défilé fut reconduit. Heureusement, apprend-on, les voitures automobiles à pétrole furent interdites dans le concours à cause de la terrible puanteur de l'essence, et seules les voitures électriques³⁵ furent autorisées.³⁶ Les marchands de fleurs vendaient des brassées d'œillets, de pyrèthreums, de pivoines, et de toutes sortes de petites fleurs permettant à chacun de prendre part à la bataille.

Les concours de fenêtres et de balcons fleuris

La passion des fleurs se répandit dans toutes les couches de la population parisienne, et après les autres grandes villes européennes, Paris vit s'organiser des concours de fenêtres et de balcons fleuris en 1904. Il y eut deux concours cette année-là.³⁷ Le premier était un étalage de consommation ostentatoire à l'égal des corsos de gala fleuris qui avait lieu en mai en même temps que le Grand

Prix de Paris. Des gens riches faisaient appel à des fleuristes pour faire décorer leur façade, leurs fenêtres, leurs balcons et leurs terrasses. Les grands magasins et les journaux en faisaient autant pour la façade de leurs bâtiments.

Le second était très différent : il concernait des efforts modestes de décoration avec des plantes destinées à y rester toute l'année, les bordures de fenêtres, de balcons et des toits. Une œuvre charitable, l'Œuvre Nouvelle, était à l'origine du concours. Elle distribuait gratuitement dans les écoles des plantes aux enfants des familles pauvres pour qu'ils décorent les façades de leur logement et qu'ils puissent vivre dans des conditions plus saines. Le premier concours fut considéré comme un grand succès : deux cent cinquante personnes y avaient participé. Ainsi les fleurs semblaient remplir une double fonction pour les classes supérieures : elles leur fournissaient un support de consommation ostentatoire pour elles-mêmes, et elles étaient un vecteur de discipline hygiénique à l'intention des classes pauvres. La petite bourgeoisie était invitée à venir admirer les plaisirs des classes supérieures pour un prix modique.

Les concours au service de l'hygiène

Les petits bourgeois ne pouvaient pas s'offrir le privilège de vacances luxueuses sur la Côte d'azur, mais à partir de 1860 ils avaient découvert l'utilité des trains pour quitter Paris³⁸, et certains avaient déjà acheté des maisons de vacances dans les environs.³⁹ Les artistes et les touristes semblaient se rendre mutuellement service.⁴⁰

31. Cet exemple aurait parfaitement convenu à la satire de la société de loisir de l'Amérique fin de siècle écrite en 1899 par Thorstein Veblen. Veblen (Thorstein) *The theory of the leisure class, with an introduction by Robert Lekachman*, Penguin Books, New York, 1986 voir le chapitre III, Le loisir ostentatoire, « Il a déjà été noté que le terme loisir tel qu'il est utilisé ici ne connote pas la paresse, ou le repos. Il connote la consommation non-productive du temps. Le temps est consommé non-productivement (1) au sens d'une dévalorisation du travail productif, et (2) en tant que démonstration de la capacité financière à s'accorder une vie oisive. » p. 43.

32. A l'origine c'étaient de grandes processions qui avaient lieu à Rome au temps du Carnaval.

33. Depuis, ces défilés fleuris sont devenus des éléments des traditions locales de diverses manières illustrant à la fois la migration des symboles et la réinterprétation du passé qui nous est donnée sous le nom de tradition. Ainsi dans un petit nombre de villages en Auvergne peut-on voir dit-on un défilé en l'honneur d'une vertueuse jeune fille le jour de la Saint-Médard. Il s'agit de la fameuse institution des Rosières qui repose sur un parallèle entre la floraison et la virginité. Pour le défilé un tracteur décoré de fleurs tire un char entièrement couvert de fleurs où des jeunes filles sont assises sous une large couronne faite de bouquets de fleurs blanches et roses. Malheureusement pour quelques touristes, cette tradition serait en voie de disparition du fait de la répugnance que montrent les jeunes filles des villages à faire étalage de leur virginité. *Guide des Plus Beaux Villages de France*. Paris, Sélection du Reader's digest, 1989. p. 32.

34. L'allée des Acacias au Bois de Boulogne était l'une des principales promenades de la bourgeoisie et de l'aristocratie Parisienne au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Les gens du monde se donnaient en spectacle tout au long de cette promenade qui commençait aux Champs-Élysées. On y faisait aussi des courses de bicyclettes.

35. Voir « Les véhicules électriques autonomes » In *La voiture, le cycle, l'automobile* dans la collection de *L'Illustration* consacrée aux transports terrestres. Après que le moteur à combustion l'ait emporté sur la machine à vapeur, un troisième type de moteur fut introduit. En 1842, un chercheur nommé Davidson présenta à Édimbourg une sorte de véhicule utilisant des piles comme sources d'énergie. Après l'invention de

l'accumulateur en 1860 les expériences se poursuivirent. Un ingénieur nommé Trouvé fut le premier à utiliser un moteur électrique sur un tricycle. Au cours des 15 années qui suivirent un certain nombre de tricycles, de bicyclettes, et de tandems électriques furent utilisés. Le premier essai de voiture électrique par Jeanteaud, en 1894 fut rapidement abandonné du fait de la faible durée de vie des batteries. L'utilisation de l'électricité pour les transports publics ne commença que 20 ans plus tard.

36. *La Revue du Touring-Club de France, La Fête des Fleurs de Paris*, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1904.

37. Rivoire, Philippe, *Fenêtres et Balcons Fleuris*, Causerie faite le 4 juin 1905 à la séance de la Société d'Horticulture pratique du Rhône, Paris, Librairie Horticole, rue de Grenelle, 1905.

38. Zola, Émile, *Aux Champs*, La Rochelle, édition Rumeurs des Auges, 1994 (Une collation de textes publiés par *Le Figaro* en 1880 et 1881.)

39. Daly (Charles), *L'architecture privée au XIXe siècle sous Napoléon III : nouvelles maisons de Paris et des environs*, 3 vol. Paris, 1864-1872. Ces ouvrages témoignent de la croissance des résidences secondaires autour de Paris au second empire.

40. Les bourgeois qui ne pouvaient pas s'offrir le luxe de fuir la vie de la cité, trouvait une consolation en regardant des peintures pastorales de la campagne autour de la capitale où ils rêvaient d'une vie longue et paisible. Voir Edmond About, *Salon de 1864*, Paris (n. d.) p. 87 cité par Grad, Bonnie and Riggs, Timothy A., *Visions of City and Country, Prints and Photographs of Nineteenth Century France*, op. cit. p. 148 « M. Daubigny me transporte si facilement, et pour mon plus grand bonheur, chaque fois que je m'arrête devant une de ses toiles. On peut voyager avec plaisir dans celle-ci, sur la rive de cette eau fraîche, où les vaches viennent se baigner le soir. La nuit tombe, les grives font entendre leur dernier appel, le rossignol chante... » Évidemment on reconnaît là une imitation par Edmond About de la « Promenade Vernet » de Diderot, mais il n'eût pas été tenté de se livrer à cette facilité s'il n'avait pas eu de bonnes raisons de penser que ses lecteurs y réagiraient favorablement, en reconnaissant qu'ils éprouvaient précisément ces mêmes émotions devant les peintures de Daubigny.



Gerberoy (Oise), une des rues du village.

Les peintres s'attachaient à peindre les lieux recherchés par les touristes⁴¹ et les touristes prenaient plaisir à visiter les lieux auxquels s'attachaient les artistes.⁴² Bien entendu cela permettait à certains artistes de vendre leur production. Comme le voyage était rendu difficile par les mauvaises conditions d'hygiène dans la plupart des hôtels, le Touring-Club avait organisé un premier concours entre les hôtels qui avait remporté un grand succès. Malheureusement les gares étaient fort déplaisantes. Ce n'était pas faute d'être fréquentées. En 1868, Courbet avait proposé par dérision qu'on y accrochât des œuvres d'art sur les murs afin que les gens qui n'avaient plus le temps d'aller dans les musées puissent être éduqués dans ces nouveaux temples de l'art.⁴³ Un an plus tard, Édouard André avait suggéré l'établissement de jardins près des gares.⁴⁴ A la vérité, les salles d'attente étaient lugubres et les gares du réseau Freycinet⁴⁵ qui s'élevaient dans les campagnes profondes étaient loin d'être propres. De nombreuses voix s'élevaient pour s'en plaindre dans le bulletin du Touring-Club de France. Cela décida le Touring-Club à lancer, en 1909, un concours entre les chefs de gare, les invitant à décorer leurs gares de fleurs. L'initiative fut saluée et approuvée par *Le Figaro* en ces termes :

«Jusqu'à présent on pouvait dire "laid comme une gare". Une gare n'était d'ordinaire que deux quais, une horloge et un chariot à bagages. C'était sec comme un règlement et précis comme un horaire. Les gares, c'étaient jusqu'à ce jour les tares les plus humiliantes du plus joli parcours, c'étaient les points où la plus jolie campagne devenait atroce, c'étaient le déshonneur des plus ravissantes contrées !»⁴⁶

L'article poursuivait en expliquant qu'un tel effort pour décorer de fleurs leurs gares serait à l'avantage écono-

mique des villes car il y encouragerait la venue de touristes. Les chefs de gare étaient invités à planter des arbres, des arbustes et des fleurs et à améliorer l'hygiène et la propreté des lieux sans engager de construction particulière. Des maisons d'horticulture comme Truffaut, Vilmorin et Clause participèrent en fournissant des plantes à prix réduit.

Cette campagne fut un succès si l'on s'en tient aux expressions d'autosatisfaction des comptes rendus dans le bulletin du Touring-Club de France. Cela incita les chefs de gare à nettoyer leurs gares et à y planter des arbres et des arbustes à fleurs. Par ailleurs cette campagne reçut l'appui des grandes compagnies de chemin de fer qui soulignèrent à l'occasion qu'elles avaient déjà créé de nombreux jardins autour des gares dans les grandes villes et dans les stations de villégiature.⁴⁷ Le Touring-Club de France poursuivait une politique systématique de développement culturel, et fit savoir qu'une fois les gares améliorées, il porterait son attention sur les villages. En 1919, juste après la guerre, un article du bulletin annonça le nouveau concours pour les « Villages coquets » qui devait être lancé pour rendre les villages plus propres et plus salubres.⁴⁸

41. On peut en prendre à témoin par exemple la vogue des séjours sur la côte Normande parmi les peintres de l'époque, ou celle des excursions dans les guinguettes le long de la Marne.

42. Barron, Louis, *Les environs de Paris*, 1882, p. 582. « Une colonie de peintres, encore peu nombreuse mais grandissante, anime pendant la belle saison ce coin de nature d'une si douce tonalité. Un maître, Karl Daubigny, a son atelier au village d'Auvers (sur Oise). Les artistes de son école ou de son goût fréquentent, près du Railway, une auberge qu'ils ont décorée d'une multitude d'esquisses prises sur le vif, d'ébauches, de pochades pleines de verve et d'esprit. » On en trouverait un autre exemple dans la description de Barbizon dans le guide Joanne, Paul, de 1907.

43. Baudry, Étienne, *Le camp des Bourgeois*, Paris, 1868, illustrations de Courbet.

44. André, Édouard, *L'Art des Jardins : traité de composition des parcs et jardins*, Paris, 1879.

45. « Sous la pression des populations impatientes de jouir des avantages du rail, l'État intervint en 1859, pour garantir aux grands réseaux un revenu à leurs dépenses et en 1865 pour favoriser par des subventions la création, à côté des « lignes d'intérêt général », de « lignes d'intérêt local » destinées à relier à ces grandes lignes les localités secondaires. Ainsi se constitua en quelque sorte la « vicinalité » du chemin de fer. Mais beaucoup de ces voies secondaires n'étaient pas viables et durent être absorbées par les grands réseaux qui peu à peu finirent par bénéficier d'un monopole de fait. En 1887, nouvelle tentative de l'État pour développer les chemins de fer. Monsieur de Freycinet, ministre des Travaux publics, fit adopter son plan qui consistait à créer en dix ans près de 16 000 kilomètres de voies ferrées nouvelles : l'État prenait à sa charge la construction de ces voies. Mais elles n'étaient encore que des « lignes électorales » ne correspondant pas à des courants de trafic bien établis. [...] La France se trouva peu à peu, par rapport à l'Europe suréquipée en voies ferrées eu égard à sa population. [...] C'était alors le triomphe du tortillard. » In « Les chemins de Fer » – In *L'histoire de la locomotion terrestre*, Paris, L'illustration, 1935.

46. Zamacoïs, Michel, « Les gares fleuries », in *Le Figaro*, 26 mai 1910.

47. *La Revue du Touring-Club de France*, La gare fleurie, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1910.

48. *La Revue du Touring-Club de France*, Concours du Village Coquet, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1919.

Le concours pour les « Villages coquets »

La propreté et l'hygiène avaient été au cœur de la stratégie de fleurissement des gares. Ceci fut affirmé avec encore plus de force quand il fut question de fleurir les villages. L'article annonçant le concours des villages coquets s'ouvrait sur une mémorable description des villages qui ne faisait pas une large place aux qualités pittoresques des lieux sordides :

« Le voyageur qui vient de traverser un de nos riants paysages de France, lorsqu'il arrive dans un village ou dans une ville, est souvent désagréablement impressionné par la malpropreté qui y règne : la route, la rue sont couvertes de boue ou de poussière, où sont mélangés des débris de toutes sortes ; çà et là, on rencontre des flaques d'eau sale, refuge des larves de moustiques qui, à leur éclosion, pourront être les propagateurs de la malaria ; le long des maisons sont entassés des fumiers d'où sortent au printemps des essaims de mouches qui transportent les germes de diverses maladies ; les maisons sont mal tenues, les façades en sont sales, les seuils ne sont pas balayés, les vitres ne sont pas nettoyées, l'habitation paraît misérable ; tous ces indices permettent de supposer, non sans raison le plus souvent, que l'intérieur participe à la saleté générale, au grand détriment de la santé des habitants. »⁴⁹

Le Touring-Club de France, exprimant une impatience certaine devant la mollesse avec laquelle le gouvernement faisait appliquer la loi du 10 Février 1902 qui devait rendre obligatoires des conditions de salubrité dans tous les établissements humains⁵⁰, poursuivait clairement une politique destinée à introduire une discipline générale dans la population des villages, parmi les employés du service public et jusqu'aux responsables élus des villages. Il fut demandé aux jurys de tenir compte de l'apparence générale des villages et de celle de leurs équipements publics. Le jury devait s'intéresser aux bâtiments publics tels que les postes, les églises, les hôtels, les restaurants, les cafés ou mêmes les hôtels de ville susceptibles d'être visités par les touristes. Mais il devait aussi s'attacher à la propreté des tribunaux, des salles des fêtes et des écoles. On note d'ailleurs qu'un accent particulier fut mis sur l'amélioration des écoles dans les comptes rendus du Touring-Club de France. Il est clair qu'on attendait qu'un effort d'amélioration de la propreté de l'espace public entraînant de meilleures conditions d'hygiène dans les maisons, dans les équipements publics autant que dans les espaces publics des villages.⁵¹ La mise en œuvre du premier concours fut testée sur un unique itinéraire de Paris à Aurillac qui traversait une sélection de cinquante-neuf villages de moins de trois mille habitants qui furent invités à prendre part au concours. Des récompenses financières qui devaient se répéter trois ans de suite étaient attribuées aux élus des villages afin qu'ils distribuent des prix aux habitants qui avaient contribué à une amélioration significative et durable de l'aspect du village en

décorant leur maison. Dix-neuf villages furent primés en 1919. La deuxième année, le jury revint sur les sites primés l'année précédente et abaissa la prime d'un village où des tas de fumier étaient réapparus devant quelques maisons.⁵²



Ruelle Saint-Amand, Gerberoy, juillet 1996.

Ces concours furent considérés comme des succès par le Touring-Club de France, et ils furent ouverts à de nouveaux itinéraires chaque année. Chaque année, le Touring-Club de France publiait un récit des visites faites après la première, la deuxième et la troisième année dans chaque village primé, avec une liste des villages et le montant des primes qu'ils avaient reçues. Les premiers rapports se consacraient essentiellement à l'exposé des raisons pour

49. *Ibid.*

50. L'idéal pour le touriste, serait de rencontrer partout des conditions hygiéniques : bonne qualité des eaux, éloignement des habitations de tous les résidus organiques qui, non seulement sont malodorants, mais qui peuvent être la cause du développement de maladies épidémiques, etc. On sait que rarement ces conditions se trouvent réunies. La loi sur la santé publique du 10 février 1902 avait pour but d'obtenir que dans un délai déterminé toutes les localités de France fussent irréprochables à ce point de vue. Malheureusement, pour des raisons qu'il serait sans intérêt de développer, sauf dans quelques grandes villes, cette loi ne fut pas appliquée ou ne le fut que très imparfaitement. In *La Revue du Touring-Club de France*, Le concours du Village Coquet, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris. 1920-1921. La même impatience vis-à-vis du manque d'attention accordé aux conditions d'hygiène dans les villages fut exprimée à plusieurs reprises dans des articles publiés par le TCF au cours des années suivantes : « Me serait-il permis de dire [...] qu'un peu plus de fermeté de la part de l'administration seconderait considérablement les efforts du Touring-Club de France en matière de propreté des communes tout au moins, car la coquetterie ne peut s'imposer à coup sûr et doit être obtenue par l'exemple et la persuasion. » *La Revue du Touring-Club de France*, Concours du Village Coquet, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1926

51. *La Revue du Touring-Club de France*, Le concours du Village Coquet, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1920-1921

52. *La Revue du Touring-Club de France*, Concours du Village Coquet, route de Paris à Aurillac, 2e année, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1920-1921.

lesquelles il fallait améliorer la salubrité publique, mais dès 1924 le compte-rendu d'un jury qui visitait pour la deuxième année des villages primés dans le Jura accordait plus d'attention au pittoresque et aux vieilles maisons qu'à la seule propreté. En traversant Ornans qui était sur la route l'auteur notait :

«Ornans, on le sait, est la patrie de Courbet, dont le pinceau a rendu célèbres ses paysages et ses rochers qui constituent en quelque sorte le type parfait de la montagne jurassique».⁵³

Les villages devenaient susceptibles d'appréciation esthétique au même titre que la campagne. Le fait d'être la patrie d'un peintre célèbre donne à ce lieu une identité particulière selon un topos qui remonte à Virgile⁵⁴, cela attire l'attention sur la campagne où il se trouve et dont il apparaît comme le symbole, et cela appelle de nouvelles interprétations géographiques, géologiques, paléontologiques. D'ailleurs, cet article est illustré par une photographie des sources de la Loue par un membre du Touring-Club, manifestant un bel exemple d'appropriation symbolique par le photographe de l'attitude du peintre vis-à-vis du paysage. Il se poursuit en accordant une attention particulière à une formation géographique de cañon près de Baumes-les-Messieurs, à l'intérêt géologique des sources de la Lison, à l'industrie horlogère de Morteau et au vin du village d'Arbois, qui peut se vanter aussi d'être la patrie de Pasteur ; et enfin il est évidemment saturé des souvenirs émus de repas splendides dans des restaurants de campagne, comme il convient à tout voyage en automobile. Tout ceci mérite attention car on voit apparaître de nouvelles attitudes au nom desquelles les villages se voient reconnaître une valeur symbolique comme patrie d'un éminent citadin, ou comme l'essence incarnée d'une campagne offerte à la jouissance esthétique des riches habitants des villes.

Mais cela n'empêchait pas qu'une attention particulière soit toujours accordée aux plantations. En 1924, il est fait une mention spéciale d'un maître d'école à Breteil, Ille-et-Vilaine.⁵⁵ Il avait planté tout autour de son école des lauriers, des rosiers et des hortensias qui sont devenus (ces derniers) un trait caractéristique des écoles de tout le nord de la Bretagne. Un autre type d'émulation fut relevé en 1926 à Daoulas⁵⁶ dans le Sud-Finistère. Toutes les maisons y avaient été blanchies à la chaux l'une après l'autre, les volets avaient été peints à neuf, les trottoirs nettoyés et des bacs à fleurs avaient été accrochés sous les fenêtres de la mairie.

Des « villages coquets » aux « villages fleuris »

Le Touring-Club de France était heureux de pouvoir publier une décision municipale prise par la mairie du village pittoresque de Beaulieu-sur-Dordogne en 1949 dans laquelle il appelait tous les citoyens à contribuer à l'em-

bellissement du village.⁵⁷ Il avait envoyé un long texte à tous les habitants qui se terminait par ces mots :

«L'amour de la petite patrie, le désir de concourir à son prestige, à son renom, comme à l'accroissement de sa prospérité, suffiront pour orienter fructueusement tous les esprits et diriger les consciences vers la recherche du bien public».⁵⁸

L'année suivante, en 1950, le Touring-Club engagea une coopération avec le journal d'horticulture *Rustica* et l'Association des horticulteurs afin de créer un concours analogue sur un itinéraire en boucle de Paris à Paris en passant par Chartres, Angers, Tours, Orléans. Il fut baptisé le concours des «routes fleuries».⁵⁹ Il convient de noter que les concours des «villages coquets» furent interrompus en 1939 et que le nom de ce concours ne réapparut plus dans le bulletin du Touring-Club de France. Un nouveau concours fut créé sous le nom fort instructif de «concours pour la propreté et la beauté de nos villages» qui semble établir une conscience claire du lien entre les attitudes hygiéniques et les attitudes esthétiques à l'égard des villages. Il dura de 1947 à 1949. L'expression «village fleuri» semble dater de 1950 lorsqu'elle fut utilisée au cours des campagnes des «routes fleuries» et «fleurir la France». Celles-ci furent suivies quelques années plus tard par une initiative qui avait été suggérée à Robert Buron, le ministre des Transports, des Travaux publics et du Tourisme, qui chargea en 1959 le commissariat au Tourisme de lancer dix concours nationaux destinés à fleurir les villes, les villages, les maisons particulières, les fermes, les gares de chemin de fer, les postes des douanes aux frontières et les stations services. Les maires pouvaient inscrire leur ville ou leur village au concours en s'inscrivant à la préfecture. Le fleurissement faisant enfin son entrée dans l'administration publique après qu'il eut provoqué un changement général des attitudes de la population vis-à-vis de la propreté de l'environnement. En 1960 d'après les statistiques officielles soixante mille personnes privées s'inscrivirent au concours, ainsi que deux mille communes, mille six cents fermes, mille stations de chemin de fer, quatre-vingts postes de douane et trois mille cinq cents stations services.⁶⁰ Le Touring-Club de France pouvait alors déclarer :

53. *La Revue du Touring-Club de France*, Concours du Village Coquet, Jura, 2e année, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1924.

54. Virgile, le poète de Mantoue.

55. *La Revue du Touring-Club de France*, Concours du Village Coquet, Bretagne 3e année, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1924.

56. *La Revue du Touring-Club de France*, Concours du Village Coquet, 65 Avenue de la Grande Armée, Paris, 1926.

57. *La Revue du Touring-Club de France*, Concours du Village Coquet, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1924.

58. Souligné dans le texte.

59. *La Revue du Touring-Club de France*, «La route fleurie en 1950», 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1950.

60. *La Revue du Touring-Club de France*, «Fleurir la France», 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1961.

« Le goût des fleurs est intensément présent dans tout le pays. Le mouvement que nous avons nous-mêmes créé, il y a dix ans et davantage, prend une ampleur qui donne aujourd'hui les plus grandes satisfactions et autorise les plus grandes espérances ».

Il est un tant soi peu surprenant de s'apercevoir que la mémoire de cinquante ans d'efforts accomplis au cours du développement de concours de fleurs dans le but d'introduire des disciplines hygiéniques fut aussi brumeuse. Les fleurs y étaient devenues en elles-mêmes sources de plaisir esthétique et elles contribuaient à transformer l'environnement bâti en spectacles pittoresques. L'administration d'État poursuivit son œuvre, et vingt ans plus tard, en 1980, cinq mille huit cent dix communes s'étaient inscrites au concours et cent cinquante huit furent désignées comme ville ou comme village fleuri. D'ailleurs, depuis 1970 l'organisation de concours de villes fleuries participe à la construction européenne, les villes anglaises et belges concourent avec les villes françaises.⁶¹

La ré-invention urbaine des villages à Gerberoy

Tandis que les progrès de l'horticulture diffusaient dans les villages et les villages des disciplines hygiénistes en transformant de vulgaires constructions en sites pittoresques, des citadins commencèrent à insuffler une vie nouvelle dans certains des villages presque désertés qui entouraient les grandes villes.

Gerberoy fournit un exemple parlant. Il est situé à environ onze kilomètres de Gournay dans le canton de Songeons, dans l'Oise. Il se trouve au sommet d'une colline sur les vestiges d'une très vieille ville. Il n'avait que quatre-vingt-seize habitants en 1934.⁶² Il avait été fortifié et la tradition locale remémore l'époque où il fut assiégé par Guillaume le Conquérant en 1079, et en 1150 par Henri II Plantagenêt qui en détruisit les murs, relevés ensuite par Philippe-Auguste... Il avait changé de mains plusieurs fois pendant les guerres de religion jusqu'à ce que Henri IV qui l'avait conquis fit démonter ses remparts en 1592. Dès 1890 la plupart des maisons avaient été abandonnées et les familles étaient parties s'installer à Songeons, dans la vallée.⁶³ Environ dix ans plus tard, Le Sidaner, un peintre à succès qui sut saisir le goût de certains collectionneurs d'œuvres d'art et des conservateurs de musée⁶⁴, décida de se trouver un lieu de retraite où se reposer de l'agitation de la ville de Versailles. Un de ses amis, un sculpteur vivant à Beauvais, lui signala Gerberoy. Il visita l'endroit et y emménagea dans une vieille maison qu'il avait louée entre l'église et les murailles en ruine en 1902.⁶⁵ Il l'acheta en 1904 et commença à y faire un jardin dans l'esprit de ceux de Gertrude Jekyll. Quelques années plus tard, après une visite aux îles Borromées, il décida d'utiliser les effondrements de terrain du fossé au pied des remparts pour créer un jardin en terrasse en miniature en le plantant avec

une profusion de rosiers afin d'en faire un jardin rose et blanc. D'autres citadins s'achetèrent également des maisons dans le village à cette époque, et ils s'unirent pour lutter contre la décision du maire de couper les ormes qui bordaient la promenade tout autour du village.⁶⁶ D'autres artistes furent appelés à l'aide dans cette entreprise. Le langage utilisé pour parler des villages est alors tout à fait nouveau.

« La destruction de ces arbres revient à retirer son plus grand charme à ce petit pays ; c'est lui voler sa couronne. A une époque où la préservation des beautés et du caractère du sol national est demandée, ici on s'apprête à priver l'un des coins les plus pittoresques du Beauvaisis de son joyau le plus précieux. »⁶⁷

Le Touring-Club de France écrivit directement au maire :

« De telles ruines pittoresques qui rendent jaloux les étrangers, et des promenades telles que celle que vous possédez sont un tribut à la gloire de notre pays et une plume à son chapeau. »⁶⁸

En vain. Les arbres furent coupés, mais replantés par Le Sidaner et les citadins du village qui plantèrent d'arbres quelques autres promenades des environs. En 1909 Le Sidaner éprouve le besoin de créer la « Société des amis de Gerberoy » afin d'en assurer la conservation historique. D'une manière qui demeure inexpliquée, ils obtinrent l'aide financière du Touring-Club de France pour la réhabilitation du village comme s'il avait été en lui-même un monument historique. Les murs de la ville furent réparés, ainsi que quelques maisons. Ils commencèrent à planter des rosiers dans les rues, à l'entrée de chaque maison et de chaque bâtiment public. Les initia-

61. *La Revue du Touring-Club de France*, « Fleurir la France », 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1961

62. Collinet, Paul, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, « Une petite ville dans les roses : Gerberoy », in *La Revue du Touring-Club de France*, 65, avenue de la Grande-Armée, Paris, 1934

63. Le Sidaner, Rémy, *Gerberoy, boulevard du Beauvaisis*, op. cit. p. 103. Les villages de la vallée du Thérain furent abandonnés par les industries locales incapables de soutenir la compétition des industries parisiennes. De plus il semble que l'existence du chemin de fer facilita l'exode des familles vers Paris.

64. A l'heure actuelle on peut admirer 79 de ces peintures dans des musées français, et 76 dans des musées étrangers. Un musée hollandais en détient 12. Les musées qui en possèdent le plus grand nombre ensuite sont une galerie d'art à Glasgow, qui possède trois tableaux, et le musée des Beaux-Arts à Buenos Aires qui en possède également trois.

65. Musée Marmottan, *Henri Le Sidaner, 1862-1939*, 2, rue Louis Boilly, Paris 1989.

66. Le Sidaner, Rémy, *Gerberoy, boulevard du Beauvaisis*, op. cit. p. III. Lettre de protestation par Le Sidaner et quelque habitants temporaires de Gerberoy ainsi que quelques membres de sociétés artistiques de Paris, tels qu'Henri Martin, un auteur qui écrivait dans *l'Illustration*, Auguste Delaherche, un céramiste, et Camille Mauclair, un poète et écrivain.

67. *Ibidem*. Extrait de la lettre au préfet de Beauvais

68. Extrait de la lettre du président du Touring-Club au maire de Gerberoy, le 19 novembre 1904.

tives des habitants ont fait depuis de ses ruelles des allées de cottage anglais décorées de plantes grimpantes et de fleurs décoratives. De plus une fête des roses fut organisée chaque année. La poésie, la musique et les arts y



Le Sidaner, « La table ».

étaient célébrés ; les jardins ouverts à tous, et les autorités locales y côtoyaient ce jour-là les artistes amis de Le Sidaner, les membres du Touring-Club et d'autres personnalités de la société parisienne, membres de sociétés telles que Les amis des jardins, l'Académie de Versailles, les Rosalies de Paris, la Betterave, le Club alpin, les Amis des cathédrales... En 1938, Gerberoy reçut le prix des « villages coquets » dans le concours ouvert pour la région. Le Sidaner mourut l'année suivante. A présent le village reste conforme à l'image de cette époque. Cela y fait venir de nombreux touristes, mettant à nu le paradoxe central des villages transformés en paysages ruraux pour touristes.

La vision de la solitude villageoise par un peintre

Le Sidaner avait utilisé Gerberoy comme une source majeure d'inspiration pour ses peintures qui se vendaient bien à Paris, Londres, New York, Pittsburgh et Chicago pour ne mentionner que quelques villes où ses œuvres étaient appréciées. Il utilisa une partie de l'agent qu'il gagnait pour améliorer son domaine à Gerberoy et pour planter les routes avoisinantes. Sa peinture témoigne de son effort pour créer un village poétique.

Il avait découvert un style de peinture poétique en visitant Bruges et Venise ; et il avait saisi quelque chose de la mélancolie d'une grandeur passée dans ses peintures de Versailles enveloppée de brumes. Gerberoy lui offrait le site parfait pour le déploiement d'un épicu-

risme bourgeois. Il a peint essentiellement des scènes de jardins et quelques rues du village depuis ses fenêtres. Ce ne sont pas des images tristes. Tout au contraire, quelle que soit l'heure du jour, l'aspect de technique pointilliste qu'il utilise leur donne un charme particulier. Ses images sont *chic* et *blasé*. Elles sont comme l'éloge d'un plaisir personnel tiré de l'appréciation esthétique des aspects civilisés du monde. Elles offrent au propriétaire de ces peintures une image de la transmutation de la vie bourgeoise en une sorte de simplicité populaire en affirmant que l'environnement de village est une source de jouvence, une source de plaisirs simples. Cette version bourgeoise de l'arcadie est fascinante pour des regards contemporains.⁶⁹ Elle n'exige aucune allusion savante à l'antiquité classique. Au lieu de cela elle transforme des bâtiments ruraux qui ne sont plus défigurés par la présence humaine de leurs utilisateurs en des lieux mythiques. L'absence des habitants ruraux maintient les questions économiques à distance et introduit à une rêverie de plaisirs bourgeois en habit de campagne. La peinture en donne une image insurpassable. Dans la vie ordinaire des villages on peut transformer les rues en ruelles de décors préraphaélites pour honorer ces idéaux. Des citadins fortunés, pour la plupart des intellectuels et quelques vedettes du show-biz, qui connaissent ces peintures, tirent quelque plaisir de pouvoir habiter un lieu dont le génie fut honoré par Le Sidaner. Les touristes, par contre, en sont pour la plupart tout à fait ignorants. Mais l'aménagement paysager de l'espace public en attire par douzaines, venus à la recherche d'un lieu dont les apparences confirment l'authenticité, découverte et légitimée par un artiste qu'ils n'ont pas besoin de connaître. Ironiquement, le grand nombre des visiteurs ruine la tranquillité de l'endroit, en même temps qu'il contribue à en élargir la renommée. Certains propriétaires l'ont quitté, mais sa réputation a suffi à attirer de nouvelles élites parisiennes pour les remplacer.

Les villages comme paysages post-modernes

Il est difficile de savoir s'il y a jamais eu un paysage moderne, au sens où il y a eu une architecture moderne au XXe siècle, mais les villages semblent offrir un exemple paradigmatique de paysage post-moderne. De nombreux villages ont été sauvés de l'oubli par des créateurs culturels, comme Le Sidaner à Gerberoy. Toutefois, ces pères

69. On peut dire que de telles attitudes, qui conduisent à regarder les campagnes autour des villes comme si elles étaient des paysages, prolongeaient sur un mode nouveau la tradition classique de la pastorale qui s'étend de Théocrite à madame Deshoulières et aux bergerades du XVIIIe siècle. Elles connurent une renaissance à Barbizon après la visite de Théodore Rousseau dans les années 1820, et l'arrivée d'un groupe d'artistes parisiens, venus sur les traces de Jean-François Millet, quand se déclara l'épidémie de choléra à Paris en 1849. Se reporter à Grad, Bonnie L., and Riggs, Timothy A., *Visions of City & Country, Prints and photographs of Nineteenth Century France*, op. cit. p. 136.

fondateurs⁷⁰ sont tous différents les uns des autres. Ils ont en commun d'offrir, à des touristes appartenant à des sociétés de masse, des emblèmes achevés de réussites individuelles ancrées dans une manière de vivre idiosyncrétique et dans l'appropriation d'un lieu dont ils ont su redécouvrir l'identité.⁷¹ Ces hauts-lieux villageois partagent un certain nombre de caractères propres. Ils sont petits, et leurs maisons sont modestement blotties les unes contre les autres le long de rues étroites où les signes de l'âge et de l'usure du temps rendent les traits d'expression régionale clairement reconnaissables. Ils manifestent le goût partagé par leurs résidents pour les détails d'architecture, et pour les traditions locales de construction, tout autant que leur attention pour les fleurs et pour la propreté, de telle sorte que, dans leur ensemble, ils offrent un visage emblématique de leurs régions au regard ébloui des touristes qui les visitent. Mais surtout, au-delà de ce que découvre le regard, ils invitent, à l'égal des anciens palimpsestes, à en déchiffrer les multiples niveaux d'écriture.⁷² Les guides touristiques, comme à l'ordinaire, fournissent, au touriste ignorant, l'introduction à ces recherches, en même temps que leurs résultats. Un récit, chargé de la valeur fondatrice des mythes, qui rend compte de la vie d'un petit nombre de personnes, célèbres ou non, venues habiter ce village, révèle les multiples facettes de la personnalité du lieu. Il livre un point de vue à partir duquel la vie de la société peut être saisie toute entière, comprise comme un monde en soi, où le travail, la religion, la vie de famille et la production du paysage de la campagne et du village peuvent être vus comme un tout. Ce monde perdu peut être retrouvé par une appréciation esthétique patiente, par une sorte de dégustation oisive. Chacun peut, porté sur les ailes du rêve, découvrir le village à l'instar des artistes qui en furent les pères fondateurs. Ainsi donc la plus grande variété des modes de découverte esthétique semble autorisée, permettant à chacun d'ouvrir sa propre trace d'exploration, sans pour autant risquer de se perdre au-delà du domaine bien balisé

des modèles post-modernes de la culture de masse. Nous assistons à l'assomption d'une culture qui reconnaît dans les villages une partie de notre patrimoine culturel. Les milliers de villages coquets que la discipline hygiénique promue par le Touring-Club de France a transformés en villages fleuris attendent les inventeurs qui en feront des emblèmes du triomphe de l'individualité.

Michel Conan, Juliette Favaron

70. On pourrait en signaler un certain nombre qui sont indiqués aux touristes dans des guides touristiques qui invitent à une appréciation esthétique des villages : Gretz sur Loing avec Carl Larsson, Barbizon et les villages des environs (Marlotte, Fleury en Bière, Milly la Forêt...) avec J. B. Millet, Diaz de la Pena, Théodore Rousseau... ; Yerres avec Gustave Caillebotte, Giverny avec Claude Monet, Varengeville/mer avec Lutyens, un architecte, et Gertrude Jekyll, la célèbre créatrice de jardins avec qui il travaillait...

71. *Le Guide des Plus Beaux Villages de France*, publié en 1989 par Sélection du Reader's Digest offre une liste de villages remarquables décrits par des écrivains, dont un certain nombre sont célèbres alors que d'autres demeurent quelque peu dans l'obscurité : Locronan peut se réclamer de Pierre Jakez-Helias ; Varengeville-sur-Mer, de Michel Ciry ; Othis, de Marc Blancpain ; Baume-les-Messieurs, de Pierre Gascar ; Sacy, de Jacques Lacarrière... D'autres peuvent se réclamer d'un ou même de plusieurs peintres. Il en va ainsi à Barbizon, à Giverny, à Grez-sur-Loing, et à Auvers-sur-Oise ; ou encore ils peuvent avoir plusieurs habitants qui se sont rendus célèbres par la manière dont ils ont offert des modèles nouveaux d'appréciation esthétique du lieu.

72. Tel est le cas de Varengeville où l'écrivain Michel Ciry rappelle au visiteur dans une prose emphatique, que François 1^{er} a eu plaisir à y séjourner, et que dans le cimetière on peut se recueillir sur la tombe du musicien Albert Roussel, ou sur celle du peintre Georges Braque : « En ce haut lieu d'un repos sans fin d'éminentes présences se trouvent mêlées à l'honorable tout-venant des trépassés du cru dont le destin fut modeste », (*Guide des Plus Beaux Villages de France*, op. cit.) et il poursuit par l'éloge de deux amateurs de jardins qui vivent à Varengeville, Madame Mary Mallet, et la princesse Georges Sturdza. D'autres villages n'ont pas le bonheur de disposer d'un héros de la culture savante issu de la société de loisir, mais ils offrent au visiteur la possibilité de parvenir à une compréhension plus profonde du monde. Ainsi, à Wy-dit-Joli-Village, celui-ci peut-il, en parcourant le musée des outils et de la ferronnerie, découvrir tous les outils qui étaient utilisés par les artisans locaux avant qu'ils ne disparaissent. Il peut même s'acheter la copie d'une houe authentique, ce qui lui procurera des plaisirs esthétiques encore plus profonds qu'à l'ordinaire en débarrassant son jardin de ses mauvaises herbes.

> **Michel Conan** est directeur de recherches en sociologie au Centre scientifique et technique du bâtiment et professeur d'histoire des jardins au DEA « Jardins, paysages et territoires » commun à l'École d'architecture de Paris-La Villette et à l'École des hautes études en sciences sociales. Il a été à l'origine d'un regain d'intérêt pour l'histoire des jardins et de l'architecture du paysage en France dans les années 70 en présentant une série de rééditions concernant tout d'abord La composition des paysages, de René-Louis Gérardin, puis des livres de Salomon de Caus, André Mollet, Claude Perrault et William Gilpin. Il prépare la publication au printemps 1997 d'un Dictionnaire historique de l'art des jardins, chez Hazan. Ses recherches sociologiques au CSTB concernent essentiellement la question de la création sociale des formes au sens de l'espace aménagé. Un ouvrage, L'invention des lieux, est en cours de préparation aux éditions Théetète.

Juliette Favaron, architecte-paysagiste, est titulaire du DEA « Jardins, paysages et territoires ».

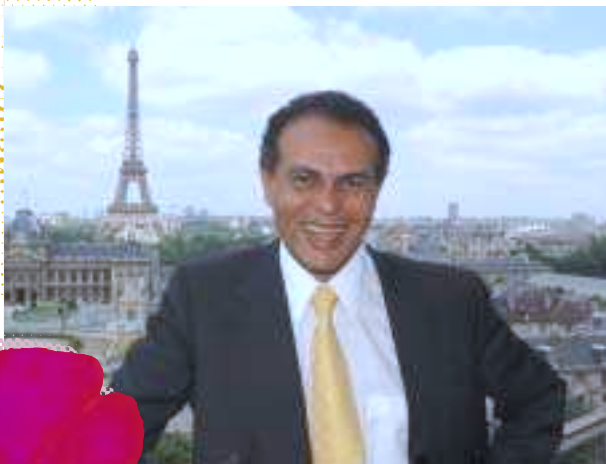
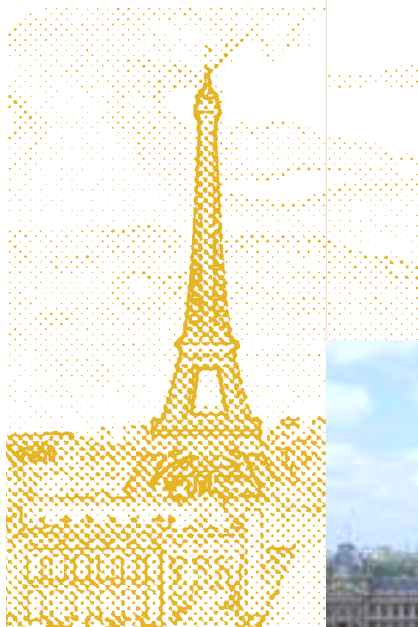


CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

polymarés 2006

47^e Concours
des villes
& villages
fleuris





Léon Bertrand
Ministre délégué au Tourisme

Palmarès du 47^{ème} concours des Villes et Villages Fleuris

Je suis très heureux de vous présenter le Palmarès 2006 du 47^{ème} concours des Villes et Villages Fleuris où sont à l'honneur les 3 039 communes labellisées de 1 à 4 Fleurs, ainsi que les lauréates des prix spéciaux.

En quelques années, le label « Ville ou Village Fleuri » est devenu un véritable phénomène de société. Avec près du tiers des communes françaises inscrites, le concours a réussi le tour de force de s'imposer comme un événement incontournable dans la vie de la cité.

Les impacts du fleurissement sont nombreux et vous les avez bien perçus : en effet, le soin apporté au paysage et au fleurissement participe de façon très positive à l'image générale d'une commune, d'une région, d'un pays tout entier ; cette action permet également de fédérer des énergies autour d'un projet commun et de tisser des liens sociaux qui font actuellement si souvent défaut.

En 2006, la France est toujours la première destination mondiale, dans un contexte de plus en plus concurrentiel, avec 78 millions de touristes accueillis.

Ce résultat est le fruit d'une politique ambitieuse et déterminée en faveur du tourisme. Il est aussi la conséquence directe de tous vos efforts pour embellir les villes et villages et offrir à nos visiteurs la meilleure qualité d'accueil.

Aussi, je suis heureux et fier de saluer ici les 8 communes qui ont accédé cette année au label prestigieux et si recherché : la 4^{ème} Fleur ; et les deux communes, Beaune en Côte d'Or et Eguisheim dans le Haut-Rhin qui, pour la quatrième année consécutive, ont permis à la France de recevoir deux Médailles d'Or au concours Européen de l'Entente Florale.

C'est pourquoi, je tiens, cette année encore, à vous féliciter pour votre action et à vous encourager pour votre participation au fleurissement de la France.

Lauréats 2006

LAUREATS DU CONCOURS EUROPEEN 2006

BEAUNE (Côte d'Or)
EGUISHEIM (Haut-Rhin)

GRAND PRIX NATIONAL DE FLEURISSEMENT 2006

BEAUVAIS (Oise)
BREST (Finistère)
LE TOUQUET (Pas de Calais)
MAISONS ALFORT (Val de Marne)
ORDAN LARROQUE (Gers)
PORNICHET (Loire Atlantique)

COMMUNES ACCEDANT A LA 4^{ème} FLEUR

BOUBERS SUR CANCHE (Pas-de-Calais)
COURBEVOIE (Hauts-de-Seine)
NANCES (Savoie)
NEUVILLE SUR SEINE (Aube)
NOTRE DAME DE GRAVENCHON (Seine-Maritime)
NOTRE DAME DE MONTS (Vendée)
RILLY LA MONTAGNE (Marne)
SOULTZMATT (Haut-Rhin)



Beauvais



Beaune



Neuville sur Seine



Soultzmatt



Maisons Alfort



Pornichet



Sainte Savine



Sarreguemine



Bitche

Prix spéciaux

PRIX DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DE L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES FRUITS, DES LEGUMES, DES VINS ET DE L'HORTICULTURE

MOLOMPIZE (Cantal)
SERLEY (Saône et Loire)

PRIX NATIONAL DE L'ARBRE

MELLE (Deux Sèvres)

PRIX DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE

BRIE COMTE ROBERT (Seine et Marne)

PRIX SPECIAL DES GARES (SNCF)

1^{er} Prix : Gare de CAHORS (Lot)
2^{ème} Prix : Gare d'ABBEVILLE (Somme)
3^{ème} Prix : Gare de BITCHE (Moselle)

PRIX DES VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

1^{er} prix : SARREGUEMINES (Moselle)
2^{ème} prix : ECLUSE DE TUPIGNY (Aisne)
3^{ème} prix : ECLUSE DE VAUXROT (Oise)
Prix Coup de Cœur : ECLUSE DE GRENOUX (Mayenne)

PRIX DU FLEURISSEMENT DES JARDINS FAMILIAUX COLLECTIFS

ALBI (Tarn)
MAISONS ALFORT (Val de Marne)
SAINTE SAVINE (Aube)

PRIX DU DECOR POTAGER

MEAUX (Seine et Marne)

PRIX COUP DE CŒUR – MON JARDIN & MA MAISON

BITCHE (Moselle)
CAHORS (Lot)

PRIX DE LA FEDERATION NATIONALE DES OFFICES DE TOURISME ET SYNDICATS D'INITIATIVE

Syndicat d'Initiative de la MOTHE SAINT HERAY (Deux Sèvres)



La Mothe Saint Heray

PRIX NATIONAL DU JARDINIER

Odile BELLEMIN (Nances-Savoie)
Jean-Marc CHAMPAULT (Brie Comte Robert-Seine et Marne)
Michel DELAGNEAU (St Martin sur le Pré – Marne)
Henri MAILLET (Aubigné sur Layon-Maine et Loire)

PRIX DES STATIONS VERTES DE VACANCES

LAMA (Haute-Corse)

PRIX SPECIAL DES LOGIS DE FRANCE

Catégorie – 1 cheminée :

HOTEL LE TERMINUS à Bourg d'Oisans (Isère)

Catégorie – 2 cheminées :

AUBERGE d'ANDAINES à La Ferté Massé (Orne)

Catégorie – 3 cheminées :

LE RELAIS DU GUE DE SELLE à Mézangers (Mayenne)

TROPHEE DU DEPARTEMENT FLEURI

MEURTHE ET MOSELLE

RENOUVELLEMENT du TROPHEE DU DEPARTEMENT FLEURI

BAS RHIN

COTES D'ARMOR



Brie Comte Robert



Palmarès des Départements Fleuris

- HAUT-RHIN
- LOIRET
- AIN
- HAUTE-SAVOIE
- SEINE-SAINT-DENIS
- MAYENNE
- SAONE ET LOIRE
- BAS-RHIN
- COTES D'ARMOR
- MARNE
- RHONE
- VENDEE
- TERRITOIRE DE BELFORT -
- LANDES
- NORD
- MOSELLE
- MEURTHE ET MOSELLE

Palmarès des Communes Classées 2006

Alsace



EGUISHEIM

Grand Prix National

COLMAR (Haut-Rhin) 63764 h
DIEBOLSHEIM (Bas-Rhin) 595 h
EGUISHEIM (Haut-Rhin) 1438 h
HIRTZBACH (Haut-Rhin) 1150 h
MASEVAUX (Haut-Rhin) 3328 h
RIBEAUVILLE (Haut-Rhin) 4611 h

Quatre Fleurs

BERGHEIM (Haut-Rhin) 1774 h
BISCHHEIM (Bas-Rhin) 16326 h
GUEBWILLER (Haut-Rhin) 10942 h
HOHWILLER (Bas-Rhin) 304 h
HUNINGUE (Haut-Rhin) 6252 h
ITTERSWILLER (Bas-Rhin) 276 h
KAYSERSBERG (Haut-Rhin) 2712 h
MARCKOLSHEIM (Bas-Rhin) 3670 h
SAUSHEIM (Haut-Rhin) 5470 h
SOULTZMATT (Haut-Rhin) 1997 h

Trois Fleurs

BANTZENHEIM (Haut-Rhin) 1544 h
BENNWIHR (Haut-Rhin) 1139 h
BISCHHOLTZ (Bas-Rhin) 241 h
BOESENBIESSEN (Bas-Rhin) 275 h
BRUMATH (Bas-Rhin) 8208 h
DRUSENHEIM (Bas-Rhin) 4745 h

ENSISHEIM (Haut-Rhin) 5780 h
ESCHAU (Bas-Rhin) 3828 h
GEISPOLSHHEIM (Bas-Rhin) 5555 h
GRENTZINGEN (Haut-Rhin) 515 h
HAGUENAU (Bas-Rhin) 33943 h
HOCHFELDEN (Bas-Rhin) 2791 h
HOLTZHEIM (Bas-Rhin) 2292 h
HUNAWIHR (Haut-Rhin) 531 h
ILLHAEUSERN (Haut-Rhin) 557 h
ILLZACH (Haut-Rhin) 15936 h
LA WANTZENAU (Bas-Rhin) 5501 h
LAUTERBOURG (Bas-Rhin) 2378 h
MOMMENHEIM (Bas-Rhin) 1702 h
MULHOUSE (Haut-Rhin) 113794 h
OBERNAI (Bas-Rhin) 11070 h
REICHSTETT (Bas-Rhin) 4653 h
SCHERWILLER (Bas-Rhin) 2646 h
SEEBACH (Bas-Rhin) 1424 h
SELESTAT (Bas-Rhin) 17514 h
SOULTZ HAUT RHIN (Haut-Rhin) 5867 h
STEINSELTZ (Bas-Rhin) 580 h
STOTZHEIM (Bas-Rhin) 968 h
THANN (Haut-Rhin) 7788 h
TURCKHEIM (Haut-Rhin) 3567 h
VOGELGRUN (Haut-Rhin) 415 h
WETTOLSHEIM (Haut-Rhin) 1616 h

Dex Fleurs

ALGOLSHEIM (Haut-Rhin) 930 h
ANDLAU (Bas-Rhin) 1725 h
BARR (Bas-Rhin) 4839 h
BEINHEIM (Bas-Rhin) 1790 h
BERNOLSHEIM (Bas-Rhin) 436 h
BIESHEIM (Haut-Rhin) 2125 h
BINDERNHEIM (Bas-Rhin) 755 h
BISCHOFFSHEIM (Bas-Rhin) 2540 h
BISCHWILLER (Bas-Rhin) 11753 h
DAMBACH LA VILLE (Bas-Rhin) 1991 h
DAUBENSAND (Bas-Rhin) 368 h
DESSENHEIM (Haut-Rhin) 928 h
ECKBOLSHEIM (Bas-Rhin) 5264 h
ERSTEIN (Bas-Rhin) 9802 h

FESSENHEIM (Haut-Rhin) 2002 h
GERSTHEIM (Bas-Rhin) 2807 h
GUEBERSCHWIHR (Haut-Rhin) 727 h
GUEMAR (Haut-Rhin) 1162 h
HARSKIRCHEN (Bas-Rhin) 859 h
HOENHEIM (Bas-Rhin) 10587 h
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN (Bas-Rhin) 23975 h
INGERSHEIM (Haut-Rhin) 4063 h
INGWILLER (Bas-Rhin) 3772 h
IRMSTETT (Bas-Rhin) 252 h
KAPPELEN (Haut-Rhin) 369 h
KINGERSHEIM (Haut-Rhin) 11291 h
LAUTENBACHZELL (Haut-Rhin) 912 h
LINGOLSHEIM (Bas-Rhin) 16496 h
MOLSHEIM (Bas-Rhin) 9497 h
MUHLBACH SUR MUNSTER (Haut-Rhin) 631 h
MUNDOLSHEIM (Bas-Rhin) 5270 h
MUTZIG (Bas-Rhin) 6500 h
NIEDERBRONN LES BAINS (Bas-Rhin) 4398 h
OBERDORF (Haut-Rhin) 516 h
OBERHASLACH (Bas-Rhin) 1519 h
OFFENDORF (Bas-Rhin) 1891 h
ORSCHWIHR (Haut-Rhin) 853 h
OSTHEIM (Haut-Rhin) 1371 h
OTTMARSHEIM (Haut-Rhin) 1926 h
OTTROTT (Bas-Rhin) 2936 h
PFASTATT (Haut-Rhin) 8061 h
PULVERSHEIM (Haut-Rhin) 2006 h
RHINAU (Bas-Rhin) 2371 h
RIEDISHEIM (Haut-Rhin) 11868 h
RODERN (Haut-Rhin) 264 h
ROUFFACH (Haut-Rhin) 4187 h
RUMERSHEIM (Bas-Rhin) 296 h
SAINT LOUIS (Haut-Rhin) 19547 h
SAINT PIERRE (Bas-Rhin) 541 h
SAINTE MARIE AUX MINES (Haut-Rhin) 6530 h
SAVERNE (Bas-Rhin) 11534 h
SCHARRACHBERGHEIM (Bas-Rhin) 786 h

SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin) 29330 h
 SIGOLSHEIM (Haut-Rhin) 946 h
 SOUFFELWEYERSHEIM
 (Bas-Rhin) 5607 h
STRASBOURG (Bas-Rhin) 264115 h
 THANNENKIRCH (Haut-Rhin) 367 h
 VIEUX THANN (Haut-Rhin) 2871 h
 VOEGTLINSHOFEN (Haut-Rhin) 392 h
WAHLENHEIM (Bas-Rhin) 376 h
WESTHALTEN (Haut-Rhin) 817 h
 WICKERSCHWIHR (Haut-Rhin) 504 h
 WILLER SUR THUR (Haut-Rhin) 1947 h
 WINTZENHEIM (Haut-Rhin) 7000 h
 WITTELSHEIM (Haut-Rhin) 10226 h
 ZINSWILLER (Bas-Rhin) 765 h

U neFleur

ALTKIRCH (Haut-Rhin) 5501 h
ARTOLSHEIM (Bas-Rhin) 740 h
 ASSWILLER (Bas-Rhin) 233 h
 BERGHOLTZ (Haut-Rhin) 1008 h
 BOERSCH (Bas-Rhin) 1902 h
**BOUXWILLER - LE BASTERG
 (Bas-Rhin) 2866 h**
 BUHL (Bas-Rhin) 508 h
 CERNAY (Haut-Rhin) 10313 h
 CHATENOIS (Bas-Rhin) 3420 h
 COLROY LA ROCHE (Bas-Rhin) 435 h
 DACHSTEIN (Bas-Rhin) 1437 h
 DANNEMARIE (Haut-Rhin) 1826 h
 DIDENHEIM (Haut-Rhin) 1782 h
 DIEFFENBACH LES WOERTH
 (Bas-Rhin) 361 h
 DORLISHEIM (Bas-Rhin) 3000 h
 EBERSMUNSTER (Bas-Rhin) 507 h
 ELSENHEIM (Bas-Rhin) 693 h
 ENTZHEIM (Bas-Rhin) 1871 h
 FEGERSHEIM (Bas-Rhin) 4533 h
 FISLIS (Haut-Rhin) 380 h
 FRIESEN (Haut-Rhin) 611 h
 GAMBSHEIM (Bas-Rhin) 3719 h
 GEISWILLER (Bas-Rhin) 193 h
GRIES (Bas-Rhin) 2688 h
HENFLINGEN (Haut-Rhin) 175 h
 HERMERSWILLER (Bas-Rhin) 218 h
 HERRLISHEIM (Bas-Rhin) 4225 h
 HERRLISHEIM PRES COLMAR
 (Haut-Rhin) 1509 h
 HIRSINGUE (Haut-Rhin) 2015 h
 HOERDT (Bas-Rhin) 4148 h
 HOLTZWIIHR (Haut-Rhin) 1091 h
 HOMBOURG (Haut-Rhin) 876 h
 HORBOURG WIIHR (Haut-Rhin) 5060 h
ITTENHEIM (Bas-Rhin) 1918 h
 JETTERSWILLER (Bas-Rhin) 172 h
 KATZENTHAL (Haut-Rhin) 500 h
KIENHEIM (Bas-Rhin) 615 h
 KIENTZHEIM (Haut-Rhin) 851 h
 KINTZHEIM (Bas-Rhin) 1493 h
 KIRCHBERG (Haut-Rhin) 849 h
KIRCHHEIM (Bas-Rhin) 516 h
 KRIEGSHEIM (Bas-Rhin) 405 h

KUHLENDORF (Bas-Rhin) 3727 h
 KUNHEIM (Haut-Rhin) 1520 h
 KURTZENHOUSE (Bas-Rhin) 891 h
 LAPOUTROIE (Haut-Rhin) 2146 h
**MATTSTALL-LEMBACH
 (Bas-Rhin) 1549 h**
 MITTELWIIHR (Haut-Rhin) 732 h
 MUNCHHAUSEN (Bas-Rhin) 697 h
 NIEDERBRUCK (Haut-Rhin) 369 h
 NIEDERMORSCHWIIHR
 (Haut-Rhin) 585 h
 OBERBRONN (Bas-Rhin) 1442 h
 OBERHERGHEIM (Haut-Rhin) 1110 h
 ODEREN (Haut-Rhin) 1340 h
 OFFWILLER (Bas-Rhin) 861 h
 ORSCHWILLER (Bas-Rhin) 543 h
RANRUPT (Bas-Rhin) 301 h
 RAUWILLER (Bas-Rhin) 189 h
 REICHSHOFFEN (Bas-Rhin) 5269 h
 REIMERSWILLER-BETSCHDORF
 (Bas-Rhin) 3019 h
RIEDWIIHR (Haut-Rhin) 400 h
 RIQUEWIIHR (Haut-Rhin) 1212 h
 RIXHEIM (Haut-Rhin) 11669 h
 RODEREN (Haut-Rhin) 817 h
 ROMBACH LE FRANC
 (Haut-Rhin) 820 h
RORSCHWIIHR (Haut-Rhin) 380 h
 ROSHEIM (Bas-Rhin) 5200 h
 SAINT AMARIN (Haut-Rhin) 2440 h
 SAINT HIPPOLYTE (Haut-Rhin) 1191 h
 SCHAFFHOUSE SUR ZORN
 (Bas-Rhin) 350 h
SIERENTZ (Haut-Rhin) 2800 h
 SOUFFLENHEIM (Bas-Rhin) 4435 h
 SOULTZ SOUS FORETS (Bas-Rhin) 2540 h
 SOULTZBACH LES BAINS
 (Haut-Rhin) 602 h
 STUTZHEIM OFFENHEIM
 (Bas-Rhin) 1436 h
 TRAENHEIM (Bas-Rhin) 564 h
**TRUCHTERSHEIM - BEHLENHEIM
 (Bas-Rhin) 2402 h**
 UFFHEIM (Haut-Rhin) 500 h
URBES (Haut-Rhin) 490 h
 VENDENHEIM (Bas-Rhin) 5597 h
 VILLAGE NEUF (Haut-Rhin) 3157 h
 VILLE (Bas-Rhin) 1743 h
 VOLGELSHEIM (Haut-Rhin) 2382 h
 WENTZWILLER (Haut-Rhin) 554 h
 WESTHOUSE (Bas-Rhin) 1359 h
 WEYER (Bas-Rhin) 507 h
WEYERSHEIM (Bas-Rhin) 3011 h
 WIMMENAU (Bas-Rhin) 1063 h
 WISSEMBOURG (Bas-Rhin) 6558 h
 WITTENHEIM (Haut-Rhin) 14324 h
 WOLFISHEIM (Bas-Rhin) 4000 h
 ZILLISHEIM (Haut-Rhin) 2386 h
 ZOEBERSDORF (Bas-Rhin) 175 h



BISCARROSSE

Grand Prix National

BERGERAC (Dordogne) 21116 h

Quatre Fleurs

ANGLET (Pyrénées Atlantiques) 36742 h
 BAYONNE (Pyrénées Atlantiques) 41778 h
 BISCARROSSE (Landes) 9827 h
 HAGETMAU (Landes) 4500 h
 MIMIZAN (Landes) 7052 h
 MONT DE MARSAN (Landes) 32234 h
 PAU (Pyrénées Atlantiques) 80610 h
 PERIGUEUX (Dordogne) 32294 h

Trois Fleurs

AMOU (Landes) 1481 h
 ANDERNOS LES BAINS (Gironde) 9442 h
 ARCACHON (Gironde) 11854 h
 ASCAIN (Pyrénées Atlantiques) 3184 h
 BASCONS (Landes) 896 h
 BIARRITZ (Pyrénées Atlantiques) 30739 h
 BLANQUEFORT (Gironde) 14734 h
 BOE (Lot et Garonne) 4600 h
 BRUGES (Gironde) 10737 h
 DAX (Landes) 19494 h
 GAAS (Landes) 371 h
 HENDAYE (Pyrénées Atlantiques) 12966 h
 HERM (Landes) 800 h
 LANOUAILLE (Dordogne) 985 h
 LIBOURNE (Gironde) 22457 h
 MARMANDE (Lot et Garonne) 18103 h
 MOURENX (Pyrénées Atlantiques) 7672 h
 NERAC (Lot et Garonne) 6 787 h
 OLORON SAINTE MARIE
 (Pyrénées Atlantiques) 10992 h
 POUILLON (Landes) 2761 h
 SAINT EUTROPE DE BORN
 (Lot et Garonne) 626 h
 SAINT JEAN DE LUZ
 (Pyrénées Atlantiques) 13632 h
 SAINT SARDOS (Lot et Garonne) 253 h
 SAINT VIVIEN DE MONSEGUR
 (Gironde) 374 h
 SARLAT LA CANEDA
 (Dordogne) 10423 h
 SERRES GASTON (Landes) 345 h
 SOORTS HOSSEGOR (Landes) 3390 h

DexFleurs

BEGLES (Gironde) 22672 h
 BENESSE LES DAX (Landes) 454 h
 BON ENCONTRE (Lot et Garonne) 5889 h
 BONNEGARDE (Landes) 283 h
 BRANNENS (Gironde) 147 h
 CAPBRETON (Landes) 6928 h
 CASTELJALOUX (Lot et Garonne) 4900 h
 CASTELNER (Landes) 103 h
 CAZALIS (Landes) 135 h
 GEUS D'ARZACQ (Pyrénées Atlantiques) 126 h
 LACOMMANDE (Pyrénées Atlantiques) 173 h
 LARBÉY (Landes) 240 h
LESCAR (Pyrénées Atlantiques) 10342 h
 MERIGNAC (Gironde) 63300 h
 MISSON (Landes) 645 h
 MONTFORT EN CHALOSSE (Landes) 1210 h
 NASSIET (Landes) 283 h
 ORTHEVIELLE (Landes) 758 h
 PESSAC (Gironde) 56153 h
 SAINT PAUL EN BORN (Landes) 613 h
 SAINT PAUL LES DAX (Landes) 10621 h
 SAINTE COLOMBE (Landes) 467 h
 SAINTE FOY LA GRANDE (Gironde) 2788 h
 SALIES DE BEARN (Pyrénées Atlantiques) 4953 h
 TAMNIES (Dordogne) 326 h
 VILLENEUVE SUR LOT (Lot et Garonne) 24134 h

U neFleur

ARBIS (Gironde) 243 h
 ARES (Gironde) 4741 h
 ARUDY (Pyrénées Atlantiques) 2287 h
 AURICE (Landes) 627 h
BASSENS (Gironde) 7018 h
 BAZAS (Gironde) 4788 h
BEGAAR (Landes) 939 h
BOSDARROS (Pyrénées Atlantiques) 961 h
 BOULIAC (Gironde) 3320 h
 CANEJAN (Gironde) 5144 h
 CASTELVIEL (Gironde) 190 h
 CENON (Gironde) 21533 h
 CIBOURE (Pyrénées Atlantiques) 6447 h

CIVRAC DE BLAYE (Gironde) 675 h
 COCUMONT (Lot et Garonne) 888 h
 ESTILLAC (Lot et Garonne) 1307 h
 HABAS (Landes) 1341 h
JURANCON (Pyrénées Atlantiques) 7730 h
 LA TESTE DE BUCH (Gironde) 23819 h
 LE HAILLAN (Gironde) 8286 h
 LE PASSAGE (Lot et Garonne) 8827 h
 LUSSAC (Gironde) 1409 h
MOUGUERRE (Pyrénées Atlantiques) 3858 h
 MUGRON (Landes) 1400 h
ORLIAC (Dordogne) 53 h
 ORTHEZ (Pyrénées Atlantiques) 10936 h
 PIMBO (Landes) 179 h
 PONTENX LES FORGES (Landes) 1086 h
 POUDENX (Landes) 203 h
 RIBERAC (Dordogne) 4001 h
SAINT AUBIN (Landes) 457 h
 SAINT AVIT (Landes) 538 h
 SAINT BRICE (Gironde) 303 h
SAINT CIERS SUR GIRONDE (Gironde) 3140 h
 SAINT JEAN DE MARSACQ (Landes) 894 h
 SAINT JUSTIN (Landes) 916 h
SAINT MEDARD D'EYRANS (Gironde) 2277 h
 SAINT SAUVEUR (Dordogne) 606 h
 SAINT SELVE (Gironde) 1640 h
SAINT SERNIN (Lot et Garonne) 397 h
SAINT SEURIN SUR L'ISLE (Gironde) 2424 h
 SAINT SEVER (Landes) 4608 h
 SAINT SULPICE DE FALEYRENS (Gironde) 1669 h
 SANGUINET (Landes) 2033 h
SIORAC DE RIBERAC (Dordogne) 265 h
 STE COLOMBE EN BRUILHOIS (Lot et Garonne) 1345 h
 TARNOS (Landes) 10310 h
 TERRASSON LA VILLEDIEU (Dordogne) 6302 h
 TONNEINS (Lot et Garonne) 9438 h
TRELISSAC (Dordogne) 6422 h
 URRUGNE (Pyrénées Atlantiques) 7171 h
 VILLEFRANCHE DU PERIGORD (Dordogne) 811 h

Auvergne



VICHY

Grand Prix National

VICHY (Allier) 26626 h

TroisFleurs

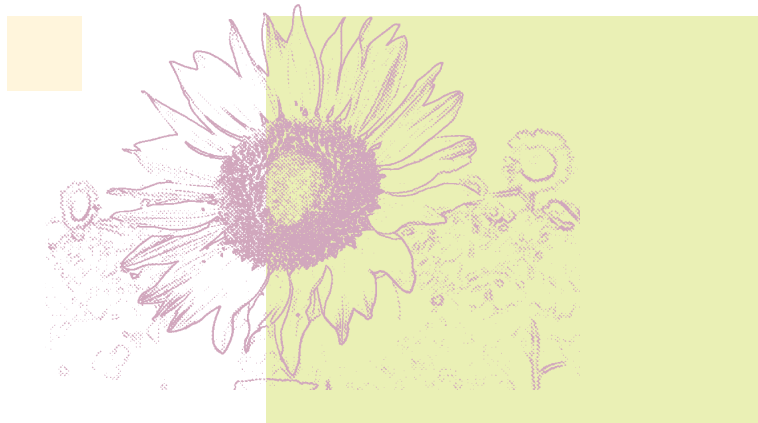
AURILLAC (Cantal) 32718 h
CEBAZAT (Puy de Dôme) 7800 h
 CHATELGUYON (Puy de Dôme) 5241 h
 ISSOIRE (Puy de Dôme) 13773 h
 LE PUY EN VELAY (Haute-Loire) 22000 h
 NERIS LES BAINS (Allier) 2708 h

DexFleurs

AMBERT (Puy de Dôme) 7309 h
 CHALVIGNAC (Cantal) 497 h
 CHAMALIERES (Puy de Dôme) 18136 h
 CHAPEAU (Allier) 216 h
 CLERMONT FERRAND (Puy de Dôme) 137140 h
 CURNON D'Auvergne (Puy de Dôme) 18866 h
 DOMERAT (Allier) 8812 h
 JALEYRAC (Cantal) 383 h
 LA BOURBOULE (Puy de Dôme) 2043 h
 LANGEAC (Haute-Loire) 4100 h
 MIREMONT (Puy de Dôme) 320 h
 MONTLUCON (Allier) 41362 h
 MOULINS (Allier) 21892 h
 ROYAT (Puy de Dôme) 4658 h
SAINT GEORGES DE MONS (Puy de Dôme) 2260 h
SAINT MENOUX (Allier) 940 h
 SAINT POURCAIN SUR SIOULE (Allier) 5266 h
 SAINTE THERENCE (Allier) 188 h
 YSSINGEAUX (Haute-Loire) 7063 h
 YZEURE (Allier) 12696 h

U neFleur

ARFEUILLES (Allier) 710 h
 AUBIERE (Puy de Dôme) 9898 h
 AULNAT (Puy de Dôme) 4486 h
 AUREC SUR LOIRE (Haute-Loire) 5228 h
 AUTRY ISSARDS (Allier) 307 h
BEAUMONT (Puy de Dôme) 7500 h



BELLERIVE SUR ALLIER (Allier) 8448 h
 BLESLE (Haute-Loire) 695 h
 BOURBON L'ARCHAMBAULT (Allier) 2664 h
 BRIOUDE (Haute-Loire) 7285 h
 CHAPPES (Puy de Dôme) 1158 h
CHAVAROUX (Puy de Dôme) 310 h
 CUSSET (Allier) 13385 h
 DOMPIERRE SUR BESBRE (Allier) 3477 h
 GANNAT (Allier) 5838 h
 JOSERAND (Puy de Dôme) 306 h
 JUNHAC (Cantal) 332 h
 LAPALISSE (Allier) 3510 h
LARODDE (Puy de Dôme) 388 h
 LE CHAMBON SUR LIGNON (Haute-Loire) 2834 h
 LE MONT DORE (Puy de Dôme) 1654 h
 LEMPDES (Puy de Dôme) 8401 h
LES ANCIZES COMPS (Puy de Dôme) 1855 h
LES MARTRES DE VEYRE (Puy de Dôme) 3994 h
 MARCILLAT EN COMBRAILLE (Allier) 912 h
 MARIGNY (Allier) 765 h
 MAURIAC (Cantal) 4414 h
 MEAULNE (Allier) 759 h
 MEILLARD (Allier) 280 h
 MONISTROL SUR LOIRE (Haute-Loire) 9000 h
 MURAT LE QUAIRE (Puy de Dôme) 499 h
 OMPS (Cantal) 277 h
 PONT DU CHATEAU (Puy de Dôme) 8874 h
 PUY GUILLAUME (Puy de Dôme) 2624 h
 RIOM (Puy de Dôme) 18548 h
 SAINT AUSTREMOINE (Haute-Loire) 60 h
 SAINT BONNET TRONCAIS (Allier) 783 h
 SAINT ELOY LES MINES (Puy de Dôme) 4134 h
SAINT HIPPOLYTE (Cantal) 121 h
 SAINT SAUVES D'Auvergne (Puy de Dôme) 1052 h
SALINS (Cantal) 157 h
 SAYAT (Puy de Dôme) 2256 h
 VARENNES SUR ALLIER (Allier) 4072 h
 VERNEUIL EN BOURBONNAIS (Allier) 283 h
 VOLVIC (Puy de Dôme) 4202 h

SENS



Grand Prix National

AUXERRE (Yonne) 37776 h
 BEAUNE (Côte d'Or) 21937 h
 DIJON (Côte d'Or) 150173 h
 MACON (Saône et Loire) 34366 h
 SENS (Yonne) 26903 h

QuatreFleurs

PARAY LE MONIAL (Saône et Loire) 9192 h

TroisFleurs

AUTUN (Saône et Loire) 16430 h
 CHALON SUR SAONE (Saône et Loire) 60100 h
 CHAROLLES (Saône et Loire) 3024 h
 CHATENAY LE ROYAL (Saône et Loire) 5932 h
 CHENOVE (Côte d'Or) 16264 h
 CLAMECY (Nièvre) 4806 h
 COSNE COURS SUR LOIRE (Nièvre) 11387 h
JOIGNY (Yonne) 10032
 LA CHARITE SUR LOIRE (Nièvre) 5453 h
 LA CLAYETTE (Saône et Loire) 2068 h
 LE CREUSOT (Saône et Loire) 26217 h
 LONGVIC (Côte d'Or) 8962 h
 LOUHANS (Saône et Loire) 6237 h
 LUCENAY LES AIX (Nièvre) 1048 h
 MILLY LAMARTINE (Saône et Loire) 303 h
 MONETEAU (Yonne) 4216 h
 MONTCEAU LES MINES (Saône et Loire) 20624 h
 NEVERS (Nièvre) 40 932 h
 PARON (Yonne) 4849 h
 POISEUL LA GRANGE (Côte d'Or) 70 h
 PREMERY (Nièvre) 2196 h
 QUETIGNY (Côte d'Or) 9387 h
 ROILLY (Côte d'Or) 36 h
 SAINT APOLLINAIRE (Côte d'Or) 5016 h
 SAINT GEORGES SUR BAULCHE (Yonne) 3156 h
SAINT HONORE LES BAINS (Nièvre) 764 h
 TALANT (Côte d'Or) 12171 h
 VILLEBOUGIS (Yonne) 466 h

DexFleurs

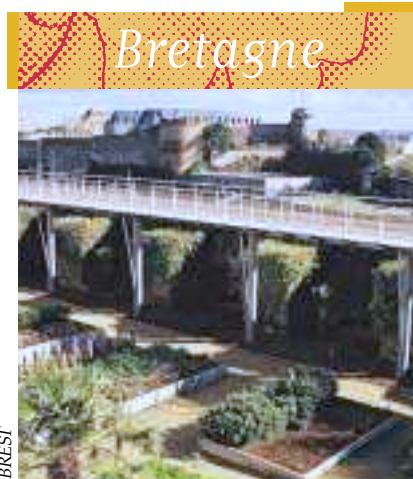
APPOIGNY (Yonne) 2991 h
 AVALON (Yonne) 8217 h
 BEAULIEU (Nièvre) 44 h
 BERZE LA VILLE (Saône et Loire) 529 h
 BEZE (Côte d'Or) 632 h
 BONNENCONTRE (Côte d'Or) 349 h
 BOURBON LANCY (Saône et Loire) 5630 h
CHABLIS (Yonne) 2594 h
 CHARDONNAY (Saône et Loire) 162 h
 CHATEAU CHINON VILLE (Nièvre) 2307 h
CHEVANNES (Yonne) 2018 h
 CHEVIGNY SAINT SAUVEUR (Côte d'Or) 10119 h
 CRESSY SUR SOMME (Saône et Loire) 211 h
 DECIZE (Nièvre) 6453 h
FAVEROLLES LES LUCEY (Côte d'Or) 22 h
 FRONTENAUD (Saône et Loire) 645 h
 GERMIGNY SUR LOIRE (Nièvre) 629 h
 GUEUGNON (Saône et Loire) 8554 h
 IS SUR TILLE (Côte d'Or) 3927 h
 LACANCHE (Côte d'Or) 629 h
 LICHES PRES AIGREMONT (Yonne) 156 h
 MARCIGNY (Saône et Loire) 1997 h
 MICHAUGUES (Nièvre) 73 h
 MIGENNES (Yonne) 8300 h
 MONTBARD (Côte d'Or) 6315 h
 PRETY (Saône et Loire) 550 h
 PRISSE (Saône et Loire) 1620 h
 QUINCEROT (Yonne) 64 h
 SAINT PRIVE (Yonne) 480 h
 SAINT SEINE (Nièvre) 205 h
 SAINT VALLIER (Saône et Loire) 9530 h
 SANCE (Saône et Loire) 1809 h
SAUVIGNY LES BOIS (Nièvre) 1527 h
SERLEY (Saône et Loire) 454 h
 TANCON (Saône et Loire) 479 h
 TONNERRE (Yonne) 5977 h
TOURNUS (Saône et Loire) 6196 h
 TROUHAUT (Côte d'Or) 125 h
 VELOGNY (Côte d'Or) 32 h
 VENAREY LES LAUMES (Côte d'Or) 3275 h
 VENDENESSE SUR ARROUX (Saône et Loire) 590 h
 VERMENTON (Yonne) 1199 h
 VIGNOLES (Côte d'Or) 727 h
 VILLAINES LES PREVOTES (Côte d'Or) 121 h

UneFleur

AILLANT SUR THOLON (Yonne) 1500 h
 ARNAY LE DUC (Côte d'Or) 1827 h
 AUTHIOU (Nièvre) 34 h
 AZY LE VIF (Nièvre) 226 h
BILLEY (Côte d'Or) 212 h
 BLANZY (Saône et Loire) 7068 h

BLENEAU (Yonne) 1459 h
 BRANGES (Saône et Loire) 2089 h
 BUFFIERES (Saône et Loire) 227 h
 BUXY (Saône et Loire) 2098 h
 CHAGNY (Saône et Loire) 5591 h
 CHAMPRENAULT (Côte d'Or) 41 h
 CHAMPVOUX (Nièvre) 302 h
CHARNAY LES MACON (Saône et Loire) 7102 h
 CHATILLON SUR SEINE (Côte d'Or) 6245 h
 CHAUFFAILLES (Saône et Loire) 4119 h
 CHENY (Yonne) 2536 h
 CHEVROCHES (Nièvre) 142 h
 CHICHERY (Yonne) 473 h
 CORBIGNY (Nièvre) 1900 h
 CRAIN (Yonne) 363 h
CRAVANT (Yonne) 852 h
 CRECHES SUR SAONE (Saône et Loire) 2765 h
 CUISEAU (Saône et Loire) 1750 h
DARCEY (Côte d'Or) 307 h
 DOMPIERRE LES ORMES (Saône et Loire) 793 h
 ETANG SUR ARROUX (Saône et Loire) 1833 h
 FONCEGRIVE (Côte d'Or) 173 h
 FONTAINE LES DIJON (Côte d'Or) 8878 h
 FOURCHAMBAULT (Nièvre) 4813 h
 FOURS (Nièvre) 780 h
 GERGY (Saône et Loire) 2248 h
 GLAND (Yonne) 46 h
 GUERIGNY (Nièvre) 2476 h
 IMPHY (Nièvre) 4015 h
 ISSY L'EVEQUE (Saône et Loire) 907 h
 LA NOCLE MAULAIX (Nièvre) 332 h
 LALHEUE (Saône et Loire) 300 h
 LANTY (Nièvre) 110 h
 LAVAU (Yonne) 457 h
 LEVERNOIS (Côte d'Or) 273 h
LICHERES SUR YONNE (Yonne) 70 h
 MARCILLY SUR TILLE (Côte d'Or) 1438 h
 MARZY (Nièvre) 3051 h
 MESVRES (Saône et Loire) 840 h
 MISSERY (Côte d'Or) 90 h
 MONTAGNY PRES LOUHANS (Saône et Loire) 372 h
 MOULINS ENGILBERT (Nièvre) 1572 h
 MURLIN (Nièvre) 94 h
NEUVY SUR LOIRE (Nièvre) 1490 h
ORMES (Saône et Loire) 438 h
 PERRIGNY (Yonne) 1152 h
 POISSON (Saône et Loire) 589 h
 RUAGES (Nièvre) 110 h
SAGY (Saône et Loire) 1134 h
 SAINT FLORENTIN (Yonne) 5748 h
 SAINT MARCEL (Saône et Loire) 4698 h
 SAINT MARTIN BELLE ROCHE (Saône et Loire) 1188 h
 SAINT REMY (Saône et Loire) 5981 h
 SAINT SYMPHORIEN DES BOIS (Saône et Loire) 418 h

SANTENAY (Côte d'Or) 902 h
 SEMELAY (Nièvre) 279 h
 SEMUR EN AUXOIS (Côte d'Or) 4453 h
SERMOISE SUR LOIRE (Nièvre) 1622 h
SEVREY (Saône et Loire) 1253 h
 SIVIGNON (Saône et Loire) 202 h
 TOUCY (Yonne) 2877 h
 UCHIZY (Saône et Loire) 728 h
 VAL DE MERCY (Yonne) 368 h
 VIELMANAY (Nièvre) 182 h
 VINZELLES (Saône et Loire) 713 h
 VOLESVRES (Saône et Loire) 561 h



BREST

Grand Prix National

BREST (Finistère) 156217 h
 CESSON SEVIGNE (Ille et Vilaine) 15522 h
 LA VRAIE CROIX (Morbihan) 1088 h
 QUIMPER (Finistère) 63238 h
 SAINT JUVAT (Côtes d'Armor) 669 h
 SAINT MALO (Ille et Vilaine) 52737 h
 VANNES (Morbihan) 54773 h

Quatre Fleurs

CHARTRES DE BRETAGNE (Ille et Vilaine) 6582 h
 DINARD (Ille et Vilaine) 10050 h
 FOUGERES (Ille et Vilaine) 22800 h
 LANNION (Côtes d'Armor) 19351 h
 LE RHEU (Ille et Vilaine) 6200 h
 PONTRIEUX (Côtes d'Armor) 1273 h
 QUINTIN (Côtes d'Armor) 2930 h
 REDON (Ille et Vilaine) 10545 h
 ROCHEFORT EN TERRE (Morbihan) 709 h
 SAINT GILLES VIEUX MARCHE (Côtes d'Armor) 310 h

Trois Fleurs

BELLE ISLE EN TERRE (Côtes d'Armor) 914 h
 CHANTEPIE (Ille et Vilaine) 7034 h
 CONCARNEAU (Finistère) 20021 h
 DINAN (Côtes d'Armor) 11833 h
 HENNEBONT (Morbihan) 13842 h

JOSSELIN (Morbihan) 2636 h
 LA BOUEXIERE (Ille et Vilaine) 3504 h
 LA GACILLY (Morbihan) 2346 h
 LA HARMOYE (Côtes d'Armor) 388 h
 LA SELLE EN LUITRE (Ille et Vilaine) 433 h
 LORIENT (Morbihan) 61844 h
 MISSIRIAC (Morbihan) 939 h
 NIVILLAC (Morbihan) 3283 h
 NOYAL SUR VILAINE (Ille et Vilaine) 4766 h
 PLANCOET (Côtes d'Armor) 2689 h
 PLOUISY (Côtes d'Armor) 2002 h
 POMMERIT LE VICOMTE (Côtes d'Armor) 1700 h
 RENNES (Ille et Vilaine) 212494 h
 ROSCOFF (Finistère) 3688 h
 SAINT BRIEUC (Côtes d'Armor) 48895 h
 SAINT LAUNEUC (Côtes d'Armor) 194 h
 SAINT NOLFF (Morbihan) 3415 h
 TREFLAOUENAN (Finistère) 434 h

Deux Fleurs

ALLAIRE (Morbihan) 3278 h
 AVAILLES SUR SEICHE (Ille et Vilaine) 512 h
 BETTON (Ille et Vilaine) 8547 h
 CANCALE (Ille et Vilaine) 5203 h
 CARNAC (Morbihan) 4569 h
 COGLES (Ille et Vilaine) 566 h
 ETABLES SUR MER (Côtes d'Armor) 2514 h
 FOUESNANT (Finistère) 8462 h
 GOUAREC (Côtes d'Armor) 952 h
 GOUESNOU (Finistère) 6198 h
GUERLESQUIN (Finistère) 1650 h
LA CHAPELLE THOUARAU (Ille et Vilaine) 1913 h
 LA CHEZE (Côtes d'Armor) 587 h
 LA FORET FOUESNANT (Finistère) 2867 h
 LA MEAUGON (Côtes d'Armor) 1142 h
 LAMBALLE (Côtes d'Armor) 10563 h
 LANDIVISIAU (Finistère) 9031 h
LANESTER (Morbihan) 23144 h
 LANGUIDIC (Morbihan) 6695 h
 LE BODEO (Côtes d'Armor) 193 h
 LE GUERNO (Morbihan) 592 h
 MAHALON (Finistère) 814 h
MELLE (Ille et Vilaine) 691 h
PERROS GUIREC (Côtes d'Armor) 7890 h
 PLERIN (Côtes d'Armor) 13000 h
 PLOERMEL (Morbihan) 8055 h
PLOUGONVELIN (Finistère) 2919 h
 SAINT AIGNAN (Morbihan) 636 h
 SAINT GREGOIRE (Ille et Vilaine) 8049 h
 SAINT JEAN BREVELAY (Morbihan) 2532 h
 SAINT MARTIN DES PRES (Côtes d'Armor) 374 h
 THORIGNE FOUILLARD (Ille et Vilaine) 6625 h

TREGASTEL (Côtes d'Armor) 2234 h
TREGOMEUR (Côtes d'Armor) 729 h
VITRE (Ille et Vilaine) 15908 h

U neFleur

ARZON (Morbihan) 2097 h
BRIEC (Finistère) 4735 h
CHATEAUGIRON (Ille et Vilaine) 5590 h
COETMIEUX (Côtes d'Armor) 1289 h
DOMALAIN (Ille et Vilaine) 1515 h
ERGUE GABERIC (Finistère) 6925 h
ETRELLES (Ille et Vilaine) 2228 h
LA ROCHE BERNARD (Morbihan) 815 h
LARMOR PLAGE (Morbihan) 8752 h
LOCTUDY (Finistère) 3752 h
LOUDEAC (Côtes d'Armor) 10134 h
MESPAUL (Finistère) 760 h
MORIEUX (Côtes d'Armor) 786 h
PLOEVEN (Finistère) 445 h
PLOUHARNEL (Morbihan) 1733 h
PLOUMILLIAU (Côtes d'Armor) 2173 h
PONT L'ABBE (Finistère) 8400 h
RUCA (Côtes d'Armor) 517 h

SAINT JEAN DE LA RUEILLE (Loiret) 16560 h
VENDOME (Loir et Cher) 17706 h
VEUIL (Indre) 364 h

TroisFleurs

AIZE (Indre) 126 h
ARGENTON SUR CREUSE (Indre) 5146 h
AVOINE (Indre-et-Loire) 1778 h
BAUDRES (Indre) 495 h
BEAUGENCY (Loiret) 7106 h
BELLEGARDE (Loiret) 1558 h
BELLEVILLE SUR LOIRE (Cher) 1088 h
BLERE (Indre-et-Loire) 4576 h
BUZANCAIS (Indre) 4581 h
CHALETTE SUR LOING (Loiret) 13969 h
CHATEAUDUN (Eure et Loir) 14543 h
CHEVILLON SUR HUILLARD (Loiret) 1143 h
CONTRES (Loir et Cher) 3268 h
DREUX (Eure et Loir) 31849 h
JOUE LES TOURS (Indre-et-Loire) 36517 h
LUCE (Eure et Loir) 17701 h
MAINVILLIERS (Eure et Loir) 10018 h
MONTARGIS (Loiret) 15030 h
ORMES (Loiret) 3053 h
PIERREFITTE SUR SAULDRE (Loir et Cher) 851 h
SAINT CYR SUR LOIRE (Indre-et-Loire) 16100 h
SAINT DENIS DE L'HOTEL (Loiret) 2621 h
SAINT DOULCHARD (Cher) 9313 h
SAINT JEAN LE BLANC (Loiret) 3493 h
SARAN (Loiret) 14797 h
SULLY SUR LOIRE (Loiret) 5907 h

COUTURE SUR LOIR (Loir et Cher) 433 h
DEOLS (Indre) 8089 h
DESCARTES (Indre-et-Loire) 4019 h
DHUIZON (Loir et Cher) 1267 h
DUN SUR AURON (Cher) 4089 h
FEINS EN GATINAIS (Loiret) 44 h
FONTAINE SIMON (Eure et Loir) 838 h
INGRE (Loiret) 7531 h
ISDES (Loiret) 476 h
LA CHAPELLE SAINT MESMIN (Loiret) 8967 h
LA FERTE SAINT AUBIN (Loiret) 6783 h
LANGEAIS (Indre-et-Loire) 3865 h
LE BLANC (Indre) 6998 h
LOCHES (Indre-et-Loire) 6328 h
MER (Loir et Cher) 5884 h
MEREAU (Cher) 2074 h
MONTBAZON (Indre-et-Loire) 3434 h
MONTLOUIS SUR LOIRE (Indre-et-Loire) 9657 h
MONTOIRE SUR LE LOIR (Loir et Cher) 4275 h
MOREE (Loir et Cher) 994 h
NEUVILLE AUX BOIS (Loiret) 3874 h
NIBELLE (Loiret) 752 h
PITHIVIERS (Loiret) 9242 h
ROMORANTIN LANTHENAY (Loir et Cher) 18350 h
SAINT AVERTIN (Indre-et-Loire) 14092 h
SAINT DENIS EN VAL (Loiret) 7206 h
SAINT EMAN (Eure et Loir) 143 h
SAINT FLORENT SUR CHER (Cher) 6900 h
SAINT LAURENT NOUAN (Loir et Cher) 3686 h
SAINT PLANTAIRE (Indre) 550 h
SOUVIGNY EN SOLOGNE (Loir et Cher) 410 h
TAVERS (Loiret) 1215 h
VEIGNE (Indre-et-Loire) 5474 h
VINEUIL (Loir et Cher) 6651 h
VOVES (Eure et Loir) 2928 h

Centre



BOURGES

GrandPrixNational

BOURGES (Cher) 72480 h
CHATEAUROUX (Indre) 49632 h
FLEURY LES AUBRAIS (Loiret) 20690 h
MOUTIERS EN BEAUCE (Eure et Loir) 213 h
TOURS (Indre-et-Loire) 132820 h

QuatreFleurs

AUBIGNY SUR NERE (Cher) 5907 h
BLOIS (Loir et Cher) 49171 h
BRIARE (Loiret) 5994 h
CHARTRES (Eure et Loir) 40361 h
ISSOUDUN (Indre) 13685 h
OLIVET (Loiret) 19195 h
QUIERS SUR BEZONDE (Loiret) 973 h
SAINT AMAND MONTROND (Cher) 11447 h
SAINT CYR EN VAL (Loiret) 3251 h

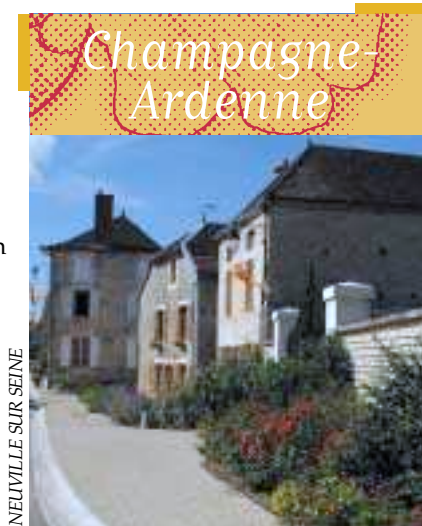
DexFleurs

AMBOISE (Indre-et-Loire) 11457 h
ARGENT SUR SAULDRE (Cher) 256 h
AUVILLIERS EN GATINAIS (Loiret) 306 h
BAGNEUX (Indre) 174 h
BARLIEU (Cher) 363 h
BEAUMONT EN VERON (Indre-et-Loire) 2756 h
BONNEVAL (Eure et Loir) 4285 h
BONNY SUR LOIRE (Loiret) 1924 h
CHABRIS (Indre) 2652 h
CHAMBON LA FORET (Loiret) 625 h
CHATEAUNEUF SUR LOIRE (Loiret) 7143 h
CHATILLON COLIGNY (Loiret) 2008 h
CHATILLON SUR INDRE (Indre) 3165 h
CHAUMUSSAY (Indre-et-Loire) 262 h
CHEDIGNY (Indre-et-Loire) 444 h
CHEMERY (Loir et Cher) 849 h
CINTRAY (Eure et Loir) 396 h
COMBLEUX (Loiret) 424 h

U neFleur

AMILLY (Loiret) 12227 h
ARCAY (Cher) 384 h
ARGENVIERES (Cher) 439 h
AVORD (Cher) 2992 h
BADECON LE PIN (Indre) 696 h
BALLAN MIRE (Indre-et-Loire) 7350 h
BOIGNY SUR BIONNE (Loiret) 1905 h
BOURGUEIL (Indre-et-Loire) 4226 h
BOUZAIS (Cher) 261 h
BROU (Eure et Loir) 3713 h
CHAMBRAY LES TOURS (Indre-et-Loire) 10275 h
CHINON (Indre-et-Loire) 8716 h
CLOYES SUR LE LOIR (Eure et Loir) 2685 h
DAMPIERRE EN BURLY (Loiret) 1103 h

DIOU (Indre) 235 h
 EGUZON CHANTOME (Indre) 1400 h
 ETRECHET (Indre) 802 h
 FAINS LA FOLIE (Eure et Loir) 264 h
 FAVEROLLES SUR CHER
 (Loir et Cher) 1120 h
 FONDETTES (Indre-et-Loire) 8921 h
 GARGILESSA DAMPIERRE (Indre) 331 h
GIEN (Loiret) 16125 h
 LA CHAPELLE SAINT URSIN
 (Cher) 3284 h
 LA CHATRE (Indre) 4758 h
LA PERCHE (Cher) 155 h
 LA VILLE AUX CLERCS
 (Loir et Cher) 1211 h
LA VILLE AUX DAMES
(Indre-et-Loire) 4774 h
 LAVARDIN (Loir et Cher) 262 h
 LE POINCONNET (Indre) 5021 h
 LE SUBDRAY (Cher) 724 h
 LES AIX D'ANGILLON (Cher) 2006 h
LIGUEIL (Indre-et-Loire) 2221 h
 L'ILE BOUCHARD (Indre-et-Loire) 1764 h
 LORRIS (Loiret) 2674 h
 LOYE SUR ARNON (Cher) 308 h
 LUISANT (Eure et Loir) 6905 h
 MEHUN SUR YEVRE (Cher) 7343 h
 MONTRICHARD (Loir et Cher) 3624 h
 NOGENT LE ROTROU
 (Eure et Loir) 11524 h
 NOUAN LE FUZELIER
 (Loir et Cher) 2319 h
 OIZON (Cher) 752 h
 OUZOUEUR SOUS BELLEGARDE
 (Loiret) 262 h
 OUZOUEUR SUR LOIRE (Loiret) 2567 h
PANNES (Loiret) 3013 h
 POULIGNY SAINT MARTIN
 (Indre) 254 h
 SAINT AIGNAN (Loir et Cher) 3542 h
 SAINT AIGNAN DES GUES (Loiret) 287 h
 SAINT AY (Loiret) 2966 h
 SAINT JEAN DE BRAYE (Loiret) 18395 h
 SAINT PIERRE DES CORPS
 (Indre-et-Loire) 15773 h
 SAINTE MAURE DE TOURAINE
 (Indre-et-Loire) 3909 h
 SANCERRE (Cher) 1952 h
 SARZAY (Indre) 319 h
SAULZAIS LE POTIER (Cher) 814 h
 SELLES SUR CHER (Loir et Cher) 4775 h
 SOUGE (Loir et Cher) 437 h
 SURY AUX BOIS (Loiret) 508 h
 TROUY (Cher) 3100 h
 VERDIGNY (Cher) 282 h
 VERNOU EN SOLOGNE
 (Loir et Cher) 524 h
 VERNOUILLET (Eure et Loir) 11496 h
 VIERZON (Cher) 29719 h
 VOUZON (Loir et Cher) 1060 h



NEUVILLE SUR SEINE

Grand Prix National

BACONNES (Marne) 170 h
 HAUSSIMONT (Marne) 174 h
 OGER (Marne) 558 h

QuatreFleurs

CHALONS EN CHAMPAGNE
 (Marne) 47339 h
 CHAMERY (Marne) 400 h
 COLOMBE LE SEC (Aube) 148 h
 LA CHAPELLE SAINT LUC
 (Aube) 14451 h
 MONTSAON (Haute-Marne) 118 h
NEUVILLE SUR SEINE (Aube) 356 h
 REIMS (Marne) 187 206 h
RILLY LA MONTAGNE (Marne) 1072 h
 SAINT MARTIN SUR LE PRE
 (Marne) 882 h
 SEMIDE (Ardennes) 251 h

TroisFleurs

ARC EN BARROIS (Haute-Marne) 902 h
 ARCIS SUR AUBE (Aube) 2841 h
 BAR LES BUZANCY (Ardennes) 98 h
 BAR SUR AUBE (Aube) 6263 h
 BAR SUR SEINE (Aube) 3498 h
 BARBY (Ardennes) 352 h
 BAYEL (Aube) 860 h
BAZEILLES (Ardennes) 1879 h
 BEZANNES (Marne) 1299 h
 BINSON-ORQUIGNY (Marne) 185 h
 BOURBONNE LES BAINS
 (Haute-Marne) 2496 h
 BRIENNE LE CHATEAU (Aube) 3336 h
 CELLES SUR OURCE (Aube) 455 h
 CHAMPGUYON (Marne) 212 h
 CHARLEVILLE MEZIERES
 (Ardennes) 55466 h
 CHAUMONT (Haute-Marne) 25996 h
 CHEVEUGES (Ardennes) 419 h
CHOUILLY (Marne) 873 h
 COMPERTRIX (Marne) 1076 h
 CONDE SUR MARNE (Marne) 599 h

CONGY (Marne) 288 h
 COOLUS (Marne) 226 h
 CORMONTREUIL (Marne) 6390 h
 COULOMMES LA MONTAGNE
 (Marne) 222 h
 DORMANS (Marne) 3126 h
 EPERNAY (Marne) 25865 h
 ESNOUVEAUX (Haute-Marne) 337 h
FAGNIERES (Marne) 5046 h
 FESTIGNY (Marne) 405 h
 FONTAINE DENIS NUISY (Marne) 258 h
 GIFFAUMONT CHAMPAUBERT
 (Marne) 234 h
 GIVET (Ardennes) 7378 h
 GIVRY LES LOISY (Marne) 84 h
 HARGNIES (Ardennes) 514 h
 HAUSSIGNEMONT (Marne) 206 h
 HAUTVILLERS (Marne) 849 h
 JOINVILLE (Haute-Marne) 4380 h
LANGRES (Haute-Marne) 9586 h
 LE MESNIL SUR OGER (Marne) 1077 h
 LENHARREE (Marne) 107 h
 LES NOES PRES TROYES (Aube) 3466 h
 LOUEMONT (Haute-Marne) 742 h
 MANCY (Marne) 250 h
 MAREUIL EN BRIE (Marne) 232 h
 MATTON ET CLEMENCY
 (Ardennes) 453 h
 MONTIER EN DER (Haute-Marne) 2019 h
 MONTIGNY SUR MEUSE
 (Ardennes) 78 h
 MOURMELON LE GRAND
 (Marne) 4655 h
 NEUVILLE DAY (Ardennes) 154 h
 NOGENT (Haute-Marne) 4342 h
 NOGENT SUR SEINE (Aube) 5967 h
NOIDANT LE ROCHEUX
(Haute-Marne) 194 h
 OIRY (Marne) 946 h
 OYES (Marne) 88 h
 PRUNAY (Marne) 855 h
RETHEL (Ardennes) 8679 h
 REUIL (Marne) 305 h
 RILLY SUR AISNE (Ardennes) 105 h
 SACY (Marne) 344 h
SAINT AIGNAN (Ardennes) 150 h
 SAINT ANDRE LES VERGERS
 (Aube) 11 125 h
 SAINT DIZIER (Haute-Marne) 30896 h
 SAINT JULIEN LES VILLAS (Aube) 6420 h
 SAINT MEMMIE (Marne) 5670 h
 SAINTE MENEHOULD (Marne) 4979 h
 SAINTE SAVINE (Aube) 10125 h
 SARRY (Marne) 2085 h
 SEDAN (Ardennes) 20548 h
 SERMIERS (Marne) 571 h
 SONCOURT SUR MARNE
 (Haute-Marne) 338 h
 SOULAINES DHUYS (Aube) 267 h
 SURY (Ardennes) 114 h
 TAILLY (Ardennes) 206 h
 THENORGUES (Ardennes) 85 h

TINQUEUX (Marne) 10083 h
 TROYES (Aube) 60943 h
 VAUDREMONT (Haute-Marne) 96 h
 VAUX LES RUBIGNY (Ardennes) 57 h
 VERTUS (Marne) 2513 h
 VERZY (Marne) 1058 h
VILLE-DOMMANGE (Marne) 466 h
VILLERS ALLERAND (Marne) 815 h
 VILLERS SOUS CHATILLON
 (Marne) 183 h
 VIREUX WALLERAND
 (Ardennes) 2036 h
 VITRY LE FRANCOIS (Marne) 16737 h
 VIVIER AU COURT (Ardennes) 3298 h
 VRIGNE AUX BOIS (Ardennes) 3670 h

DexFlers

AIGLEMONT (Ardennes) 1729 h
AIX EN OTHE (Aube) 2131 h
AMBONNAY (Marne) 934 h
 AUXON (Aube) 927 h
 AVENAY VAL D'OR (Marne) 1026 h
 AVIZE (Marne) 1619 h
 AY (Marne) 4315 h
BAYE (Marne) 403 h
 BERULLE (Aube) 235 h
BETHENY (Marne) 5995 h
 BETHON (Marne) 274 h
BLECOURT (Haute-Marne) 120 h
 BOLOGNE (Haute-Marne) 1973 h
 BOSSUS LES RUMIGNY (Ardennes) 94 h
 BREUVERY SUR COOLE (Marne) 200 h
 BUCEY EN OTHE (Aube) 341 h
BUCHERES (Aube) 1345 h
CARIGNAN (Ardennes) 3259 h
 CHALINDREY (Haute-Marne) 2758 h
CHAMPFLEURY (Marne) 459 h
 CHAMPIGNEUL CHAMPAGNE
 (Marne) 242 h
CHAMPILLON (Marne) 548 h
 CHATILLON SUR MORIN (Marne) 170 h
 CORGIRNON (Haute-Marne) 323 h
 COURTISOLS (Marne) 2586 h
CRAMANT (Marne) 931 h
 CRESPIY LE NEUF (Aube) 146 h
 CUNFIN (Aube) 199 h
DONCHERY (Ardennes) 2396 h
DROUPT SAINTE MARIE (Aube) 218 h
 DROYES (Haute-Marne) 333 h
 EGUILLY SOUS BOIS (Aube) 98 h
 ESSOYES (Aube) 650 h
 ESTERNAY (Marne) 1637 h
 FISMES (Marne) 5389 h
 FLOING (Ardennes) 2455 h
 FONTAINE (Aube) 255 h
 GERAUDOT (Aube) 291 h
 GIONGES (Marne) 261 h
GYE SUR SEINE (Aube) 513 h
HAYBES (Ardennes) 2144 h
 HIERGES (Ardennes) 220 h
ILLOUD (Haute-Marne) 322 h

JUNIVILLE (Ardennes) 872 h
 L'EPINE (Marne) 648 h
 LA RIVIERE DE CORPS (Aube) 2959 h
 LACHY (Marne) 312 h
 LANTY SUR AUBE (Haute-Marne) 146 h
 LES RICEYS (Aube) 1376 h
 LUSIGNY SUR BARSE (Aube) 1449 h
MARCILLY SUR SEINE (Marne) 666 h
 MAREUIL SUR AY (Marne) 1219 h
 MARNAY SUR MARNE
 (Haute-Marne) 271 h
 MAROLLES (Marne) 552 h
 MESNIL SAINT PERE (Aube) 331 h
MONTCTY NOTRE DAME
(Ardennes) 1589 h
 MONTMIRAIL (Marne) 3855 h
 MUTIGNY (Marne) 188 h
NEUFMANIL (Ardennes) 1227 h
 NOGENT L'ABBESE (Marne) 445 h
 ORBAIS L'ABBEY (Marne) 567 h
 ORCEVAUX (Haute-Marne) 98 h
OSNES (Ardennes) 225 h
 PLEURS (Marne) 714 h
 PONT SAINTE MARIE (Aube) 4936 h
PONT SUR SEINE (Aube) 935 h
 PROVERVILLE (Aube) 290 h
 PRUGNY (Aube) 316 h
 RENNEVILLE (Ardennes) 235 h
 RENWEZ (Ardennes) 1429 h
REVIN (Ardennes) 9141 h
 ROSNAY (Marne) 278 h
 ROUVROY SUR AUDRY
 (Ardennes) 539 h
 ROUVROY SUR MARNE
 (Haute-Marne) 348 h
SAINT BRICE COURCELLES
(Marne) 3556 h
 SAINT GERMAIN (Aube) 2152 h
 SAINT JEAN AUX BOIS (Ardennes) 138 h
 SAINT PARRES AUX TERTRES
 (Aube) 2615 h

SAINT REMY SUR BUSSY (Marne) 301 h
 SIGNY L'ABBAYE (Ardennes) 1339 h
 SILLERY (Marne) 1700 h
 SPOY (Aube) 154 h
TAISSY (Marne) 2392 h
THIS (Ardennes) 180 h
TOURS SUR MARNE (Marne) 1224 h
 TREPAIL (Marne) 473 h
TRIGNY (Marne) 538 h
 VAL DES MARAIS (Marne) 490 h
VANDEUIL (Marne) 217 h
VAUX VILLAIN (Ardennes) 186 h
 VENDEUVRE SUR BARSE (Aube) 2621 h
VERRIERES (Aube) 1724 h
VILLEMoyenne (Aube) 523 h
 VILLERS EN ARGONNE (Marne) 234 h
VILLERS SEMEUSE (Ardennes) 3620 h
 VILLY (Ardennes) 139 h
VIREUX MOLHAIN
(Ardennes) 1871 h
 VIVIERS SUR ARTAUT (Aube) 125 h
 VOIPREUX (Marne) 186 h
 VOUECOURT (Haute-Marne) 205 h
 VRAUX (Marne) 391 h
WARMERIVILLE (Marne) 2178 h
WILLIERS (Ardennes) 38 h

U neFleur

ACY ROMANCE (Ardennes) 511 h
ANGLURE (Marne) 879 h
 ANTHENY (Ardennes) 109 h
 AVAUX (Ardennes) 456 h
BALAN (Ardennes) 1654 h
BARBONNE FAYEL (Marne) 509 h
BAZANCOURT (Marne) 1952 h
BEINE NAUROY (Marne) 835 h
BERGERES LES VERTUS
(Marne) 552 h
 BLAISY (Haute-Marne) 64 h
 BOUILLY (Aube) 1090 h
 BREVIANDES (Aube) 1926 h

BRIEULLES SUR BAR (Ardennes) 202 h
BROGNON (Ardennes) 128 h
BUXEUIL (Aube) 147 h
 CHAOURCE (Aube) 1092 h
CHARLEVILLE (Marne) 163 h
 CHATEAU PORCIEN (Ardennes) 1310 h
 COURCELLES SUR BLAISE
 (Haute-Marne) 118 h
 COURDEMANGES (Marne) 449 h
 DIENVILLE (Aube) 747 h
 DOMPREMY (Marne) 93 h
 DOSCHES (Aube) 237 h
 DRAIZE (Ardennes) 100 h
 DROUPT SAINT BASLE (Aube) 290 h
ECORDAL (Ardennes) 274 h
ECUEIL (Marne) 368 h
 EPOTHEMONT (Aube) 175 h
 ESTREBAY (Ardennes) 69 h
EVIGNY (Ardennes) 199 h
FAYL BILLOT (Haute-Marne) 1419 h
 FERE CHAMPENOISE (Marne) 2336 h
 FLAMMERE COURT (Haute-Marne) 62 h
 FONTETTE (Aube) 176 h
 FRIGNICOURT (Marne) 1776 h
 FRONCLES (Haute-Marne) 1806 h
 GILLEY (Haute-Marne) 66 h
GOMONT (Ardennes) 323 h
 GRANDCHAMP (Ardennes) 86 h
 HARRICOURT (Ardennes) 60 h
 L' ECHELLE (Ardennes) 147 h
 LA CELLE SOUS CHANTEMERLE
 (Marne) 136 h
 LA NEUVILLE AUX BOIS (Marne) 183 h
 LA NEUVILLE TOURNE A FUY
 (Ardennes) 369 h
LA ROTHIERE (Aube) 125 h
 LA VEUVE (Marne) 545 h
LAFERTE SUR AUBE
(Haute-Marne) 375 h
 LE MEIX TIERCELIN (Marne) 175 h
 LE THOUR (Ardennes) 317 h
LES MAZURES (Ardennes) 786 h
LOIVRE (Marne) 1104 h
LUMES (Ardennes) 1260 h
MACEY (Aube) 763 h
MAILLY LE CAMP (Aube) 1423 h

MAIRY SUR MARNE (Marne) 564 h
MARQUIGNY (Ardennes) 67 h
 MATOUGUES (Marne) 644 h
MERY SUR SEINE (Aube) 1326 h
 MESNIL SAINT LOUP (Aube) 523 h
 MONTGENOST (Marne) 119 h
MONTHOLON (Marne) 365 h
 MONTHERME (Ardennes) 2863 h
 MOUZON (Ardennes) 2681 h
 NEUVILLE SUR VANNES (Aube) 340 h
 NORMEE (Marne) 53 h
OEUILLY (Marne) 585 h
 OSSEY LES TROIS MAISONS
 (Aube) 506 h
PASSY GRIGNY (Marne) 379 h
 PERIGNY LA ROSE (Aube) 115 h
PLANCY L'ABBAYE (Aube) 900 h
PLIVOT (Marne) 640 h
 POISSONS (Haute-Marne) 749 h
 POMACLE (Marne) 315 h
POURU SAINT REMY
(Ardennes) 1177 h
 PUELLEMONTIER (Haute-Marne) 172 h
PUISEUX (Ardennes) 81 h
 RADONVILLIERS (Aube) 367 h
RIMOIGNE (Ardennes) 1433 h
 ROSIERES PRES TROYES (Aube) 2608 h
 SAINT AUBIN (Aube) 537 h
 SAINT MARTIN D'ABLOIS
 (Marne) 1444 h
SAINT MESMIN (Aube) 845 h
 SAINT QUENTIN LE PETIT
 (Ardennes) 158 h
 SAINT UTIN (Marne) 89 h
SAPIGNICOURT (Marne) 330 h
SAULT SAINT REMY
(Ardennes) 162 h
SOMMEVAL (Aube) 278 h
 SORCY BAUTHEMONT (Ardennes) 144 h
SUZANNE (Ardennes) 56 h
THIVET (Haute-Marne) 321 h
 TOGES (Ardennes) 94 h
TOURNES (Ardennes) 1067 h
 TRONCHOY (Haute-Marne) 55 h
 VASSIMONT ET CHAPELAINE
 (Marne) 106 h

VAUX SOUS AUBIGNY
 (Haute-Marne) 705 h
VERZENAY (Marne) 1094 h
VICQ (Haute-Marne) 195 h
 VIEVILLE (Haute-Marne) 274 h
 VILLE SUR ARCE (Aube) 264 h
 VILLENAUXE LA GRANDE (Aube) 666 h
 VILLERS SUR BAR (Ardennes) 244 h
 VOILLECOMTE (Haute-Marne) 470 h
 VOUIZIERS (Ardennes) 4742 h
WADELINCOURT (Ardennes) 526 h
WITRY LES REIMS (Marne) 4724 h



LAMA

QuatreFleurs

LAMA (Haute-Corse) 130 h

TroisFleurs

CALVI (Haute-Corse) 5177 h

DeuxFleurs

CASTINETA (Haute-Corse) 53 h
 GIOCATOJO (Haute-Corse) 49 h
 L' ILE ROUSSE (Haute-Corse) 2774 h
 LA PORTA (Haute-Corse) 196 h
 MURO (Haute-Corse) 248 h
 PIGNA (Haute-Corse) 95 h
 POGGIO DI NAZZA (Haute-Corse) 185 h
 POLVEROSO (Haute-Corse) 22 h
SAINT FLORENT
(Haute-Corse) 1474 h
 SAN NICOLAO (Haute-Corse) 1316 h

UnFleur

AREGNO (Haute-Corse) 567 h
 BASTIA (Haute-Corse) 37884 h
 BIGUGLIA (Haute-Corse) 5018 h
 CAMPANA (Haute-Corse) 24 h
 CASTELLO DI ROSTINO
 (Haute-Corse) 277 h
CERVIONE (Haute-Corse) 1474 h
 CORTE (Haute-Corse) 6329 h
 OLETTA (Haute-Corse) 830 h
PIAZZOLE (Haute-Corse) 43 h
 PIEDICORTE DI GAGGIO
 (Haute-Corse) 127 h

RIVENTOSA (Haute-Corse) 188 h
 RUSIO (Haute-Corse) 66 h
 SAN GIOVANNI DI MORIANI
 (Haute-Corse) 85 h
 SAN MARTINO DI LOTA
 (Haute-Corse) 2530 h
 VALLE DI CAMPOLORE
 (Haute-Corse) 263 h

Franche-Comté

MONTBELLARD



Grand Prix National

MONTBELLARD (Doubs) 27570 h
 ROUGEGOUTTE
 (Territoire de Belfort) 894 h

Quatre Fleurs

MANDEURE (Doubs) 5142 h
 MOFFANS ET VACHERESSE
 (Haute-Saône) 531 h

Trois Fleurs

ANJOUTEY (Territoire de Belfort) 591 h
 ARBOIS (Jura) 3698 h
 AUVET ET LA CHAPELOTTE
 (Haute-Saône) 266 h
 BAVANS (Doubs) 3917 h
 BAVILLIERS (Territoire de Belfort) 4582 h
 BELFORT (Territoire de Belfort) 50417 h
 BESANCON (Doubs) 117733 h
 CHAMPAGNOLE (Jura) 8616 h
 DELLE (Territoire de Belfort) 6624 h
 DIGNA (Jura) 300 h
 DOLE (Jura) 24949 h
 EHUNS (Haute-Saône) 232 h
 ETUEFFONT (Territoire de Belfort) 1326 h
 ETUPES (Doubs) 3543 h
 EXINCOURT (Doubs) 3309 h
 FERRIERES LES BOIS (Doubs) 258 h
 FROTEY LES LURE (Haute-Saône) 502 h
 GRAND CHARMONT (Doubs) 5104 h
 LACOLLONGE (Territoire de Belfort) 221 h
 LONS LE SAUNIER (Jura) 18483 h
 ORBAGNA (Jura) 166 h
ORGELET (Jura) 1729 h
 PUPILLIN (Jura) 218 h
RECOUVRANCE
(Territoire de Belfort) 63 h
 RYE (Jura) 161 h

SALINS LES BAINS (Jura) 3333 h
 THIANCOURT (Territoire de Belfort) 219 h
 TROUVANS (Doubs) 62 h
 VALENTIGNEY (Doubs) 12486 h
 VESOUL (Haute-Saône) 18882 h
 VOUEJAUCOURT (Doubs) 3195 h

Dix Fleurs

ARCHELANGE (Jura) 213 h
 ARGILLIERES (Haute-Saône) 78 h
 AUDINCOURT (Doubs) 15539 h
 AUGISEY (Jura) 206 h
 BEAUCOURT (Territoire de Belfort) 5348 h
 BETHONCOURT (Doubs) 6848 h
BLUSSANS (Doubs) 180 h
BOUROGNE
(Territoire de Belfort) 1422 h
COURBOUZON (Jura) 528 h
 CREVANS ET LA CHAPELLE
 (Haute-Saône) 236 h
 CROMARY (Haute-Saône) 164 h
 DAMPARIS (Jura) 2799 h
DANJOUTIN
(Territoire de Belfort) 3400 h
 DELUZ (Doubs) 693 h
FOUSSEMAGNE
(Territoire de Belfort) 722 h
 FRANEY (Doubs) 239 h
 FREDERIC FONTAINE
 (Haute-Saône) 182 h
 GONSANS (Doubs) 433 h
 GRAY (Haute-Saône) 6773 h
 GRUSSE (Jura) 147 h
 HERICOURT (Haute-Saône) 10133 h
 L'ETOILE (Jura) 581 h
 LE VAL DE GOUHENANS
 (Haute-Saône) 35 h
 LUXEUIL LES BAINS
 (Haute-Saône) 8414 h
 MENOUX (Haute-Saône) 231 h
 MOLAY (Haute-Saône) 51 h
 MOREZ (Jura) 6144 h
 NANS (Doubs) 88 h
NOIDANS LES VESOUL
(Haute-Saône) 2109 h
 PHAFFANS (Territoire de Belfort) 315 h
 PIERREFONTAINE LES BLAMONT
 (Doubs) 574 h
 PONTARLIER (Doubs) 18360 h
 RELANS (Jura) 248 h
 ROCHEFORT SUR NENON (Jura) 599 h
 SAINT DIZIER L'EVEQUE
 (Territoire de Belfort) 367 h
 SAINT VIT (Doubs) 4381 h
SELONCOURT (Doubs) 5896 h
SOCHAUX (Doubs) 4492 h
 ST JULIEN LES MONTBELLARD
 (Doubs) 180 h
 TAVAUZ (Jura) 4274 h
 VALDOIE (Territoire de Belfort) 4945 h
 VANDONCOURT (Doubs) 626 h
 VETRIGNE (Territoire de Belfort) 441 h

Un Fleur

ABELCOURT (Haute-Saône) 303 h
 ABONCOURT GESINCOURT
 (Haute-Saône) 204 h
 ALAINCOURT (Haute-Saône) 97 h
 AMAGNEY (Doubs) 680 h
ARGIESANS
(Territoire de Belfort) 390 h
 BIARNE (Jura) 354 h
 BOUSSIERES (Doubs) 942 h
 BUSY (Doubs) 490 h
 CHALEZEULE (Doubs) 960 h
 CHARBONNIERES LES SAPINS
 (Doubs) 163 h
 CHAUX LA LOTIERE (Haute-Saône) 292 h
 CLAIREGOUTTE (Haute-Saône) 441 h
 CLERON (Doubs) 294 h
 CRAMANS (Jura) 430 h
 CUNELIERES (Territoire de Belfort) 229 h
 DENNEY (Territoire de Belfort) 644 h
 ETALANS (Doubs) 985 h
 FILAIN (Haute-Saône) 226 h
 FLAGEY RIGNEY (Doubs) 71 h
 FONTENOIS LA VILLE
 (Haute-Saône) 172 h
 FOUGEROLLES (Haute-Saône) 4207 h
 FRASNE LE CHATEAU
 (Haute-Saône) 228 h
 GEVIGNEY ET MERCEY
 (Haute-Saône) 457 h
 GONDENANS LES MOULINS
 (Doubs) 62 h
 GROSNE (Territoire de Belfort) 246 h
 JUSSEY (Haute-Saône) 1836 h
 LA FERTE (Jura) 191 h
 LAGRANGE (Territoire de Belfort) 102 h
 LIESLE (Doubs) 552 h
LUZE (Haute-Saône) 707 h
 LYOFFANS (Haute-Saône) 331 h
 MALBUISSON (Doubs) 400 h
 MELISEY (Haute-Saône) 1794 h
 MORTEAU (Doubs) 6375 h
 ORMOICHE (Haute-Saône) 61 h
 ORNANS (Doubs) 4128 h
 PLANCHER BAS (Haute-Saône) 1666 h
POLIGNY (Jura) 5234 h
 RAINANS (Jura) 181 h
 ROMAGNY SOUS ROUGEMONT
 (Territoire de Belfort) 202 h
 SAINT CLAUDE (Jura) 12303 h
 SAINT GERMAIN LE CHATELET
 (Territoire de Belfort) 536 h
 SAINTE SUZANNE (Doubs) 1385 h
 SAONE (Doubs) 2728 h
 THISE (Doubs) 3036 h
 TOULOUSE LE CHATEAU (Jura) 159 h
 VALDAHON (Doubs) 4949 h
 VELLEANS (Doubs) 218 h
 VELLOREILLE LES CHOYE
 (Haute-Saône) 51 h
 VITREUX (Jura) 209 h

Ile-de-France



COURBEVOIE

Grand Prix National

CRETEIL (Val de Marne) 82147 h
LE PLESSIS ROBINSON
(Hauts de Seine) 21618 h
LEVALLOIS (Hauts de Seine) 54700 h
MAISONS ALFORT
(Val de Marne) 51749 h
RUEIL MALMAISON
(Hauts de Seine) 74000 h

Quatre Fleurs

AULNAY SOUS BOIS
Seine Saint Denis) 80021 h
COURBEVOIE
(Hauts de Seine) 69694 h
GAGNY (Seine Saint Denis) 36715 h
LE CHESNAY (Yvelines) 28942 h
LE MEE SUR SEINE
(Seine et Marne) 21215 h
LE VESINET (Yvelines) 16223 h
LIVRY GARGAN
(Seine Saint Denis) 37288 h
MEAUX (Seine et Marne) 49409 h
MELUN (Seine et Marne) 36998 h
SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
(Essonne) 32324 h
SOISY SOUS MONTMORENCY
(Val d'Oise) 16794 h
VELIZY VILLACOUBLAY
(Yvelines) 20725 h

Trois Fleurs

ANNET SUR MARNE
(Seine et Marne) 2538 h
ARGENTEUIL (Val d'Oise) 95340 h
BAGNEUX (Hauts de Seine) 37300 h
BONNEUIL SUR MARNE
(Val de Marne) 17000 h
BOULOGNE BILLANCOURT
(Hauts de Seine) 106367 h
BOURG LA REINE
(Hauts de Seine) 18251 h
BOUTIGNY SUR ESSONNE
(Essonne) 3000 h
BUCHELAY (Yvelines) 2203 h
CERGY (Val d'Oise) 54781 h
CHAMPIGNY SUR MARNE
(Val de Marne) 75000 h
CHAVILLE (Hauts de Seine) 18136 h
CHELLES (Seine et Marne) 45399 h
CHENNEVIERES SUR MARNE
(Val de Marne) 17837 h
CHILLY MAZARIN (Essonne) 17868 h
CHOISY LE ROI (Val de Marne) 34336 h
CLAYE SOUILLY (Seine et Marne) 10391 h
CLICHY (Hauts de Seine) 50154 h
COMBS LA VILLE
(Seine et Marne) 21427 h
CORBEIL ESSONNES (Essonne) 40345 h
CORMEILLES EN PARISIS
(Val d'Oise) 19822 h
COULOMMIERS (Seine et Marne) 13584 h
CROISSY BEAUBOURG
(Seine et Marne) 2240 h
DAMMARIE LES LYS
(Seine et Marne) 20816 h
DOURDAN (Essonne) 9647 h
EAUBONNE (Val d'Oise) 23000 h
ETAMPES (Essonne) 21457 h
EVRY (Essonne) 45531 h
FONTENAY SOUS BOIS
(Val de Marne) 50921 h
GARCHES (Hauts de Seine) 18000 h
GARGENVILLE (Yvelines) 6750 h
JOINVILLE LE PONT
(Val de Marne) 17348 h

LA CELLE SAINT CLOUD

(Yvelines) 21752 h
LA COURNEUVE
(Seine Saint Denis) 35310 h
LAGNY SUR MARNE
(Seine et Marne) 19579 h
LE BLANC MESNIL
(Seine Saint Denis) 47000 h
LE CHATELET EN BRIE
(Seine et Marne) 4570 h
LE PECQ (Yvelines) 16509 h
LES ULIS (Essonne) 25785 h
LIMAY (Yvelines) 15709 h
LOUVECIENNES (Yvelines) 7200 h
MANTES LA JOLIE (Yvelines) 43266 h
MAROLLES EN BRIE
(Val de Marne) 5278 h
MASSY (Essonne) 37712 h
MEUDON (Hauts de Seine) 43663 h
MOUSSY LE NEUF
(Seine et Marne) 2400 h
NOGENT SUR MARNE
(Val de Marne) 28191 h
NOISIEL (Seine et Marne) 15502 h
POISSY (Yvelines) 36101 h
RAMBOUILLET (Yvelines) 25424 h
ROSNY SOUS BOIS
(Seine Saint Denis) 39500 h
RUNGIS (Val de Marne) 5424 h
SAINT GERMAIN EN LAYE
(Yvelines) 40162 h
SAINT MAUR DES FOSSES
(Val de Marne) 75000 h
SANNOIS (Val d'Oise) 25887 h
SARTROUVILLE (Yvelines) 50219 h
SUCY EN BRIE
(Val de Marne) 25030 h
SURESNES (Hauts de Seine) 40000 h
VILLEBON SUR YVETTE
(Essonne) 9501 h
VILLEMOMBLE
(Seine Saint Denis) 27000 h
VILLETANEUSE
(Seine Saint Denis) 11376 h
VILLIERS SUR MARNE
(Val de Marne) 26700 h
VIRY CHATILLON (Essonne) 30630 h

DexFlers

ANDRESY (Yvelines) 12621 h
ANTONY (Hauts de Seine) 59849 h
AUBERVILLIERS
(Seine Saint Denis) 63500 h
BEAUMONT SUR OISE
(Val d'Oise) 8390 h
BOISSY SAINT LEGER
(Val de Marne) 15390 h
BONDY (Seine Saint Denis) 46826 h
BRIE COMTE ROBERT
(Seine et Marne) 13828 h
CARRIERES SOUS POISSY
(Yvelines) 13545 h
CHANTELOUP-EN-BRIE
(Seine et Marne) 1780 h
CHARENTON LE PONT
(Val de Marne) 27700 h
CHEVREUSE (Yvelines) 5364 h
CHOISY LE ROI (Val de Marne) 34336 h
COLOMBES (Hauts de Seine) 76757 h
COMPANS (Seine et Marne) 728 h
DRANCY (Seine Saint Denis) 62263 h
ELANCOURT (Yvelines) 26983 h
EPINAY SUR ORGE (Essonne) 9398 h
ERMONT (Val d'Oise) 27696 h
ETRECHY (Essonne) 6102 h
FRANCONVILLE (Val d'Oise) 33497 h
GENNEVILLIERS
(Hauts de Seine) 42733 h
GOURNAY SUR MARNE
(Seine Saint Denis) 5965 h
GOUSSAINVILLE (Val d'Oise) 28000 h
HOUILLES (Yvelines) 30000 h
LA ROCHETTE (Seine et Marne) 2821 h
LE PLESSIS TREVISE
(Val de Marne) 16731 h
L'ISLE ADAM (Val d'Oise) 11307 h
LOGNES (Seine et Marne) 15000 h
LONGJUMEAU (Essonne) 20158 h
MALAKOFF (Hauts de Seine) 29644 h
MOISSY CRAMAYEL
(Seine et Marne) 12263 h
MONTEREAU FAULT YONNE
(Seine et Marne) 17903 h
MONTREUIL SOUS BOIS
(Seine Saint Denis) 91000 h
MONTRouGE (Hauts de Seine) 40000 h
NANTERRE (Hauts de Seine) 84219 h
NOISY LE GRAND
(Seine Saint Denis) 58217 h
ORSAY (Essonne) 16497 h
OSNY (Val d'Oise) 14309 h
PANTIN (Seine Saint Denis) 50000 h

PLAISIR (Yvelines) 31151 h
PROVINS (Seine et Marne) 12091 h
RICHARVILLE (Essonne) 407 h
RIS ORANGIS (Essonne) 24388 h
SAINT DENIS (Seine Saint Denis) 86000 h
SAINT GERMAIN LES ARPAJON
(Essonne) 7607 h
SAINT MAURICE
(Val de Marne) 13000 h
SAINT MICHEL SUR ORGE
(Essonne) 20376 h
SAINT OUEN (Seine Saint Denis) 40000 h
SANTENY (Val de Marne) 3186 h
SARCELLES (Val d'Oise) 58241 h
SAVIGNY SUR ORGE (Essonne) 36612 h
SCEAUX (Hauts de Seine) 19494 h
SERRIS (Seine et Marne) 5220 h
SEVRAN (Seine Saint Denis) 48000 h
SEVRES (Hauts de Seine) 22532 h
TORCY (Seine et Marne) 22000 h
TREMBLAY EN FRANCE
(Seine Saint Denis) 34000 h
TRILPORT (Seine et Marne) 4670 h
VAIRES SUR MARNE
(Seine et Marne) 11772 h
VARENNES SUR SEINE
(Seine et Marne) 3214 h
VAUX LE PENIL (Seine et Marne) 10688 h
VILLEJUIF (Val de Marne) 48000 h
VILLEJUST (Essonne) 1663 h
VILLENEUVE LA GARENNE
(Hauts de Seine) 24500 h
VILLENEUVE LE ROI
(Val de Marne) 18400 h
VILLEPINTE (Seine Saint Denis) 33806 h
VINCENNES (Val de Marne) 44000 h
WISSOUS (Essonne) 5200 h
YERRES (Essonne) 27000 h

U neFler

ARPAJON (Essonne) 9053 h
ASNIERES SUR SEINE
(Hauts de Seine) 80000 h
AUBERGENVILLE (Yvelines) 11725 h
AVON (Seine et Marne) 14030 h
BAILLY ROMAINVILLIERS
(Seine et Marne) 4000 h
BAULNE (Essonne) 1380 h
BOBIGNY (Seine Saint Denis) 44079 h
BOIS COLOMBES
(Hauts de Seine) 23885 h
BOISSISE LA BERTRAND
(Seine et Marne) 889 h
BOUSSY SAINT ANTOINE
(Essonne) 6352 h
BRAY SUR SEINE (Seine et Marne) 2303 h
CACHAN (Val de Marne) 25327 h
CHAMPS SUR MARNE
(Seine et Marne) 25252 h
CHATENAY MALABRY
(Hauts de Seine) 30919 h
CHATILLON (Hauts de Seine) 28622 h
CHAVENAY (Yvelines) 1850 h
CLAMART (Hauts de Seine) 50000 h
DEUIL LA BARRE (Val d'Oise) 19160 h
DOMONT (Val d'Oise) 14883 h
EMERAINVILLE (Seine et Marne) 7248 h
FAREMOUTIERS (Seine et Marne) 2325 h
FRESNES (Val de Marne) 25226 h
ISSY LES MOULINEAUX
(Hauts de Seine) 52647 h
JOUY MAUVOISIN (Yvelines) 511 h
LA CELLE SUR MORIN
(Seine et Marne) 1114 h
LA GARENNE COLOMBES
(Hauts de Seine) 24181 h
LE COUDRAY MONTCEAUX
(Essonne) 2800 h
LE MESNIL LE ROI (Yvelines) 6250 h
LES MUREAUX (Yvelines) 31739 h
LINAS (Essonne) 4970 h
MARINES (Val d'Oise) 2925 h
MAUCHAMPS (Essonne) 275 h
MONTALET LE BOIS (Yvelines) 293 h
MORANGIS (Essonne) 10600 h
MORIGNY CHAMPIGNY
(Essonne) 3922 h
NANTEUIL LES MEAUX
(Seine et Marne) 5059 h
NEUILLY SUR SEINE
(Hauts de Seine) 59848 h
NOISY LE ROI (Yvelines) 7884 h
OLLAINVILLE (Essonne) 3896 h
OZOIR LA FERRIERE
(Seine et Marne) 20817 h
PARAY VIEILLE POSTE (Essonne) 7216 h
PARMAIN (Val d'Oise) 5166 h
PONTOISE (Val d'Oise) 22500 h
ROISSY EN FRANCE (Val d'Oise) 2149 h
ROMAINVILLE
(Seine Saint Denis) 24000 h
SAINT CLOUD (Hauts de Seine) 28157 h
SAINT GRATIEN (Val d'Oise) 19377 h
SAINT REMY LES CHEVREUSE
(Yvelines) 7651 h
SAVIGNY LE TEMPLE
(Seine et Marne) 22339 h
SOISY SUR SEINE (Essonne) 7072 h
STAINS (Seine Saint Denis) 33000 h
TOURNAN EN BRIE
(Seine et Marne) 7644 h
VANVES (Hauts de Seine) 26000 h
VERSAILLES (Yvelines) 88476 h
VERT LE GRAND (Essonne) 1923 h
VILLECRESNES
(Val de Marne) 8867 h

Languedoc-Roussillon



FRAISSE SUR AGOUT

QuatreFleurs

FRAISSE SUR AGOUT (Hérault) 322 h

TroisFleurs

ALES (Gard) 39346 h
LE GRAU DU ROI (Gard) 5875 h
LIMOUX (Aude) 9441 h

DexFleurs

AGDE (Hérault) 20303 h
ALET LES BAINS (Aude) 464 h
AUMESSAS (Gard) 225 h
BALARUC LES BAINS (Hérault) 5688 h
BEAUCAIRE (Gard) 13748 h
BOMPAS (Pyrénées Orientales) 7039 h
BRENAC (Aude) 203 h
CARCASSONNE (Aude) 43950 h
FOS (Hérault) 97 h
LA GRANDE MOTTE (Hérault) 7500 h
MONTPELLIER (Hérault) 250000 h
MURLES (Hérault) 233 h
NARBONNE (Aude) 46510 h
NIMES (Gard) 133424 h
PERPIGNAN (Pyrénées Orientales) 107241 h
ROQUEFERE (Aude) 56 h
SAINT CYPRIEN (Pyrénées Orientales) 10000 h
SAINT GILLES (Gard) 11626 h
SETE (Hérault) 39542 h
VERNET LES BAINS (Pyrénées Orientales) 1561 h

U neFleur

ALZON (Gard) 208 h
ARAMON (Gard) 3773 h
BELLEGARDE (Gard) 4913 h
BEZIERS (Hérault) 72000 h
CANET EN ROUSSILLON (Pyrénées Orientales) 12119 h
CASSAGNES (Pyrénées Orientales) 200 h
CASTELNAU LE LEZ (Hérault) 14594 h
CAUSSINIOJOULS (Hérault) 117 h
CODOLET (Gard) 558 h
CONNAUX (Gard) 1623 h
FLEURY D'AUDE (Aude) 2547 h
GARONS (Gard) 3692 h
GARRIGUES (Hérault) 127 h
GOUDARGUES (Gard) 945 h
JOCH (Pyrénées Orientales) 146 h
LA GRAND COMBE (Gard) 5800 h
LATTES (Hérault) 17000 h
LAUDUN (Gard) 5127 h
LE BARCARES (Pyrénées Orientales) 3539 h
LE VIGAN (Gard) 4429 h
MEZE (Hérault) 8000 h
PALAIRAC (Aude) 18 h
PENNAUTIER (Aude) 2253 h
PEROLS (Hérault) 8561 h
PEZENAS (Hérault) 8500 h
QUILLAN (Aude) 3542 h
RIOLS (Hérault) 700 h
SAINT ANDRE (Pyrénées Orientales) 2547 h
SAINT ESTEVE (Pyrénées Orientales) 10428 h
SAINT GUILHEM LE DESERT (Hérault) 245 h
SAINT SERNIN (Aude) 40 h
SALSES LE CHATEAU (Pyrénées Orientales) 2531 h
SERRALONGUE (Pyrénées Orientales) 246 h
VERGEZE (Gard) 3643 h
VEZENOBRES (Gard) 1391 h



Limousin



LIMOGES

GrandPrixNational

LIMOGES (Haute-Vienne) 138000 h

QuatreFleurs

SAINT HILAIRE LES PLACES (Haute-Vienne) 780 h

TroisFleurs

BERSAC SUR RIVALIER (Haute-Vienne) 640 h
BRIVE LA GAILLARDE (Corrèze) 51586 h
CONCEZE (Corrèze) 405 h
GUERET (Creuse) 15286 h
LA SOUTERRAINE (Creuse) 5587 h
MONTROL SENARD (Haute-Vienne) 234 h
NEXON (Haute-Vienne) 2347 h
PANAZOL (Haute-Vienne) 9918 h
SAINT YRIEIX LA PERCHE (Haute-Vienne) 7787 h
USSEL (Corrèze) 10753 h

DexFleurs

ALLASSAC (Corrèze) 3478 h
BOUSSAC BOURG (Creuse) 817 h
EGLETONS (Corrèze) 4087 h
FEYTIAT (Haute-Vienne) 5399 h
ISLE (Haute-Vienne) 7975 h
LADIGNAC LE LONG (Haute-Vienne) 1101 h
NAVES (Corrèze) 2037 h
SAINT JUNIEN (Haute-Vienne) 11080 h
TULLE (Corrèze) 16906 h

U neFleur

ALBUSSAC (Corrèze) 688 h
AYEN (Corrèze) 670 h
AZERABLES (Creuse) 970 h
BESSINES SUR GARTEMPE (Haute-Vienne) 2900 h
CHAILLAC SUR VIENNE (Haute-Vienne) 976 h
LEPAUD (Creuse) 354 h
MEASNES (Creuse) 604 h

MEYMAC (Corrèze) 3000 h
RILHAC RANCON
(Haute-Vienne) 4310 h
 ROCHECHOUART (Haute-Vienne) 3800 h
SAINT MAIXANT (Creuse) 295 h
 SAINT YRIEIX SOUS AIXE
 (Haute-Vienne) 319 h
 SAINTE FEYRE (Creuse) 2376 h
 SEILHAC (Corrèze) 1691 h

HEILLECOURT
 (Meurthe et Moselle) 6185 h
 HOTTVILLER (Moselle) 646 h
 JARVILLE LA MALGRANGE
 (Meurthe et Moselle) 9746 h
JOEUF (Meurthe et Moselle) 7453 h
LAXOU (Meurthe et Moselle) 15288 h
 LUNEVILLE (Meurthe et Moselle) 20200 h
 MARLY (Moselle) 10139 h
 MENIL SUR SAULX (Meuse) 214 h

VILLERS (Vosges) 214 h
 VILLERS LE SEC (Meuse) 133 h
 VIVIERS SUR CHIERS
 (Meurthe et Moselle) 627 h
 VOINEMONT (Meurthe et Moselle) 316 h
 WOIPPY (Moselle) 13755 h
 XERTIGNY (Vosges) 2856 h
 YUTZ (Moselle) 14687 h

DexFleurs

AINGEVILLE (Vosges) 68 h
 AVRICOURT (Meurthe et Moselle) 453 h
 BAERENTHAL (Moselle) 702 h
 BASSE HAM (Moselle) 1883 h
 BAZONCOURT (Moselle) 469 h
 BENESTROFF (Moselle) 587 h
 BOUCHEPORN (Moselle) 554 h
 BOUCONVILLE SUR MADT
 (Meuse) 85 h
 BOUSSE (Moselle) 2333 h
 BOUXIERES AUX BOIS (Vosges) 123 h
 BRIEY (Meurthe et Moselle) 5230 h
 CHATENOIS (Vosges) 1906 h
 CHENIERES (Meurthe et Moselle) 531 h
 CHERMISEY (Vosges) 93 h
 COMMERCEY (Meuse) 6324 h
 DOGNEVILLE (Vosges) 1464 h
 DOMBASLE SUR MEURTHE
 (Meurthe et Moselle) 9153 h
 ENNERY (Moselle) 1758 h
 EPIEZ SUR CHIERS
 (Meurthe et Moselle) 165 h
ETIVAL CLAIREFONTAINE
(Vosges) 2443 h



Grand Prix National

BEAULIEU EN ARGONNE (Meuse) 30 h
 EPINAL (Vosges) 35794 h
 GELAU COURT (Meurthe et Moselle) 45 h
 METZ (Moselle) 123776 h
 NANCY (Meurthe et Moselle) 103605 h

QuatreFleurs

BITCHE (Moselle) 5752 h
 ROLLAINVILLE (Vosges) 326 h
 ROMBAS (Moselle) 10743 h
 VITTEL (Vosges) 6117 h

TroisFleurs

AMNEVILLE (Moselle) 9314 h
 BACCARAT (Meurthe et Moselle) 4746 h
 BAR LE DUC (Meuse) 16944 h
 BLAINVILLE SUR L'EAU
 (Meurthe et Moselle) 3790 h
 BRANDEVILLE (Meuse) 141 h
 BRILLON EN BARROIS (Meuse) 609 h
 BULGNEVILLE (Vosges) 1286 h
 CHAMPIGNEULLES
 (Meurthe et Moselle) 7172 h
 CHAVELOT (Vosges) 1480 h
 CONTREXEVILLE (Vosges) 3708 h
 COURBESSEUX
 (Meurthe et Moselle) 190 h
 CREHANGE (Moselle) 3891 h
 CREUTZWALD (Moselle) 14360 h
 DIEUZE (Moselle) 3612 h
DOMPAIRE (Vosges) 919 h
 GERARDMER (Vosges) 8845 h
 GROS REDERCHING (Moselle) 1065 h
 HAGONDANGE (Moselle) 8675 h



FLEVY (Moselle) 494 h
 FOLSCHVILLER (Moselle) 4635 h
 FRAIMBOIS (Meurthe et Moselle) 279 h
 FREYMING MERLEBACH (Moselle) 14461 h
GIRECOURT SUR DURBION (Vosges) 314 h
 GIRIVILLER (Meurthe et Moselle) 55 h
 GIRMONT (Vosges) 966 h
 HAIRONVILLE (Meuse) 579 h
 HEMILLY (Moselle) 114 h
 HOEVILLE (Meurthe et Moselle) 124 h
 HOUEMONT (Meurthe et Moselle) 2375 h
 IGNEY (Meurthe et Moselle) 127 h
 ILLANGE (Moselle) 2130 h
JEANDELAINCOURT (Meurthe et Moselle) 673 h
 JEUXEY (Vosges) 688 h
 LA BRESSE (Vosges) 4928 h
 LABRY (Meurthe et Moselle) 1578 h
 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY (Meurthe et Moselle) 5083 h
 LANGUIMBERG (Moselle) 175 h
 LAVOYE (Meuse) 157 h
 LENGELSHEIM (Moselle) 209 h
 L'HOPITAL (Moselle) 5990 h
 LIGNY EN BARROIS (Meuse) 5035 h
 LISLE EN RIGAUT (Meuse) 532 h
LONGEVILLE LES SAINT AVOLD (Moselle) 3806 h
 MAINVILLERS (Moselle) 278 h
 MAIZIERES LES METZ (Moselle) 9344 h
 MAIZIERES LES VIC (Moselle) 368 h
 MANDRES AUX QUATRE TOURS (Meurthe et Moselle) 170 h
 MAXEVILLE (Meurthe et Moselle) 9214 h
 MIRECOURT (Vosges) 6384 h
 MONDELANGE (Moselle) 5606 h
MOYENMOUTIER (Vosges) 3387 h
NOMENY (Meurthe et Moselle) 1105 h
 NOMEXY (Vosges) 2308 h
 NORROY LE VENEUR (Moselle) 900 h
 OMELMONT (Meurthe et Moselle) 168 h
 PELTRE (Moselle) 1472 h
 PLOMBIERES LES BAINS (Vosges) 1906 h
 POMPEY (Meurthe et Moselle) 5229 h
 PONT A MOUSSON (Meurthe et Moselle) 14592 h
 PULNOY (Meurthe et Moselle) 4751 h
 RAIVAL (Meuse) 228 h
RAMBERVILLERS (Vosges) 6177 h
 RAON L'ETAPE (Vosges) 6749 h
 REDING (Moselle) 2337 h
 REHAINVILLER (Meurthe et Moselle) 881 h
 REMENOVILLE (Meurthe et Moselle) 154 h
 REVIGNY SUR ORNAIN (Meuse) 3660 h
SAINT DIE (Vosges) 23699 h
SAINT MAX (Meurthe et Moselle) 10939 h

SAINT MIHIEL (Meuse) 5260 h
 SAINT NABORD (Vosges) 3853 h
 SANCHEY (Vosges) 692 h
 SARRALBE (Moselle) 4800 h
 SAULXURES LES BULGNEVILLE (Vosges) 261 h
 SEICHAMPS (Meurthe et Moselle) 5475 h
SEMECOURT (Moselle) 874 h
 VAUCOURT (Meurthe et Moselle) 63 h
 VAUDIGNY (Meurthe et Moselle) 41 h
 VAUQUOIS (Meuse) 26 h
 VAXONCOURT (Vosges) 395 h
 VERNY (Moselle) 1500 h
 VILLERS LES NANCY (Meurthe et Moselle) 15694 h
VILLEY SAINT ETIENNE (Meurthe et Moselle) 1072 h
 VIOCOURT (Vosges) 115 h
 VOID VACON (Meuse) 1573 h
 VOLMUNSTER (Moselle) 896 h

U neFleur

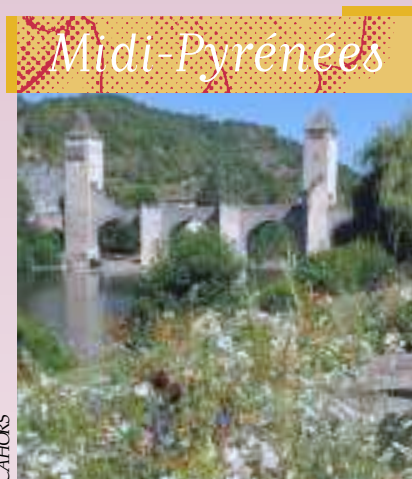
ABRESCHVILLER (Moselle) 1400 h
 AFFLEVILLE (Meurthe et Moselle) 201 h
AFFRACOURT (Meurthe et Moselle) 127 h
 AMANCE (Meurthe et Moselle) 296 h
ANOULD (Vosges) 2987 h
 ARS SUR MOSELLE (Moselle) 5028 h
 AUGNY (Moselle) 1738 h
 AVRAINVILLE (Meurthe et Moselle) 170 h
 AZELOT (Meurthe et Moselle) 360 h
 BADONVILLER (Meurthe et Moselle) 1512 h
 BAMBIDERSTROFF (Moselle) 921 h
BARST (Moselle) 493 h
 BISLEE (Meuse) 68 h
 BOUILLONVILLE (Meurthe et Moselle) 99 h
 BOULAY (Moselle) 4400 h
 BOUZONVILLE (Moselle) 4220 h
 BRAINVILLE-PORCHER (Meurthe et Moselle) 115 h
 BRAS SUR MEUSE (Meuse) 600 h
 CATTENOM (Moselle) 2191 h
 CERVILLE (Meurthe et Moselle) 550 h
 CHARMES (Vosges) 4665 h
 CHATEL SUR MOSELLE (Vosges) 1659 h
 CHEF HAUT (Vosges) 52 h
CLOUANGE (Moselle) 3665 h
 COLROY LA GRANDE (Vosges) 611 h
CORNIMONT (Vosges) 3963 h
 COURCELLES CHAUSSY (Moselle) 2712 h
 COURCELLES SUR NIED (Moselle) 895 h
DAMELEVIERES (Meurthe et Moselle) 2828 h
 DERBAMONT (Vosges) 107 h
 DOMMARIE EULMONT (Meurthe et Moselle) 76 h
 EMBERMENIL (Meurthe et Moselle) 215 h
 ESSEY LES NANCY (Meurthe et Moselle) 7310 h

ETTING (Moselle) 778 h
FAMECK (Moselle) 12822 h
 FAULQUEMONT (Moselle) 5478 h
 FLEURY (Moselle) 1144 h
 FLEVILLE DEVANT NANCY (Meurthe et Moselle) 2700 h
 FLORANGE (Moselle) 10900 h
 FONTOY (Moselle) 3149 h
 FORBACH (Moselle) 22783 h
 FRAIZE (Vosges) 3027 h
 FRIBOURG (Moselle) 159 h
 FROUARD (Meurthe et Moselle) 7060 h
GANDRANGE (Moselle) 2570 h
 GERBEVILLER (Meurthe et Moselle) 1272 h
 GOETZENBRUCK (Moselle) 1799 h
GOLBEY (Vosges) 8816 h
 GRAND FAILLY (Meurthe et Moselle) 295 h
 GUENVILLER (Moselle) 632 h
HAMBACH (Moselle) 2501 h
 HARMONVILLE (Vosges) 189 h
 HAYANGE (Moselle) 15227 h
HENNECOURT (Vosges) 323 h
 HETTANGE GRANDE (Moselle) 6356 h
HOMBOURG HAUT (Moselle) 9595 h
 HOMECOURT (Meurthe et Moselle) 6900 h
JARNY (Meurthe et Moselle) 8606 h
 JOLIVET (Meurthe et Moselle) 852 h
JOUY AUX ARCHES (Moselle) 1571 h
 LA MAXE (Moselle) 833 h
 LANGATTE (Moselle) 426 h
 LE VERMONT (Vosges) 54 h
 LEMUD (Moselle) 300 h
 LEY (Moselle) 106 h
 LIFFOL LE GRAND (Vosges) 2524 h
 LIVERDUN (Meurthe et Moselle) 6490 h

LIXING LES SAINT AVOLD
(Moselle) 750 h
LORQUIN (Moselle) 1316 h
LUDRES (Meurthe et Moselle) 6897 h
LUTTANGE (Moselle) 752 h
MANONCOURT EN WOEVRE
(Meurthe et Moselle) 207 h
MARANGE SILVANGE (Moselle) 279 h
MEY (Moselle) 179 h
**MONCEL LES LUNEVILLE
(Meurthe et Moselle) 512 h**
MONTMEDY (Meuse) 2260 h
MONTAIS LA MONTAGNE
(Moselle) 2646 h
MONTOT FLANVILLE (Moselle) 1162 h
MONTREUX (Meurthe et Moselle) 56 h
MOULAINVILLE (Meuse) 103 h
MOULINS LES METZ (Moselle) 4663 h
NEUFCHATEAU (Vosges) 8040 h
NEUFGRANGE (Moselle) 1305 h
NEUFMAISONS
(Meurthe et Moselle) 176 h
NILVANGE (Moselle) 5286 h
NOISSEVILLE (Moselle) 933 h
NONHIGNY (Meurthe et Moselle) 99 h
PAGNY SUR MEUSE (Meuse) 901 h
PLAPPEVILLE (Moselle) 2341 h
PORCELETTE (Moselle) 2458 h
**PUTTELANGE AUX LACS
(Moselle) 3142 h**
RICHEMONT (Moselle) 1952 h
ROHRBACH LES BITCHE
(Moselle) 2174 h
ROUSSY LE VILLAGE (Moselle) 933 h
SAINT GERMAIN
(Meurthe et Moselle) 150 h
SAINT HUBERT (Moselle) 197 h
SAINT JEAN D'ORMONT (Vosges) 182 h
SAINT NICOLAS DE PORT
(Meurthe et Moselle) 7568 h
SAINTE BARBE (Vosges) 251
SAINTE MARGUERITE (Vosges) 2305 h
SAINTE MARIE AUX CHENES
(Moselle) 3363 h
SAULXURES LES NANCY
(Meurthe et Moselle) 4042 h
SAULXURES SUR MOSELOTTE
(Vosges) 3291 h
SCY CHAZELLES (Moselle) 3198 h
SERCOEUR (Vosges) 282 h
SEREMANGE ERZANGE
(Moselle) 4035 h
**SERVIGNY LES SAINTE BARBE
(Moselle) 453 h**
SIERSTHAL (Moselle) 694 h
SILLENGY (Moselle) 437 h
SILLY SUR NIED (Moselle) 734 h
SORBEY (Moselle) 364 h
TALANGE (Moselle) 7782 h
TERVILLE (Moselle) 6553 h
THAON LES VOSGES (Vosges) 8038 h

THEZEY SAINT MARTIN
(Meurthe et Moselle) 189 h
UCKANGE (Moselle) 7905 h
VAGNEY (Vosges) 3886 h
VALMONT (Moselle) 3198 h
**VARANGEVILLE
(Meurthe et Moselle) 4272 h**
VAUDEMONT (Meurthe et Moselle) 63 h
VAUX LES PALAMEIX (Meuse) 26 h
VILLE SUR YRON
(Meurthe et Moselle) 284 h
VILLEROY SUR MEHOLLE (Meuse) 28 h
VILLERS LA CHEVRE
(Meurthe et Moselle) 502 h
**VILLERUPT
(Meurthe et Moselle) 9822 h**
VILLEY LE SEC (Meurthe et Moselle) 239 h
VITRY SUR ORNE (Moselle) 2332 h
WALSCHBRONN (Moselle) 525 h
WILLERWALD (Moselle) 1225 h
XAMONTARUPT (Vosges) 138 h
XANREY (Moselle) 126 h

CAHORS



Grand Prix National

CAHORS (Lot) 21432 h
CAYRIECH (Tarn et Garonne) 210 h
ORDAN LARROQUE (Gers) 797 h
TARBES (Hautes-Pyrénées) 49343 h

Quatre Fiers

ALBI (Tarn) 49106 h
BLAZIERT (Gers) 139 h

Trois Fiers

ARGELES GAZOST
(Hautes-Pyrénées) 3431 h
AUCH (Gers) 2500 h
BAGNERES DE BIGORRE
(Hautes-Pyrénées) 8750 h
BAGNERES DE LUCHON
(Haute-Garonne) 3039 h
CASTELSARRASIN
(Tarn et Garonne) 12221 h
CASTRES (Tarn) 45413 h
COLOMIERS (Haute-Garonne) 30000 h
DONZAC (Tarn et Garonne) 839 h

GAILLAC (Tarn) 11600 h
GASQUES (Tarn et Garonne) 410 h
GRAULHET (Tarn) 12982 h
LE NAYRAC (Aveyron) 582 h
LECTOURE (Gers) 4543 h
LOURDES (Hautes-Pyrénées) 15379 h
MAZAMET (Tarn) 11259 h
MILLAU (Aveyron) 22300 h
MOISSAC (Tarn et Garonne) 12935 h
MONTAUBAN (Tarn et Garonne) 54000 h
RODEZ (Aveyron) 26794 h
ROQUES (Gers) 123 h
TOULOUSE (Haute-Garonne) 398500 h
TOURNEFEUILLE
(Haute-Garonne) 22983 h
VALENCE D'AGEN
(Tarn et Garonne) 4967 h

Dix Fiers

ARNAVE (Ariège) 170 h
BIARS SUR CERE (Lot) 2061 h
CARBONNE (Haute-Garonne) 3692 h
CONDOM (Gers) 7555 h
FIGEAC (Lot) 10000 h
LACAUNE (Tarn) 3040 h
LAGUEPIE (Tarn et Garonne) 840 h
LAMAGISTERE (Tarn et Garonne) 1187 h
LAVAU (Tarn) 9023 h
LOUBRESSAC (Lot) 432 h
MILHARS (Tarn) 260 h
MONTBAZENS (Aveyron) 1374 h
NUZEJOULS (Lot) 352 h
PAMBERS (Ariège) 15013 h
RISCLE (Gers) 1767 h
SAINT GAUDENS
(Haute-Garonne) 11587 h

Un Fier

AUZAT (Ariège) 666 h
BLAGNAC (Haute-Garonne) 20806 h
CARMAUX (Tarn) 10417 h
CAUSSADE (Tarn et Garonne) 5972 h
CAZERES (Haute-Garonne) 3382 h
ESPALION (Aveyron) 4578 h
GENOS (Haute-Garonne) 76 h
GRAMAT (Lot) 3705 h
LA VINZELLE (Aveyron) 434 h
LAFRANCAISE (Tarn et Garonne) 2755 h
LAMOTHE CUMONT
(Tarn et Garonne) 95 h
LISLE SUR TARN (Tarn) 3748 h
MADIRAN (Hautes-Pyrénées) 536 h
MONTJOI (Tarn et Garonne) 181 h
MURET (Haute-Garonne) 21446 h
POMMEVIC (Tarn et Garonne) 535 h
REALVILLE (Tarn et Garonne) 1750 h
SERE EN LAVEDAN
(Hautes-Pyrénées) 75 h
SOUILLAC (Lot) 3668 h
VILLEFRANCHE DE ROUEGUE
(Aveyron) 13078 h
VILLEMADE (Tarn et Garonne) 682 h

Nord- Pas-de-Calais



TOURCOING

Grand Prix National

GRANDE SYNTHÉ (Nord) 23500 h
LE TOUQUET PARIS PLAGE
 (Pas de Calais) 5600 h
 SAINT JOSSE SUR MER
 (Pas de Calais) 914 h

Quatre Fleurs

ARRAS (Pas de Calais) 42715 h
BOUBERS SUR CANCHE
 (Pas de Calais) 618 h
 BOULOGNE SUR MER
 (Pas de Calais) 44850 h
 LOON PLAGE (Nord) 6565 h
 MASTAING (Nord) 884 h
 MONTREUIL SUR MER
 (Pas de Calais) 2700 h
 ROUBAIX (Nord) 98039 h
 TOURCOING (Nord) 94204 h
 WASQUEHAL (Nord) 18176 h
 WATTIGNIES (Nord) 14636 h

Trois Fleurs

ARDRES (Pas de Calais) 4198 h
 ARQUES (Pas de Calais) 9457 h
 AZINCOURT (Pas de Calais) 276 h
 BERCK (Pas de Calais) 15011 h
 BIERNE (Nord) 1762 h
 BOUSSIERES SUR SAMBRE (Nord) 439 h
BREBIERES (Pas de Calais) 4447 h
 BRUAY LA BUISSIERE
 (Pas de Calais) 24552 h
 CALAIS (Pas de Calais) 75836 h
 CAMBRAI (Nord) 34993 h
 CONDE SUR L'ESCAUT (Nord) 10607 h
 DEHERIES (Nord) 37 h
 DOUAI (Nord) 44742 h
 ESTREE (Pas de Calais) 286 h
 ETAPLES (Pas de Calais) 11306 h
 FRESSIN (Pas de Calais) 573 h
 GRAVELINES (Nord) 12769 h
 HESDIN (Pas de Calais) 2763 h
 LA MADELEINE (Nord) 22696 h
 LANNON (Nord) 1727 h

LE PORTEL (Pas de Calais) 10866 h
 MAUBEUGE (Nord) 34051 h
 MERLIMONT (Pas de Calais) 2656 h
NAVES (Nord) 638 h
 OYE PLAGE (Pas de Calais) 5961 h
 RECQUES SUR COURSE
 (Pas de Calais) 298 h
 RIEULAY (Nord) 1438 h
 SAINT AMAND LES EAUX
 (Nord) 17185 h
 SAINT ANDRE LEZ LILLE
 (Nord) 10220 h
 SAINT LAURENT BLANGY
 (Pas de Calais) 5657 h
 SAINT MARTIN BOULOGNE
 (Pas de Calais) 11324 h
 SAINT SAULVE (Nord) 11188 h
 SOLESME (Nord) 4907 h
 VILLERS POL (Nord) 1269 h
 WATTRELOS (Nord) 42984 h
 WIMEREUX (Pas de Calais) 7587 h

Dix Fleurs

AMPLIER (Pas de Calais) 251 h
 AUBERS (Nord) 1615 h
 AUBIGNY EN ARTOIS
 (Pas de Calais) 1398 h
AUCHY LES HESDIN
 (Pas de Calais) 1786 h
 AVESNES LE COMTE
 (Pas de Calais) 2019 h
 CAGNONCLES (Nord) 473 h
 CONDETTE (Pas de Calais) 2737 h
 CORBEHEM (Pas de Calais) 2332 h
 CROIX (Nord) 20832 h
 DUNKERQUE (Nord) 70850 h
 ELINCOURT (Nord) 672 h
ERQUINGHEM LYS (Nord) 4519 h
 FEIGNIES (Nord) 7286 h
HORDAIN (Nord) 1190 h
LAMBERSART (Nord) 28369 h
 LAVENTIE (Pas de Calais) 4500 h
 LE FAVRIL (Nord) 403 h
 LENS (Pas de Calais) 36823 h
 LIESSIES (Nord) 510 h
 LONGUENESSE (Pas de Calais) 13312 h
 LUMBRES (Pas de Calais) 3097 h
MARCK (Pas de Calais) 9989 h
 MARQUISE (Pas de Calais) 4655 h
 NIEPPE (Nord) 7551 h
 NOYELLES LES VERMELLES
 (Pas de Calais) 1949 h
 RIBECOURT LA TOUR (Nord) 419 h
 SAINT OMER (Pas de Calais) 16595 h
 SANTES (Nord) 5011 h
 SAULCHOY (Pas de Calais) 292 h
 VALENCIENNES (Nord) 42343 h

Un Fleur

ARMENTIERES (Nord) 25690 h
 ASSEVENT (Nord) 1897 h
 BOUSSOIS (Nord) 3513 h

CAUDRY (Nord) 13697 h
CONCHY SUR CANCHE
 (Pas de Calais) 197 h
 CUINCY (Nord) 6968 h
 DENAIN (Nord) 22000 h
 DOUVRAIN (Pas de Calais) 5431 h
ENGLOS (Nord) 602 h
FACHES THUMESNIL (Nord) 15979 h
 FEUCHY (Pas de Calais) 1172 h
 HAUBOURDIN (Nord) 15086 h
 HENIN BEAUMONT
 (Pas de Calais) 25610 h
 HESDIN L'ABBE (Pas de Calais) 2036 h
 KILLEM (Nord) 1100 h
LE QUESNOY (Nord) 5089 h
LESQUIN (Nord) 6046 h
LIEVIN (Pas de Calais) 33463 h
LOOS (Nord) 21447 h
LOUVROIL (Nord) 7361 h
MEURCHIN (Pas de Calais) 632 h
OUTREAU (Pas de Calais) 15280 h
RUITZ (Pas de Calais) 1582 h
SAINS DU NORD (Nord) 3222 h
 SAINT AUBIN (Pas de Calais) 224 h
SAINT NICOLAS (Pas de Calais) 5658 h
 SAINT POL SUR TERNOISE
 (Pas de Calais) 5215 h
 SAULTAIN (Nord) 2105 h
 TRITH SAINT LEGER (Nord) 6183 h
 VIEUX CONDE (Nord) 10650 h
 WAZIERS (Nord) 7958 h

Basse- Normandie



CABOURG

Grand Prix National

CABOURG (Calvados) 3561 h
 SAINT FRAIMBAULT (Orne) 690 h

Quatre Fleurs

DOMJEAN (Manche) 831 h
 HONFLEUR (Calvados) 8352 h
 TOUQUES (Calvados) 3556 h

Trois Fleurs

ALENCON (Orne) 30379 h
 ARGENTAN (Orne) 17448 h

AVRANCHES (Manche) 9226 h
 BAGNOLES DE L'ORNE (Orne) 911 h
 CAEN (Calvados) 117157 h
 CHERBOURG- OCTEVILLE
 (Manche) 44108 h
 COQUAINVILLIERS (Calvados) 782 h
 COUTANCES (Manche) 11479 h
 DOMFRONT (Orne) 4388 h
 DUCEY (Manche) 2217 h
 EVRECY (Calvados) 1319 h
 GRANVILLE (Manche) 13486 h
 LA CHAPELLE MONTLIGÉON
 (Orne) 725 h
 LA FERTE MACE (Orne) 7348 h
 LA SAUVAGERE (Orne) 846 h
 MOUSSONVILLIERS (Orne) 210 h
 POTIGNY (Calvados) 1722 h
 SAINT AUBIN SUR MER (Calvados) 576 h
 SAINT JAMES (Manche) 2992 h
 SAINT LO (Manche) 21585 h
 SAINT LOUP (Manche) 487 h
 SAINT VICTOR DE RENO (Orne) 243 h
 SOURDEVAL (Manche) 3104 h
 VILLEDIEU LES POELES (Manche) 4318 h

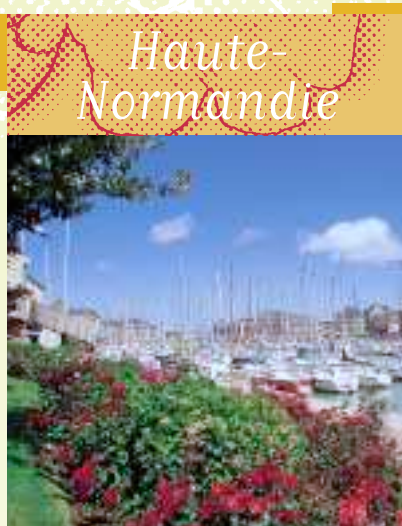
DexFleurs

BAYEUX (Calvados) 15403 h
 BEUVRON EN AUGÉ (Calvados) 237 h
 COURGEON (Orne) 310 h
 COURSEULLES SUR MER
 (Calvados) 3923 h
 DONVILLE LES BAINS
 (Manche) 3440 h
 EPANEY (Calvados) 323 h
 FLERS (Orne) 17552 h
 LA FERTE FRENEL (Orne) 719 h
 LE DEZERT (Manche) 526 h
 LE MENIL GUYON (Orne) 88 h
 NORMANDEL (Orne) 103 h
 OUISTREHAM (Calvados) 8007 h
 PONT L'EVEQUE (Calvados) 4198 h
 SAINT AUBIN DE TERREGATTE
 (Manche) 596 h
 SAINT HILAIRE LE CHATEL
 (Orne) 634 h
 SAINT MARTIN DE LANDELLES
 (Manche) 1251 h
 SAINT MARTIN DE SALLEN
 (Calvados) 461 h
 SAINT MICHEL DES ANDAINES
 (Orne) 334 h
 SAINT PIERRE SUR DIVES
 (Calvados) 4020 h
 SAINT QUENTIN SUR LE HOMME
 (Manche) 1117 h
 SOLIGNY LA TRAPPE (Orne) 702 h
 ST SAUVEUR DE PIERREPONT
 (Manche) 145 h
 TROUVILLE SUR MER (Calvados) 5555 h
 VALOGNES (Manche) 7815 h
 VASSY (Calvados) 1675 h
 VILLERS SUR MER (Calvados) 2318 h

U neFleur

DIVES SUR MER (Calvados) 6037 h
 GRENTHEVILLE (Calvados) 753 h
 HEROUVILLE SAINT CLAIR
 (Calvados) 24100 h
 HOULGATE (Calvados) 1900 h
 LE PIN LA GARENNE (Orne) 650 h
 LISIEUX (Calvados) 24000 h
 NOCE (Orne) 768 h
 PONT D'OUILLY (Calvados) 1068 h
 SAINT SAUVEUR LENDELIN
 (Manche) 1427 h
 VAUDRY (Calvados) 1449 h
 VILLERS BOCAGE (Calvados) 2922 h

SAINT VALÉRY EN CAUX



Grand Prix National

AUTRETOT (Seine Maritime) 633 h
 EU (Seine Maritime) 8332 h

QuatreFleurs

MONTVILLE (Seine Maritime) 4685 h
 NOTRE DAME DE GRAVENCHON
 (Seine Maritime) 8842 h
 PONT AUDEMER (Eure) 9360 h
 SAINT VALÉRY EN CAUX
 (Seine Maritime) 4962 h

TroisFleurs

BERNAY (Eure) 11620 h
 BOLBEC (Seine Maritime) 12801 h
 CANY BARVILLE (Seine Maritime) 3425 h
 CAUDEBEC EN CAUX
 (Seine Maritime) 2982 h
 ELBEUF (Seine Maritime) 16944 h
 FAUVILLE EN CAUX
 (Seine Maritime) 2066 h
 FECAMP (Seine Maritime) 21479 h
 FORGES LES EAUX
 (Seine Maritime) 3734 h
 FRANCHEVILLE (Eure) 1173 h
 GRUMESNIL (Seine Maritime) 405 h
 LE BOSC ROGER EN ROUMOIS
 (Eure) 3038 h

LOUVIERS (Eure) 18937 h
 LYONS LA FORET (Eure) 806 h
 PACY SUR EURE (Eure) 5014 h
 SAINNEVILLE (Seine Maritime) 839 h
 SAINT AUBIN LES ELBEUF
 (Seine Maritime) 8393 h
 SAINT MARCEL (Eure) 5098 h
 VERNON (Eure) 25003 h
 VITTEFLEUR (Seine Maritime) 656 h

DexFleurs

ALIZAY (Eure) 1279 h
 BARENTIN (Seine Maritime) 13125 h
 BERTRIMONT (Seine Maritime) 196 h
 BOURTH (Eure) 1146 h
 CAUDEBEC LES ELBEUF
 (Seine Maritime) 10001 h
 DEVILLE LES ROUEN
 (Seine Maritime) 10512 h
 DIEPPE (Seine Maritime) 35694 h
 DUCLAIR (Seine Maritime) 4201 h
 EVREUX (Eure) 54076 h
 FLEURY SUR ANDELLE (Eure) 1923 h
 FONTAINE SOUS JOUY (Eure) 810 h
 GISORS (Eure) 11115 h
 LA HALLOTIERE (Seine Maritime) 159 h
 LA NEUVILLE DU BOSC (Eure) 374 h
 LE HAVRE (Seine Maritime) 193259 h
 LE NEUBOURG (Eure) 4116 h
 LE TREPORT (Seine Maritime) 5995 h
 LES ANDELYS (Eure) 9307 h
 MENILLES (Eure) 1405 h
 ROGERVILLE (Seine Maritime) 1268 h
 RUGLES (Eure) 2600 h
 SAINT JOUIN BRUNEVAL
 (Seine Maritime) 1599 h
 SAINT PIERRE LES ELBEUF
 (Seine Maritime) 8507 h
 SAINTE OPPORTUNE LA MARE
 (Eure) 392 h

U neFleur

ANGIENS (Seine Maritime) 634 h
 AUBEVOYE (Eure) 3885 h
 BEAUMONT LE ROGER (Eure) 2874 h
 BOURNAINVILLE FAVEROLLES
 (Eure) 431 h
 ETAINHUS (Seine Maritime) 1007 h
 FOURMETOT (Eure) 674 h
 GISAY LA COUDRE (Eure) 250 h
 GONFREVILLE L'ORCHER
 (Seine Maritime) 10004 h
 LA FERRIERE SUR RISLE
 (Eure) 252 h
 LES BARILS (Eure) 176 h
 LISORS (Eure) 332 h
 MESNIERES EN BRAY
 (Seine Maritime) 706 h
 MONTIVILLIERS
 (Seine Maritime) 16805 h
 OCTEVILLE SUR MER
 (Seine Maritime) 4834 h

PERRIERS SUR ANDELLE

(Eure) 1780 h

PONT DE L'ARCHE (Eure) 3499 h

RONCHOIS (Seine Maritime) 173 h

ROUEN (Seine Maritime) 108758 h

SAINT ANDRE DE L'EURE (Eure) 3330 h

SAINT LEGER AUX BOIS

(Seine Maritime) 458 h

SAINT SAIRE (Seine Maritime) 477 h

SAINTE ADRESSE

(Seine Maritime) 7883 h

SASSEVILLE (Seine Maritime) 268 h

SIERVILLE (Seine Maritime) 859 h

TROUVILLE LA HAULE (Eure) 661 h

VAL DE REUIL (Eure) 15000 h

VERNEUIL SUR AVRE (Eure) 6969 h

VEULES LES ROSES

(Seine Maritime) 691 h

VIRONVAY (Eure) 229 h

NOTRE DAME DE MONTS

(Vendée) 1528 h

SAINT JEAN DE MONTS

(Vendée) 7050 h

SAINT SYLVAIN D'ANJOU

(Maine-et-Loire) 4883 h

Trois Fleurs

AMBRIERES LES VALLEES

(Mayenne) 2903 h

ANCENIS (Loire Atlantique) 7010 h

ARQUENAY (Mayenne) 508 h

AUVERS LE HAMON (Sarthe) 1374 h

AVRILLE (Maine-et-Loire) 12991 h

AZE (Mayenne) 2999 h

BEAUFORT EN VALLEE

(Maine-et-Loire) 5390 h

BESSE SUR BRAYE (Sarthe) 2597 h

BONCHAMP LES LAVAL

(Mayenne) 4793 h

BOUERE (Mayenne) 907 h

CHAILLAND (Mayenne) 1136 h

CHALLANS (Vendée) 16132 h

CHANGE (Mayenne) 4909 h

COURCELLES LA FORET (Sarthe) 411 h

COURGENARD (Sarthe) 458 h

CRAON (Mayenne) 4659 h

DOUE LA FONTAINE

(Maine-et-Loire) 7450 h

FONTENAY LE COMTE (Vendée) 13792 h

LA BAZOGE MONTPINCON

(Mayenne) 512 h

LA CHAPELLE BASSE MER

(Loire Atlantique) 4272 h

LA FLECHE (Sarthe) 15241 h

LA ROCHE SUR YON (Vendée) 52947 h

LASSAY LES CHATEAUX

(Mayenne) 2532 h

LAUBRIERES (Mayenne) 248 h

LAUNAY VILLIERS (Mayenne) 350 h

LAVAL (Mayenne) 50947 h

LE LION D'ANGERS

(Maine-et-Loire) 4939 h

LE LUDE (Sarthe) 4201 h

LE MANS (Sarthe) 146105 h

LE PLESSIS GRAMMOIRE

(Maine-et-Loire) 2013 h

LE POULIGUEN (Loire Atlantique) 5266 h

LES LUCS SUR BOULOGNE

(Vendée) 2702 h

LES PONTS DE CE

(Maine-et-Loire) 11387 h

LES ROSIERS SUR LOIRE

(Maine-et-Loire) 2242 h

LESSABLES D'OLONNE (Vendée) 16035 h

LUCON (Vendée) 9311 h

MAISONCELLES DU MAINE

(Mayenne) 400 h

MAREIL SUR LOIR (Sarthe) 504 h

MARIGNE (Maine-et-Loire) 523 h

MAYENNE (Mayenne) 13724 h

MONTREUIL BELLAY

(Maine-et-Loire) 4112 h

MONTREUIL JUIGNE

(Maine-et-Loire) 6666 h

MOUILLERON LE CAPTIF

(Vendée) 3493 h

NEAU (Mayenne) 712 h

OLIVET (Mayenne) 381 h

PARNE SUR ROC (Mayenne) 936 h

PIRIAC SUR MER

(Loire Atlantique) 1898 h

POUZAUGES (Vendée) 5385 h

REZE (Loire Atlantique) 35478 h

SABLE SUR SARTHE (Sarthe) 12716 h

SAINT ANDRE DES EAUX

(Loire Atlantique) 3532 h

SAINT BREVIN LES PINS

(Loire Atlantique) 9594 h

SAINT CENERE (Mayenne) 459 h

SAINT DENIS DE GASTINES

(Mayenne) 1683 h

SAINT DENIS DU MAINE

(Mayenne) 307 h

SAINT GILLES CROIX DE VIE

(Vendée) 6797 h

SAINT HILAIRE DE RIEZ

(Vendée) 8761 h

SAINT JULIEN DE CONCELLES

(Loire Atlantique) 6250 h

SAINT LEONARD DES BOIS

(Sarthe) 503 h

SAINT LYPHARD

(Loire Atlantique) 3178 h

SAINT MICHEL CHEF CHEF

(Loire Atlantique) 3177 h

SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE

(Loire Atlantique) 25223 h

SAINT SULPICE (Mayenne) 188 h

SAINT ULPHACE (Sarthe) 189 h

SAINTE GEMMES SUR LOIRE

(Maine-et-Loire) 3681 h

SAINTE LUCE SUR LOIRE

(Loire Atlantique) 11261 h

SAINTE OSMANE (Sarthe) 154 h

SAULGES (Mayenne) 334 h

SAUMUR (Maine-et-Loire) 29857 h

SEGRE (Maine-et-Loire) 6410 h

SIMPLE (Mayenne) 256 h

SOUGE LE GANELON (Sarthe) 810 h

VENANSULT (Vendée) 3527 h

Pays-de-la-Loire



NOTRE DAME DE MONTS

Grand Prix National

ANGERS (Maine-et-Loire) 156327 h

CHATEAU GONTIER BAZOUGES

(Mayenne) 11702 h

JUVIGNE (Mayenne) 1363 h

LA BAULE ESCOUBLAC

(Loire Atlantique) 16416 h

NANTES (Loire Atlantique) 277728 h

PORNICHET (Loire Atlantique) 9967 h

SAINT LOUP DU GAST (Mayenne) 324 h

Quatre Fleurs

AUBIGNE SUR LAYON

(Maine-et-Loire) 334 h

CARQUEFOU (Loire Atlantique) 15684 h

CHENILLE CHANGE

(Maine-et-Loire) 148 h

CHOLET (Maine-et-Loire) 54204 h

COGNERS (Sarthe) 206 h

COUDRAY (Mayenne) 650 h

COULAINES (Sarthe) 7652 h

LA CROPTÉ (Mayenne) 244 h

LA HAYE FOUASSIERE

(Loire Atlantique) 3337 h

DexFiers

ALLONNES (Sarthe) 12332 h
ARGENTRE (Mayenne) 2325 h
ARNAGE (Sarthe) 5565 h
AVERTON (Mayenne) 601 h
BEAUCOUZE (Maine-et-Loire) 4851 h
BIERNE (Mayenne) 633 h
BOCE (Maine-et-Loire) 501 h
BOUCHEMAINE (Maine-et-Loire) 6153 h
BREIL (Maine-et-Loire) 309 h
BRETIGNOLLES SUR MER
(Vendée) 2686 h
BRISSAC QUINCE (Maine-et-Loire) 2438 h
CANDE (Maine-et-Loire) 2595 h
CASSON (Loire Atlantique) 1320 h
CHACE (Maine-et-Loire) 1309 h
CHALONNES SUR LOIRE
(Maine-et-Loire) 5594 h
CHATEAU DU LOIR (Sarthe) 5148 h
CHATEAUBRIANT
(Loire Atlantique) 12065 h
CHATILLON SUR COLMONT
(Mayenne) 942 h
CHAUCHE (Vendée) 1926 h
CHERRE (Sarthe) 1285 h
COLOMBIERS DU PLESSIS
(Mayenne) 514 h
CONNERRE (Sarthe) 2590 h
CORSEPT (Loire Atlantique) 1959 h
CRE (Sarthe) 660 h
DOLLON (Sarthe) 1234 h
DONGES (Loire Atlantique) 6157 h
DURTAL (Maine-et-Loire) 3290 h
ERNEE (Mayenne) 5703 h
EVRON (Mayenne) 7823 h
FORCE (Mayenne) 873 h
GENNES (Maine-et-Loire) 2056 h
GIVRAND (Vendée) 1309 h
GRAZAY (Mayenne) 494 h
GREZ NEUVILLE (Maine-et-Loire) 1307 h
HAUTE GOULAIN
(Loire Atlantique) 4925 h
HERBIGNAC (Loire Atlantique) 4353 h
L' HERBERGEMENT (Vendée) 1896 h
L' HOTELIERIE DE FLEE
(Maine-et-Loire) 375 h
LA CHAPELLE ST AUBIN (Sarthe) 2136 h
LA CROIXILLE (Mayenne) 547 h
LA DOREE (Mayenne) 396 h

LA FERRIERE (Vendée) 3948 h
**LA FERTE BERNARD
(Sarthe) 9775 h**
LA GRAVELLE (Mayenne) 548 h
LA PLAINE SUR MER
(Loire Atlantique) 2517 h
LA ROUXIERE (Loire Atlantique) 876 h
LA TURBALLE (Loire Atlantique) 4042 h
LA VERRIE (Vendée) 3539 h
LAIGNE (Mayenne) 674 h
LAIGNE EN BELIN (Sarthe) 1910 h
LANDEMONT (Maine-et-Loire) 1481 h
LANDEVIEILLE (Vendée) 791 h
LE BIGNON DU MAINE (Mayenne) 304 h
LE CROISIC (Loire Atlantique) 4278 h
LE LOROUX BOTTEREAU
(Loire Atlantique) 4939 h
LES ESSARTS (Vendée) 4186 h
LESSORINIERES (Loire Atlantique) 6239 h
MALICORNE SUR SARTHE
(Sarthe) 1686 h
MALLIEVRE (Vendée) 268 h
MAMERS (Sarthe) 6084 h
MARIGNE PEUTON (Mayenne) 487 h
MARTIGNE SUR MAYENNE
(Mayenne) 1309 h
MERAL (Mayenne) 913 h
MONTENAY (Mayenne) 1399 h
MONTFAUCON-MONTIGNE
(Maine-et-Loire) 1760 h
MONTMOREAU (Maine-et-Loire) 544 h
MONTSURS (Mayenne) 2020 h
NOIRMOUTIER EN L'ILE
(Vendée) 5001 h
NYOISEAU (Maine-et-Loire) 1275 h
ORVAULT (Loire Atlantique) 24218 h
OUDON (Loire Atlantique) 2616 h
PARIGNE L'EVEQUE (Sarthe) 4503 h
PRE EN PAIL (Mayenne) 2138 h
RUAUDIN (Sarthe) 2862 h
RUFFIGNE (Loire Atlantique) 603 h
SAINT AUBIN DE LOCQUENAY
(Sarthe) 660 h
SAINT BERTHEVIN (Mayenne) 6873 h
SAINT CALAIS (Sarthe) 3785 h
SAINT DENIS D'ANJOU
(Mayenne) 1337 h
SAINT FORT (Mayenne) 1571 h
SAINT GEORGES DE MONTAIGU
(Vendée) 3176 h
SAINT GEORGES LE GAULTIER
(Sarthe) 538 h
SAINT GERMAIN LE GUILLAUME
(Mayenne) 405 h
SAINT HILAIRE DE LOULAY
(Vendée) 3651 h
SAINT JEAN DE LA MOTTE
(Sarthe) 845 h
SAINT JEAN SUR ERVE (Mayenne) 420 h
SAINT JUIRE CHAMPGILLON
(Vendée) 447 h

SAINT MACAIRE EN MAUGES

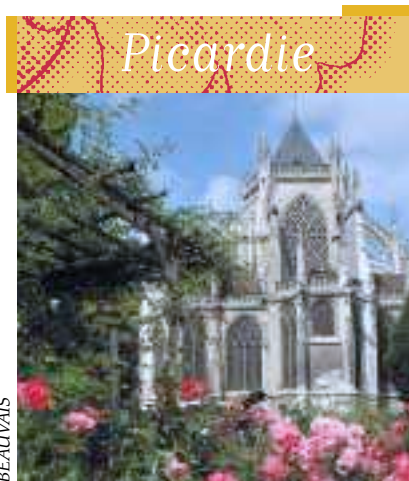
(Maine-et-Loire) 5811 h
SAINT MAIXENT SUR VIE
(Vendée) 515 h
SAINT NICOLAS DE REDON
(Loire Atlantique) 2800 h
SAINT VIAUD (Loire Atlantique) 1837 h
SPAY (Sarthe) 2300 h
TELOCHE (Sarthe) 2654 h
THORIGNE SUR DUE (Sarthe) 1546 h
TRELAZE (Maine-et-Loire) 11025 h
TURQUANT (Maine-et-Loire) 472 h
VIGNEUX DE BRETAGNE
(Loire Atlantique) 4712 h
VILLIERS CHARLEMAGNE
(Mayenne) 869 h
VOUVANT (Vendée) 867 h
YVRE LE POLIN (Sarthe) 1665 h

U neFleur

AIZENAY (Vendée) 6210 h
AVESSAC (Loire Atlantique) 2154 h
BASSE GOULAIN
(Loire Atlantique) 7499 h
BATZ SUR MER (Loire Atlantique) 3049 h
BEAUFAY (Sarthe) 1286 h
BEAUVOIR SUR MER (Vendée) 3399 h
BOUFFERE (Vendée) 1799 h
BOULOGNE (Vendée) 547 h
BOUSSE (Sarthe) 384 h
**BRAIN SUR LONGUENEE
(Maine-et-Loire) 777 h**
CHEMILLE (Maine-et-Loire) 6433 h
CLISSON (Loire Atlantique) 5939 h
COEX (Vendée) 2418 h
CONGRIER (Mayenne) 1055 h
CORNILLE LES CAVES
(Maine-et-Loire) 438 h
COSSE LE VIVIEN (Mayenne) 2706 h
FREIGNE (Maine-et-Loire) 985 h
GORGES (Loire Atlantique) 2649 h
GORRON (Mayenne) 2894 h
GUECELARD (Sarthe) 2644 h
JARD SUR MER (Vendée) 2252 h
JUBLAINS (Mayenne) 717 h
JUIGNE SUR LOIRE
(Maine-et-Loire) 2273 h

LA BAZOGE (Sarthe) 2860 h
 LA BOISSIERE (Mayenne) 111 h
LA CHAPELLE SUR ERDRE (Loire Atlantique) 16391 h
LA CHARTRE SUR LE LOIR (Sarthe) 1547 h
 LA JAILLE YVON (Maine-et-Loire) 248 h
 LA MEIGNANNE (Maine-et-Loire) 2054 h
LA PLAINE (Maine-et-Loire) 835 h
 LA POMMERAYE (Maine-et-Loire) 3836 h
LA RABATELIERE (Vendée) 703 h
 LA TRANCHE SUR MER (Vendée) 2510 h
 LE CHATEAU D'OLONNE (Vendée) 13263 h
 LE COUDRAY MACOUARD (Maine-et-Loire) 898 h
 LE GENEST SAINT ISLE (Mayenne) 1907 h
LE LUART (Sarthe) 1261 h
 LE MESNIL EN VALLEE (Maine-et-Loire) 1290 h
 LE PUY NOTRE DAME (Maine-et-Loire) 1236 h
 LES CHATELLIERS CHATEAUMUR (Vendée) 682 h
 LES HERBIERS (Vendée) 14608 h
 LHOMME (Sarthe) 902 h
 LOUERRE (Maine-et-Loire) 372 h
 MALVILLE (Loire Atlantique) 2980 h
 MARTIGNE BRIAND (Maine-et-Loire) 1705 h
 MAZE (Maine-et-Loire) 3875 h
 MELLERAY (Sarthe) 492 h
 MISSILLAC (Loire Atlantique) 3936 h
 MONTAIGU (Vendée) 4708 h
 MONTAILLE (Sarthe) 515 h
 MONTFORT LE GESNOIS (Sarthe) 2884 h
 MORTAGNE SUR SEVRE (Vendée) 5938 h
 MULSANNE (Sarthe) 5213 h
 NOZAY (Loire Atlantique) 3155 h
 POUANCE (Maine-et-Loire) 3307 h
 QUELAINES SAINT GAULT (Mayenne) 1775 h
 SAFFRE (Loire Atlantique) 2679 h
 SAINT ANDRE GOULE D'OIE (Vendée) 1307 h
 SAINT AUBIN DE LUIGNE (Maine-et-Loire) 857 h
 SAINT BARTHELEMY D'ANJOU (Maine-et-Loire) 10000 h
 SAINT MARS LA REORTHE (Vendée) 802 h
SAINT MARTIN DU LIMET (Mayenne) 493 h
 SAINT MICHEL DE FEINS (Mayenne) 136 h
 SAINT NAZAIRE (Loire Atlantique) 65874 h
 SAINT OUEN EN BELIN (Sarthe) 1068 h
 SAINT POIX (Mayenne) 386 h
 SAINT SAMSON (Mayenne) 343 h

SAINTE GEMMES D'ANDIGNE (Maine-et-Loire) 1343 h
 SOLESME (Sarthe) 1425 h
 SOULLANS (Vendée) 3495 h
ST FRAIMBAULT DE PRIERES (Mayenne) 925 h
 THOREE LES PINS (Sarthe) 616 h
THOUARCE (Maine-et-Loire) 1715 h
 TORCE VIVIERS EN CHARNIE (Mayenne) 737 h
 VALLET (Loire Atlantique) 6807 h
 VELLUIRE (Vendée) 508 h
 VIBRAYE (Sarthe) 2587 h
 VILLAINES LA JUHEL (Mayenne) 3260 h
VILLEVEQUE (Maine-et-Loire) 2650 h
 VOUILLE LES MARAIS (Vendée) 539 h



BEAUVAIS

Grand Prix National

BEAUVAIS (Oise) 57330 h
 VIVAISE (Aisne) 704 h

Quatre Fleurs

DOULLENS (Somme) 6608 h
 EBOULEAU (Aisne) 209 h
 FOREST L'ABBAYE (Somme) 307 h
 GAUCHY (Aisne) 5736 h
 GUYENCOURT SAULCOURT (Somme) 137 h
 MUREAUMONT (Oise) 115 h
 REMERANGLES (Oise) 223 h

Trois Fleurs

ABBEVILLE (Somme) 23787 h
 AMIENS (Somme) 131350 h
 BAILLEUL SUR THERAIN (Oise) 1487 h
 BRESLES (Oise) 3653 h
 CHATEAU THIERRY (Aisne) 15312 h
 CHAUNY (Aisne) 12826 h
 COMPIEGNE (Oise) 41896 h
 DURY (Somme) 1341 h
 FAYET (Aisne) 582 h
FERRIERES (Somme) 396 h
 GUISE (Aisne) 5976 h
 HAVERNAS (Somme) 355 h
 HONDAINVILLE (Oise) 553 h

ITANCOURT (Aisne) 998 h
 LA FERRE (Aisne) 2930 h
 LE COUDRAY SAINT GERMER (Oise) 747 h
 LE PLESSIS BELLEVILLE (Oise) 2580 h
 LIEUVILLERS (Oise) 513 h
 LIME (Aisne) 155 h
 MILLENCOURT EN PONTTHIEU (Somme) 335 h
 MORCOURT (Aisne) 580 h
 NOYON (Oise) 14426 h
 OURCEL MAISON (Oise) 185 h
 SAINT QUENTIN (Aisne) 60644 h
SOISSONS (Aisne) 29829 h

Dix Fleurs

CAMPEAUX (Oise) 433 h
DOMART EN PONTTHIEU (Somme) 1126 h
DREUIL LES AMIENS (Somme) 1486 h
 ESCLES SAINT PIERRE (Oise) 115 h
 HARDECOURT AUX BOIS (Somme) 84 h
 HERVILLY-MONTIGNY (Somme) 197 h
 HIRSON (Aisne) 10173 h
 JONQUIERES (Oise) 512 h
LAON (Aisne) 26486 h
 MIANNAY (Somme) 595 h
 PERLES (Aisne) 57 h
 PRECY SUR OISE (Oise) 3137 h
 PUISEUX EN RETZ (Aisne) 229 h
 SAINT VALERY SUR SOMME (Somme) 2784 h
 SERVAL (Aisne) 43 h
 SEUX (Somme) 158 h
THIBIVILLERS (Oise) 205 h
 THOUROTTE (Oise) 5256 h
 VERVINS (Aisne) 2663 h
 VILLERS SAINT PAUL (Oise) 5944 h

Un Fleur

BEAUTOR (Aisne) 3021 h
 BERNY RIVIERE (Aisne) 528 h
 BRAINE (Aisne) 2090 h
 BUIRE (Aisne) 868 h
 CUIRIEUX (Aisne) 155 h
 HANGEST EN SANTERRE (Somme) 723 h
 LAMORLAYE (Oise) 7709 h
 LIANCOURT (Oise) 6476 h
 LIERAMONT (Somme) 190 h
 MERICOURT SUR SOMME (Somme) 160 h
 OMISSY (Aisne) 745 h
 ORIGNY SAINT BENOITE (Aisne) 1822 h
 TALMAS (Somme) 1027 h
 TERGNIER (Aisne) 15289 h
 TUPIGNY (Aisne) 350 h
 VERNEUIL EN HALATTE (Oise) 4037 h
 VIC SUR AISNE (Aisne) 1834 h
 VIGNACOURT (Somme) 2294 h

Poitou-Charentes

ANGOULEME



QuatreFleurs

ANGOULEME (Charente) 46324 h
MARANS (Charente Maritime) 4428 h
ROYAN (Charente Maritime) 17932 h
SAINTES (Charente Maritime) 27723 h
THOUARS (Deux-Sèvres) 11158 h

TroisFleurs

AIRVAULT (Deux-Sèvres) 3176 h
ANGLES SUR L'ANGLIN (Vienne) 380 h
CHASSENEUIL DU POITOU (Vienne) 4104 h
COGNAC (Charente) 20126 h
LA ROCHELLE (Charente Maritime) 80055 h
LOUDUN (Vienne) 8111 h
MAULEON (Deux-Sèvres) 7679 h
POITIERS (Vienne) 87012 h
SOUBISE (Charente Maritime) 2913 h
SOYAUX (Charente) 10762 h

DeuxFleurs

ARTHENAC (Charente Maritime) 316 h
CERIZAY (Deux-Sèvres) 4710 h
CHATELAILLON PLAGE (Charente Maritime) 5753 h
COULON (Deux-Sèvres) 2174 h
ECHILLAIS (Charente Maritime) 2892 h
LAGORD (Charente Maritime) 6634 h
LINARS (Charente) 2 110 h
MAUPREVOIR (Vienne) 658 h
MELLE (Deux-Sèvres) 4281 h
MONTMORILLON (Vienne) 7587 h
NANTEUIL EN VALLEE (Charente) 1409 h

NIORT (Deux-Sèvres) 59346 h
NUEIL LES AUBIERS (Deux-Sèvres) 2159 h
PARTHENAY (Deux-Sèvres) 11168 h
PONS (Charente Maritime) 4853 h
PUILBOREAU (Charente Maritime) 4700 h
PUYMOYEN (Charente) 2550 h
ROCHEFORT (Charente Maritime) 27544 h
RUFFEC (Charente) 3996 h
SAINT BENOIT (Vienne) 7242 h
SAINT GEORGES DE DIDONNE (Charente Maritime) 5133 h
SALLES LAVALETTE (Charente) 366 h
TUGERAS SAINT MAURICE (Charente Maritime) 302 h

UnFleur

AYTRE (Charente Maritime) 9230 h
BARRO (Charente) 265 h
BRESSUIRE (Deux-Sèvres) 19356 h
CELLES SUR BELLE (Deux-Sèvres) 2425 h
CENON SUR VIENNE (Vienne) 1962 h
CHAMPAGNE LE SEC (Vienne) 201 h
CHATELLERAULT (Vienne) 35000 h
CHAURAY (Deux-Sèvres) 4831 h
CHEVANCEAUX (Charente Maritime) 1219 h
CONFOLENS (Charente) 2855 h
DANGE SAINT ROMAIN (Vienne) 3215 h
DOLUS D'OLERON (Charente Maritime) 2778 h
FOURAS (Charente Maritime) 3919 h
JARNAC (Charente) 4817 h
JAUNAY CLAN (Vienne) 5811 h
LA COURONNE (Charente) 6 861 h
LA MOTHE SAINT HERAY (Deux-Sèvres) 1834 h
L'ISLE D'ESPAGNAC (Charente) 5109 h
MATHA (Charente Maritime) 2157 h
MIGNALOUX BEAUVOIR (Vienne) 4201 h
NERSAC (Charente) 2433 h
NEUVILLE DE POITOU (Vienne) 4135 h
PILLAC (Charente) 275 h
RUELLE SUR TOUVRE (Charente) 7502 h
SAINT GEORGES DES AGOUTS (Charente Maritime) 249 h
SAINT MAIXENT L'ECOLE (Deux-Sèvres) 8253 h

SAINT PALAIS SUR MER (Charente Maritime) 3470 h
SAINT SULPICE DE RUFFEC (Charente) 39 h
SAUJON (Charente Maritime) 5510 h
SCORBE CLAIRVAUX (Vienne) 2181 h
ST SIGISMOND DE CLERMONT (Charente Maritime) 140 h
VENERAND (Charente Maritime) 610 h
VERGER-SUR-DIVE (Vienne) 102 h
VOUILLE (Vienne) 3000 h
VOUNEUIL SOUS BIARD (Vienne) 4200 h
XAMBES (Charente) 324 h

Provence-Alpes Côte d'azur

MARTIGUES



GrandPrixNational

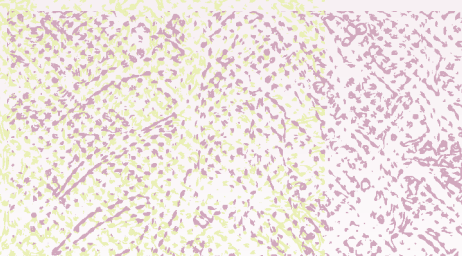
ANTIBES (Alpes-Maritimes) 72412 h
BORMES LES MIMOSAS (Var) 6300 h
HYERES (Var) 53258 h
MARTIGUES (Bouches du Rhône) 43493 h
MENTON (Alpes-Maritimes) 28812 h
NICE (Alpes-Maritimes) 342738 h

QuatreFleurs

CANNES (Alpes-Maritimes) 67304 h
ISTRES (Bouches du Rhône) 42090 h
SANARY SUR MER (Var) 16995 h

TroisFleurs

AIX EN PROVENCE (Bouches du Rhône) 134222 h
AUBAGNE (Bouches du Rhône) 42638 h
BANDOL (Var) 7905 h
BEAUSOLEIL (Alpes-Maritimes) 12775 h
BRIANCON (Hautes-Alpes) 10696 h
BRIGNOLES (Var) 13326 h
CAGNES SUR MER (Alpes-Maritimes) 43942 h
DIGNE LES BAINS (Alpes de Haute-Provence) 16064 h
DRAGUIGNAN (Var) 34814 h
FREJUS (Var) 49000 h
GAP (Hautes-Alpes) 38612 h
GRIMAUD (Var) 3780 h



LA GARDE (Var) 25431 h
 LA VALETTE DU VAR (Var) 21990 h
 LE LAVANDOU (Var) 5600 h
 MANDELIEU LA NAPOULE
 (Alpes-Maritimes) 17870 h
OLLIOULES (Var) 12336 h
 SAINT CYR SUR MER (Var) 9012 h
 SAINT LAURENT DU VAR
 (Alpes-Maritimes) 27141 h
SAINT MARTIN DE CRAU
(Bouches du Rhône) 11282 h
 SAINT RAPHAEL (Var) 31196 h
 SAINTE MAXIME (Var) 11785 h
 SALON DE PROVENCE
 (Bouches du Rhône) 40320 h
 SISTERON
 (Alpes de Haute-Provence) 6964 h
 SIX FOURS LES PLAGES (Var) 32800 h
 TOULON (Var) 170000 h
VALBONNE
(Alpes-Maritimes) 12000 h
 VARS (Hautes-Alpes) 637 h
VILLENEUVE LOUBET
(Alpes-Maritimes) 12935 h

DexFiers

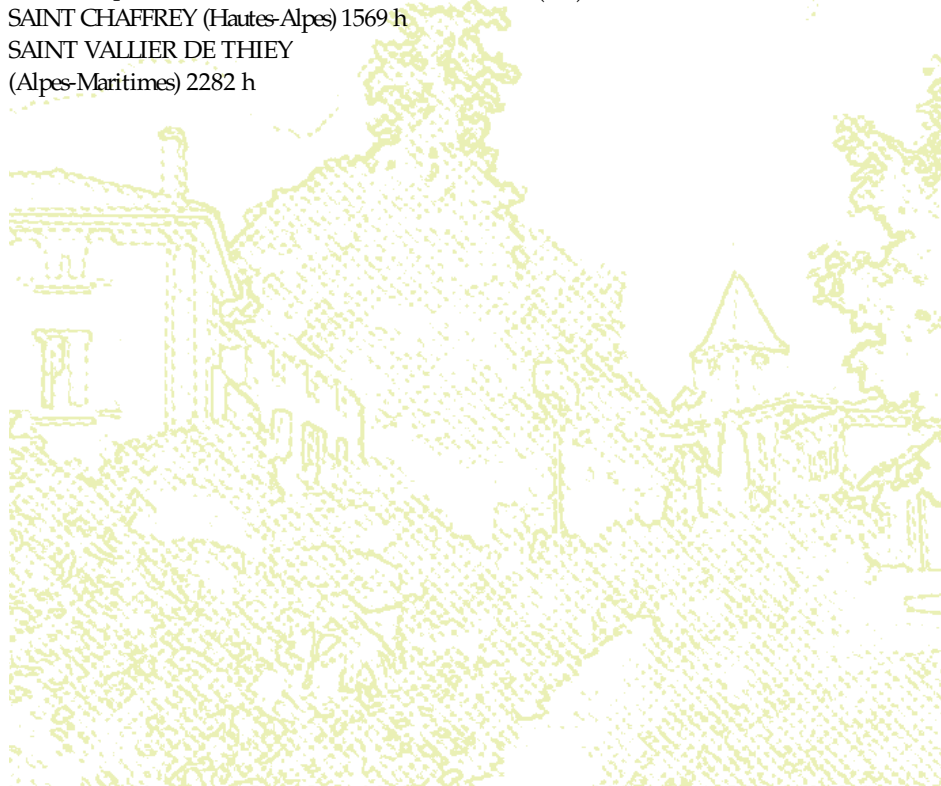
ALLOS (Alpes de Haute-Provence) 750 h
 ARLES (Bouches du Rhône) 50513 h
 AUBENAS LES ALPES
 (Alpes de Haute-Provence) 63 h
 AURIBEAU (Vaucluse) 59 h
 AURIBEAU SUR SIAGNE
 (Alpes-Maritimes) 2612 h
BAIROLS (Alpes-Maritimes) 113 h
 BERRE L'ETANG
 (Bouches du Rhône) 13415 h
BOLLENE (Vaucluse) 14130 h
 CARPENTRAS (Vaucluse) 26090 h
 CARROS (Alpes-Maritimes) 10710 h
 CASSIS (Bouches du Rhône) 8001 h
 CASTILLON (Alpes-Maritimes) 290 h
 CAVAILLON (Vaucluse) 24563 h
 CAVALAIRE SUR MER (Var) 5237 h
CHATEAUNEUF LES MARTIGUES
(Bouches du Rhône) 11375 h
 COGOLIN (Var) 9079 h
 COLLOBRIERES (Var) 1600 h
 COLMARS LES ALPES
 (Alpes de Haute-Provence) 378 h
 CRUIS (Alpes de Haute-Provence) 551 h
 EMBRUN (Hautes-Alpes) 6703 h
 EZE (Alpes-Maritimes) 2509 h
 FOS SUR MER
 (Bouches du Rhône) 15339 h
 GEMENOS (Bouches du Rhône) 5485 h
 GOURDON (Alpes-Maritimes) 384 h
 GRASSE (Alpes-Maritimes) 43874 h
 GREOUX LES BAINS
 (Alpes de Haute-Provence) 1921 h
 LA BRIGUE (Alpes-Maritimes) 595 h
 LA CADIÈRE D'AZUR (Var) 4857 h

LA CIOTAT
(Bouches du Rhône) 31630 h
 LA GRAVE (Hautes-Alpes) 512 h
LA LONDE LES MAURES
(Var) 10000 h
LA MOTTE (Var) 2384 h
 LA SALLE LES ALPES (Hautes-Alpes) 976 h
 LA SEYNE SUR MER (Var) 60968 h
 LARCHE (Alpes de Haute-Provence) 83 h
 LE MONETIER LES BAINS
 (Hautes-Alpes) 1009 h
 LE PONTET (Vaucluse) 15594 h
 LE SAIX (Hautes-Alpes) 79 h
LES TAILLADES (Vaucluse) 1812 h
 MALLEMORT (Bouches du Rhône) 4984 h
 MARNIGNANE
 (Bouches du Rhône) 34006 h
 MONTAURoux (Var) 4017 h
MONTEUX (Vaucluse) 9564 h
 MONTGENEVRE (Hautes-Alpes) 512 h
 MOUANS SARTOUX
 (Alpes-Maritimes) 8889 h
 MOUSTIERS SAINTE MARIE
 (Alpes de Haute-Provence) 635 h
 NEOULES (Var) 1636 h
 NEVACHE (Hautes-Alpes) 290 h
 PERNES LES FONTAINES
 (Vaucluse) 10309 h
PLAN DE CUQUES
(Bouches du Rhône) 10500 h
 PORT DE BOUC
 (Bouches du Rhône) 16686 h
 PRADS HAUTE BLEONE
 (Alpes de Haute-Provence) 145 h
 ROGNES (Bouches du Rhône) 4194 h
ROQUEFORT LES PINS
(Alpes-Maritimes) 5300 h
 SAINT AUBAN D'OZE
 (Hautes-Alpes) 65 h
 SAINT BONNET EN CHAMPSAUR
 (Hautes-Alpes) 1466 h
 SAINT CHAFFREY (Hautes-Alpes) 1569 h
 SAINT VALLIER DE THIEY
 (Alpes-Maritimes) 2282 h

SAINTE CROIX DE VERDON
 (Alpes de Haute-Provence) 102 h
 SAINTE TULLE
 (Alpes de Haute-Provence) 3055 h
 SEILLANS (Var) 2115 h
 TENDE (Alpes-Maritimes) 1844 h
 UVERNET FOURS-PRA LOUP
 (Alpes de Haute-Provence) 624 h
 VALLAURIS (Alpes-Maritimes) 25773 h
 VELLERON (Vaucluse) 2829 h
 VENCE (Alpes-Maritimes) 16982 h
 VENELLES (Bouches du Rhône) 7537 h
 VIDAUBAN (Var) 9438 h
 VILLEFRANCHE SUR MER
 (Alpes-Maritimes) 6833 h
 VITROLLES (Bouches du Rhône) 36784 h

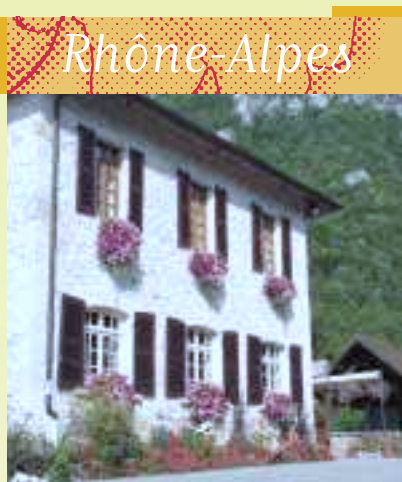
U neFleur

ASPRES SUR BUECH
 (Hautes-Alpes) 762 h
 AURONS (Bouches du Rhône) 515 h
 BARCELONNETTE
 (Alpes de Haute-Provence) 2819 h
 BEAUMES DE VENISE (Vaucluse) 2051 h
 BIOT (Alpes-Maritimes) 9300 h
 CALLAS (Var) 1388 h
 CASTELLANE
 (Alpes de Haute-Provence) 1508 h
 CEYRESTE (Bouches du Rhône) 3636 h
 CHATEAUDOUBLE (Var) 383 h
 CHATEAURENARD
 (Bouches du Rhône) 12999 h
 CHORGES (Hautes-Alpes) 912 h
 EYRAGUES (Bouches du Rhône) 4004 h
FALICON (Alpes-Maritimes) 1600 h
 GARDANNE
 (Bouches du Rhône) 19344 h
 GRAMBOIS (Vaucluse) 1113 h
 JAUSIERS
 (Alpes de Haute-Provence) 896 h
 LA CRAU (Var) 16000 h



LA ROQUE SUR PERNES
(Vaucluse) 460 h
LA ROQUETTE SUR SIAGNE
(Alpes-Maritimes) 4445 h
LARAGNE MONTEGLIN
(Hautes-Alpes) 3306 h
LE BAR SUR LOUP
(Alpes-Maritimes) 2500 h
LE POET (Hautes-Alpes) 705 h
LE REVEST LES EAUX (Var) 4483 h
LE SAUZE DU LAC (Hautes-Alpes) 72 h
LOURMARIN (Vaucluse) 1127 h
MANOSQUE
(Alpes de Haute-Provence) 20309 h
MARSEILLE (Bouches du Rhône) 798430 h
MIRAMAS (Bouches du Rhône) 22600 h
MOISSAC BELLEVUE (Var) 151 h
MONETIER ALLEMONT
(Hautes-Alpes) 265 h
MONIEUX (Vaucluse) 250 h
MONTMEYAN (Var) 403 h
ORANGE (Vaucluse) 28889 h
PEYPIN (Bouches du Rhône) 4956 h
PIERREFEU DU VAR (Var) 5200 h
PIERREVERT
(Alpes de Haute-Provence) 3280 h
PORT SAINT LOUIS
(Bouches du Rhône) 8121 h
REGUSSE (Var) 1800 h
ROQUEFORT LA BEDOULE
(Bouches du Rhône) 4733 h
ROUSSET (Bouches du Rhône) 3642 h
SAINT CHAMAS
(Bouches du Rhône) 6661 h
SAINT ETIENNE DE TINEE
(Alpes-Maritimes) 1528 h
SAINT JEAN SAINT NICOLAS
(Hautes-Alpes) 895 h
SAINT LEGER LES MELEZES
(Hautes-Alpes) 228 h
SAINT MANDRIER SUR MER
(Var) 6674 h
SAINT MARTIN VESUBIE
(Alpes-Maritimes) 1098 h
SAINT MAXIMIN LA SAINTE BAUME
(Var) 12633 h
SAINT VICTORET
(Bouches du Rhône) 6810 h
SAVINES LE LAC (Hautes-Alpes) 815 h
SERANON (Alpes-Maritimes) 320 h
SOLLIES PONT (Var) 10820 h
SORGUES (Vaucluse) 17539 h
TARADEAU (Var) 1650 h
TOURTOUR (Var) 481 h
TRANS EN PROVENCE (Var) 4861 h
VALBERG (Alpes-Maritimes) 682 h
VALENTOLE
(Alpes de Haute-Provence) 2234 h
VALREAS (Vaucluse) 9683 h
VENASQUE (Vaucluse) 980 h
VINON SUR VERDON (Var) 3056 h

NANCES



Grand Prix National

AIX LES BAINS (Savoie) 25721 h
ANNECY (Haute-Savoie) 50348 h
CHATILLON SUR CHALARONNE
(Ain) 5179 h
EVIAN LES BAINS (Haute-Savoie) 7273 h
SAINT GALMIER (Loire) 5293 h
SAINT VULBAS (Ain) 814 h
VONNAS (Ain) 2422 h
YVOIRE (Haute-Savoie) 639 h

QuatreFleurs

CHAPONNAY (Rhône) 3317 h
ECULLY (Rhône) 18011 h
GRENOBLE (Isère) 153317 h
MONTBRISON (Loire) 14589 h
MORESTEL (Isère) 3034 h
NANCES (Savoie) 333 h
SAINT LOUP (Rhône) 880 h
VALENCE (Drôme) 64260 h

TroisFleurs

ALBERTVILLE (Savoie) 17335 h
ANNEMASSE (Haute-Savoie) 27253 h
ATTIGNAT (Ain) 1924 h
BOURG DE PEAGE (Drôme) 9752 h
BOURG EN BRESSE (Ain) 40666 h
BOURGOIN JALLIEU (Isère) 22947 h
CALUIRE ET CUIRE (Rhône) 41233 h
CHAMBERY (Savoie) 55762 h
CHAMONIX MONT BLANC
(Haute-Savoie) 9830 h
CHARBONNIERES LES BAINS
(Rhône) 4377 h
CHAVANNES SUR SURAN (Ain) 485 h
CLUSES (Haute-Savoie) 17711 h
COGNLY (Rhône) 941 h
CONS SAINTE COLOMBE
(Haute-Savoie) 261 h
CORBAS (Rhône) 9259 h
COURS LA VILLE (Rhône) 4241 h
DIVONNE LES BAINS (Ain) 6171 h
FERNEY VOLTAIRE (Ain) 7083 h
FONTANIL CORNILLON (Isère) 2454 h

GIERES (Isère) 6127 h
LA CLUSAZ (Haute-Savoie) 2023 h
LA MOTTE SERVOLEX (Savoie) 12000 h
LA ROCHE SUR FORON
(Haute-Savoie) 8538 h
LE CHAMBON FEUGEROLLES
(Loire) 14090 h
LYON (Rhône) 445452 h
MARBOZ (Ain) 2164 h
MEGEVE (Haute-Savoie) 4509 h
MIZOEN (Isère) 163 h
MOIRANS (Isère) 7495 h
MONTAGNIEU (Ain) 386 h
MONTELIER (Drôme) 3120 h
MONTELMAR (Drôme) 31344 h
MONTMERLE SUR SAONE (Ain) 2830 h
MORZINE (Haute-Savoie) 2948 h
PIERRELATTE (Drôme) 11943 h
POMMIERS (Rhône) 1804 h
PROPIERES (Rhône) 419 h
ROANNE (Loire) 38896 h
RUMILLY (Haute-Savoie) 11230 h
SAINT ETIENNE SUR CHALARONNE
(Ain) 1179 h
SAINT GERVAIS LES BAINS
(Haute-Savoie) 5276 h
SAINT JEAN DE MAURIENNE
(Savoie) 9800 h
SAINT JEAN SUR REYSSOUZE
(Ain) 579 h
SAINT MEDARD EN FOREZ
(Loire) 806 h
SAINT PRIEST (Rhône) 40974 h
SALLANCHES (Haute-Savoie) 14383 h
TAIN L'HERMITAGE (Drôme) 5503 h
THOIRY (Ain) 4063 h
THONES (Haute-Savoie) 5212 h
THONON LES BAINS
(Haute-Savoie) 28927 h
VENISSIEUX (Rhône) 56061 h
VIENNE (Isère) 29975 h
VILLARGONDRAN (Savoie) 944 h
VILLEFRANCHE SUR SAONE
(Rhône) 30647 h
VIRIAT (Ain) 5288 h
VONGNES (Ain) 89 h
VOREPPE (Isère) 9231 h

DexFleurs

AILLON LE JEUNE (Savoie) 342 h
ALLEVARD (Isère) 3081 h
ANDREZIEUX BOUTHEON
(Loire) 9153 h
ANNECY LE VIEUX
(Haute-Savoie) 18885 h
ARCHAMPS (Haute-Savoie) 1235 h
ARGONAY (Haute-Savoie) 1886 h
AVRIEUX (Savoie) 349 h
BALAN (Ain) 1534 h
BEAUFORT (Savoie) 2036 h
BELLEVILLE (Rhône) 5840 h

BERNIN (Isère) 2902 h
 BIZIAT (Ain) 641 h
BONNEVILLE (Haute-Savoie) 10463 h
 BOSSEY (Haute-Savoie) 545 h
 BOURG ARGENTAL (Loire) 2767 h
 BOURG LES VALENCE (Drôme) 18347 h
 BRIDES LES BAINS (Savoie) 600 h
 BRIGNAIS (Rhône) 11207 h
BRULLIOLES (Rhône) 574 h
 CHALAMONT (Ain) 1658 h
 CHALLES LES EAUX (Savoie) 3929 h
CHANAZ (Savoie) 452 h
 CHAPONOST (Rhône) 7832 h
 CHARLIEU (Loire) 3582 h
 CHATEL (Haute-Savoie) 1190 h
 COLOMBIER LE JEUNE (Ardèche) 505 h
 COMBLOUX (Haute-Savoie) 1976 h
 CONFRANCON (Ain) 862 h
CRAN GEVRIER (Haute-Savoie) 16464 h
 CREMIEU (Isère) 3169 h
CREYS MAPIEU (Isère) 1901 h
 FAVERGES (Haute-Savoie) 6310 h
 GUILHERAND GRANGES (Ardèche) 10880 h
 JAS (Loire) 177 h
 JASSANS RIOTTIER (Ain) 5338 h
 JASSERON (Ain) 1256 h
 LA GRAND CROIX (Loire) 4962 h
 LA TALAUDIERE (Loire) 6700 h
 LANTIGNIE (Rhône) 626 h
 LARAJASSE (Rhône) 1477 h
 LE BOURG D'OISANS (Isère) 2984 h
 LE COTEAU (Loire) 7375 h
LE GRAND BORNAND (Haute-Savoie) 2115 h
 LE MONTELLIER (Ain) 221 h
 LES CONTAMINES MONTJOIE (Haute-Savoie) 1129 h
 LES GETS (Haute-Savoie) 1352 h
 LES HAIES (Rhône) 608 h
 LONGES (Rhône) 763 h
 MEXIMIEUX (Ain) 6840 h
 MEYTHET (Haute-Savoie) 7701 h
 MONTLUEL (Ain) 6454 h
 MONTMELIAN (Savoie) 4026 h
 NIVOLAS VERMELLE (Isère) 1823 h
 OYONNAX (Ain) 24162 h
PIERRE BENITE (Rhône) 9963 h
 PRIAY (Ain) 1152 h
 RILLIEUX LA PAPE (Rhône) 28367 h
ROIFFIEUX (Ardèche) 2501 h
 ROMANS SUR ISERE (Drôme) 32667 h
SAINT BON TARENTEISE (Savoie) 1850 h
 SAINT CHAMOND (Loire) 37378 h
 SAINT DENIS LES BOURG (Ain) 4921 h
 SAINT DIDIER D'AUSSIAT (Ain) 666 h
 SAINT DIDIER SUR CHALARONNE (Ain) 2259 h
 SAINT ETIENNE (Loire) 180210 h



SAINT FORGEUX (Rhône) 1353 h
SAINT GENIS POUILLY (Ain) 6383 h
 SAINT GEORGES D'ESPERANCHE (Isère) 2840 h
 SAINT JEAN SUR VEYLE (Ain) 958 h
 SAINT LAURENT D'OINGT (Rhône) 726 h
SAINT MARTIN EN HAUT (Rhône) 3429 h
 SAINT MARTIN LE CHATEL (Ain) 652 h
 SAINT TRIVIER SUR MOIGNANS (Ain) 1537 h
 SAMOENS (Haute-Savoie) 2323 h
 SEVRIER (Haute-Savoie) 3421 h
 TARARE (Rhône) 10420 h
 THYEZ (Haute-Savoie) 4873 h
 UGINE (Savoie) 6963 h
 VILLARD DE LANS (Isère) 3798 h
 VILLARS LES DOMBES (Ain) 4190 h
VILLETTE D'ANTHON (Isère) 3906 h
 VIUZ EN SALLAZ (Haute-Savoie) 3373 h
 VOIRON (Isère) 19794 h

U neFlar

AGNIN (Isère) 789 h
 AIME (Savoie) 3229 h
 ALBENS (Savoie) 2650 h
 AMBERIEU EN BUGHEY (Ain) 11927 h
 AMBILLY (Haute-Savoie) 5808 h
 ANCY (Rhône) 475 h
 ANSE (Rhône) 4867 h
 ANTHY SUR LEMAN (Haute-Savoie) 1767 h
 ARACHES LA FRASSE (Haute-Savoie) 1724 h
 ARBENT (Ain) 4693 h
 AUTRANS (Isère) 1541 h
 AVEIZIEUX (Loire) 1271 h
BASSENS (Savoie) 3612 h
 BEAUMONT LES VALENCE (Drôme) 3679 h

BELLEGARDE SUR VALSERINE (Ain) 10846 h
 BESSE (Isère) 130 h
 BEY (Ain) 221 h
 BILLIEME (Savoie) 276 h
 BOISSEY (Ain) 202 h
 BOUGE CHAMBALUD (Isère) 918 h
 BOURG DE THIZY (Rhône) 2733 h
 BOURG SAINT ANDEOL (Ardèche) 7988 h
 BOURG SAINT MAURICE (Savoie) 7613 h
BULLY (Rhône) 1739 h
 CELLIEU (Loire) 1466 h
CEYZERIAT (Ain) 2445 h
 CHABEUIL (Drôme) 5861 h
 CHARNAY (Rhône) 964 h
CHATEAUNEUF DE GALAURE (Drôme) 1808 h
CHATEAUNEUF DU RHONE (Drôme) 2275 h
CHAZELLES SUR LYON (Loire) 4896 h
 CLARAFOND (Haute-Savoie) 707 h
 COGNIN (Savoie) 6177 h
 COLIGNY (Ain) 1091 h
 CONDEISSIAT (Ain) 649 h
 CREST VOLAND (Savoie) 417 h
 CRUAS (Ardèche) 2431 h
 CURTAFOND (Ain) 590 h
 DAGNEUX (Ain) 3757 h
 DOUVAIN (Haute-Savoie) 4486 h
 DUERNE (Rhône) 660 h
 EMERINGS (Rhône) 219 h
EYBENS (Isère) 9804 h
 FIRMINY (Loire) 19297 h
 FOISSIAT (Ain) 1562 h
 GAILLARD (Haute-Savoie) 10013 h
 GERBAIX (Savoie) 322 h
GEX (Ain) 7721 h
GLEIZE (Rhône) 8351 h
 HAUTE RIVOIRE (Rhône) 1200 h
 HUEZ (Isère) 1671 h

IRIGNY (Rhône) 8330 h
 JAILLANS (Drôme) 597 h
 LA CHAPELLE D'ABONDANCE
 (Haute-Savoie) 719 h
 LA COTE SAINT ANDRE (Isère) 4240 h
 LA RAVOIRE (Savoie) 7147 h
 LA TOUR DE SALVAGNY
 (Rhône) 3402 h
 LANSLEBOURG (Savoie) 640 h
 LE BOURGET DU LAC (Savoie) 4000 h
 LIMAS (Rhône) 4151 h
MACOT LA PLAGNE (Savoie) 1578 h
 MAGLAND (Haute-Savoie) 2801 h
 MANIGOD (Haute-Savoie) 789 h
 MARIGNIER (Haute-Savoie) 5323 h
 MERCUROL (Drôme) 1670 h
MESSERY (Haute-Savoie) 1905 h
MEYZIEU (Rhône) 28238 h
 MEZERLAT (Ain) 1911 h
 MONTAGNAT (Ain) 1421 h
 MONTANGES (Ain) 282 h
 MONTROND LES BAINS (Loire) 4031 h
 NEUVILLE SUR SAONE (Rhône) 7062 h
 NOTRE DAME DE BELLECOMBE
 (Savoie) 519 h
 ORELLE (Savoie) 393 h
 PASSY (Haute-Savoie) 11000 h
 PERONNAS (Ain) 5534 h
 PERREX (Ain) 721 h
 POISY (Haute-Savoie) 5487 h
 PORTES LES VALENCE (Drôme) 8090 h
 PRESSIAT (Ain) 191 h
 PRINGY (Haute-Savoie) 2616 h
 PUBLIER (Haute-Savoie) 4954 h
 QUINCIEUX (Rhône) 2657 h
 RENAISON (Loire) 2652 h
 RIGNIEUX LE FRANC (Ain) 839 h
 ROCHEBRUNE (Drôme) 45 h
RONNO (Rhône) 611 h
 SAINT ETIENNE DU BOIS (Ain) 2046 h
 SAINT FONS (Rhône) 15671 h
 SAINT GENEST LERPT (Loire) 5672 h
 SAINT GENIS SUR MENTHON
 (Ain) 363 h
 SAINT ISMIER (Isère) 6000 h
SAINT JEAN D'ARVEY (Savoie) 1354 h
 SAINT JULIEN (Rhône) 768 h
 SAINT JULIEN SUR REYSSOUZE
 (Ain) 514 h
SAINT JULIEN SUR VEYLE (Ain) 750 h
SAINT JUST (Ain) 789 h
 SAINT MARTIN DE BELLEVILLE
 (Savoie) 2552 h
SAINT MARTIN D'URIAGE
(Isère) 4780 h
 SAINT MAURICE DE GOURDANS
 (Ain) 1949 h
 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
 (Drôme) 7277 h
 SAINT REMY (Ain) 813 h
 SAINT SYMPHORIEN SUR COISE
 (Rhône) 3069 h

SAINT VINCENT DE MERCUZE
 (Isère) 1360 h
 SALAVRE (Ain) 285 h
 SALVIZINET (Loire) 488 h
 SANDRANS (Ain) 416 h
 SAVIGNEUX (Loire) 2565 h
 SERVOZ (Haute-Savoie) 818 h
 SEVELINGES (Loire) 582 h
 SEYNOD (Haute-Savoie) 16365 h
 SEYSSINS (Isère) 6850 h
 TASSIN LA DEMI LUNE (Rhône) 15977 h
 THIZY (Rhône) 2483 h
TREVOUX (Ain) 6392 h
 VALLOIRE (Savoie) 1263 h
 VANDEINS (Ain) 510 h
 VERCHAIX (Haute-Savoie) 558 h
 VERSAILLEUX (Ain) 255 h
VEYRIER DU LAC
(Haute-Savoie) 2114 h
 VILLE LA GRAND (Haute-Savoie) 6989 h



U neFler

AJOUPA BOUILLON (Martinique) 1761 h
 ANSES D'ARLET (Martinique) 3463 h
 FONDS SAINT DENIS (Martinique) 947 h
 SAINTE MARIE EN MARTINIQUE
 (Martinique) 20098 h

Réunion



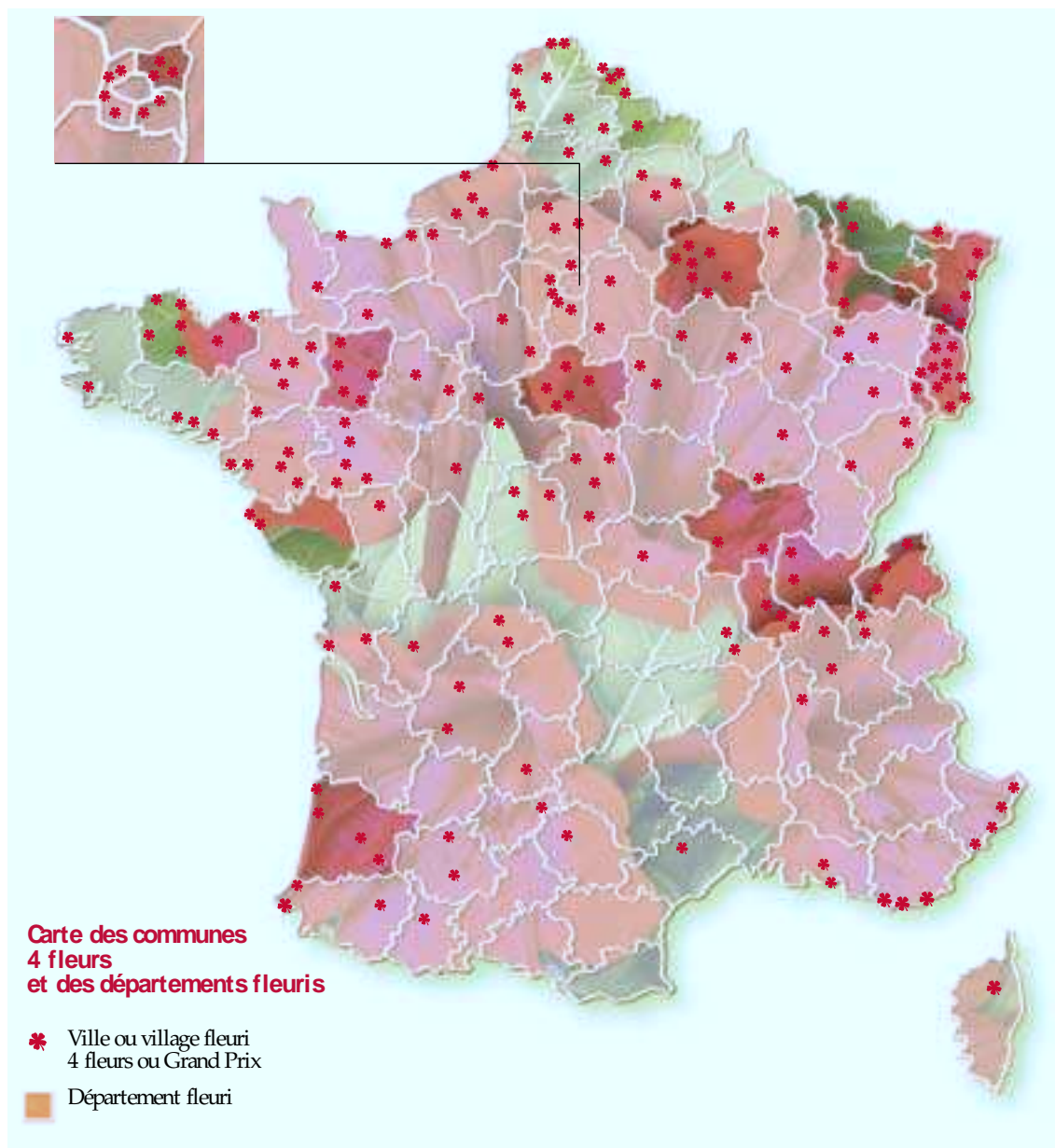
DexFlers

CILAOS (Réunion) 6113 h
 ENTRE DEUX (Réunion) 5203 h
 LA PLAINE DES PALMISTES
 (Réunion) 4222 h
 LE TAMPON (Réunion) 60000 h
 LES AVIRONS (Réunion) 7135 h
 PETITE ILE (Réunion) 10151 h
 SAINT DENIS (Réunion) 132000 h
 SAINT LEU (Réunion) 25000 h
 SAINT PAUL (Réunion) 87712 h
 SAINT PIERRE DE LA REUNION
 (Réunion) 70000 h

U neFler

LES TROIS BASSINS (Réunion) 6598 h
 L'ETANG SALE (Réunion) 7479 h
 SAINT ANDRE (Réunion) 43174 h
 SAINT LOUIS (Réunion) 32045 h
 SAINT PHILIPPE (Réunion) 4904 h
 SAINTE MARIE DE LA REUNION
 (Réunion) 26500 h
 SALAZIE (Réunion) 7900 h





**Total des villes et villages labellisés en 2006 : 3039
Dont 201 communes classées « ville ou village fleuri 4 fleurs » et Grand Prix**

Le Conseil National des Villes et Villages Fleuris remercie les entreprises et les organismes suivants pour leur contribution à la remise des prix :



CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

23, place de Catalogne - 75685 PARIS Cedex 14
Tél. 01 70 39 96 00 - Fax 01 70 39 93 54 - e-mail : cnvlf@wanadoo.fr
www.villes-et-villages-fleuris.com

2007 Concours des villes & villages fleuris

Le du mot président

Madame, Monsieur le Maire,

Le règlement du Concours des Villes et des Villages Fleuris vient de vous parvenir et je souhaite vous informer des modifications qui y ont été introduites cette année :

- **La diffusion** du règlement est faite, comme l'an passé, directement auprès des communes, par contre la fiche d'inscription au concours vous parviendra par l'intermédiaire de l'organisme départemental chargé de l'organisation du concours : Conseil Général, Comité Départemental du Tourisme ou autre.
- **La bonne gestion de la ressource en eau** est devenue une priorité. Je vous invite donc à respecter scrupuleusement les arrêtés préfectoraux de restrictions ou d'interdictions d'arrosage.
- **Le label Grand Prix National de Fleurissement** sera désormais millésimé, et donc attribué pour une année, et non plus trois comme précédemment. Par contre, la communication faite sur les lauréats de l'année sera renforcée.
- **Un nouveau prix spécial** a été créé, **le Prix du Jardinage Partagé**, qui remplace le prix du Décor Potager, et je vous invite à lire attentivement en page 4 le règlement de ce nouveau prix.

Je vous rappelle que l'inscription au concours national des Villes et Villages Fleuris est gratuite, et cette année encore, je tiens à vous féliciter et à vous encourager pour votre participation au fleurissement de la France.

Jean-René GARNIER
Préfet (h)
Président du CNVVF



Agenda du concours

■ Inscription des communes :

Auprès du conseil général ou de l'organisme chargé du concours, entre le 1^{er} avril et le 15 mai, suivant les directives départementales.

Les communes 4 Fleurs et candidates à la 4^{ème} Fleur, constituent un dossier conforme aux directives du Conseil National des Villes et Villages Fleuris. Il est adressé au CNVVF avec copie au jury régional.

■ 30 juin 2007 :

Les départements adressent au Conseil National des Villes et Villages Fleuris la liste des communes inscrites au concours.

■ Mi-juin à mi-septembre 2007 :

Visite des jurys départementaux, régionaux et national.

■ 15 octobre 2007 :

Les jurys régionaux adressent leur palmarès au Conseil National des Villes et Villages Fleuris.

■ Fin octobre 2007 :

Vérification du label des communes 4 Fleurs, examen des promotions à la 4^{ème} Fleur et les Prix Spéciaux.

■ Début 2008 :

Remise des prix à Paris.

Prix spéciaux :

Les communes sélectionnées par les régions pour un prix spécial, constituent un dossier conformément aux directives données par le Conseil National des Villes et Villages Fleuris. Elles adressent ce dossier au CNVVF avec copie au jury régional avant le 30 avril 2007.

Trophée du département fleuri :

Les départements s'inscrivent auprès du Conseil National des Villes et Villages Fleuris pour le 15 mai 2007.

Règlement du concours 2007

Le Concours des Villes et des Villages Fleuris a pour objet de récompenser les actions menées par les collectivités locales en faveur de l'embellissement et du fleurissement des parcs, jardins, bâtiments, espaces publics ou privés et de la création d'un environnement favorable à l'accueil et au séjour, aussi bien des habitants que des touristes.

De façon générale, sont primés tous efforts contribuant à l'image d'une France accueillante et fleurie.

Article 1



Concours des Villes et des Villages Fleuris

Le Conseil National des Villes et Villages Fleuris est seul habilité à organiser chaque année, avec les régions et les départements, le Concours des Villes et Villages Fleuris de France.

Ce concours est placé sous le signe des fleurs, de l'environnement, du cadre de vie et de l'accueil.

Il est ouvert à toutes les villes et tous les villages de France. Il est un des facteurs d'amélioration de la qualité de la vie et de la sensibilisation aux exigences de l'accueil.

Le Conseil National des Villes et Villages Fleuris met en place chaque année le Jury National, seul juge en dernier ressort de la validité des attributions de prix.

Il délègue aux régions et aux départements ses pouvoirs pour l'organisation et le contrôle du concours de fleurissement et d'embellissement des régions et des départements.

En cas de litige entre une commune et un jury régional ou départemental, le CNVVF peut être saisi à titre exceptionnel et la décision du jury national est alors souveraine.

Article 2



Inscription

Les communes ayant obtenu le label "Ville ou Village Fleuri" sont inscrites d'office au concours.

Les communes désirant participer au Concours des Villes et Villages Fleuris s'inscrivent directement auprès du Président du Conseil Général de leur département avant le 15 mai (sauf disposition particulière concernant certains départements).

Chaque département adresse avant le 30 juin la liste des communes candidates au Concours des Villes et Villages Fleuris, au :

- Conseil National des Villes et Villages Fleuris
23, place de Catalogne 75685 Paris cedex 14.
- Conseil Régional de leur Région.

Article 3



Critères de sélection

L'attribution de prix aux communes sélectionnées par les jurys départementaux, régionaux et le jury national s'effectue sur la base des éléments d'appréciation, des critères et du guide d'appréciation définis dans l'annexe 2 du présent règlement.

Pour la classification des communes, il est recommandé de s'inspirer des catégories suivantes :



Classification des communes

• 1^{ère} catégorie

Communes dont la population est inférieure à 1 000 habitants

• 2^{ème} catégorie

Communes dont la population est comprise entre 1 000 et 5 000 habitants

• 3^{ème} catégorie

Communes dont la population est comprise entre 5 001 et 30 000 habitants

• 4^{ème} catégorie

Communes dont la population est comprise entre 30 001 et 80 000 habitants

• 5^{ème} catégorie

Communes dont la population est supérieure à 80 000 habitants

Le chiffre de population est celui de la population de la commune enregistré au dernier recensement.

Article 4



Concours départementaux

Le Concours départemental est organisé par le Conseil Général.

Les Villes et Villages Fleuris ayant reçu une ou plusieurs fleurs du jury régional ou national sont hors concours et ne peuvent concourir que pour les prix spéciaux départementaux. Toutefois, ces communes honorant leur département sont à citer au palmarès départemental sous la forme que chaque département définira.

Le département a pleine autonomie pour l'organisation du Concours départemental sur les bases des éléments d'appréciations, des critères du guide d'appréciation du règlement établi par le Conseil National des Villes et Villages Fleuris (annexe 2).

Le jury départemental est composé d'élus, de personnalités qualifiées et de professionnels du tourisme, de l'horticulture et du paysage désignés par le Président du Conseil Général. Il est présidé par le Président du Conseil Général ou par un conseiller général désigné par lui.

Le jury départemental établit le palmarès départemental du fleurissement après visite des communes candidates. Il établit alors la sélection des communes qu'il juge susceptibles de concourir à l'échelon régional pour le classement 1 fleur. Il en adresse la liste au Conseil Régional.

Il communique son palmarès départemental au Conseil Régional ainsi qu'au Conseil National des Villes et Villages Fleuris.

Une remise des prix départementaux est organisée chaque année par le département.

Article 5



Concours régionaux

Le Concours régional est organisé par le Conseil Régional.

Le jury régional a délégation pour attribuer la 1^{re}, 2^{ème} et 3^{ème} fleur et désigne les communes susceptibles de concourir pour la 4^{ème} fleur.

Le jury régional est composé d'élus, de personnalités qualifiées, de professionnels du tourisme, de l'horticulture et du paysage désignés par le Président du Conseil Régional.

Il est présidé par le Président du Conseil Régional ou par un conseiller régional désigné par lui.

Le jury régional visite tous les ans, deux ans ou au maximum trois ans, les communes ayant le label une, deux ou trois fleurs.

Il visite également les communes sélectionnées par les départements de la région pour l'attribution de la première fleur. Il n'y a pas de limitation du nombre de communes proposées par chaque département pour la première fleur, ni dans l'absolu ni par catégorie.

Les communes ayant déjà le label ou proposées par les départements constituent un dossier qui est envoyé au Conseil Régional avec copie au Conseil Général. Ce dossier comprend obligatoirement un plan de la commune avec indication des points végétalisés et fleuris et les données appropriées sur les moyens et réalisations en matière de fleurissement et de végétalisation de la commune.

Il n'y a pas de limitation du nombre de communes au label 1, 2 ou 3 fleurs dans les régions, ni par département, ni par catégorie.

Les conditions d'attribution et de retrait du label " Ville ou Village Fleuri " avec le nombre de fleurs correspondant au niveau de fleurissement sont fixées par le CNVVF et définies dans les annexes 1 et 2 du règlement.

Par ailleurs, le jury régional sélectionne les communes retenues pour concourir pour les prix spéciaux énumérés à l'article 9 ci-après.

Le Conseil Régional reçoit délégation du CNVVF pour organiser les prix spéciaux de fleurissement de printemps et d'automne.

Le prix spécial du fleurissement de printemps récompense la ou les communes qui auront valorisé le territoire communal par des fleurs, arbustes et arbres particulièrement remarquables au printemps.

Le prix spécial du fleurissement d'automne récompense la ou les communes qui auront valorisé le territoire communal par des fleurs, arbustes et arbres particulièrement remarquables à l'automne.

Le Conseil Régional peut également instituer des prix spéciaux correspondant aux spécificités de la région qui sont appréciés par le jury régional, notamment dans le but de favoriser le tourisme et la filière horticole.

Le jury régional adresse le palmarès régional avant le 15 octobre au CNVVF.

Le palmarès comprend notamment la liste des communes jugées dignes d'être promues, maintenues ou rétrogradées 1 fleur, 2 fleurs ou 3 fleurs.

Le jury communique son palmarès régional à l'ensemble des départements de sa région.

Une remise des prix est organisée chaque année par la région.

Article 6



Jury National

Le jury national est présidé de droit par le Président du CNVVF. Dans ses différentes formations, il comprend normalement quatre membres dont au moins un professionnel du tourisme et un professionnel de l'horticulture et du paysage, désignés en raison de leurs compétences par le Président du jury.

Les membres du jury national peuvent également faire partie d'un jury régional, départemental ou communal, et réciproquement.

Dans ce dernier cas, le président du jury veille dans l'organisation des tournées à ce qu'ils ne visitent pas des communes relevant de leur jury régional, départemental ou communal.

Le jury national se réunit en séance plénière une fois par an pour établir le palmarès national.

Article 7



La quatrième fleur

Les jurys régionaux proposent au CNVVF les communes dont le fleurissement est exceptionnel pour l'attribution de la 4^{ème} fleur.

Les communes proposées 4 fleurs ou ayant déjà 4 fleurs constituent un dossier conforme aux directives du CNVVF; il est envoyé au CNVVF, avec copie au conseil

régional, avant le 15 mai. Ce dossier comprend obligatoirement un plan de la commune avec indication des points végétalisés et fleuris et toute information liée aux critères définis à l'annexe 2.

Le jury national visite les communes classées " 4 fleurs " sur l'ensemble du territoire national et celles qui sont proposées 4 fleurs par les jurys régionaux, entre le 15 juin et le 30 septembre. Il est seul habilité à attribuer, confirmer ou retirer cette quatrième fleur.

Les communes classées 4 Fleurs sont visitées au moins tous les deux ans, sauf les communes ayant fait l'objet d'un avertissement qui sont visitées l'année suivante.

A titre exceptionnel, les communes peuvent faire appel de leur classement auprès du jury national. Cette procédure doit se faire par l'intermédiaire du jury régional. Après examen du dossier, le jury national peut, s'il estime la demande fondée, vérifier le classement de la commune. Dans sa visite il devra se faire accompagner par au moins un membre du jury régional, et le cas échéant par un membre du jury départemental.

Article 8



Grand Prix National

Le jury national a seul autorité pour accorder chaque année le « Grand Prix National de Fleurissement ».

Le Grand Prix National de Fleurissement est attribué chaque année à une ou plusieurs communes choisies parmi les communes classées 4 fleurs.

Le panneau portant mention du label « Grand Prix National de Fleurissement » ainsi que l'année d'obtention est remis à chacun des lauréats. L'usage de ce label par la commune est valable un an.

Au-delà de la période de un an, et à l'occasion d'un contrôle du label qui a lieu normalement tous les deux ans, le jury national pourra, s'il le juge possible, renouveler la distinction.

La remise du ou des « Grand Prix National de Fleurissement » est organisée chaque année au niveau national.

Règlement du concours 2007

Article 9

LES PRIX SPÉCIAUX

Parmi les communes inscrites au Concours des Villes et Villages Fleuris, le jury régional propose chaque année la ou les communes qu'il juge susceptible d'être à même de concourir l'année suivante pour un PRIX SPECIAL. Le jury national peut également proposer la candidature d'une commune à un prix spécial.

Sélection des dossiers :

Les collectivités constituent un dossier qu'elles adressent au CNVVF avec une copie au jury de leur région avant le 30 avril de l'année du concours.

Le jury national examine l'ensemble des dossiers, établit une première sélection, et définit la liste des candidatures qui feront l'objet d'une visite au cours de l'année.



Prix du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et de VINIFLHOR

Ce prix récompense toute action remarquable et exemplaire s'appuyant sur l'aménagement ou la création d'espaces verts ou fleuris, contribuant à l'amélioration du cadre de vie et au développement ou la revitalisation de la commune.

Il sera attribué au maximum à trois communes rurales, dans les catégories ci-après :
- Deux communes dont la population est inférieure à 1000 habitants
- Une commune dont la population est comprise entre 1000 et 5000 habitants.



Prix de mise en valeur du patrimoine

Ce prix récompense une commune pour toute action menée pour la mise en valeur d'un élément du patrimoine par un environnement floral et paysagé de qualité.

Il concerne toute construction digne d'intérêt, protégée ou non (fontaine, lavoir, halle, édifice civil, édifice cultuel, etc...). Seront retenues les réalisations en cohérence avec le contexte historique du lieu. Dans le cas d'un patrimoine protégé (monument historique inscrit ou classé, abord de monuments historiques en secteur sauvegardé) il conviendra d'associer, préalablement à la conception de l'aménagement, le service départemental de l'architecture et du patrimoine qui devra avoir été en mesure de donner un conseil préalable.

Dans le cas du patrimoine non protégé, il sera souhaitable de solliciter l'avis des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE).



Prix National de l'Arbre

Le Prix :

Ce prix récompense la collectivité qui a assuré, dans le cadre d'une politique globale et cohérente de l'environnement et des paysages, une gestion exceptionnelle et innovante de son patrimoine arboré.

Il peut être décerné à une commune, une structure intercommunale, à un département ou à une région.

Inscriptions :

Les collectivités qui souhaitent être candidates peuvent demander directement un dossier d'inscription au Conseil National des Villes et Villages Fleuris avant le 1^{er} mars de l'année du concours ou être proposées par un jury national, régional, ou départemental qui les aura sélectionnés parmi les inscriptions au concours des Villes et Villages Fleuris de France.

Ces collectivités sont classées en quatre catégories :

Moins de 25000 habitants

Plus de 25000 habitants

Départements

Régions

Critères de jugement :

les critères de sélection retenus sont :

- 1- La stratégie de gestion du patrimoine arboré.
- 2- La qualité des tailles et des élagages.
- 3- Les soins apportés à la mise en œuvre de nouvelles plantations.
- 4- La politique de communication faite autour du végétal.
- 5- Les actions de vulgarisation et la politique en faveur du végétal.
- 6- L'aspect général du patrimoine arboré, son histoire et sa qualité.

Attribution des Prix :

le jury attribue pour une durée de cinq ans un ou plusieurs prix dans l'une ou l'autre des catégories. Ces propositions sont validées par le jury national du concours des Villes et Villages Fleuris réuni en séance plénière.



Prix Spécial des Gares

Ce prix, créé en partenariat avec la SNCF, récompense toute action d'envergure portant sur l'embellissement, le fleurissement et la propreté des gares et de leurs abords.



Prix du Groupement National Interprofessionnel des Semences

1) le prix du Jardinage Partagé :

Ce prix récompense une ou plusieurs communes ayant mis en place des actions d'animation et de sensibilisation auprès de différents publics (particuliers ou associations), visant à valoriser et à encourager la pratique du jardinage.

Les actions communales retenues par le jury pourront être :

- des actions d'information et de vulgarisation sur le jardinage auprès du grand public (par exemple Journées Portes Ouvertes aux serres municipales, Fêtes du Jardinage, présentation des espèces utilisées dans le fleurissement communal ...)
- des actions éducatives et pédagogiques auprès du jeune public (écoles, centres aérés, crèches ...) et plus spécialement toutes les actions incitatives particulièrement innovantes, originales ou exceptionnelles.

2) le prix du fleurissement des jardins familiaux collectifs

Ce prix récompense une commune ayant réalisé une politique remarquable de jardins familiaux collectifs fleuris et accessibles dans des conditions appropriées au public (journées " portes ouvertes ", visites, animations...)



Prix des Voies Navigables de France

Ce concours récompense les réalisations particulièrement remarquables de fleurissement et d'aménagement paysager des canaux et des écluses, dans un but de valorisation touristique des sites.



Le Prix des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative

Ce prix récompense les efforts en matière de fleurissement et d'accueil d'un Office du Tourisme ou d'un Syndicat d'Initiative. Il est organisé par le CNVVF avec la FNOTSI. La sélection est faite sur dossier.



Le prix Spécial des Stations Vertes de Vacances

Il récompense une commune labellisée « Station Verte » et particulièrement remarquable par ses aménagements paysagers et floraux. La sélection est faite sur dossier.



Le Prix Spécial des Logis de France

Il récompense un lauréat par catégorie de classement Logis de France : 1 cheminée, 2 cheminées et 3 cheminées. Ce concours a lieu sur dossier, une présélection est faite aux niveaux départementaux et régionaux des Logis de France.

Ces prix sont attribués à des établissements proposant un décor floral de qualité, installés dans des communes inscrites au concours des Villes et Villages Fleuris.



Le Prix National du Jardinier(ère)

Le jury national attribue les Prix Nationaux du Jardinier de sa propre initiative mais avec information de la région concernée ou sur proposition de la région. Dans tous les cas l'accord des maires concernés doit être recueilli. Ce prix consacre un travail d'excellente qualité mené sur plusieurs années et distingue plus particulièrement les bénévoles et agents communaux qui se sont investis de façon exceptionnelle dans le fleurissement de leur commune.



Article 10



Prix européen de l'Entente Florale

Ce concours met en compétition chaque année deux communes présentées – une ville, un village – par les pays européens membres de l'Association Européenne pour le Fleurissement et le Paysage (AEFP). Ces communes sont proposées par le jury national parmi les 4 Fleurs et les Grands Prix.



Article 11



Trophée du Département Fleuri

Le Conseil National des Villes et Villages Fleuris attribue tous les ans le "Trophée du Département Fleuri".

Ce prix récompense :

1) d'une part la participation du département au Concours des Villes et Villages Fleuris. Sont examinés :

- le nombre de communes inscrites,
- le nombre de communes classées au niveau régional et national,

- actions d'incitation et de conseil, en particulier auprès des communes rurales, menées par le département,
- les actions de communication menées par le département autour du fleurissement y compris en matière touristique,
- les actions d'éducation et d'animation,

2) d'autre part, le fleurissement et les plantations faits par le département sur les voiries, bâtiments et espaces dépendant de sa compétence territoriale.

Les départements qui souhaitent concourir au "Trophée du Département Fleuri" s'inscrivent au CNVVF avant le 15 mai et remplissent le dossier de candidature qui leur sera remis par le CNVVF.

Le jury national a seul autorité pour désigner le ou les départements auxquels sont attribués le "Trophée du Département Fleuri".

Un panneau signalant le label "Trophée du Département Fleuri" et l'année de l'obtention est remis au lauréat lors de la remise des prix du Concours des Villes et Villages Fleuris.

L'usage de ce label par le département est valable pour cinq ans; au-delà de cette période, le département pourra renouveler sa candidature.



Article 12



Concours des Maisons Fleuries et autres

1) Le CNVVF peut organiser des concours spéciaux récompensant des initiatives publiques ou privées en matière de fleurissement et concernant des bâtiments ou des espaces privés ou publics. Il peut à titre exceptionnel récompenser un particulier ou un établissement ayant à son actif une réalisation exemplaire qui aurait été notée par le jury national lors d'une tournée.

2) Les Conseils Généraux ont délégation du CNVVF pour organiser à l'intérieur de leur département, le Concours des Maisons Fleuries.

Peuvent participer à ce concours à l'initiative du Conseil Général :

Les maisons d'habitations, les commerces et établissements publics, les écoles, les exploitations agricoles, les hôtels, les restaurants, les campings, les Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative, les gares SNCF, les postes, les gendarmeries, les autoroutes, les postes de douane, les jardins familiaux, les zones d'activités, les routes à thèmes, les écluses etc...

Le Concours des Maisons Fleuries peut, à l'initiative des départements, comporter différentes catégories :

- Maison avec jardin très visible de la rue.
- Décor floral installé en bordure de la voie publique.
- Balcons et terrasses.
- Fenêtres ou murs.
- Immeubles collectifs, etc...

Après avoir établi le palmarès de ce concours, les départements proposent au CNVVF un ou plusieurs lauréats parmi ceux qu'ils jugent susceptibles de recevoir une distinction nationale.

Le Conseil National accorde à ces lauréats des médailles ou des diplômes sur demande des départements.



Article 13



Engagement des participants

Les communes inscrites au Concours National des Villes et Villages Fleuris acceptent sans réserve le présent règlement ainsi que les décisions prises par les jurys.

Annexe 1

label "ville ou village fleuri"

Conditions d'attribution par le jury régional et le jury national du label " Ville ou Village Fleuri ".

Le jury régional attribue le label " Ville ou Village Fleuri " correspondant au niveau de fleurissement 1-2 et 3 fleurs.

Nous rappelons que le label sanctionne obligatoirement un environnement fleuri de grande qualité et répondant très précisément aux critères de sélection définis à l'annexe 2 du Règlement du Concours des Villes et Villages fleuris.

Conditions d'attribution des Fleurs par le jury régional

✿ Une Fleur

Avoir participé l'année précédente au Concours des Villes et Villages Fleuris et être proposé par le jury départemental.

✿ ✿ Deux Fleurs

Avoir réalisé un effort de fleurissement et d'amélioration du cadre de vie qui situe la commune à un niveau supérieur à celui des communes classées " une fleur ".

✿ ✿ ✿ Trois Fleurs

Avoir réalisé un effort de fleurissement et d'amélioration du cadre de vie qui situe la commune à un niveau supérieur à celui des communes classées " 2 fleurs ".

Conditions d'attribution de la 4^{ème} fleur par le jury national

✿ ✿ ✿ ✿ Quatre Fleurs

Sous la réserve du dernier alinéa de l'article 7, seules les communes classées " 3 fleurs " ayant réalisé un effort exceptionnel de fleurissement et d'amélioration du cadre de vie peuvent accéder à cette classification sur proposition du jury régional. La décision du jury national est prise après une visite approfondie qui a lieu l'année suivant la proposition du jury régional.

Le jury national peut accorder la 4^{ème} fleur, la refuser, ou réserver sa réponse à une année ultérieure en demandant à la commune un effort complémentaire.

Le label " 4 Fleurs " n'est attribué qu'à un fleurissement tout à fait exceptionnel, et obligatoirement toutes saisons pour les communes de 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} catégorie.

Conditions du retrait des Fleurs

Le retrait des fleurs peut être immédiat ou précédé d'un avertissement. En effet, toute commune pouvant connaître des contraintes exceptionnelles (techniques, structurelles, climatiques,...), le jury national ou le jury régional pourra adresser un avertissement à la commune dont il aura estimé que la qualité du fleurissement ne correspond plus au classement ; dans ce cas, le retrait de la distinction ne sera donc effectif que l'année suivant l'envoi de cet avertissement et si la commune n'a pas réalisé l'effort jugé indispensable.

Quand la commune se voit déclassée par le jury régional ou national, elle est dans l'obligation d'adapter le panneau d'entrée de ville à son niveau de classement ou de retirer les panneaux installés sur son territoire quand le jury régional a décidé de retirer la dernière fleur.

Remarque générale :

Les panneaux " Ville ou Village Fleuri " sont identiques sur l'ensemble du territoire national. Les caractéristiques de ces panneaux sont fournies par le CNVVF sur simple demande et font l'objet d'un dépôt légal.

Annexe 2

Guide d'appréciation

1 - PATRIMOINE PAYSAGER ET VÉGÉTAL

Quelle que soit la taille de la commune, ce critère reste affecté d'un coefficient maximum tout en confortant le patrimoine végétal par rapport au fleurissement proprement dit.

La visite du jury doit inclure un certain nombre de parcs et de squares. Le style des parcs, leur architecture paysagère, leur niveau d'entretien et leur fréquentation doivent être soulignés.

Les espaces verts d'accompagnement sont souvent conçus en fonction du bâtiment ou de l'équipement et le mettent en valeur : Mairies, églises écoles ou cimetières doivent bénéficier d'un cadre vert ou d'un fleurissement.

En ce qui concerne les équipements de voirie, l'espace vert peut être l'élément central de la composition (place ou giratoire) mais, même s'il correspond souvent à l'aménagement de « délaissés » son rôle est essentiel pour l'intégration de l'ensemble dans le paysage urbain.

Les arbres : plus que les arbustes, les fleurs ou les pelouses, les arbres tiennent une place très importante dans l'environnement de nos cités. L'inventaire, la protection et l'entretien des arbres patrimoniaux, publics ou privés, constitue une première étape. Il faut ensuite, à chaque aménagement, que la place de l'arbre soit aussi impérative que celle de tout autre équipement.

Arbustes et rosiers : le fleurissement arbustif, la fructification et la coloration automnale – pour peu que la gamme soit utilisée à bon escient – peuvent participer à un moindre coût à une décoration des quatre saisons.

Les pelouses : bien entretenu, elles assurent la mise en valeur des compositions florales, mais les tontes, l'arrosage et les apports d'engrais constituent l'un des postes les plus importants de la maintenance des espaces verts. Or les différents sites ne nécessitent pas les mêmes soins : une réflexion sur la fonction des espaces peut déboucher sur des économies substantielles.

Fleurissement en pleine terre et hors sol : ce poste à lui seul mobilise entre un quart et un tiers des coefficients. L'importance et la localisation du fleuris-

Remarque générale :

Pour chaque évaluation, le jury tiendra compte de la dimension de la commune, de sa population et de ses spécificités. Le jury tiendra compte également de sa date de passage et des conditions climatiques. Par ailleurs, le jury portera une attention particulière au fleurissement accessible aux piétons.

sement sont des éléments essentiels d'appréciation. Précisons toutefois que la notation privilégiera la qualité par rapport à la notion de quantité encore trop omniprésente. La qualité des massifs reste primordiale tant par la qualité des fleurs, la diversité de la gamme, que par l'élégance, l'originalité et l'harmonie des compositions.

Pour les villes concourant pour la « quatrième fleur » ou pour le Grand Prix, la rythmicité du fleurissement et le concept de décoration des quatre saisons seront intégrés dans le jugement.

Aménagements hors sol, bacs, jardinières et suspensions : chaque fois que ce sera possible, l'aménagement en pleine terre sera privilégié, mais la densité de l'occupation de l'espace urbain oblige souvent à recourir à du mobilier hors sol. La localisation de celui-ci devra malgré tout être cohérente, les récipients seront discrets, habillés par la végétation, et les règles de composition, de mise en œuvre et d'entretien seront les mêmes que pour les massifs.

2 - CADRE DE VIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

En mettant l'accent, dans la notation, sur l'amélioration de l'environnement et sur les pratiques aboutissant à un développement durable, le CNVVF entend accentuer une prise de conscience encore insuffisante. Quel serait l'intérêt de récompenser une ville ou un village dont le fleurissement n'habillerait qu'un environnement dévasté ?

Gestion de l'environnement : pour identifier et planifier les actions, une Charte de l'Environnement est souvent un outil pratique. Comme les jardins, les espaces naturels sont à inclure dans le patrimoine vert de la commune. Forêts, marécages, plans d'eau, espaces littoraux sont à inventorier, à restaurer, à aménager sans les dénaturer et, surtout, à protéger.

Gestion de l'eau : la pénurie de la ressource en eau que l'on constate depuis quelques années dans un nombre croissant de départements et de régions doit nous inciter à être vigilants sur son utilisation et à encourager toutes techniques permettant de l'économiser. Dans cet esprit, et particulièrement dans les zones concernées par la sécheresse, les jurys devront interroger les collectivités sur les techniques mises en œuvre pour économiser l'eau : par exemple l'arrosage aux heures les moins chaudes de la journée, l'utilisation de paillages, le choix d'espèces

mieux adaptées aux contraintes climatiques, les techniques utilisées pour l'irrigation et le bon état d'entretien des réseaux, etc...

De même seront prises en compte les techniques utilisées pour la récupération de l'eau de pluie.

Les jurys s'informeront également sur les arrêtés préfectoraux d'interdiction ou de limitation de l'arrosage, et sur leur application.

En cas de non-respect flagrant de ces arrêtés, des déclassements pourront être proposés.

Produits chimiques : chaque municipalité devra afficher sa position et son action vis-à-vis d'une gestion raisonnée des produits chimiques. Il faut en effet limiter la quantité de produits employés en s'interrogeant sur l'utilité de certaines pratiques et chercher des solutions de substitution, notamment la lutte biologique et en dernier ressort, diminuer la nocivité des traitements en choisissant, à efficacité égale, les substances les moins toxiques.

La propreté : la propreté au quotidien est un poste élémentaire. Le ramassage des papiers et autres déchets ne doit pas se limiter au centre-ville, leur gestion à partir de tris sélectifs et de déchèteries doit être mise en évidence. L'élimination des tags et la maîtrise de la pollution canine participent aussi à la mise en valeur du site.

Publicité : l'accumulation de l'affichage publicitaire et des panneaux 4x3 constitue une pollution visuelle à laquelle il n'est jamais trop tard pour remédier. En plus des lois, chaque municipalité peut mettre en place des réglementations particulières.

Mobilier urbain : le mobilier et les jeux représentent un poste important du budget communal. L'attention des municipalités doit d'abord porter sur la pertinence des implantations mais aussi sur le niveau d'entretien.

Patrimoine bâti : la qualité du patrimoine bâti a toujours créé des disparités entre les candidats, et les jurys doivent savoir faire la péréquation sur ce point entre une ville de banlieue et un village aux maisons à colombages. Dans chaque cas cependant les municipalités doivent savoir valoriser leur patrimoine ancien ou moderne, et inciter, par des mesures d'accompagnement, leurs concitoyens à entretenir leurs habitations.

Réseaux : l'assainissement a été l'une des premières sources de pollution prise en considération par les municipalités, mais certaines pratiques alternatives innovantes

peuvent aussi être mises en valeur, tels les bassins de rétention et les toitures végétalisées pour les eaux pluviales, et les plateaux absorbants pour les eaux usées.

Sur le plan visuel, l'effacement des réseaux aériens ne doit pas être négligé. Chacun comprenant qu'il est impossible de tout réaliser en une fois, il faudra soumettre au jury un programme cohérent d'effacement ou d'enfouissement.

Entrées de ville : trop souvent les entrées de nos villes se présentent comme des zones commerciales banales et dégradées, où les préoccupations paysagères sont totalement absentes. Une entrée de ville soignée est indispensable pour le label « quatre fleurs » et « Grand Prix », et cas échéant, il conviendra de présenter au jury un plan de requalification paysagère..

3 - ANIMATION ET VALORISATION TOURISTIQUE

Ce dernier groupe de critères souligne la finalité de l'action du CNVVF : celle-ci ne trouve tout son sens que dans l'appropriation par le public de son environnement et de son cadre de vie et repose sur trois axes majeurs : l'économie et le développement touristique, l'environnement, le social.

Promotion du label : les communes doivent faire connaître leur label et les jurys peuvent donc vérifier s'il est fait mention de ce label sur les documents édités par la mairie, l'office de tourisme ou sur le site internet de la commune. Il est également souhaitable que les communes organisent des événements en rapport avec les jardins et le fleurissement : fêtes des plantes, fêtes des fleurs, corso fleuris, etc ...

Jardins familiaux : les jardins familiaux représentent une demande de plus en plus forte des habitants et jouent un rôle social très important, de même que les actions qui peuvent être proposées comme les jardins partagés, les jardins en pied d'immeuble ou autres.

Actions de coordination : certains organismes peuvent être propriétaires de surfaces importantes dans les communes. Il est important que les jurys soient informés des accords qui ont été passés pour le traitement et la gestion de certains espaces, par exemple les talus SNCF, les berges des canaux, les espaces verts autour des immeubles propriétés des offices d'HLM, les ronds-points ou équipements de voirie gérés par les DDE.

Les critères du concours des Villes et Villages Fleuris

Grille d'appréciation et coefficients

Les coefficients sont proposés à titre indicatif.

Ils devront être modulés selon le niveau de labellisation, la taille et les spécificités locales de la commune visitée.

PATRIMOINE PAYSAGER ET VEGETAL		50/100
Parcs, Espaces ouverts ou clos	Jardins et squares	
Espaces verts d'accompagnement	Accompagnement de voirie (îlots, giratoires, bandes axiales etc...) Accompagnement bâtiments et équipements publics (écoles, sports, cimetières etc...)	
Arbres	Inventaire du patrimoine et mesures de protection Entretien-élagage Diversité botanique Renouvellement	
Arbustes & rosiers	Mode d'utilisation Diversité botanique	
Pelouses et couvre-sols	Qualité, aspect général Entretien	
Fleurissement pleine terre et hors sol	Importance et répartition du fleurissement Rythmicité et pérenité des décorations florales Originalité, harmonie et qualité esthétique des compositions Diversité variétale Qualité et entretien des végétaux Adaptation et intégration aux contraintes du site et à l'environnement extérieur de la commune	
CADRE DE VIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE		30/100
Gestion de l'eau	Economie des ressources en eau Techniques culturales économisant l'eau (paillage, choix des végétaux...) Origine de l'eau et récupération Techniques d'irrigation et entretien des réseaux	
Inventaire et protection des espaces naturels	Forêts, plans d'eau, marécages, littoral, relief, etc...	
Gestion raisonnée des produits chimiques et mise en place de techniques alternatives	Diminution de la quantité et de la toxicité, formation des agents Lutte biologique intégrée Méthodes culturales, équilibre et biodiversité des massifs	
Propreté	Gestion des déchets (tri, compostage...) Propreté au quotidien (papiers et divers, tags, pollution canine...)	
Patrimoine bâti	Qualité, rénovation Mise en valeur par le végétal Qualité de la voirie	
Mobilier urbain	Qualité, entretien, implantation	
Maîtrise de l'affichage publicitaire	Règlement Limitation, implantation. Qualité et entretien des enseignes commerciales	
Réseaux	Effacement des réseaux aériens Assainissement	
ANIMATION & VALORISATION TOURISTIQUE		20/100
Promotion du label	Evènements (animations, visites guidées, fêtes des plantes...) Documents et publications Signalétique spécifique Site Internet municipal	
Jardins familiaux	Gestion en régie ou associative Actions d'insertion sociale	
Animations scolaires	Actions pédagogiques adaptées	
Participation des habitants	Concours communal de maisons, balcons fleuris... Concertation et relation avec les associations	
Actions de coordination	Avec les différents propriétaires du foncier (HLM, SNCF, DDE, VNF...)	



CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS

23. place de Catalogne - 75685 PARIS Cedex 14
Tél. 01 70 39 96 00 - Fax 01 70 39 93 54 - e-mail : cnvf@wanadoo.fr
www.villes-et-villages-fleuris.com

PROGRAMME DE RECHERCHE
“ POLITIQUE PUBLIQUES ET PAYSAGES :
ANALYSE, ÉVALUATION, COMPARAISONS ”

Rapport final de synthèse
janvier 2004

PAYSAGE – COULEUR – VILLE

Yves Abrioux

Zic-Zag – Passage du Cheval Blanc – 2 rue de la Roquette - 75011 PARIS

tél : 01 48 06 24 87 ; fax : 01 48 06 45 83

tél. perso. : 01 43 98 39 95

adresse électronique : Yabrioux@aol.com

1. OBJECTIF ET DEMARCHE

Etude transdisciplinaire des politiques locales de paysagement de l'espace public par le biais du fleurissement des abords des villes, des voies de circulation, des bâtiments publics, etc.

Enjeux

- élaboration d'une réflexion sur le paysage urbain, dans des termes étroitement liés aux représentations des habitants, en matière d'esthétique et de qualité de vie ;
- dégagement de la dimension paysagère des politiques municipales d'embellissement floral ;
- développement d'outils d'analyse et d'évaluation des politiques municipales ;
- formulation de propositions d'action et d'évaluation.

Démarche

- étude de la situation du fleurissement dans la réflexion paysagère ;
- étude historique du dispositif incitatif encadrant les politiques de fleurissement municipal (concours du CNVVF) ;
- élaboration d'une approche interdisciplinaire du phénomène ;
- études de cas ;
- confrontation des résultats obtenus sur le terrain ;
- travaux de conceptualisation et de synthèse.

2. LE DEROULEMENT DU PROJET

2.1 Les partenaires

- Membres de l'équipe ayant participé aux travaux de recherche :
 - Yves Abrioux, Département de Médiation culturelle, université Paris 3 ;
 - Gianni Burattoni, artiste ; chargé de cours, Ecole d'Architecture du quai Malaquais ;
 - Martine Burgos, EHESS ;
 - Jacques Leenhardt, EHESS ;
 - Delphine Le Maistre, paysagiste, Zic-Zag Sarl. ;
 - Vincent Rey, architecte paysagiste, Zic-Zag Sarl.
- Autre partenaires associés au déroulement :
 - néant.

2.2 Difficultés rencontrées

Suite à d'importantes lenteurs administratives dans la notification de l'acceptation de notre projet puis dans la correspondance avec le Comité d'Orientation, il nous a été impossible de mener à bien notre recherche dans les délais prévus.

Plus particulièrement, des difficultés financières majeurs engendrées par des retards dépassant parfois un année entière dans le règlement de nos factures (lesquels se sont poursuivis au moins jusqu'à la remise de notre rapport) ont gravement perturbé l'avancement du travail sur le terrain et par voie de conséquence grevé le déroulement de nos travaux de conceptualisation et de synthèse.

Des retards supplémentaires ont été provoqué par un changement de majorité municipale dans deux des communes retenues pour nos études de cas, entraînant un temps d'arrêt d'une durée d'un an dans les entretiens avec les municipalités concernées, en attendant que la nouvelle équipe ait arrêté sa politique en matière de fleurissement.

Notre recherche sur le Conseil national des Villes et Villages fleuris a été entravée par l'état lacunaire des archives de cet organisme, qui a eu pour effet de nous empêcher d'approfondir certaines de nos hypothèses de travail sur l'historique du Concours, voire de contrôler ou de développer certaines informations recueillies dans les entretiens avec les responsables du Comité.

Conformité des réalisations au projet initial

Aux difficultés précitées est venue s'ajouter l'ampleur de la tâche à laquelle nous nous trouvions confrontés pour procéder au déblayage d'un sujet peu étudié jusqu'à ce jour et ayant fait l'objet de problématisations au mieux partielles. Cette constatation nous a contraint à multiplier les aller-retour entre le terrain et l'élaboration méthodologique ou théorique. Il s'en est suivi un recentrement sur le travail de problématisation et de formalisation, lequel a fourni l'essentiel de notre rapport.

Le projet d'élargissement de l'enquête à d'autres communes a dû être abandonné par manque de temps et de moyens financiers. La perspective de réalisation de projets paysager et/ou d'action culturelle, dont il avait été dès l'origine prévu qu'elle déborderait le cadre de notre recherche n'a pas à ce jour atteint le stade où les expressions d'intérêt des deux communes pyrénéennes participant à l'étude se transformeraient en engagement ferme.

3. LES RESULTATS

3.1 Résumé des acquis

Introduction

Nous avons étudié sept communes correspondant à des cas de figure très variés, de par leur situation géographique (région parisienne/province ; nord/sud ; zone urbaine/campagne ...), leur dimension (allant d'un village de moins de 100 habitants à une ville de plus de 70 000), leur couleur politique, la nature et l'ampleur de leur politique de fleurissement. L'analyse des politiques de fleurissement mises en œuvre dans chacune de ces communes, tout comme la vision du fleurissement exprimée autant par les administrés que par les acteurs institutionnels impliqués dans la conception ou la mise en œuvre des politiques observées, met en évidence, à travers la diversité des situations relevées, la qualité pluridimensionnelle du fleurissement communal. Aux côtés d'initiatives proprement horticoles, nous avons relevé des soucis thématiques ou identitaires et avons pu montrer l'importance d'une prise en compte des enjeux imaginaires et paysagers de toute pratique floricole. Nous avons par ailleurs rencontré des pratiques institutionnelles très variées en matière de conception et de gestion des fleurissements. Enfin, nous avons relevé la dimension sociale et/ou associative prise par le fleurissement dans certaines communes et avons constaté à quel point les relations entretenues par une commune avec des collectivités ou des institutions d'échelle supérieure pouvaient peser sur le fleurissement municipal. Ces différentes dimensions du fleurissement communal sont loin de toutes accorder une importance cruciale à l'aspect purement visuel des réalisations.

La diversité de ce que recouvre le fleurissement communal est aujourd'hui appréciée, au moins dans certaines de ses dimensions, par les acteurs municipaux. Cette situation n'est pas sans rapport avec ce que nous avons pu mettre en lumière de l'évolution des positions défendues par les autorités ministérielles, à travers les trois instances qui ont successivement été chargées du concours des villes et villages fleuris : Commissariat au Tourisme (1959), Comité pour le Fleurissement de la France (1972), Conseil national des Villes et Villages fleuris (CNVVF, 1988). Il s'avère cependant que les instruments dont dispose le CNVVF pour mener à bien des fonctions de conseil et d'évaluation restent à ce jour insuffisamment sensibles aux multiples facettes du phénomène.

Nous allons développer successivement chacun des aspects que nous venons de recenser, avant de conclure sur notre réflexion conceptuelle, puis sur la complexité que nous avons mise à jour sous l'apparente évidence d'une présence florale sur la place publique.

Dimension institutionnelle

Nous avons constaté à l'échelle municipale d'importantes différences dans l'organisation des circuits de décision et d'exécution d'une politique floricole. En effet, on rencontre des situations allant d'une pratique administrative hautement centralisée, faisant de surcroît l'objet d'un étroit contrôle politique, à une structure fortement décentralisée laissant une très grande initiative aux équipes sur le terrain, tant pour la conception que pour la mise en œuvre du fleurissement dans ses aspects aussi bien sociaux que proprement horticoles. On rencontre également (dans certains villages) un fleurissement de type associatif.

L'éventail des résultats obtenus nous conduit à insister sur la prise en compte de facteurs historiques et locaux dans l'évaluation d'une politique de fleurissement communal. Nous avons par ailleurs pu constater que l'organisation institutionnelle du fleurissement affectait les

dimensions politique, sociale, imaginaire et esthétique du phénomène, sur lesquelles nous revenons ci-dessous.

L'écoute des décideurs comme l'analyse des réalisations floricoles font également apparaître l'impact des relations entre différentes entités politiques ou administratives sur la nature et la qualité d'une politique de fleurissement. Nous pensons plus particulièrement aux relations entre la commune et le département (particulièrement pour ce qui concerne le cas sensible des équipements routiers en bordure de ville) ou encore à la qualité et à la cohérence des rapports au sein de différentes structures territoriales (intercommunale, pays, parc régional ...).

Dimensions politique, sociale et économique

Pour ce qui concerne la dimension politique, nous avons pu constater l'impact d'une politique de fleurissement sur la vie politique locale. Les résultats statistiques partiels que nous avons pu obtenir sur l'évolution des inscriptions au concours des villes et villages fleuris sont indubitablement à interpréter avec précaution et à considérer en l'état actuel comme un simple symptôme de la dimension proprement politique du fleurissement. La perception que peuvent avoir les administrés d'une politique de fleurissement municipale en dit plus long. Elle s'exprime en termes souvent identitaires, concernant aussi bien l'image de la commune offerte au visiteur ou au passant (exprimée également en termes d'accueil) que la mise en valeur du patrimoine ou le fleurissement souvent emphatique des bâtiments publics. La dimension identitaire concerne également le sentiment du degré de reconnaissance accordée ou refusée à tel quartier ou à telle catégorie socioprofessionnelle (surtout celle des commerçants). La lecture politique du fleurissement s'étend à des questions de propreté et de sécurité, mais aussi à l'intégration des populations défavorisées. Ces constatations concernent la dimension à la fois sociale et politique du fleurissement, tant il est vrai que les deux dimensions sont d'autant plus étroitement liées que, la commune constituant la base de la pyramide politique et administrative, ses responsables et ses agents se trouvent quotidiennement au contact de la population et de ses préoccupations les plus immédiates. Elles s'attachent aussi bien aux attentes exprimées par les habitants que leur éventuelle participation aux actions de fleurissement.

Pour ce qui concerne la dimension économique, notre recherche n'avait pas les moyens d'aller au-delà d'un simple relevé des ambitions affichées ou implicites des municipalités. Nous avons ainsi constaté une convergence des attentes exprimées qui dépassent le seul cadre touristique (lequel fut à l'origine de la politique nationale de fleurissement de la France), l'intérêt économique concernant essentiellement les centres ville ou les zones d'activités. L'échantillon de communes que nous avons étudié présentait par ailleurs des situations trop disparates (priorité donnée à l'achat des végétaux ou à leur culture par les services municipaux ; implication des services municipaux ou d'associations) pour permettre une analyse de l'impact du fleurissement sur la politique budgétaire d'une commune.

Dimensions horticole, imaginaire et paysagère

Notre analyse technique du fleurissement municipal démontre le privilège accordé par les acteurs à un modèle horticole, plutôt que paysager. Elle met en lumière une pratique qui consiste le plus souvent à répartir sur la carte d'une commune des compositions floricoles d'échelle le plus souvent réduite et dont l'articulation avec leur environnement immédiat pose régulièrement problème. Cependant, dans cette pratique très largement horticole, la compréhension d'une dimension paysagère transparaît ici ou là, quoique de manière souvent implicite. Certains des effets paysagers ainsi obtenus nous ont paru particulièrement

intéressants. Leur explicitation exige la prise en compte des aspects imaginaires et esthétiques du fleurissement.

Pour ce qui concerne l'imaginaire, nous ne pensons plus ici aux effets produits sur un plan plus étroitement politique ou social que nous avons décrits ci-dessous, mais à des effets qui sont spécifiquement territoriaux ou spatiaux et qui impliquent un regard situé mettant en jeu un point de vue. L'imaginaire tend ici vers l'esthétique.

Pour ce qui concerne les effets territoriaux, nous avons pu relever que, là où de nombreux fleurissements de bâtiments publics, voire encore d'entrée de ville, se limitent à des effets déclaratifs ou de bornage, l'aménagement floral d'une voie, d'un espace réservé aux piétons, d'un rond-point ..., est susceptible d'accompagner la circulation et les déplacements, de souligner l'articulation ville-campagne, voire de faire émerger comme un espace social partagé la surface d'un village qu'autrement la dispersion des habitations permettrait à peine de distinguer des champs environnants.

A côté d'effets structurants de ce type, nous en avons constaté de bien plus fuyants, spatiaux plutôt que territoriaux puis qu'incorporant un mouvement qui concerne moins le déplacement d'un sujet (ou d'un véhicule) qu'il ne constitue la dynamique même du paysage, (ou plutôt d'un percept paysager).

Dimension incitative ; rôle du CNVVF

Structurants ou volatiles, les effets esthétiques complètent la liste des dimensions du fleurissement communal que nos analyses nous ont permis d'isoler. Ensemble ces différents aspects font du fleurissement une pratique qui, pour être ordinaire (quotidienne ; plus artisanale, bricolée même, que formalisée), n'en est pas moins complexe. Nous avons déjà observé que le phénomène déborde ainsi le seul cadre visuel.

En l'absence d'un dispositif législatif ou administratif, la promotion de cette pratique plus complexe qu'il ne paraît au seul regard du promeneur relève d'un dispositif incitatif mis en place il y a plus de quarante ans par le Commissariat au Tourisme et aujourd'hui placé sous la responsabilité d'une association Loi 1901 marquée d'une forte présence de l'Association des Maires de France mais placée sous la tutelle du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, du Tourisme et de la Mer.

Si nous avons constaté que l'évolution de la pensée du CNVVF allait dans le sens d'une compréhension accrue de la complexité d'une pratique perçue à l'origine comme un instrument de promotion touristique, nous avons également dû relever que le Conseil peinait à se doter de critères d'évaluation ou d'outils pédagogiques correspondant véritablement à cette nouvelle intelligence du fleurissement. Outre la carence de modalités d'appréciation permettant aux jurys de son concours de juger les dimensions autres qu'essentiellement visuelles des politiques municipales, nous avons relevé que les concepts d'ordre paysager dont fait usage le CNVVF dans son action de conseil réitèrent les structures idéologiques ou imaginaires qui, dans le domaine paysager, négligent de situer véritablement l'observateur par rapport à des effets autres que génériques articulés autour de l'opposition nature/culture.

Elaboration conceptuelle

Associée à l'état actuel de la réflexion sur le paysage et à la pénurie d'études sur la place ou la fonction du fleurissement dans l'espace public, cette situation nous a conduits à entreprendre un travail d'élaboration conceptuelle visant à traduire les effets perceptifs et imaginaires des

fleurissements relevés dans les communes que nous avons étudiées, dans des termes susceptibles de rendre compte de la complexité d'un phénomène non réductible à une simple stimulation rétinienne provoquée par une abondance de couleurs végétales, souvent d'une vivacité manifeste.

Conduit en parallèle à nos premières études sur le terrain puis continuellement enrichi par les matériaux que nous n'avons cessé d'accumuler, le réexamen de l'articulation entre les concepts de jardin et de paysage mais aussi une prise en compte de l'opposition entre paysages politiques et sociaux ou "vernaculaires" ont abouti à une première opposition entre fleurissements que nous avons dits d'apparat et d'ambiance et dont nous avons exploré le prolongement dans des effets de bornage ou dans l'élaboration d'une dimension plus franchement paysagère tenant compte de l'environnement d'une composition floricole et du regard situé de celui qui s'en approche ou qui passe à proximité. La proposition d'isoler des percepts et des affects proprement paysagers entend, quant à elle, rendre compte des effets esthétiques plus fugitifs évoqués ci-dessus.

Dans son rapport plus direct avec la population (et non plus avec le terrain), la signification du fleurissement communal a également donné lieu à une élaboration conceptuelle conduite dans les termes de l'imaginaire, de l'esthétique ou du sentiment poétique et destinée à compléter les analyses institutionnelles, politiques et sociales mentionnées ci-dessus. Ainsi, outre les attentes exprimées en termes de reconnaissance, de propriété, de sécurité ou encore de civilité, les entretiens que nous avons conduits nous ont permis d'esquisser une typologie de postures esthético-affectives articulée autour des trois figures du "communicant", de "l'humaniste" et de "l'esthète" qui, chacun à sa façon, articulent les dimensions individuelle, sociale et paysagère du fleurissement.

Un phénomène complexe

Nos recherches ont révélé des situations très différentes de commune en commune, dans les pratiques mises en œuvre sinon dans les attentes sociales ou les réactions esthétiques, pour ne pas dire dans la méconnaissance de l'impact paysager des fleurissements municipaux. Notre travail de synthèse a donc consisté à faire apparaître de manière transversale les différentes dimensions du phénomène isolées dans nos études de cas, afin de proposer les moyens de le percevoir dans toute sa complexité.

3.2 Publications

Néant.

3.3 Autres formes de valorisation scientifique

Elaboration de diaporamas destinés à mettre en évidence les effets situés et dynamiques d'une analyse paysagère, dont l'un a été utilisé à titre expérimental dans le cadre de notre enquête (présentations *Powerpoint* jointes à notre rapport).

3.4 Actions de transfert

Néant.

4. CONTRIBUTION DU PROJET AU PROGRAMME

4.1 Perspectives et conditions de généralisation des résultats en dehors du cas d'étude

Sensibles dès l'origine à la multiplicité des cas de figure que recouvre la notion apparemment simple de fleurissement communal, notre équipe interdisciplinaire a choisi de mettre en jeu différents champs d'étude : pratiques institutionnelles, enjeux sociaux, imaginaires, horticoles, paysagers ..., à travers une gamme étendue de voies d'approche : entretiens avec les acteurs politiques, administratifs, associatifs des politiques floricoles ; entretiens et enquête visant les habitants, analyse des réalisations ; historique du Conseil national de Villes et Villages fleuris et de son concours ...

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, notre travail de synthèse cherche à mettre en évidence les différentes facettes du phénomène, dont elle présente une première structuration. Chacune des dimensions identifiées mériterait d'être approfondie. Conscients de n'avoir guère que débroussaillé la dimension économique du fleurissement communal, nous insistons sur l'intérêt qu'il y aurait à consacrer une étude spécifique à cette question, dans sa dimension budgétaire comme dans celle des effets attendus mais également provoqués sur la vie économique locale. Une étude complémentaire pourrait s'intéresser au marché développé à l'échelle nationale en raison de l'importance prise dans notre pays par les politiques communales de fleurissement.

Il serait par ailleurs intéressant de confronter les résultats que nous avons obtenus avec la situation du fleurissement municipal dans les pays voisins (et par exemple au Royaume Uni, sur les campagnes de fleurissement conduites sous l'impulsion du mot d'ordre de “ *Britain in Bloom* ”).

Nous ne pouvons cependant qu'insister sur le fait que toute perspective de généralisation des résultats obtenus passe par la vérification, et donc la consolidation et/ou la modification, des éléments d'analyse que nous avançons. Nos différentes études de cas ont été conduites par trois équipes dont le champ d'intérêt privilégié avait une spécificité réelle. Dans un premier temps, chacune des équipes a ainsi privilégié une approche soit sociologique, soit paysagiste (au sens plus technique du terme), soit encore esthétique. La confrontation des résultats obtenus a ensuite servi à infléchir le travail des équipes sur le terrain et à frayer de nouvelles pistes. Il serait cependant nécessaire de procéder à une série d'études de cas pour lesquelles l'approche transdisciplinaire serait formalisée dès le départ et pleinement appliquée à chacune des communes étudiées, afin de vérifier les premiers résultats mis à jour par nos travaux exploratoires.

4.2 Contribution du projet à la réponse aux interrogations soulevées dans l'appel à proposition (en référence aux différents axes)

- *L'émergence du paysage dans la culture contemporaine*

Notre étude historique du Conseil national des Villes et Villages fleuris fait état de l'émergence d'une intelligence plus compréhensive mais toujours insuffisante d'un phénomène doté d'une dimension paysagère.

- *L'analyse et l'évaluation de l'encadrement juridique et législatif français*

Le fleurissement municipal s'inscrit dans un cadre, non pas juridique ou législatif, mais incitatif. Nous avons fait état d'un certain parallélisme avec l'évolution de la législation régissant le paysage, mais aussi d'un écart entre le paysage tel que défini et encadré par la loi et la pratique " ordinaire " du fleurissement.

- *Les acteurs sociaux, leurs réseaux et leurs représentations socioculturelles du paysage dans l'élaboration des politiques publiques*

Nous avons examiné les circuits de décision politique et administrative impliqués dans la conception et la mise en œuvre d'une politique de fleurissement communal, mais aussi l'implication de réseaux associatifs dans ces activités. Nous avons exploré les motivations des décideurs et les souhaits (attentes ; reproches) des acteurs sociaux ou des habitants. Nous avons enfin exploré, par le biais d'entretiens portant entre autres sur les modèles de fleurissement, différentes formes de représentation (sociale, imaginaire, esthétique, poétique ...) du phénomène et avons articulé ces résultats, lorsque cela se révélait possible, à des catégories sociales ou professionnelles.

- *Evaluation des effets des politiques publiques sur le paysage et ses structures*

Venant se greffer sur des aménagements lourds, une politique de fleurissement n'affectera pas profondément l'écosystème de son lieu d'implantation ; elle ne risque pas de porter durablement atteinte à la qualité architecturale ou urbanistique d'un site. Au regard des conséquences découlant d'opérations plus conséquentes, les inconvénients comme les avantages que peut provoquer un fleurissement, par exemple sur le plan visuel ou sur celui de la circulation des personnes et des véhicules, ont un impact moins profond sur les structures de l'environnement. Or, justement en raison de la légèreté de sa mise en œuvre et de la relative modicité de son coût, le fleurissement peut proposer un champ d'expérimentation pour l'aménagement communal ; il peut devenir l'enjeu d'une appropriation active et polémique par les habitants de l'espace de leurs déplacements utilitaires quotidiens et errements poétiques les plus ordinaires. C'est sans doute de ce côté qu'il conviendrait de développer une véritable politique publique.

- *Evaluation des formations dans le cadre des politiques publiques d'enseignement et de recherche.*

Cette question n'est pas concernée par notre recherche, si ce n'est de manière fort indirecte par le biais de la mission de conseil remplie par la Conseil national des Villes et Villages fleuris. La méconnaissance de la dimension paysagère d'une réalisation florale témoigne plutôt d'un besoin de formation concernant les acteurs et le public, que nous évoquons dans notre travail de synthèse.

- *Analyse et évaluation des expérimentations et méthodes spécifiquement paysagères et des effets des techniques de gestion, protection, réhabilitation ou création de paysages*

Pour ce qui concerne cette rubrique comme pour l'évaluation des effets du fleurissement sur le paysage et ses structures, la modestie du phénomène dans ses dimensions spatiale et

temporelle le prive de toute conséquence majeure ou durable. En conséquence, notre tentative de traduction dans des termes paysagers d'une pratique le plus souvent confinée dans le domaine de l'horticulture porte ainsi davantage sur les représentations provoquées par des interventions relativement légères que sur des inscriptions matérielles durables. On remarque cependant dans les politiques de fleurissement public un intérêt croissant pour les matériaux durables (arbres, arbustes, vivaces) et pour des pratiques respectueuses des valeurs écologiques.

- *L'évaluation économique des politiques publiques en matière de paysage*

Nous avons expliqué ci-dessus la très grande modestie de notre contribution à cette question, qui mériterait une étude approfondie.

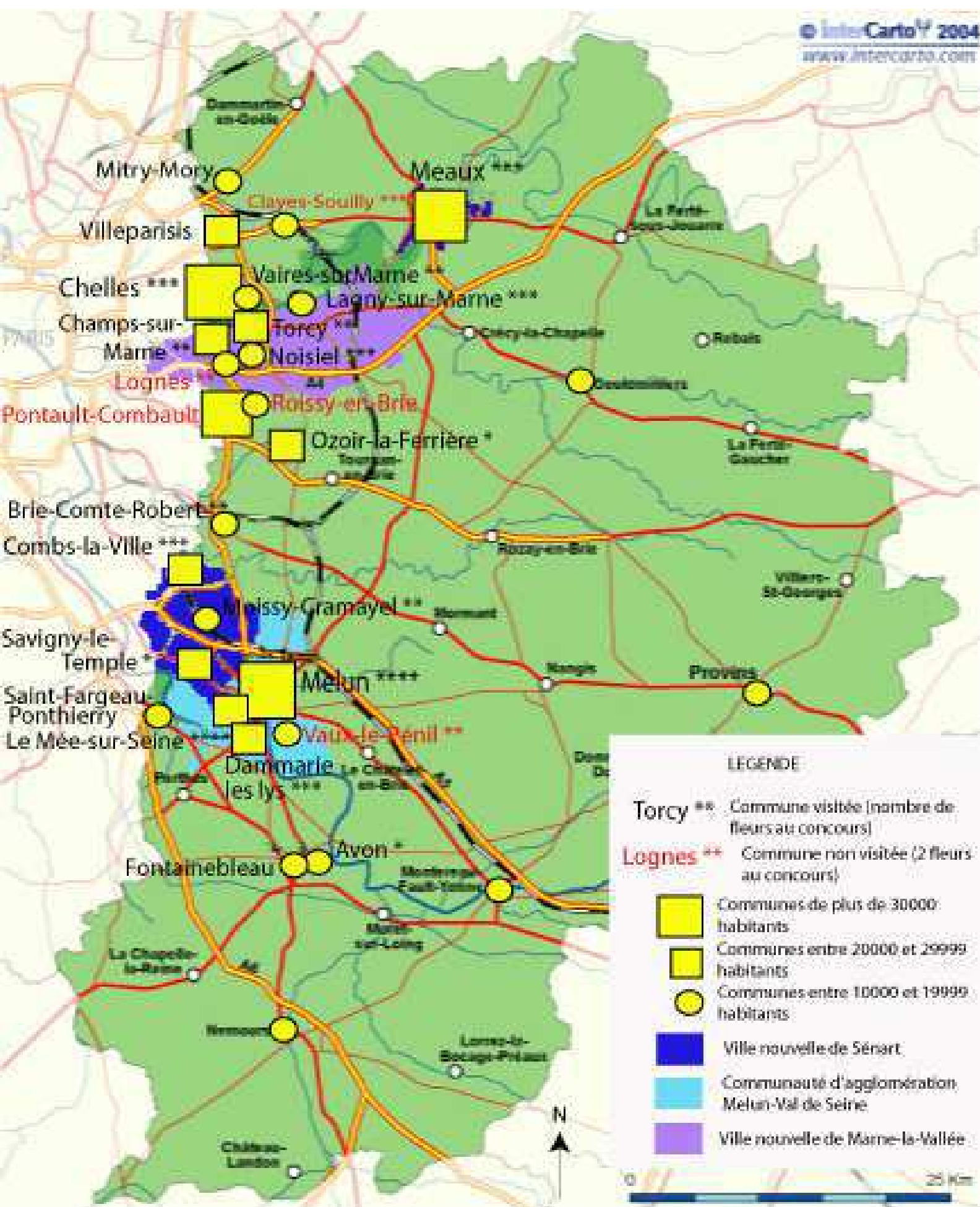
4.3 Principaux enseignements

Si nos travaux ont mis en évidence la nécessité d'évaluer les fleurissement municipaux dans leur dimension tout autant sociale que visuelle, nous nous permettrons de souligner qu'il n'existe pas de continuité manifeste entre les dimensions esthétique (au sens étendu du terme) et sociale. En l'état actuel de la question, seule une notion générale de " bien-être " les relie. Il suffit de proposer à cette valeur positive un élément de contenu (nostalgie, utopie, reconnaissance d'une identité par exemple régionale ...) pour comprendre combien toute spécification sémantique risque d'être porteuse de dissension plutôt que de consensus. Certes, nous avons esquissé une approche esthétique du paysage (au sens fort de ces deux termes) dans laquelle percept et affect ne seraient pas dénués d'implications humaines ou sociales. On ne saurait cependant privilégier cette seule approche dans l'évaluation de la pratique ordinaire (et non pas artistique) que constitue le fleurissement. En l'état actuel de la recherche et eut égard au statut du phénomène étudié, nos résultats nous poussent à proposer pour l'évaluation du fleurissement communal une série d'approches parallèles ou convergentes et à mettre en garde, non seulement contre toute définition étreinte du paysage, mais également contre une évaluation trop étroitement paysagère de la pratique ordinaire que constitue le fleurissement.

- Pour ce qui concerne l'évaluation proprement paysagère, nous rappellerons que notre recherche nous conduit à insister sur la nécessité de procéder à des analyses situées, c'est-à-dire tenant véritablement compte de la position physique d'un sujet par rapport à un environnement producteur d'effets paysagers. Nous insisterons également sur la nécessité de relativiser l'apport d'oppositions binaires de valeurs générales comme celles de culture et de nature, au bénéfice d'une prise en compte de la diversité des positionnements esthético-affectifs adoptés face aux paysages.
- Pour ce qui concerne l'analyse et l'évaluation des politiques publiques, nous avons dit que notre recherche montrait l'importance d'une prise en compte des aspects moins visibles, voir latéraux, d'une politique. Le fait que celle-ci porte en premier lieu sur un phénomène aussi visible (mais aussi modeste) que le fleurissement de la place publique, pratique concernant des surfaces souvent réduites et des durées limitées (puisque saisonnières), ne change rien à l'affaire : d'autant plus que l'engagement financier exigible (par exemple pour l'installation de fleurissements hors sol avec arrosage automatique) est loin d'être toujours négligeable. Or, les différentes pratiques institutionnelles que nous avons mises en évidence au sein des municipalités étudiées mais aussi dans les relations entre

partenaires territoriaux ne font pas preuve de la même sensibilité envers les différents enjeux que nous avons définis.

- Pour ce qui concerne les rapports entre politiques publiques et paysages, le cadre essentiellement incitatif de la politique de fleurissement public conduite sous l'égide du Conseil national des Villes et Villages fleuris exige que les instruments utilisés par le CNVVF dans l'accomplissement de ses missions de conseil et d'évaluation soient à même de prendre en compte les différentes dimensions du phénomène. Or, nous avons vu que, si l'histoire du CNVVF témoignait d'une réelle évolution à cet égard, il lui restait à forger des outils réellement performants pour promouvoir un fleurissement de qualité et évaluer les multiples facettes des politiques de fleurissement constatées sur le territoire national. Dans notre chapitre de synthèse, nous avons signalé les lacunes les plus criantes, qui constituent autant de pistes pour une réflexion au moins relativement en souffrance, et avons suggéré l'utilité d'une implication du Ministère de la Ville dans la réflexion sur les politiques de fleurissement.
- Pour ce qui concerne les prolongements théoriques, nous avons souligné la qualité exploratoire de notre recherche, laquelle a mis à jour la complexité potentielle des effets perceptifs, culturels, imaginaires, mais aussi sociaux ou politiques, susceptibles d'être provoqués par une politique de fleurissement. Les résultats que nous avons obtenus exigent certes d'être contrôlés et approfondis. Il n'en reste pas moins qu'ils ont été élaborés et expérimentés sur des données dont l'échelle modeste explique sans doute qu'elles aient été insuffisamment prises en compte dans la réflexion sur le paysage. Il en va ainsi de la mobilisation d'un savoir-faire horticole privilégiant les effets chromatique à court terme plutôt que la pratique structurante dans la durée qui est la préoccupation des paysagistes, mais aussi de l'expérience banale d'un environnement quotidien de faible envergure et de courte durée temporelle, modelée par une pratique ordinaire peu formalisée par ses acteurs. Comme nous l'avons signalé dans l'introduction de notre rapport, une meilleure compréhension de ces phénomènes ne doit pas servir à la seule compréhension de la spécificité du fleurissement ; elle ne devraient pas être sans conséquence pour la manière dont est conçue la problématique du paysage dans notre pays. Cette perspective nécessiterait cependant une étude très différente de celle que nous présentons ici.



Concours

SEINE-ET-MARNE ANNÉE 2006

et villages fleuris

départemental

des villes

CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE ET MARNE

Le Jury Départemental décerne la fleur

et adresse ses plus vives félicitations à

*Le Président
du Comité Départemental du Tourisme*



Lionel Walker

*Le Président
du Conseil général*



Vincent Éblé

TRUFFAUT
pour être avec la terre

tourisme
Seine
et Marne

Conseil Général
SEINE &
MARNE